

الجزيرة

EN TURQUIE

Le général Evren
menace de reporter
les élections

LIRE PAGE 3

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

3,80 F

Algérie, 3 DA ; Maroc, 3,50 dr. ; Tunisie, 300 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 15 sch. ; Belgique, 25 fr. ; Canada, 1,10 \$; Côte d'Ivoire, 340 F CFA ; Danemark, 6,50 kr. ; Espagne, 100 pes. ; États-Unis, 66 c. ; Grèce, 200 dr. ; Irlande, 80 p. ; Italie, 1.200 L. ; Liban, 360 P. ; Libye, 0,350 D. ; Luxembourg, 27 F. ; Norvège, 6,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 200 esc. ; Royaume-Uni, 340 F CFA ; Suède, 1,75 kr. ; Suisse, 1,40 F ; Yougoslavie, 65 d.

Tarif des abonnements page 2

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 658572 F
C.C.P. 4307 - 23 PARIS
Tél. : 246-72-23

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

Horreur en Ouganda

Plusieurs centaines de civils innocents viennent de trouver la mort en Ouganda dans des circonstances particulièrement atroces. Plongé dans le gouvernement de Kampala dans le plus grand embarras, la presse ougandaise, qui n'ignore pourtant pas la gravité des risques impliqués par des initiatives de ce genre, a révélé comment des dizaines d'hommes, de femmes et d'enfants avaient été massacrés à l'arme blanche ou par balles et jetés dans des charniers. C'est une publication catholique, « Munno », qui a pris la tête d'une campagne destinée à faire écho à la vérité.

La tragédie qui s'est déroulée dans des districts affectés par des mouvements de rébellion armée suscite d'après les témoignages qui seront longuement à l'apaisement. De larges zones d'ombre subsistent, qu'apparemment beaucoup de responsables politiques sont peu soucieux de voir se dissiper. Officiellement, le massacre est imputé à des « individus sous influence militaire », alors que tout porte à croire que c'est bel et bien à l'armée ougandaise qu'incombe la responsabilité des tueries.

Pour leur part, les dirigeants de l'Armée de résistance nationale, en rébellion contre le pouvoir, rejettent les accusations formulées contre eux. Décidés à renverser par la force un régime incapable à leurs yeux de conduire les affaires de l'État, ils se défendent de s'être jamais attaqués à des civils. On est d'autant plus enclin à les croire qu'il existe au sein de l'armée ougandaise une solide tradition d'indiscipline. Les militaires se sont déjà à maintes reprises rendus coupables d'exactions meurtrières et on ne compte plus les mutineries qui ont eu lieu dans leurs rangs.

Ainsi l'Ouganda semble-t-il depuis son accession à l'indépendance, en octobre 1962, occuper une place de choix dans la hiérarchie de l'horreur. Alors que rien ne paraissait destiner cette ancienne colonie britannique d'Afrique orientale à un tel sort, l'accession au pouvoir du fantaisiste Idi Amin Dada, en février 1971, n'a fait qu'aggraver le cycle de la violence, déjà ouvert depuis plusieurs années.

La chute, en avril 1979, du dictateur dont le nom était devenu un sinistre symbole suscitait de grandes espérances. Elles ne tardèrent pas à se révéler vaines. Le retour au pouvoir de M. Milton Obote avait été, en effet, l'occasion de nouveaux désordres, entraînant une répression aveugle. Aujourd'hui, tandis que s'inquiètent les représentants des organisations humanitaires, au premier rang desquelles Amnesty International, chacun s'accorde à penser que les prisons ougandaises restent aussi surpeuplées qu'à l'époque d'Idi Amin Dada. Apparemment, les géobiers y sont tout aussi expéditifs et les militaires conservent la triste habitude de faire usage de leurs armes sans discernement.

Révisées à l'opinion internationale une semaine avant l'ouverture de la conférence des chefs d'Etat de l'O.U.A. à Addis-Abeba, les tentatives de l'Ouganda vont contribuer à ternir l'image du continent africain. Beaucoup seront tentés de les rapprocher de celles qu'avait perpétrées au Malabailand, en avril dernier, l'armée nationale du Zimbabwe. Le parallèle entre les deux drames ne s'arrête pas là, puisque aujourd'hui à Kampala comme hier à Harare, c'est la minorité catholique qui avait dénoncé les meurtres.

Les attentats se multiplient contre l'armée israélienne stationnée au Liban

Tandis que la détente se confirme sur le front syro-israélien, les attentats contre les troupes israéliennes au Liban se multiplient. Quatre hommes armés ont attaqué mercredi, à l'arme automatique, une patrouille blindée près de Hadeth, dans la banlieue chrétienne de Beyrouth, endommageant un véhicule. La presse libanaise signale ce jeudi matin que plus de cent personnes (Libanais et Palestiniens) ont été arrêtés mardi et mercredi par les forces israéliennes, et que quarante-huit d'entre elles ont été conduites au camp de détention d'Al Ansar.

La presse libanaise précise que, pour le seul mois de mai, trente-trois opérations ont été lancées contre les unités israéliennes, faisant huit morts et trente-trois blessés. A Tel-Aviv, on indique que la plupart de ces attaques sont conduites par des « éléments armés libanais » relevant du mouvement chiite Amal, des druzes et des communistes.

Avant de quitter Paris pour Beyrouth, M. Chafic Waszan, chef du gouvernement libanais, a annoncé mercredi que la France avait décidé d'accorder 1 milliard de francs de crédit au Liban en 1983, quadruplant ainsi le montant des facilités financières qu'elle prévoyait de lui allouer cette année au titre de la coopération civile.

Retour de bâton

par ANDRÉ FONTAINE

Il y a un an, le 6 juin 1982, alors que le monde entier n'avait d'yeux que pour les fautes incongrues du sommet de Versailles, les forces israéliennes franchissaient la frontière du Liban. Elles l'avaient déjà fait souvent. Mais il ne s'agissait plus de raids de représailles. Il s'agissait d'une nouvelle campagne de la guerre interminable qui, depuis 1948, ravage périodiquement le Proche-Orient.

Comme chaque fois que l'État hébreu a pris les armes, il espérait en finir ainsi avec une menace répugnante insupportable. Comme chaque fois, il s'est assuré d'apprécier les avantages. Comme chaque fois, il n'a pas réussi pour autant à imposer la paix. Le Liban, les Libanais israéliens et syriens sont de nouveau sur le pied de guerre, au milieu des bruits de bottes, des attentats et des mises en garde.

Énumérons d'abord les points marqués par Jérusalem :

- 1) L'O.L.P., à l'infrastructure politique et militaire et les énormes stocks d'armes qu'elle avait installés à Beyrouth et au Sud-Liban ;
- 2) L'État libanais, qui, au temps du président Sarkis, avait dû accepter le protectorat de fait de la Syrie, se trouve maintenant dans la mouvance israélienne. La force d'interposition qui patrouille la capitale est composée exclusivement de contingents occidentaux. Leur présence résulte d'accords intergouvernementaux, non d'un mandat des Nations unies, ce qui enlève à l'Union soviétique tout prétexte juridique à y mettre son nez ;
- 3) L'État libanais, sans pour autant se rallier, comme l'aurait voulu Begin, au « processus de Camp David », a mis fin à l'état de guerre avec Israël, en échange d'une promesse de retrait des troupes juives qui paraît bien aléatoire, puisque son exécution est subordonnée au retrait des troupes syriennes et palestiniennes dont Damas ne veut pas entendre parler. De toute façon,

La mort des deux policiers tués mardi à Paris par des malfaiteurs sans qu'ils aient eu le temps de décharger leur arme n'est, malheureusement, ni la première ni la dernière « bavure » du banditisme. L'émotion que suscite cette affaire — et la nouvelle fusillade survenue mercredi — dans la corporation des policiers est légitime, irrefutable, incontournable, et sa sincérité ne peut être mise en doute. Quelle catégorie professionnelle confrontée à pareille ténacité ne réagirait ? Quelle profession ne demanderait des comptes ?

Mais à qui ? Certains ont choisi, et très vite, de désigner le coupable : la justice et, au-delà, l'homme qui en a la charge, M. Robert Badinter. Ainsi fait-on d'un double meurtre odieux l'argument d'un combat politique. Et rôdent autour de cette tragédie des responsables d'organisations

Les banques centrales pourraient intervenir pour tenter de freiner la hausse du dollar

L'ascension du dollar a continué le jeudi 2 juin sur les marchés des changes, son cours atteignant 2,55 DM à Francfort, au plus haut depuis six mois, et battant à nouveau tous ses records à Paris à 7,67 F après avoir été de 7,68 F à New-York. Un très léger reflux toutefois était perceptible en milieu de journée, en raison d'un timide recul du taux d'intérêt américain.

« A tout prendre, je préfère cette flambée du dollar à une montée malle et insidieuse. Ce qui est excessif peut, parfois, devenir une démonstration par l'absurde à l'appui d'une solution rationnelle. » Telle est la déclaration que nous a faite M. Jacques Delors, ministre de l'économie, des finances et du budget, jeudi 2 juin, face à une ascension de la monnaie américaine qui, non seulement est une véritable catastrophe pour la balance commerciale de la France (10 centimes de hausse représentent 2 milliards de déficit supplémentaire), mais qui soulève aussi une très vive irritation en Europe, notamment en Allemagne et en Grande-Bretagne.

Ce qui est en cause, c'est moins la flambée du dollar que la remontée des taux d'intérêt américains responsable du phénomène pour une grande part, et qui menace de com-

En Europe, l'irritation monte vis-à-vis des États-Unis, accusés de ne rien faire pour freiner la hausse des taux d'intérêt après le sommet de Williamsburg.

Face à une hausse du dollar considérée comme excessive, les banques centrales pourraient intervenir de manière concertée.

promettre la timide reprise économique enregistrée dans ces pays.

Mercredi 1^{er} juin, à son retour de Williamsburg, le chancelier Helmut Kohl, tout en se félicitant des résultats du sommet dans le domaine de la sécurité, a adressé d'assez vifs reproches aux gouvernements américains, « regrettant qu'ils n'aient pas donné suite aux demandes de leurs partenaires et n'aient pas baissé leur taux d'intérêt. C'est un fardeau pour le développement économique », a-t-il ajouté.

A Londres, on se montre plus discret, mais la même amertume prévaut, surtout après le communiqué final de Williamsburg, qui comportait une quasi-promesse du président Reagan de faire baisser les taux.

En outre, les déclarations des responsables de Washington ont de quoi déconcerter, et même irriter leurs partenaires.

Ainsi M. Donald Regan, secrétaire au Trésor, a affirmé, à plusieurs reprises, que la déclaration commune de Williamsburg n'oblige en rien les États-Unis à faire quoi que ce soit « de nouveau et de différent », et notamment à intervenir massivement sur les marchés des changes.

Dans le même temps, un haut fonctionnaire de son département laissait entendre que les États-Unis « pourraient faire un geste ». De plus, le même Donald Regan se montrait fort désagréable à l'égard de la France, déclarant à la télévision que « le problème de M. François Mitterrand, ce n'était pas tellement le dollar fort, mais le franc faible ».

Enfin, le secrétaire au Trésor a mis le feu aux poudres sur les marchés des changes en confirmant que la progression trop rapide de la masse monétaire américaine allait conduire la Réserve fédérale, l'autorité de contrôle, à freiner l'augmentation de ladite masse, ce qui risque, inévitablement, de se traduire par une hausse des taux d'intérêt.

Telle a été l'interprétation faite à ces propos sur les marchés financiers internationaux, notamment en Europe, où ces jours derniers courent la rumeur, non confirmée, d'un relèvement des taux d'intérêt en R.F.A. destiné à ralentir les sorties de capitaux en direction de la zone dollar.

FRANÇOIS RENARD.

(Lire la suite page 29.)

Les projets de M. Bérégovoy : les trois points chauds de la politique sociale

(Lire page 29 l'article de MICHEL NOBLECOURT.)

La presse et les radios locales : M. Fillioud conteste la décision de la Haute Autorité sur Radio-Express

(Lire page 24.)

LE MEURTRE DE DEUX POLICIERS

La peine et le profit

par BRUNO FRAPPAT

La mort des deux policiers tués mardi à Paris par des malfaiteurs sans qu'ils aient eu le temps de décharger leur arme n'est, malheureusement, ni la première ni la dernière « bavure » du banditisme. L'émotion que suscite cette affaire — et la nouvelle fusillade survenue mercredi — dans la corporation des policiers est légitime, irrefutable, incontournable, et sa sincérité ne peut être mise en doute. Quelle catégorie professionnelle confrontée à pareille ténacité ne réagirait ? Quelle profession ne demanderait des comptes ?

Mais à qui ? Certains ont choisi, et très vite, de désigner le coupable : la justice et, au-delà, l'homme qui en a la charge, M. Robert Badinter. Ainsi fait-on d'un double meurtre odieux l'argument d'un combat politique. Et rôdent autour de cette tragédie des responsables d'organisations

syndicales ou politiques de l'opposition, impatientes de tirer un profit immédiat de l'affaire. On peut douter que la sécurité des policiers soit l'unique souci de ceux qui, prétendant la défendre, condamnent, sans procès, le pouvoir pour ces meurtres.

Comment interpréter autrement la décision de la Fédération professionnelle et indépendante de la police nationale, qui convoque une manifestation, vendredi, de l'avenue Trudaine, lieu du drame, au ministère de la justice ? Comment désigner plus nettement le coupable qui siège à la chancellerie ? Et voici que des syndicats catégoriels voient dans le double meurtre « la démonstration que la politique en matière de sécurité est un échec ». Et l'on entend M. Le Pen (Front national) appeler les Parisiens à « assister massivement aux obèques » et en profiter pour « exiger du gouvernement des mesures draconiennes contre le crime et contre l'immigration », alors qu'on ignore l'identité des tueurs, leur nationalité. Et M. Bernard Pons (R.P.R.) se saisit du drame pour « dénoncer la faiblesse du pouvoir face à la montée du banditisme et de la délinquance ».

Encore un peu d'excès de langage et il se trouvera des opposants — décidément systématiques — pour affirmer qu'avant 1981 on n'a jamais eu à déplorer la mort d'un policier ou que M. Badinter a armé les tueurs.

Que peut répondre le pouvoir, s'il ne se laisse pas du barbellement tous azimuts des opposants qui de tout font un combat, au risque, cette fois, de l'indécence ? Il peut faire valoir que le « laxisme » dont on l'accuse n'est guère visible : les prisons françaises n'ont jamais été aussi pleines. Si sa politique est en échec, ce n'est donc pas dans le sens qu'on croit.

L'abolition de la peine de mort ? Les faits sont têtus : depuis qu'elle a été votée, le nombre des agents de la force publique tués dans l'exercice de leur mission n'a pas augmenté. L'abrogation de « sécurité et liberté » ? Elle a été définitivement votée, il y a deux jours !

Au moment où le gouvernement décide d'appliquer certaines des conclusions de la commission des maires sur la sécurité (lire page 12 l'article d'Edwy Plenel), on peut s'étonner du hiatus entre l'exploitation politique du drame de l'avenue

AU JOUR LE JOUR

Légalité

L'un des avocats de Klaus Barbie a déposé une demande de mise en liberté pour son client. Il fonde sa démarche sur la violation, selon lui, de la légalité lors de l'expulsion de Barbie par la Bolivie.

La démarche est intéressante. Barbie, comme tout inculpé, est présumé innocent. Il a droit à l'application de la loi.

Et puis, une fois libre, il pourrait plus aisément exposer sa conception de la légalité aux Lyonnais, qui, depuis quarante ans, sont impatients de la connaître.

Br. F.

DANS « LE MONDE DES LIVRES »

Les vertus de la fortune

Autant que l'investissement, la course à la fortune représente l'un des ressorts de la société marchande. Seuls accèdent à l'Olympe où siègent les milliardaires, les plus forts, les plus chanceux, les plus intelligents ou les moins scrupuleux : on choisit. En bas, le bon peuple ébloui applaudit aux assauts et aux divertissements de nos Césars. Ou s'écroule. Une presse qui se nourrit des faits et gestes des privilégiés accélère les battements de cœur dans les chaumières.

Ainsi mis en scène, le milliardaire se doit d'assumer le rôle que lui confère la fortune. « Richesse oblige », soutient M. Guy de Rothschild, représentant d'une des familles les plus mythiques de ce pays. De la

tenue, de la modestie : voilà quelques-uns des conseils aux riches que veulent durer.

Selon l'historien anglais Theodore Zeldin, les milliardaires finissent par leur importance numérique, une minorité ethnique où les managers prennent le pas sur les possesseurs traditionnels. Version inattendue de la lutte des classes.

Paul-Loup Sulitzer est un de ces candidats à la puissance. Il fut même le plus jeune P.-D.G. de France. En ce moment, il gagne beaucoup d'argent en dévalant, dans des best-sellers, les mystères de la big money.

L'artiste non plus ne reste pas insensible aux séductions de la fortune. Dan Franck, un jeune romancier, affirme que la vie de bohème ne fait plus recette. Et parfois l'argent l'emporte sur l'art. Ne dit-on pas encore que « faire de l'argent » est un art ? Malgré l'impôt sur les grandes fortunes...

B. A.

(Lire pages 13 et 18 les articles de BERNARD ALLIOT, THEODORE ZELDIN et PAUL MORELLE.)

Jean-François Revel



Comment les démocraties finissent

« Un livre indispensable qui pose une question fondamentale. Il faut souhaiter qu'il soit à l'origine d'un vrai débat. » Jacques Amalric/Le Monde



LA HAUSSE DES TAUX D'INTÉRÊT AMÉRICAINS DÉTEND LE DOLLAR INQUIÈTE LES JAPONAIS

La hausse du dollar, qui a continué le jeudi 2 juin sur les marchés des changes, son cours atteignant 2,55 DM à Francfort, au plus haut depuis six mois, et battant à nouveau tous ses records à Paris à 7,67 F après avoir été de 7,68 F à New-York. Un très léger reflux toutefois était perceptible en milieu de journée, en raison d'un timide recul du taux d'intérêt américain.

« A tout prendre, je préfère cette flambée du dollar à une montée malle et insidieuse. Ce qui est excessif peut, parfois, devenir une démonstration par l'absurde à l'appui d'une solution rationnelle. » Telle est la déclaration que nous a faite M. Jacques Delors, ministre de l'économie, des finances et du budget, jeudi 2 juin, face à une ascension de la monnaie américaine qui, non seulement est une véritable catastrophe pour la balance commerciale de la France (10 centimes de hausse représentent 2 milliards de déficit supplémentaire), mais qui soulève aussi une très vive irritation en Europe, notamment en Allemagne et en Grande-Bretagne.

Ce qui est en cause, c'est moins la flambée du dollar que la remontée des taux d'intérêt américains responsable du phénomène pour une grande part, et qui menace de com-

En Europe, l'irritation monte vis-à-vis des États-Unis, accusés de ne rien faire pour freiner la hausse des taux d'intérêt après le sommet de Williamsburg.

Face à une hausse du dollar considérée comme excessive, les banques centrales pourraient intervenir de manière concertée.

promettre la timide reprise économique enregistrée dans ces pays.

Mercredi 1^{er} juin, à son retour de Williamsburg, le chancelier Helmut Kohl, tout en se félicitant des résultats du sommet dans le domaine de la sécurité, a adressé d'assez vifs reproches aux gouvernements américains, « regrettant qu'ils n'aient pas donné suite aux demandes de leurs partenaires et n'aient pas baissé leur taux d'intérêt. C'est un fardeau pour le développement économique », a-t-il ajouté.

A Londres, on se montre plus discret, mais la même amertume prévaut, surtout après le communiqué final de Williamsburg, qui comportait une quasi-promesse du président Reagan de faire baisser les taux.

En outre, les déclarations des responsables de Washington ont de quoi déconcerter, et même irriter leurs partenaires.

Ainsi M. Donald Regan, secrétaire au Trésor, a affirmé, à plusieurs reprises, que la déclaration commune de Williamsburg n'oblige en rien les États-Unis à faire quoi que ce soit « de nouveau et de différent », et notamment à intervenir massivement sur les marchés des changes.

Dans le même temps, un haut fonctionnaire de son département laissait entendre que les États-Unis « pourraient faire un geste ». De plus, le même Donald Regan se montrait fort désagréable à l'égard de la France, déclarant à la télévision que « le problème de M. François Mitterrand, ce n'était pas tellement le dollar fort, mais le franc faible ».

Enfin, le secrétaire au Trésor a mis le feu aux poudres sur les marchés des changes en confirmant que la progression trop rapide de la masse monétaire américaine allait conduire la Réserve fédérale, l'autorité de contrôle, à freiner l'augmentation de ladite masse, ce qui risque, inévitablement, de se traduire par une hausse des taux d'intérêt.

Telle a été l'interprétation faite à ces propos sur les marchés financiers internationaux, notamment en Europe, où ces jours derniers courent la rumeur, non confirmée, d'un relèvement des taux d'intérêt en R.F.A. destiné à ralentir les sorties de capitaux en direction de la zone dollar.

FRANÇOIS RENARD.
(Lire la suite page 29.)

PHARMACIE
ICINE
LIMA 5.100
NOS AIRES 6.800

Liban

Le 6 juin prochain, il y aura un an que les troupes israéliennes envahissaient le Liban. A cette occasion, André Fontaine compte les points marqués par l'Etat hébreu mais aussi le prix payé. Annie Laurent voit, dans l'accord israélo-libanais, un succès américain qui profitera à Israël, mais indirectement aussi à la Syrie, car il ouvre la voie au démantèlement du Liban. Akram Hadi explique pourquoi il ne devrait pas être de l'intérêt de la Syrie de torpiller l'accord israélo-libanais.

Les bienfaits de la « pax americana »

par ANNIE LAURENT (*)

GEORGE SHULTZ doit être ravi. Qui ne voit que, grâce aux « pressions » exercées sur Israël, il vient de remporter un grand succès diplomatique, nonobstant le refus de Damas auquel il s'attendait ? Mais, après tout, les Libanais avaient tant proclamé qu'un problème ne se posait du côté syrien. Voilà donc la crédibilité américaine restaurée. Hussein et Moubarak sont rassurés. On peut aller de l'avant, et déjà l'on parle de ressortir le plan Reagan du tiroir.

A y regarder de plus près cependant, il apparaît que c'est à Israël — et corrélativement à la Syrie — qu'échoient les gains de l'opération.

Outre l'amélioration de son image aux yeux de l'opinion internationale — qui, naïvement, ne voit dans l'accord israélo-libanais que la bonne volonté des dirigeants de Jérusalem — l'Etat hébreu fait d'une pierre deux coups. D'une part, il renoue avec Washington de bonnes relations, à vrai dire jamais vraiment mauvaises (pendant la « brouille » l'administration américaine livrait à Israël 200 fusées Sidewinder ; le Congrès prenait l'initiative de voter des crédits supplémentaires et des dans au profit d'Israël, qui, quoi qu'il fasse, reste l'allié privilégié des Etats-Unis) ; d'autre part, il a les coudées franches pour agir comme bon lui semble aussi bien en Cisjordanie qu'au Liban. Ce n'est qu'une question de patience : dans quelques mois, le Sud-Liban lui appartiendra de facto. Car le « non » syrien — auquel on ne peut croire que les Israéliens n'étaient pas préparés — leur permet de bloquer la mise en application de l'accord avec le Liban. Le cabinet Begin avait tout intérêt à étendre la visite du secrétaire d'Etat avant d'opérer un retrait partiel sur la rivière Awali. Peu lui importe à présent que le Liban n'ait pas accédé à ses ultimes exigences : la prolongation de son occupation lui laisse tout loisir pour créer des situations irréversibles au Sud-Liban. Le veto officiel de la Syrie justifie maintenant un retrait unilatéral. Qui pourrait blâmer le premier ministre israélien de vouloir de la sorte éviter des pertes en vies humaines devenues insupportables pour son opinion ? Au contraire, Menachem Begin — qui pour la première fois voit sa popularité baisser au profit

des travailleurs — devrait en sortir renforcé. D'autant qu'il s'efforce de présenter l'accord israélo-libanais comme un traité avec « le deuxième pays arabe ». Au Sud-Liban, la sécurité sera confiée aux « ligues de villages » et autres milices du major Haddad. A moindre frais donc ! Un peu plus tard, à force d'incitation, l'Etat druze sera conduit en État tampon. Ce n'est certainement pas pour tromper leur ennui que les soldats israéliens ont construit un port à Jieh, au nord de Tyr, ainsi que deux aéroports dans le Chouf. Que signifie l'exode forcé des populations chrétiennes d'Aley, ville à majorité chrétienne ? Ce n'est pas un hasard non plus si la « guerre civile » dans la montagne a repris dès l'annonce de l'accord israélo-libanais, après un long cessez-le-feu surveillé par Tshahal. Il est comode de montrer aux diplomates américains que, même libéré, le Liban ne pourrait se tenir debout. Pendant ce temps, les abus syriens, en provenance des positions druzes, s'abaissent sur Beyrouth. Curieusement, les druzes sont l'instrument des deux protagonistes complices. Tandis que Walid Joumblatt est à Damas, des délégations druzes visitent Jérusalem.

Quant à la Syrie, elle profite également du succès de la diplomatie américaine. Ayant reçu George Shultz à Damas, Assad entretient l'illusion sur une possible « récupération » et se démarque un peu de Moscou. Le « contrat de soumission » imposé par Israël au Liban et l'appui soviétique lui permettent de revendiquer sans la moindre pudeur sa propre souveraineté sur une partie du territoire voisin. Ne vient-il pas de demander au gouvernement libanais l'octroi d'un mandat pour maintenir ses troupes dans la Bekaa et l'Akkar, accompagné de garanties de sécurité, cette présence devant être financée par la Ligue arabe. Voilà un bon moyen pour renflouer les caisses de Damas et pour mobiliser l'opinion syrienne contre la prétendue menace israélienne (lui faisant par là même oublier ses

(*) Autour avec Antoine Desbats de Une proie pour deux fauves ? Le Liban entre le lion de Juda et le lion de Syrie. Ed. Ad-Darrah, Beyrouth, 1983.

L'intérêt de la Syrie

par AKRAM RADI (*)

IL est de bonne guerre pour Damas de condamner l'accord israélo-libanais. Les Syriens sont de redoutables tacticiens qui espèrent peut-être subordonner leur acceptation à toute une série d'avantages politico-financiers : « compensations » (non territoriales) de la Bekaa ; pétrodollars du Golfe ; initiatives émiratines en vue de favoriser des négociations sur le Golan ou d'inclure Damas dans des discussions sur l'avenir de la Cisjordanie, etc. Mais on a peine à croire qu'il est de l'intérêt de la Syrie de torpiller systématiquement l'accord israélo-libanais.

Damas le sait bien : en aucun cas cet accord n'est assimilable aux accords israélo-égyptiens de Camp David, honnis par la plupart des pays arabes :

1) Les négociations qui ont abouti à l'accord israélo-libanais se sont déroulées avec l'approbation tacite ou expresse de tous les pays arabes. Libye exceptée ;

2) Beyrouth n'a pas été acceptée comme Le Caire à un traité de paix avec l'Etat hébreu ;

3) La neutralisation de l'Egypte a pu avoir des conséquences désastreuses pour la Syrie et l'O.L.P. qui ont subi, en juin 1982 par exemple, tout le poids de Tshahal. En revanche, la neutralisation militaire du Sud-Liban ne modifie pas au bénéfice d'Israël le rapport des forces. Car le Sud-Liban n'a jamais exercé une pression militaire sur l'Etat hébreu ; il a au contraire été une voie d'invasion israélienne ;

4) Contrairement aux accords de Camp David qui comprenaient en « volet palestinien », l'accord israélo-libanais ne préjuge en rien de l'avenir des territoires palestiniens occupés ;

5) L'accord israélo-libanais ne peut pas accroître l'isolement politique de la Syrie, déjà en butte à l'hostilité d'Israël, à l'animosité de l'Irak et de la Jordanie, à la méfiance de l'O.L.P. Une fois débarrassée de la présence de l'armée israélienne qui campe à un jet de pierre du palais présidentiel, Amin Gemayel pourra au contraire resserrer les liens traditionnels avec les frères syriens.

En fait, c'est à l'accord de désengagement syro-israélien de 1974, qui

a permis la récupération d'une partie du Golan occupé — et non à Camp David — que l'accord israélo-libanais fait surtout songer.

En homme d'Etat pragmatique, le président Hafez El Assad doit certainement comprendre qu'un Liban débarrassé de la présence militaire israélienne et syrienne est préférable à un Liban partagé entre Tel-Aviv et Damas. On l'a vu d'y a moins d'un an : les cinquante mille soldats israéliens qui campent au Sud-Liban et dans la Bekaa surent à leur tour — par leur armement — l'armée syrienne et font peser une menace permanente sur la ville de Damas, qu'ils enserrèrent dans un étau.

Plus fondamentalement, le président Assad, qui est sans doute le plus grand stratège qu'ait connu la Syrie moderne, a en tout le loisir de tirer les leçons de la présence de ses troupes au Liban depuis sept ans. Le pays du Caire abrite certes une nation composite, où les équilibres confessionnels, régionaux, familiaux, ethniques, ne tiennent qu'à la puissance de ses voisins et ses dissensions internes, l'« amibe » libanaise est absolument indigeste, tout comme l'Afghanistan ou le Tchad.

A cause de son relief escarpé, de la combativité de ses habitants, de leurs querelles passionnées, le Liban engendrait ses conquérants. Les hasines qui y sont attisées ne tardent pas à contenir ses voisins. Bref, il vaut mieux avoir pour partenaire un Liban indépendant, pacifié et bienveillant que de chercher — en vain — à le soumettre, à un prix de plus en plus exorbitant.

Les Libanais les mieux disposés à l'égard des « frères » syriens sont aujourd'hui déçus que ceux-ci persistent — malgré leurs promesses — à demeurer au Liban, alors même que l'« ennemi » israélien accepte de s'en aller.

Aucun patriote libanais — même le plus puzarba, même le plus favorable à Damas — ne peut comprendre qu'il doit, faute d'une évacuation syrienne, ajouter le Sud-Liban à la longue liste des territoires arabes occupés par Israël (Jérusalem, Golan, Cisjordanie, Gaza, enclave de Tabas).

(*) Journaliste.

Retour de bâton

(Suite de la première page.)

4) La majorité de l'opinion libanaise, tant musulmane que chrétienne, edmet, malgré tout, l'opportunité de l'accord : à preuve, le vote de confiance émis à l'unanimité par le Parlement de Beyrouth après sa conclusion ;

5) Contrairement à ce qui s'était produit pour le paix égypto-israélienne, le plupart des gouvernements arabes ont pris leur parti dudit accord sans trop protester. Les demandes de sanctions présentées par Damas n'ont eu pratiquement aucun écho. Les masses arabes avaient assisté sans réagir, l'an dernier, aux bombardements de Beyrouth ; au nom de quoi eussent-elles protesté contre un arrangement qui ne fait de mal à personne ?

Ces avantages sont considérables. Mais Israël les a payés d'un prix très élevé :

1) Moral : dans la Petite Fille au tambour, où il met admirablement en lumière, à travers une cas intriquée diabolique dont il a le secret, le loge démolissant, aux deux sens du terme, de la Realpolitik, John Le Carré cite un mot prophétique d'Arthur Koestler : « Qu'allons-nous devenir, je me le demande ? Une patrie juive, ou un vilain petit Etat espéranto ? » (1). De plus en plus de juifs, en Israël et dans la Diaspora, reculent une philosophie qui, parce qu'en désespoir d'adversaire elle le pousse au crime, aboutit à justifier l'emploi contre lui de méthodes comparables. Le sionisme avait pour ambition d'arracher le peuple juif à l'engouement où l'avaient plongé des siècles de persécution : non faire de la permanence de cette engouement, comme le montre bien Stéphane Mosès dans un récent numéro spécial d'Esprit sur le Proche-Orient, la base même de la politique de son gouvernement. Ni d'un plus de la faire éprouver par d'autres. D'un l'emploi de la protection contre Sabra et Chatila et le développement du mouvement Paix maintenant ;

2) Economique : quels que soient son hémisme et son génie, quelle que soit l'importance du soutien américain, qui fait d'Israël, et de beaucoup, le pays le plus assisté du monde par tête d'habitant, un peuple de trois millions d'individus, et qui fait peu d'enfants, ne peut soutenir une guerre quasi permanente contre un environnement humain hostile, trente fois plus nombreux et très prolifique, sans prélever sur sa production juive, ou un vilain petit Etat espéranto ? » (1). De plus en plus de juifs, en Israël et dans la Diaspora, reculent une philosophie qui, parce qu'en désespoir d'adversaire elle le pousse au crime, aboutit à justifier l'emploi contre lui de méthodes comparables. Le sionisme avait pour ambition d'arracher le peuple juif à l'engouement où l'avaient plongé des siècles de persécution : non faire de la permanence de cette engouement, comme le montre bien Stéphane Mosès dans un récent numéro spécial d'Esprit sur le Proche-Orient, la base même de la politique de son gouvernement. Ni d'un plus de la faire éprouver par d'autres. D'un l'emploi de la protection contre Sabra et Chatila et le développement du mouvement Paix maintenant ;

3) Stratégique : Israël pouvait se targuer, l'an dernier, d'avoir mis l'O.L.P. hors de combat ; b) neutralisé la Syrie, dont les fusées avaient été réduites au silence en quelques heures, et c) fait éclater au grand jour l'impuissance de l'U.R.S.S., dont divers dirigeants arabes avaient souligné avec emportement la passivité tout au long de la campagne.

C'était mal connaître les Soviétiques que de s'imaginer qu'ils allaient rester sur cet échec. Depuis quelques semaines ils s'apprêtent un retour en force au Proche-Orient, dont on ne peut mesurer l'importance qu'en se référant aux guerres passées dans la région. Lorsqu'en 1956, en 1967 et en 1973 ils avaient menacé d'envoyer des « volontaires », ou supposés tels, en Egypte ou en Syrie, la Maison Blanche les avait mis en demeure, avec la plus grande netteté, de n'en rien faire, et ils s'étaient inclinés. Cette fois, des milliers de soldats soviétiques sont installés en Syrie, dans des emplacements auxquels les Syriens n'ont pas accès (2) pour manier un arsenal de fusées du dernier modèle destinées à empêcher le réel d'attaquer la Syrie, ou, dans l'hypothèse pessimiste où il serait lui-même attaqué, soit frontalement, soit par des guérillas, de riposter sur le sol de l'agresseur, voire d'utiliser sa propre aviation au-dessus d'une grande partie du territoire actuellement sous son contrôle.

Rien certes n'est irrévocable, surtout au Proche-Orient, et l'on ne saurait oublier qu'il y a eu en Egypte, au début des années 70, de quinze mille

à vingt mille « conseillers militaires » soviétiques. Lorsque Kissinger en réclama l'évacuation, le 26 juin 1970, elle ne se produisit pas moins deux ans plus tard, à l'initiative de Sadate. Or les conseillers en question ne se contentaient pas de conseiller : le « cher Henry » n'avait fait cette déclaration fracassante que parce que des oreilles indiscrettes avaient entendu plusieurs fois les pilotes soviétiques d'avions égyptiens converser tranquillement en russe et en clair à proximité du canal de Suez.

La situation paraît cependant bien différente aujourd'hui. Le président syrien Hafez El Assad, qui appartient à une secte tout à fait minoritaire, les Aloutas, voit sa propre autorité fortement contestée par ses compatriotes sunnites. Il ne s'est maintenu au pouvoir, l'an dernier, qu'en écartant la révolte de la ville de Hama avec une brutalité qui ramène, en compensation, l'horrible massacre de Sabra et de Chatila aux proportions de ce qu'il est convenu d'appeler une grosse bavure. Sans l'appui soviétique, Assad est perdu. A tel point qu'il a été le seul chef d'Etat arabe, et même musulman, avec son collègue d'Aden, à approuver l'intervention soviétique en Afghanistan.

De leur côté, les Soviétiques tiennent avec la Syrie un atout trop considérable pour le lâcher sans une très sévère contrepartie. L'expérience qu'ils ont subie en Egypte, au Soudan, en Somalie, et en d'autres endroits du tiers-monde, d'où ils ont été expulsés comme des malfaiteurs après avoir consenti en pure perte une énorme investissement économique, politique et militaire, leur a appris depuis lors à prendre des précautions. Il en va de même de la persécution que fait maintenant subir Khomény aux communistes iraniens, lesquels avaient imprudemment contribué à le porter au pouvoir, dans l'espoir qu'ils reprendraient un jour la conduite des opérations à ce vieillard à leurs yeux à moitié gâteux et idéologiquement nul.

4) Politique : le retour en force de l'U.R.S.S. au Proche-Orient, qui se manifeste aussi par l'activisme de l'ambassadeur soviétique à Beyrouth, Alexandre Soldatov, récemment revenu à son poste après une longue absence, par le réveil du P.C. libanais, par la présence d'officiers de l'armée rouge dans la zone d'occupation syrienne au Liban, ne s'explique pas nécessairement par des

ambitions militaires. Il est même plus vraisemblable que Youri Andropov, dont l'image de Realpolitiker de premier plan se précise chaque jour davantage, cherche surtout par là à imposer sa participation à toute tentative de règlement au Proche-Orient.

Or est le temps où, dans la foulée de l'évacuation de Beyrouth par l'O.L.P., négociée de main de maître par Philip Habib, les Etats-Unis s'imaginaient qu'ils étaient devenus les maîtres de la région et que leur médiation conduirait à la fois à l'évacuation du Liban par les troupes qui l'occupent et à une amorce de règlement de l'éternel problème palestinien ? Aussi longtemps que la Krenlin n'aura pas donné son feu vert pour le retrait des Syriens, l'accord israélo-libanais restera lettre morte. De son côté, le plan Reagan, qui visait à introduire progressivement l'O.L.P. dans les pourparlers avec Jérusalem sous une couverture jordanienne, a buté sur l'incapacité du roi Hussein et de Yasser Arafat à s'entendre sur le fond et sur le forme de la négociation envisagée.

En septembre dernier, pourtant, on se prenait à rêver : l'O.L.P. établissait son quartier général dans un des pays arabes les plus favorables à l'Occident, la Tunisie ; Arafat et Assad pressaient part et sobrement avec leur accord le ligne modérée. Mais pour profiter de ce climat favorable, il aurait fallu que, d'un côté ou de l'autre, quelqu'un se décide à sauter la palme, en direction de ce qui tout un chacun désormais, à l'exception des intéressés, considère comme le seul moyen de ramener le paix au Proche-Orient : l'acceptation mutuelle par le réel du fait palestinien et par l'O.L.P. du fait israélien. Hélas ! Begin se croyait vainqueur, et il n'est pas de ceux qui croient que seule la magnanimité peut transformer la victoire en paix. Quant à l'O.L.P., il a fait l'assassinat de le « colon » israélien Sartaoui, par des extrémistes du groupe Abou Nidal, pour convaincre les Israéliens qu'il existait peut-être en son sein un courant favorable à la paix. Mais ce courant se heurte à une telle résistance que Sartaoui, qui avait si souvent dit le contraire en privé, avait dû déclarer publiquement, peu de temps avant sa mort, que jamais l'Etat juif. Et aujourd'hui de plus en plus de cadres Palestiniens, sans doute encouragés en sous-main par Damas, et donc par Moscou, ré-

cusent l'autorité d'un Arafat accusé de vouloir pactiser avec Israël : ce qui, à Jérusalem, où l'on ne veut voir en lui qu'un bandit de grands chemins, doit paraître passablement stupéfiant.


Et c'est ainsi qu'un an après une opération qui était supposée casser définitivement ses adversaires Israël se retrouve à nouveau sous la menace d'une guerre dont le chef de l'O.L.P. n'hésite pas à dire que seule elle peut apporter une solution aux problèmes de la région. Ne va-t-il donc pas se trouver un gouvernement, après trente-cinq ans de combats et de souffrances, pour essayer de rompre enfin le cycle infernal ?

ANDRÉ FONTAINE.

(1) John Le Carré, La Petite Fille au tambour, Robert Laffont ; voir l'article de Bernard Alliot dans Le Monde du 27 mai.

(2) Voir l'article d'Éric Rouleau dans Le Monde du 26 mai.

DERVY LIVRES



Toutes les richesses de la sagesse hindoue vues de l'intérieur par l'un des plus grands spécialistes internationaux de l'Inde.

250 p., 92 F

Catalogue sur demande: 6, Rue de Savoie - 75006 Paris

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75007 PARIS CEDEX 09
C.C.P. Paris 4207-23

ABONNEMENTS
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE
341 F 554 F 767 F 980 F

TOUTS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
601 F 1 074 F 1 547 F 2 028 F

ÉTRANGER
(par mandat postal)
L - BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS
381 F 634 F 887 F 1 140 F

IL - SUISSE, TUNISIE
454 F 779 F 1 105 F 1 436 F

Par voie aérienne
Tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (tous virements) ou par mandat postal ont droit à un bon de réduction de 10% sur leur prochain paiement.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : les abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine à l'avance avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les virements en capitales d'imprimerie.

السلامة من الحرائق

الجمهورية العربية السورية

étranger

EUROPE

Grande-Bretagne

La controverse passionnée sur la défense nucléaire continue de dominer la campagne électorale

Londres. — La fatalité a voulu que la Journée d'action pour la paix, à laquelle avaient appelé le 23 mai dernier les « folles » de Greenham Common, coïncide avec ce que le ministre de la Défense a qualifié de « scandale du parti travailliste », à savoir l'étalage sur les ondes et dans la presse des incohérences de ce parti sur la question du désarmement nucléaire. Tandis que deux mille femmes marchaient dans le centre de Londres vers le ministère de la Défense, que des rassemblements pacifistes avaient lieu à Edimbourg, Glasgow ou Manchester, M. Michael Foot, hurlé par les journalistes, s'efforçait devant les micros et les caméras dans des explications confuses sur la vraie nature de la politique de défense de son parti.

Le 25 mai, alors que l'affaire s'est quelque peu apaisée moyennant des formules de compromis assez vagues entre M. Foot et son adjoint, M. Healey, elle rebondit avec l'entrée en scène de M. Callaghan. L'ancien premier ministre, à deux semaines des élections, désavoua catégoriquement la plate-forme électorale de son propre parti en matière de défense. Au siège des travaillistes, c'est l'incubation. Le coup est sévère pour l'avenir du Labour, au-delà même de l'échéance électorale.

Comment l'aile gauche travailliste a-t-elle pris le risque d'opter radicalement pour le désarmement nucléaire unilatéral, dans un manifeste que certains avaient qualifié d'« embleme de suicide » ? Cette aile gauche s'est vue le porte-parole d'un courant pacifiste dont on a tendance à sous-estimer l'importance. La C.N.D. (Campaign for nuclear disarmament), dirigée par l'évêque catholique Bruce Kent, qui compte cinquante-quatre mille membres et environ un million d'adhésions affiliées, est sans doute l'un des groupes de pression les plus actifs dans la campagne électorale.

On oublie aussi que le mouvement pacifiste britannique a trouvé, depuis longtemps, des relais institutionnels au sein du Labour. Si M. Foot prête aujourd'hui le flanc aux critiques, du moins ne peut-on pas le soupçonner d'opportunisme politique : il fut, avec beaucoup d'autres travaillistes, parmi les militants de la première heure — ceux qui, dans les années 50, descendirent dans la rue au cri de « Ban the bomb » — et il n'a pas attendu la double décision de l'OTAN pour se dire partisan d'un désarmement unilatéral.

« Pas de prix trop élevé »

Enfin, il n'était pas absurde, compte tenu de l'emprise des idées pacifistes dans le mouvement syndical britannique, en période de chômage et de réduction des dépenses publiques, de s'attaquer de front au programme engagé par M. Thatcher en matière de défense, dont le coût est énorme. Les conservateurs n'opposent sur ce point qu'une argumentation assez peu réconfortante, sur le thème : on ne peut pas faire moins cher, et il faut savoir ce que l'on veut. « Il n'y a pas de prix trop élevé pour la défense d'un pays », dit l'un d'eux. On peut dépenser tant et plus pour la sécurité sociale, la santé, la création d'emplois, tout cela est vain et promis à la destruction si nous sommes faibles et que nous affaiblissons nos alliés. Il n'est pas sûr que cela suffise à convaincre tous ceux qui veulent diminuer leur pouvoir d'achat, et qui s'efforcent, par exemple, de faire baisser le coût du programme de modernisation de la force de dissuasion britannique évalué à 8 milliards de livres au moins.

Mais la première erreur des travaillistes aura été de confondre la rédaction d'un programme électorale avec celle d'un tract militant. Leur plate-forme prévoit de débarrasser en cinq ans la Grande-Bretagne de toutes les armes nucléaires et de refuser l'installation de celles qui n'y sont pas encore. Les conservateurs se plaisent à souligner que cette rédaction a du moins le mérite de clarifier les choix sur l'OTAN, sur la force de dissuasion britannique et sur les principes qui doivent présider au désarmement. M. Foot a eu beau affirmer à plusieurs reprises qu'il n'envisageait pas la sortie de l'OTAN, on imagine mal quelles relations un gouvernement qui porterait un tel coup à l'organisation atlantique pourrait entretenir non seulement avec le commandement militaire de l'Alliance, mais avec l'Alliance elle-même.

Mais ce sont surtout les positions prises à propos de la force de dissuasion britannique qui alimentent aujourd'hui le débat. Pour la première fois, le principe d'une défense nu-

De notre envoyée spéciale

claire indépendante, auquel tous les gouvernements travaillistes ont jusqu'à présent souscrit, est remis en cause. Le manifeste travailliste propose de faire entrer les fusées Polaris dans les négociations sur le désarmement, mais n'évoque pas l'hypothèse de contreparties soviétiques insuffisantes, et annonce, en tout état de cause, la dénucléarisation de la Grande-Bretagne dans les cinq ans. Tout cela repose sur la conviction des unilatéralistes qu'il faut avoir « le courage de faire le premier pas », et sur l'espoir confus qu'en faisant l'offrande des Polaris on enclencherait le processus de la désescalade nucléaire.

La gauche du parti travailliste a sans doute sous-estimé l'impact négatif que pouvait avoir sur l'opinion la renonciation — même implicite — à sa défense nucléaire indépendante. M. Healey et Callaghan ne s'y sont pas trompés, et c'est pourquoi ils ont choisi de révéler en pleine campagne électorale une polémique interne du plus catastrophique effet, mais qu'ils semblent tenir pour un moindre mal. Ils sont également partisans d'incorporer les fusées Polaris dans les négociations, mais ils refusent d'envisager leur démantèlement en l'absence de concessions suffisantes du côté soviétique.

« Double clé »

Face aux querelles internes des travaillistes, c'est avec une grande sérénité que les conservateurs défendent au contraire leur programme de modernisation et de développement de la force de dissuasion britannique, c'est-à-dire leur projet d'achat de soixante-quatre fusées américaines Trident-11. Pas plus que les gouvernements américains ou français, l'actuel gouvernement britannique n'envisage que ses armes soient prises en compte dans les négociations de Genève. « Elles n'ont rien à voir avec les SS-20 et existent bien avant eux », dit un membre du parti. Si les électeurs britanniques ont une détermination comme l'ont fait les électeurs ouest-allemands, cela obligera les Soviétiques à être plus accommodants. Si un accord satisfaisant est conclu à Genève, alors seulement nous pourrions aller plus loin et élargir la négociation à la France et à la Grande-Bretagne.

Des sons de cloche un peu différents se font toutefois entendre dans les rangs du parti : M. Pym, ministre des affaires étrangères, a déclaré que si les Soviétiques consentaient à une réduction importante de leurs armes, la Grande-Bretagne serait probablement prête à reconsidérer avec ses alliés le programme Trident. A quoi Mme Thatcher a répliqué sèchement : « Il n'est pas question de modifier les décisions prises en cette matière ».

Si le soutien à la double décision de l'OTAN fait l'unanimité chez les conservateurs, les choix faits en ma-

tière de défense proprement britannique sont l'objet de critiques au sein du parti, essentiellement en raison de leur coût. Une partie des conservateurs, estimant que ces choix étaient trop orientés vers le nucléaire aux dépens de la défense « conventionnelle », s'étaient élevés contre les projets de compression du budget de la Royal Navy avant la guerre des Malouines. La crise de l'Atlantique sud ayant éclaté, on a différé ce programme d'économies en matière d'armes classiques, et l'entretien d'une garnison coûteuse aux Malouines est venu s'ajouter à son tour aux dépenses de défense. Toutefois, le programme conservateur tel qu'il est actuellement ne pourra pas être poursuivi sans une révision en hausse du budget global de la défense. Chapitre que le manifeste conservateur se garde bien d'évoquer, mais qui promet pour l'avenir un nouveau débat sur le poids tolérable des dépenses de défense dans une économie en crise.

L'un des effets des positions radicales adoptées par les travaillistes aura été de reléguer ce débat à l'arrière-plan de la campagne électorale, au profit des questions de principe sur l'existence de la force de dissuasion britannique. Le choix proposé aux électeurs par les deux grands partis est certes clair, mais il est radical. Les partis de l'Alliance social-démocrate et libérale introduisent des nuances dans ce choix : ils restent fidèles au principe traditionnel de double défense nucléaire (dans le cadre de l'OTAN, et grâce à une force de dissuasion autonome), mais ils renoncent au programme de modernisation de la force nationale et proposent d'incorporer les Polaris dans la négociation sur le désarmement.

Ils se réservent d'autre part d'apprécier l'opportunité du déploiement des missiles de croisière en fonction des résultats des négociations de Genève. Ils demandent en outre depuis plusieurs mois que soit instauré un système de « double clé », c'est-à-dire la possibilité pour le gouvernement britannique de s'opposer à une décision américaine d'utiliser les missiles de croisière basés sur son territoire. Cela a contribué à poser le problème des missiles de l'OTAN en des termes nouveaux. Non seulement sur le plan de la « moralité » de toute arme nucléaire, comme le font les pacifistes, mais sur celui de la souveraineté de la Grande-Bretagne. Cette revendication a rencontré un important soutien populaire, et trouve un écho juste dans certains secteurs du parti conservateur. Mais personne n'ignore que les partis de l'Alliance aient la moindre chance d'arriver au pouvoir seuls, et l'on voit mal comment leurs conceptions pourraient être conciliables avec celles des travaillistes dans une coalition. Le choix qu'offrent ces élections en matière de défense nucléaire reste donc assez proche, dans sa formulation actuelle, du tout ou rien.

CLAIRE TRÉAN.

Turquie

APRÈS LA DISSOLUTION DU PARTI DE LA GRANDE TURQUIE

Le général Evren menace de reporter les élections du 6 novembre « si c'est nécessaire »

De notre correspondant

Ankara. — « Nous pouvons reporter la date des élections si c'est nécessaire. Si les partis déjà créés, ou qui seront créés, renouvellent les mêmes combines, nous leur réserverons le même traitement. »

Le général Evren a commenté ainsi la dissolution, mardi 31 mai, du Parti de la Grande Turquie. Il a rappelé à l'ordre la classe politique. Il a, de nouveau, accusé les fondateurs de la formation dissoute (le Monde du 2 juin) d'avoir cherché l'épreuve de force, en adoptant comme nom un des mots d'ordre chers à l'ancien chef du Parti de la justice, et aussi d'avoir pris pour symbole la main (« Demirel » signifie en turc « main de fer »).

Le président de la République a dit que, dès l'origine, le pouvoir militaire avait ainsi défini le principe d'un retour à la normale : « Une nouvelle démocratie avec des partis et des hommes nouveaux ».

Il n'a nussé accusé M. Demirel et ses fidèles d'avoir voulu utiliser comme « paravent » un ex-général, M. Esener, à la tête du Parti de la Grande Turquie, face à l'ex-général

Sunalp qui avait récemment fondé le parti de la démocratie nationale, tentant ainsi de donner l'impression au pays que l'armée est divisée en divers camps.

Le « choc » est évidemment très grand auprès des fidèles de M. Demirel, tandis que ce dernier s'apprête à partir pour Canakkale, où il sera astreint à résidence jusqu'au lendemain des prochaines élections, avec quinze autres personnes « banales », dont MM. Cindoruk et Golek, principaux organisateurs du P.G.T., et sept anciens élus du Parti républicain du peuple de M. Ecevit.

L'opinion semble partagée entre deux sentiments. Certains estiment que la dissolution du P.G.T. a été une mesure excessive et évidemment antidémocratique.

D'autres en revanche estiment que ses fondateurs sont allés trop loin et ont sous-estimé l'extrême sensibilité des militaires à la résurrection pure et simple des anciennes formations politiques.

ARTUN UNSAL.

Pologne

APRÈS LA SESSION PLÉNIÈRE

Le désarroi et les doutes profonds persistent dans les rangs et à la direction du parti

De notre correspondant

Varsovie. — A moins de trois semaines de l'arrivée, le 16 juin, du pape en Pologne, la dernière réunion du comité central, mardi 31 mai, a confirmé la persistance d'un désarroi et de doutes profonds au sein du parti. Encore partiellement, les premiers comptes rendus des débats publiés mercredi par la presse donnent en effet raison à ce contremaître de Wrocław déclinant en plein plénum qu'une « partie des membres du P.O.P. a toujours des doutes moraux, idéologiques et politiques ».

M. Jean Wit, premier secrétaire dans une mine de Silésie, n'a pas hésité à exprimer son scepticisme sur l'avenir des nouveaux syndicats que le pouvoir s'efforce de substituer à Solidarité et aux autres organisations mises hors la loi en octobre dernier. « On voit déjà se dresser sur [leur] route les premières barrières », a-t-il dit avant de parler d'un début de « stagnation », d'évoquer ceux des militants qui ne cherchent qu'à « assurer une bonne position » ou « manquent d'expérience », et de déplorer enfin que « dans plusieurs organisations, on se satisfait d'avoir recouru à des élections et à la répartition des postes ». Dans ces conditions, a-t-il ajouté, « l'autosatisfaction (...) risque de provoquer une critique globale du mouvement syndical et, par voie de conséquence, son rejet total pour manque de crédibilité ».

Le propos est absolument sacrilège quand on pense que le développement des nouveaux syndicats est l'une des ambitions premières des autorités. La critique est d'autant plus frappante qu'on ne peut reprocher au pouvoir de céder au triomphalisme en ce domaine, alors que les effectifs dont il fait état (2 700 000 membres) représentent — même si ce chiffre est gonflé — moins du tiers de ceux de Solidarité et pas même la totalité de ceux des ex-syndicats « de branches » qui furent proches du parti. Il s'agit là d'un cri d'alarme sion de la condamnation globale d'une politique.

Contremaître des chemins de fer à Katowice, M. Jeziorok ne va pas si loin, mais il est « très inquiet » de ne pas « voir la fin » de la vague de constata-tion que les doutes ne sont pas seulement semés dans les esprits par l'opposition, « mais aussi par une partie des fonctionnaires de l'appareil et des militants du P.O.P. et une importante partie des cadres de l'administration ».

Les motifs de l'attentisme

Bref, après un an et demi d'état de guerre, c'est tout sauf l'enthousiasme ou la confiance dans l'avenir, et l'on comprend, en sentant tant d'interrogations, que ce plénum, qui aurait dû être consacré aux « questions idéologiques », n'ait finalement été présenté par le général Jaruzelski comme l'annonce d'un débat à poursuivre au cours d'une prochaine réunion. Il était encore trop tôt, mardi, pour de véritables décisions, et ce au moins pour trois raisons.

D'abord, parce qu'on ne pouvait risquer de véritables affrontements politiques au sommet si peu de temps avant l'épreuve que va représenter la visite pontificale. Ensuite, parce qu'il fallait probablement attendre les éventuels résultats du plénum soviétique de la mi-juin. Enfin et surtout, parce que le comité central, élu à bulletin secret lors du congrès extraordinaire tenu du temps de l'existence légale de Solidarité, n'est tout simplement pas fiable. A l'exception de dix-huit d'entre eux, tous ses membres sont des hommes qui étaient sortis des rangs des délégués, eux-mêmes élus à bulletin secret. Ils avaient alors, et ils ont probablement toujours pour caractéristique de vouloir à la fois restaurer l'autorité du parti, imposer la démocratie en son sein et mener une politique de réforme acceptée par la population. Ces hommes ont accueilli avec plus ou moins de joie l'état de guerre parce qu'il devait sauver le régime. Ils ne sont plus absolument certains que ce soit vrai à long terme. L'autorité qui s'est imposée n'est pas la leur mais celle de l'armée et de l'équipe du général Jaruzelski, et ils ne sont nullement acceptés par la population.

Cela suffit — en vertu de ce qui est appelé depuis la fin de la guerre « l'équilibre européen » — à garder le pouvoir et éventuellement à accentuer fortement la pression, mais certainement pas à gouverner, c'est-à-dire à sortir le pays de sa crise politique et économique. Après un tel rapport qui ne peut être lu que comme un constat de carence, des inflexions devraient bientôt se dessiner et sans doute aussi des têtes tomber dans l'équipe au pouvoir — discrètement plutôt qu'à grand fracas.

En attendant, le principal dirigeant de l'organisation clandestine de Solidarité, M. Bujak, interviewé par Tygodnik Mazowiecki, l'un des grands titres de la presse illégale, vient de mettre en garde contre l'espoir que la visite du pape puisse amener le pouvoir à des concessions. « On n'a pas le droit de s'attendre à cela », dit-il, en expliquant qu'en revanche les autorités ne peuvent plus espérer, elles, que cette visite soit la preuve et le couronnement de la normalisation. Le succès des manifestations du 1^{er} mai et la poursuite des diverses formes d'activités clandestines, explique-t-il, ont démontré que la société n'était pas prête à renoncer à ses idéaux, même en risquant l'annulation du voyage de Jean-Paul II. « C'est nous qui accueillons le pape, dit-il, et non pas le pouvoir. Il sera reçu par la nation non pas battue et terrorisée mais tête levée. » Et la seule chose à faire sera de « tous sortir pour l'accueillir » — ce qu'il fera lui-même.

Parlant d'une nouvelle « décomposition du pouvoir » et d'une « fascisation » des méthodes de répression qui en serait le signe, M. Bujak ajoute que la lutte incarnée par Solidarité se mesurera en termes d'années et non de mois. Le mythe de la grève générale prochaine, affirme-t-il, n'occupe plus depuis l'échec de la grève du 10 novembre dernier les esprits des dirigeants syndicaux, qui ont fait, selon lui, de grands progrès politiques tandis que les structures clandestines se renforcent et se stabilisent.

Interrogé sur l'action de M. Walicki, M. Bujak répond : « Lech o des possibilités totalement différentes de celles de la clandestinité. Il en use à merveille. Tout simplement à merveille. » Conclusion de l'interview : « Je ne m'attends pas à des changements importants à court terme, mais il doit se produire sur quelques années un moment décisif dans les rapports Est-Ouest. Ce sera le moment où les sociétés de ces pays (socialistes) en viendront à prendre la parole et à démontrer ce que sont les changements qu'elles souhaitent (...). Il ne faudra pas attendre longtemps. Je sais que je vivrai jusqu'à ce moment. Je suis tranquille. » M. Bujak a trente ans.

BERNARD GUETTA.

Maurice RHEIMS

de l'Académie française

Le Saint Office

roman

« Un véritable document d'époque sur ce qui reste des beaux quartiers parisiens »
— Bertrand Poirot-Delpech / Le Monde

« Ce livre est merveilleux de malice, de rebondissements, de vérités cruelles... Un régal sans pareil »
— Alain Bosquet / Le Figaro

« La confession de Maurice Rheims finit, pour le lecteur, par des éclats de rire... Un des textes les plus gais de l'année »
— Anne Pons / Le Point

GALLIMARD *nrf*

EUROPE

Belgique

ANCIEN RÉGENT DU ROYAUME

Le prince Charles, comte de Flandre, est mort

De notre correspondant

Bruxelles. — Le prince Charles de Belgique, qui, après la fin de la guerre, fut pendant cinq ans régent du royaume, s'est éteint, mercredi 1^{er} juin, à l'âge de soixante-dix-neuf ans, dans une clinique d'Ostende. Renouant des liens depuis longtemps distendus, le roi Baudouin et la reine Fabiola s'étaient rendus au chevet du malade quelques heures avant sa fin. Des dispositions sont prises pour assurer à l'ancien régent des funérailles nationales.

Le sauveur de la monarchie ?

Né le 10 octobre 1903 à Bruxelles, Charles Théodore Henri Antoine Melvaud, comte de Flandre, prince de Belgique, aurait été sans doute plus à l'aise dans le monde de la Renaissance. Fils du roi Albert et de la reine Elisabeth, et donc frère de Léopold III, il n'avait pourtant pas été vraiment préparé à la fonction monarchique.

Pendant la guerre, il participa comme officier à la campagne des dix-huit jours, avant d'entrer dans la résistance. Il dut se cacher durant plusieurs mois pour échapper à la Gestapo. A la libération, le prince Charles fut désigné par le Parlement belge comme régent, en attendant que soit tranché le différend entre partisans et adversaires du retour du roi.

C'est donc plutôt malgré lui qu'il fut, en 1944, précipité dans la politique, tandis que Léopold III était retenu en Allemagne. Il n'en réussit pas moins à faire respecter la fonction royale, alors que le rôle joué par le souverain pendant la guerre était profondément remis en question. Il fut aussi de ceux qui réussirent à convaincre son frère, en 1950, de renoncer au trône, bien que la majorité du peuple belge se soit prononcée par référendum en sa faveur.

Après l'intermède de la régence, fort habilement conduite, l'homme qui préférait le titre de comte de Flandre à celui de prince devait sortir à nouveau de l'ombre où il était

retré, mais pour des raisons moins glorieuses. A diverses reprises, il occupa le devant de l'actualité par des querelles parfois assez sordides avec son entourage, des déboires financiers peu brillants et des démêlés judiciaires dans lesquels il n'a pas toujours joué le beau rôle.

Ce fut en particulier le cas en 1967, lorsqu'il attaqua devant la justice un de ses anciens hommes d'affaires, M. Olivier Allard, l'accusant de faux et usage de faux, détournement de fonds et escroquerie. Cette affaire devait connaître en 1972 un épilogue judiciaire embarrassant pour le prince, puisque son ex-collaborateur fut acquitté.

Ces démêlés, après la brouille à l'éclipses qui l'opposait longtemps à son frère et à d'autres membres de la famille royale, ainsi que les frustrations qu'on lui prêtait, n'empêchèrent pas le comte de Flandre de poursuivre une œuvre de peintre, il trouvait, comme dans la musique, son refuge. Peut-être les toiles et dessins de celui qui signait « Karel van Vlaanderen » qui furent exposés de nombreuses fois, illustreront-ils sa mémoire autant que la manière dont il a contribué à sauver la couronne de Belgique.

JEAN WETZ.

ISTH Depuis 1953
INSTITUT PRIVÉ DES SCIENCES ET TECHNIQUES HUMAINES
Concours d'entrée directe à :
H.E.C. 2^{ème} ANNÉE
Ingenieurs Grandes Ecoles
Etudiants 2^{ème} cycle de l'enseignement supérieur
Diplômés des ISEP
SESSION NOV à fin MAI
PRÉPARATION INTENSIVE
JUILLET AOÛT
Succès importants confirmés
AUTEUIL 6, Av. Léon Heuzey
75016 Paris Tél. 224.10.72

ISTH Depuis 1953
INSTITUT PRIVÉ DES SCIENCES ET TECHNIQUES HUMAINES
PRÉPARATIONS ANNUELLES
OCTOBRE à JUIN
PRÉPARATIONS INTENSIVES
AOÛT-SEPT.
• Deug
DROIT SC ECO
• Et 3^{ème} Année de Licence
• Tous centres et options
TAUX CONFIRMÉS DE RÉUSSITE
DEPUIS 1953
Centre AUTEUIL 6, Av. Léon Heuzey
75016 Paris - Tél. : 224.10.72
Centre TOLBIAC 83, Av. d'Italie
75013 Paris - Tél. : 585.59.35+

Le Monde DE L'ÉDUCATION

NUMÉRO DE JUIN PHILOSOPHIE UN ENSEIGNEMENT QUI FASCINE

Comment est enseignée la discipline préférée des lycéens ? Qu'y étudie-t-on ? Qu'est-ce qu'une « leçon » de philosophie ? Les anciens sont-ils dépassés par les modernes ?

LE REDOUBLEMENT : UNE CHANCE ?

Il faut parfois s'y résigner. Et l'on y gagne souvent, à condition de bien s'y prendre. A quel niveau vaut-il mieux redoubler ? A quel âge ? A cause de quelles disciplines ? Les erreurs à ne pas faire. Quelle attitude adopter à l'égard du redoublant ? Comment impliquer l'élève dans ce choix ? Un grand dossier.

DIRE LA MORT AUX ENFANTS

Comment faire ? Le silence comme le mensonge ont de graves conséquences. La mort fait partie de la vie, elle ne doit pas être cachée, même aux petits.

DOCUMENT : LES RÉFLEXIONS DU MINISTÈRE SUR LE PREMIER CYCLE UNIVERSITAIRE

Au centre des polémiques sur la future loi d'orientation : la physionomie des deux premières années à l'université. Quels en seront le contenu et la forme ? Le document de travail de la direction des enseignements supérieurs, sur lequel on « planche » au ministère, permet d'y réfléchir.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX : 10,50 F

DIPLOMATIE

LES RÉPERCUSSIONS DU SOMMET DE WILLIAMSBURG

La presse soviétique s'en prend à l'« atlantisme » du gouvernement français

La presse soviétique s'inquiète des orientations « atlantistes » du gouvernement français.

La Pravda de mercredi 1^{er} juin écrit : « Les amendements substantiels apportés à la doctrine française de dissuasion nucléaire dans le sens d'un rapprochement avec les thèses de l'OTAN », ainsi que les projets de la France à long terme, témoignent de ce que la France « glisse vers l'atlantisme ».

Le quotidien reproche à M. Mitterrand d'avoir renouvelé, à Williamsburg, son « soutien sans réserve » au plan Reagan sur les armements nucléaires français et britanniques soient pris en compte dans le calcul des forces en Europe. Selon le journal, l'argument avancé par la France invoquant le « statut indépendant » de ses forces nucléaires, n'est pas « convaincant » : « Est-ce que la France, en s'étant retirée de l'organisation militaire intégrée de l'OTAN, cesse d'être membre de l'alliance atlantique et est-ce qu'elle a renoncé au respect des engagements alliés ? », interroge la Pravda.

De son côté, l'agence soviétique Novosti écrivait jeudi que le gouvernement français poursuivait une politique de « rapprochement » avec l'OTAN. Après avoir rappelé que le général de Gaulle a sorti la France de l'organisation militaire intégrée, M. Katine, « observateur politique » de l'agence, écrit : « Dix-sept ans après, certains officiels français, probablement pour plaire à l'actuelle administration américaine, agissent de façon à assurer un rapprochement avec l'organisation militaire de l'OTAN. » Il en veut pour preuve la réunion à Paris, les 9 et 10 juin, du conseil de l'OTAN pour la première fois depuis le retrait de la France de l'organisation militaire de l'OTAN.

Commentant l'article de la Pravda, l'éditorialiste du Times, de Londres, écrit ce jeudi : « Si les di-

rigents soviétiques pensent que cela vaut la peine de frapper à coups redoublés sur M. Mitterrand, c'est certainement parce qu'ils le considèrent vulnérable. Non pas qu'ils pensent qu'il va changer d'avis, mais parce qu'il y a une chance de déclencher une controverse en France sur la sagesse et l'étendue de son atlantisme. » — (A.F.P.)

Au conseil des ministres

IL N'Y A PAS EU DE MARCHANDAGE

A l'issue du conseil des ministres du mercredi 1^{er} juin, M. Max Gallo, porte-parole du gouvernement, a fait trois « remarques » à propos des résultats du sommet de Williamsburg, à savoir : « 1) Contrairement à ce que beaucoup avaient annoncé, la France n'est pas isolée à aucun moment et notamment sur la partie économique. Le point de vue européen a prévalu. »

« 2) Il n'y a pas eu de marchandage. »

« 3) Le communiqué affirme la solidarité des nations participantes en ce qui concerne les SS-20. La France fait partie de l'alliance atlantique, mais ne dépend pas du commandement intégré de l'OTAN. »

AN. Au cours du même conseil, le gouvernement a décidé de préparer diverses mesures techniques en faveur des agriculteurs dont les exploitations ont été endommagées par les inondations. M. Max Gallo, a précisé que le président de la République était conscient des difficultés exceptionnelles qui en résultent pour les paysans concernés et que des procédures d'indemnisation des dommages ont été engagées. Pour éviter toute spéculation sur le marché de l'alimentation du bétail, le gouvernement a fixé les prix des pailles et des foin sur l'ensemble du territoire.

AU COMITÉ DE DÉFENSE DE L'OTAN

Le seuil de l'intervention nucléaire est mis en cause

De notre correspondant

Bruxelles. — Devant le comité des plans de défense de l'OTAN, qui a ouvert ses travaux, mercredi 1^{er} juin à Bruxelles, le secrétaire américain à la défense, M. Weinberger, a lancé un appel très pressant en vue d'inciter les alliés européens à « combler le vide » qui se manifesterait dans le système occidental de sécurité si la « force d'intervention rapide » des États-Unis était appelée à entrer en action dans une région hors du périmètre de l'alliance atlantique.

Le comité comprend tous les ministres de la défense de l'alliance, à l'exception de ceux de la France et de l'Islande.

Le comité de l'OTAN étudie les conséquences d'un conflit éventuel qui obligerait les États-Unis à intervenir dans une partie du monde non incluse dans la zone de défense du pacte atlantique. Aux yeux des Américains, les alliés du Vieux Continent seraient un peu trop enclins à « traiter les pieds ». Cependant, selon un porte-parole américain, les interlocuteurs de M. Weinberger auraient fait preuve

d'une « compréhension accrue » pour ce problème.

Le secrétaire américain à la défense a également repris son plaidoyer pour des armes qui relèvent de la « technologie émergente ». Il s'agit d'armements conventionnels perfectionnés allant jusqu'aux instruments de la guerre dite « électronique » et qui permettraient de relever le seuil au-delà duquel un conflit Est-Ouest deviendrait nécessairement nucléaire.

M. Weinberger rejoignait en cela l'amiral (canadien) R. F. Falls, président du comité militaire de l'OTAN. Avant de quitter son poste, celui-ci a dit que, à son avis, l'opinion publique occidentale n'acceptera pas beaucoup plus longtemps une stratégie « où la défense repose sur le trop sur l'arsenal nucléaire ». Tous les espoirs fondés sur des armes nouvelles ne signifient pas cependant, selon M. Weinberger, que leur perfectionnement puisse se faire aux dépens d'une défense nucléaire qui resterait irremplaçable.

J. W.

M. Marchais : on a un peu donné carte blanche aux Américains

M. Georges Marchais a participé, mercredi soir 1^{er} juin, à l'Assemblée de la Seine (Val-de-Marne) à une « assemblée-débat » destinée à expliquer la politique du P.C.F. Devant mille deux cents personnes environ, le secrétaire général a développé notamment les positions développées par le P.C.F. à l'occasion de son parti sur la négociation de Williamsburg (le Monde du 2 juin). M. Marchais a longuement répondu, à ce propos, à l'article du Monde sur l'opposition entre la déclaration adoptée par le bureau politique du P.C.F., le 31 mai, et les orientations de M. Mitterrand sur la question des euromissiles. M. Marchais a déclaré d'autre part, dans une interview à FR 3, qu'un sommet de Williamsburg « on a un peu donné carte blanche aux Américains ».

Le secrétaire général a répliqué à certains commentaires selon lesquels la proposition du P.C.F. d'ouvrir la négociation de Genève à tous les pays européens constituerait la réplique de l'Union soviétique à la déclaration de Williamsburg. « Que je sache, l'Union soviétique n'a jamais avancé cette proposition », a-t-il dit. Je ne sais pas si elle est d'accord. Notre bureau politique ne s'est pas posé cette question. »

Après avoir souligné une fois encore qu'il est « exclu » que soit prise en considération la force de dissuasion française pour nous demander de la réduire », le secrétaire général a fait valoir que la déclaration de Williamsburg et le fait que la France y ait souscrit « apportent un argument » sur la question des euromissiles. « Puisque la France est concernée, a-t-il dit, elle doit participer à la négociation. »

M. Marchais a répété, d'autre part, au sujet de la politique économique américaine, qu'il est « possible » qu'il y ait une question de volonté politique avant tout — de faire face aux contraintes extérieures et notamment de s'opposer efficacement aux pressions du dollar et des taux d'intérêt américains. Il a également déclaré à ce propos : « Le dollar, c'est une partie de rigolade. On

ne peut pas prendre au sérieux ce qui a été dit à Williamsburg sur cette question. Aucune mesure concrète n'a été prise. »

Sur le plan intérieur, M. Marchais a souligné « les très vives préoccupations » de la gauche communiste quant à l'avenir. « Nous constatons, a-t-il dit, que le patronat poursuit sa politique de fermeture d'entreprises et de licenciements, et nous ne reconnaissons pas, dans les mesures prises par le gouvernement, les décisions et les politiques industrielles indispensables à l'amélioration de la santé de notre économie. »

Des travailleurs et des représentants syndicaux de l'usine de roulements à billes S.K.F. d'Ivry, menacée de fermeture, ce qui entraînerait la disparition de six cents emplois, ont manifesté vis-à-vis du gouvernement et leur hostilité toute particulière au ministre de l'Industrie et de la recherche, M. Laurent Fabius. M. Marchais a indiqué qu'il avait l'intention de demander au ministre une entrevue à ce sujet et que le parti communiste n'acceptera « aucune fermeture d'entreprise dans la région parisienne. »

Le secrétaire général a souligné enfin que les communistes ne sont « toujours pas d'accord avec le plan Delors » et que « l'évolution de la situation confirme les craintes » qu'ils avaient exprimées. « Fallait-il quitter le gouvernement, la majorité ? », a-t-il demandé. Nous avons pensé que la parti communiste ne devait pas partir mais lutter, au gouvernement et dans le pays, pour réaliser les objectifs de 1981. « Il a ajouté : « Je pense que Jacques Delors n'a eu effectivement aucun mal à convaincre Reagan et M. Thatcher qu'il faut imposer de lourds sacrifices aux travailleurs. Mais je pense qu'il serait autrement plus méritoire pour Jacques Delors de venir convaincre les travailleurs d'Ivry de la justesse de sa politique. »

PATRICK JARREAU.

Où sont les faussaires ?

« M. Delors est un faussaire », écrit ce jeudi 2 juin l'Humanité, dans le compte rendu des déclarations faites par M. Marchais la veille à Ivry.

Le secrétaire général du P.C.F. s'en est pris à notre commentateur (le Monde du 2 juin) des critiques du bureau politique de parti contre la déclaration de Williamsburg. « J'ai eu la curiosité de relire le discours du président de la République devant le Bundestag », a dit M. Marchais, qui n'y a pas trouvé les propos de M. Mitterrand que nous avons cités.

Si M. Marchais veut bien relire avec la même attention l'article du Monde, il verra que les propos que nous citons, y compris la référence au discours du Bundestag, ont été tenus par le président de la République non à Bonn le 20 janvier, mais au cours de sa conférence de presse de Williamsburg. Nous écrivions en effet : « Dans sa conférence de presse du lundi 30 mai, le président de la République a indiqué qu'il avait voulu que la déclaration de Williamsburg « épouse » exactement ce qu'il avait dit en janvier devant le Bundestag, à Bonn, à savoir que s'il devait intervenir un accord, ce serait la négociation qui dériverait le niveau où se situeraient le déploiement, notion à laquelle je tiens essentiellement. »

Les membres de phrase entre guillemets et en caractères romains sont des citations que M. Marchais trouva dans le compte rendu de la conférence de presse diffusé par le service de presse de l'Élysée, page 9, lignes 34 à 40.

Nous rappelions ensuite que, « le 20 janvier, devant le Bundestag, M. Mitterrand avait en effet dit que de la négociation américano-soviétique de Genève « dépendra le niveau de déploiement des nouveaux » missiles américains à partir de décembre 1983. »

Cette citation est extraite du discours du Bundestag diffusé également par le service de presse de l'Élysée, page 6, troisième paragraphe.

M. Marchais estime que ce passage (qui est une prévision plus qu'une opinion) ne correspond pas à la déclaration de Williamsburg. Il peut en discuter avec M. Mitterrand, car c'est lui et non le signataire de l'article, comme M. Marchais le prétend, qui dit que l'une « épouse » exactement l'autre. »

M. Marchais juge, d'autre part, « ridicule » que l'on craigne « le risque » que la force de dissuasion française ne soit « réduite à zéro » si elle était prise en compte dans la négociation sur les euromissiles. C'est son affaire, mais il sait très bien que cette crainte est très répandue dans les milieux officiels. Elle s'appuie sur la disproportion entre la force de dissuasion française et les forces nucléaires de toute nature, américaines et soviétiques, capables de détruire plusieurs fois l'adversaire. Le gouvernement français a toujours laissé entendre que sa participation à une négociation ne pourrait être envisagée qu'après un début de réduction « significative » de l'armement nucléaire des superpuissances.

M. D.

L'Humanité s'en est pris d'autre part en termes très vifs, le 28 mai, à un article de Gilbert Comte (le Monde du 27 mai) préconisant la rédaction d'une série de textes écrits par Simone Weil après un séjour à Berlin en 1932, aujourd'hui introuvables. André Wurmser voit la marque d'une « haine inexplicable » dans le fait que notre collaborateur relève que l'auteur de l'enracinement avait été frappé par l'existence parmi les communistes allemands à l'époque d'un « certain courant de sympathie à l'égard des hitlériens ». Ignorant qu'au jugement de Gilbert Comte, Simone Weil « n'a jamais ne se méprend sur la nature foncièrement criminelle de l'hitlérisme », M. Wurmser accuse notre collaborateur de soumettre la publication de ces textes « parce qu'ils ne tiennent naturellement pas compte de ce que nous enseignent les années suivantes. »

Étrange conception selon laquelle la suite de l'histoire pourrait effacer l'histoire antérieure ! Alors qu'elle ne fait en l'occurrence que mettre davantage en lumière l'aveuglement de la politique du Komintern à l'époque vis-à-vis du nazisme contre lequel les communistes allemands refusèrent de s'allier aux sociaux-démocrates. Le 7 mars 1933 encore, plus d'un mois après l'arrivée de Hitler au pouvoir, la Pravda écrivait tranquillement : « Que la réaction enrage ! Les contradictions internes et externes du capitalisme allemand s'aggravent. »

Tout le monde peut se tromper.

L'ARABIE SAOUDITE

Une entreprise familiale...



Depuis un demi-siècle, la dynastie des Saoud gère les richesses d'Arabie pour son seul profit. Ce pays n'est-il d'ailleurs pas le seul au monde à porter le nom... de ses propriétaires ?

الشرق الأوسط

1555 من الال

AMÉRIQUES

Etats-Unis

LA COURSE A L'INVESTITURE DÉMOCRATE POUR 1984

Le sénateur Glenn s'affirme de plus en plus face à M. Mondale

De notre correspondant

Washington. — Trois sondages viennent de mettre en vedette la candidature du sénateur John Glenn à l'élection présidentielle de novembre 1984. L'ancien astronaute serait actuellement le mieux placé pour battre M. Reagan, alors que l'ancien vice-président Walter Mondale était jusqu'ici considéré comme le favori pour l'investiture démocrate.

M. Glenn a annoncé sa candidature le 21 avril. Selon un sondage Gallup réalisé dix jours plus tard (avec une marge d'erreur de quatre points), il battait alors largement M. Reagan : 54 % contre 37 %. M. Mondale, lui, ne devançait le président sortant que par 49 % contre 43 %.

Des sondages du Los Angeles Times et du Washington Post effectués entre le 8 et le 15 mai donnent des résultats bien différents. Dans les deux cas, MM. Glenn et Reagan sont à égalité (44 %). Le président devance, en revanche, M. Mondale de cinq points dans le sondage du Post et de huit points dans celui du Los Angeles Times.

Il serait tout à fait prématuré d'en tirer des conclusions. Les « primaires » ne débiteront que dans huit mois, et beaucoup de choses peuvent changer dans l'intervalle. A commencer par la popularité de M. Reagan, qui n'a d'ailleurs toujours pas annoncé sa candidature.

Mais, si l'avance du sénateur Glenn devait se confirmer dans les sondages, les électeurs démocrates hésiteraient à plébisciter M. Mondale. Quatre autres candidats d'opposition sont en lice : MM. Reubin Askew, Alan Cranston, Gary Hart et Ernest Hollings. Aucun d'eux n'ayant percé jusqu'à présent, on pourrait bien assister à un duel Glenn-Mondale.

L'ancien astronaute a un gros avantage : sa popularité. Elle lui a permis, paraît-il, de recueillir un demi-million de dollars de donations en moins d'une semaine après l'annonce de sa candidature, soit autant que toutes les sommes amassées par M. Gary Hart au cours d'une année d'efforts.

Autre atout de M. Glenn : la souplesse de ses positions. Beaucoup peuvent se reconnaître en lui. C'est un centriste qui penche parfois à gauche (sur le « gel » des armements nucléaires, par exemple), parfois à droite (sur des questions économiques). Nul ne peut le soupçonner d'être prisonnier d'un groupe de pression.

Ce centriste serait très utile dans un duel pour la Maison Blanche. Mais, pour gagner la sympathie des militants démocrates et emporter la nomination du parti, il est toujours meilleur d'apparaître progressiste. D'où la délicate gymnastique à laquelle est contraint le sénateur de l'Ohio : se « gauchir » pour devancer M. Mondale, mais rester lui-même pour apparaître comme le meilleur adversaire du candidat républicain. On reproche à M. Glenn d'être terne et d'endormir ses interlocuteurs. Cet homme de soixante et un ans a donc adopté, dès l'annonce de sa candidature, un ton plus vif, racconterait et « musclant » ses phrases.

Mondale passait pour avoir la meilleure équipe électorale. Ne voulant pas être en reste, l'ex-astronaute a embauché soixante-dix personnes, sans léser sur la dépense. N'est-il pas — et de loin — le plus riche des candidats démocrates ?

Prochaine étape : essayer de ravir à M. Mondale l'appui de la centrale syndicale A.F.L.-C.I.O., qui va, pour la première fois, soutenir un candidat démocrate avant les « primaires ». Imitant M. Mondale, le sénateur de l'Ohio s'est mis à faire vibrer la corde protectionniste. « Nous ne devons pas avoir honte, déclarait-il le 16 mai, de restreindre des importations qui violent de manière flagrante l'esprit d'un commerce juste, qui profitent d'un dumping », qui sont subventionnées ou menacent notre sécurité... Mais ce millionnaire du Middle-West, ami du « business », a encore beaucoup à faire pour séduire les ouvriers et se rendre populaire auprès des minorités noire et hispanique.

R. S.

Libres opinions

Les « disparus » en Argentine : l'horreur escamotée

par FABIENNE ROUSSO-LENOIR (*)

« L'E document final de la junta militaire argentine sur la lutte contre le terrorisme et la subversion » apparaît comme le plus hallucinant tour de passe-passe juridique qu'un gouvernement puisse inventer pour tenter de figer dans une opacité impalpable l'horreur de ses actes.

Le chapitre sur les disparus ne surprend qu'à demi : faire disparaître les victimes, c'est escamoter les boureaux. En droit, les textes régissent une machine : les droits positifs d'un homme concret ; une victime révoque un coupable identifiable. Il s'agit donc d'imaginer un espace occulte où l'homme, devenu fantôme, échappe à la réalité du droit.

En organisant un système monstrueux, qui, en même temps qu'il refuse toute défense à la victime, garantit la protection du coupable, les militaires argentins ont cru pouvoir bafouer doublement et l'homme et le droit.

Ce qui surprend déjà plus, c'est la façon grossière dont la junta, pensant donner une explication sans réplique, livre au droit international l'arme qui peut — si la communauté internationale le veut — se retourner contre elle. En effet, l'argument majeur utilisé pour encadrer et banaliser l'atrocité est celui de l'état de guerre. « La nation était en guerre », « la guerre sale », « des erreurs furent commises », comme dans toutes les guerres, les limites du respect des droits fondamentaux ont parfois été transgressées. »

DEPUIS les conventions de Genève de 1949, la guerre ne justifie plus l'injustifiable. Et l'Argentine a bien signé et ratifié ces conventions, dont l'article 3, portant sur les conflits de caractère non international, dit en son paragraphe 1 : « Les personnes qui ne participent pas directement aux hostilités, y compris les membres de forces armées qui ont déposé les armes et les personnes qui ont été mises hors de combat par maladie, blessure, détention, ou pour toute autre cause, seront, en toutes circonstances, traitées avec humanité... »

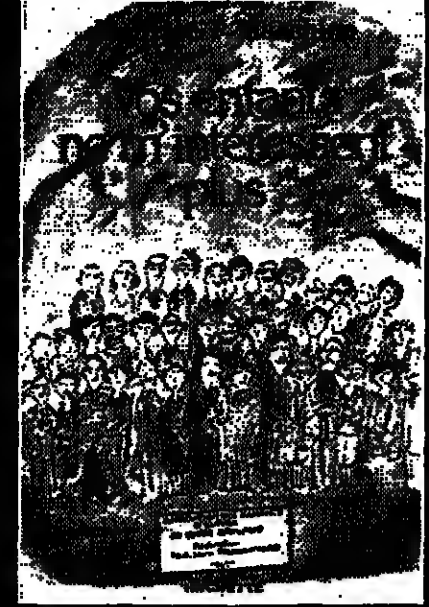
« A cet effet, sont et demeurent prohibées en tous temps et en tous lieux, à l'égard des personnes mentionnées ci-dessus : a) les atteintes portées à la vie et à l'intégrité corporelle, notamment le meurtre sous toutes ses formes, les mutilations, les traitements cruels, tortures et supplices ; b) les prises d'otages ; c) les atteintes à la dignité des personnes, notamment les traitements humiliants et dégradants ; d) condamnations prononcées et les exécutions effectuées sans un jugement préalable, rendu par un tribunal régulièrement constitué, assorti des garanties judiciaires reconnues comme indispensables par les peuples civilisés. »

L'Argentine est également signataire du pacte des Nations unies relatif aux droits civils et politiques et de la convention interaméricaine des droits de l'homme qui, respectivement en leurs articles 4 et 27, garantissent, en cas de guerre, l'intangibilité de ces mêmes droits.

(*) Expert auprès de la Fédération internationale des droits de l'homme.

PERCUTANT ET DÉNONCIATEUR...

Télérama



La radioscopie d'une classe... l'histoire d'un gâchis. J.C., Le Provençal

Un professeur ose écrire ce que beaucoup de ses congénères pensent. Femmes d'aujourd'hui

Il faudrait pouvoir citer quelques-uns de ces témoignages écrasants. J.F., Le Monde diplomatique

Un livre vertigineux. François Nourissier, Le Figaro-Magazine

Diagnostic passionnant. Lire

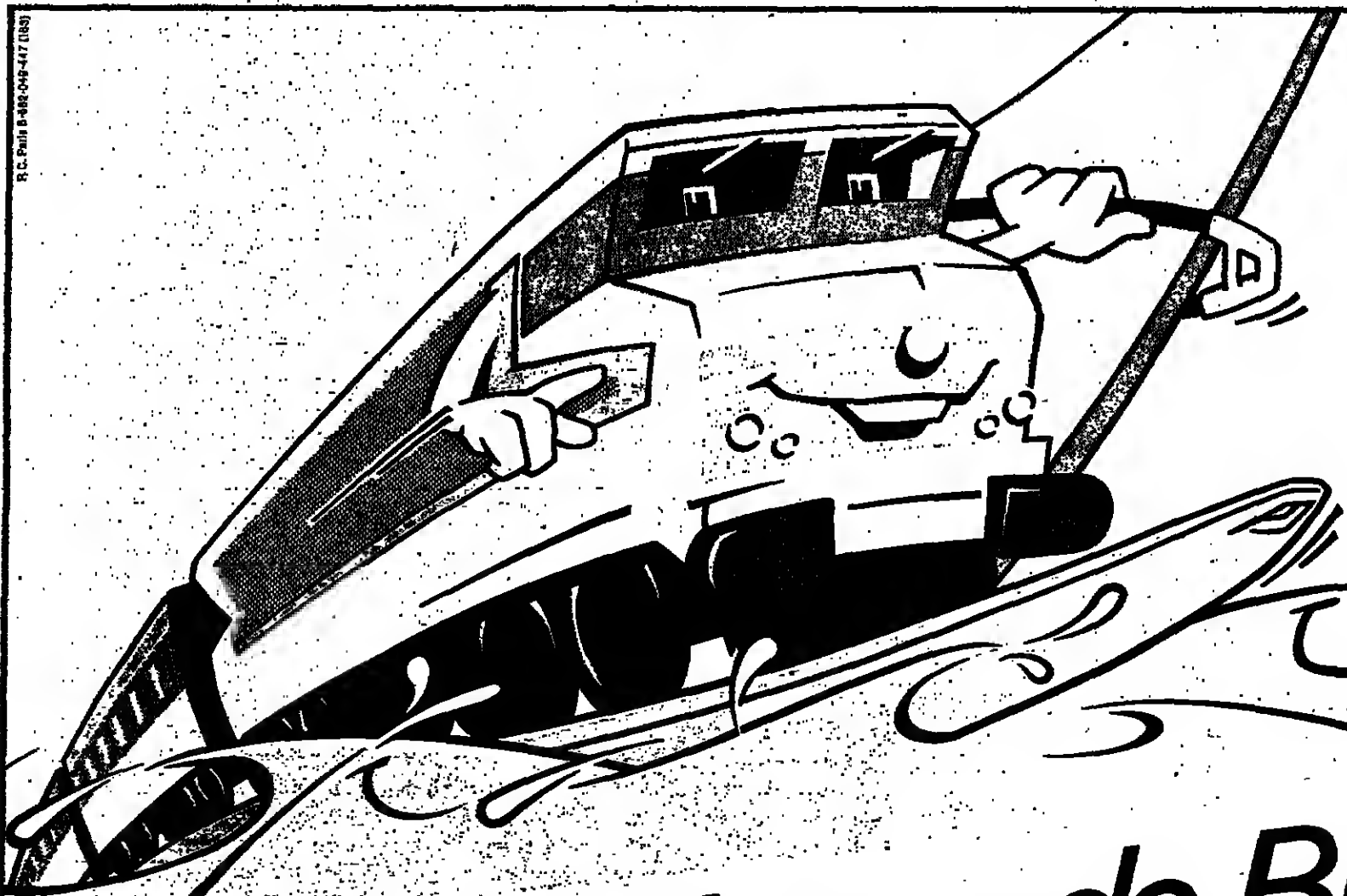
Un livre démystificateur. Laurence Arven, Témoignage chrétien

L'histoire subjective d'un gâchis. Libération

Maurice Maschino a raison de dénoncer cet abandon à quoi l'Instruction publique condamne la jeunesse. J.C., Le Canard Enchaîné

69 F

HACHETTE



Pour les plages de Bretagne en voiture s'il vous plaît.

SNCF

REDECouvrez LA FRANCE PAR LE TRAIN.

9H10 Paris
13H25 St-Malo
13H34 St-Brieuc
14H32 Lannion

15H23
11H08
10H55
9H58

(1) Trains retardés à partir du 28 juillet.

(2) Changement à Rennes : horaires plus tardifs jusqu'au 27 juillet.

10H05 Paris
15H08 Auray
16H11 Quiberon
16H28 Quimper

19H47
14H36
13H32
13H09

Ces trains Corail 1^{er} et 2^e classes circulent tous les jours : du 25 juin au 10 septembre au départ de Paris, du 26 juin au 11 septembre dans l'autre sens.

Le transport de votre voiture ou de votre moto est assuré entre Paris et St-Brieuc.

Correspondance pour Dinard à St-Malo ; Trébeurden, Trégastel, Perros-Guirec à Lannion ; La Trinité-s/Mer et Camiac à Auray.

D'autres trains sont également à votre disposition, consultez dans les gares et les agences de voyage.

AMÉRIQUES

El Salvador

« Nous tuons les conseillers américains jusqu'au dernier »
affirme un mouvement de guérilla

San-Salvador (A.P.). — « Tous les conseillers militaires américains envoyés ici rentreront dans un cercueil », ont affirmé, mercredi 1^{er} juin, dans un communiqué, les Forces populaires de libération, l'une des organisations du Front Farabundo Martí de libération natio-

nale. Les guérilleros des F.P.L., qui avaient revendiqué l'assassinat du commandant Schaufelberger, la semaine dernière, disent, dans un texte envoyé aux radios locales de San-Salvador, qu'ils continueront de tuer les conseillers américains jusqu'à ce qu'ils soient tous partis.

VU

SUR ANTENNE 2

D'une répression à l'autre

On réprime au Salvador, et aussi en Pologne, mais est-ce bien de la même chose qu'il s'agit ?

Difficile de ne pas se poser la question après avoir vu sur Antenne 2, mercredi soir, la magazine « Résistances » de Bernard Langlois. Au Salvador, c'est barbare, c'est net, et on en a la gorge nouée : une paysanne de quarante-six ans, qui a déjà l'air d'une vieille, raconte comment elle a été violée, plusieurs fois, par le soldat qui l'a prise en otage. Violée, la paysanne a aussi été mutilée : elle montre le sein qu'on lui a coupé, les cicatrices laissées par des balles. Un souvenir poignant l'éclaire, un instant : l'homme obligé de se coucher sur elle, et qui pleurait, derrière ses lunettes noires, pendant qu'il faisait semblant.

Après un tel témoignage, on en oublie de se demander — personne ne nous en dit rien — ce qui peut se passer, parfois, dans l'autre camp.

Les faits se sont produits il y a quatre ans, mais c'est ainsi tous les jours dans ce pays dont M. Reagan certifie, périodiquement, que les droits de l'homme y progressent. Et où chacun a sa commission de défense des droits de l'homme. Un dévoué siège dans celle du gouvernement et aussi — Ubu roi ! — le chef de la police. « La police, torture ? Vous n'y pensez pas ! », dit le brave homme, le visage partagé entre le cynisme et l'imbécillité.

Comme la répression polonaise semble savante, en comparaison ! Quelques coups de matraque pendant les manifestations — comme à Paris — et, sur fond de grésilles et de H.L.M., des militants du KOR obligés de choisir entre la prison et la clandestinité : chez eux, la violence est édictée, elle s'abat de préférence sur les intellectuels, les « mauvais amis » des ouvriers. Quand Jan Jozef Lipiński dit qu'il ne capitulera pas, on a encore en tête la « résistance » de la paysanne salvadorienne, qui risque la mort en parlant et qui a cette phrase lumineuse pour expliquer la sauvagerie des militaires de son pays : « Ils croient que les ouvriers, les paysans, les pauvres, sont leurs ennemis. »

Les « terroristes » irlandais embastillés « par erreur » à Paris l'ont sans doute été au mépris de droits, dont la violation n'a certes rien à voir avec ce qui se passe en Pologne ou au Salvador, mais donne pourtant, elle aussi, matière à scandale. Et celui-ci s'est produit sous un gouvernement dont on nous a rappelé qu'il est « démocratique » et « socialiste ». Enfin, Bernard Langlois est allé à Moscou avec une caméra de télévision filmer un appel au secours de M^{lle} Sakharov, dont le mari est dans la même situation qu'un « otage aux mains des brigades rouges » : il risque à tout instant d'être tué. C'est la seule issue qui reste au pouvoir soviétique, dit-elle : le tuer. Surtout si l'Occident ne fait rien. Fait-il quelque chose ?

CHARLES VANHECKE.

AFRIQUE

Namibie

Pretoria ne croit guère au succès de la mission du secrétaire général de l'ONU

M. Javier Perez de Cuellar, secrétaire général de l'ONU, devait recevoir, le jeudi 2 juin, le représentant de l'Afrique du Sud aux Nations unies, M. Kurt von Schirnding, donnant ainsi le coup d'envoi aux consultations dont il a été chargé mardi par le Conseil de sécurité pour tenter de débloquer les négociations sur la Namibie. M. Perez de Cuellar poursuivra ces consultations la semaine prochaine avec les chefs d'Etat ou de gouvernement d'Afrique australe à Addis-Abeba, où il assistera à l'ouverture du sommet de l'Organisation de l'unité africaine (O.U.A.).

De notre correspondant

Johannesbourg. — Le gouvernement sud-africain ne s'oppose pas à la mission confiée mardi 31 mai au secrétaire général des Nations unies à propos de la Namibie, mais il est pessimiste sur ses chances de réussite. Telle est l'impression qui prévaut en Afrique du Sud au vu des réactions officielles publiées mardi.

« Si M. Perez de Cuellar souhaite s'entretenir avec nous, a déclaré M. Pik Botha, ministre sud-africain des affaires étrangères, il est le bienvenu (...). Bien sûr, nous supposons qu'il visitera également le Sud-Ouest africain (Namibie) pour y rencontrer de manière convenable, les partis internes du territoire. » Pour M. Kurt von Schirnding, ambassadeur de Pretoria aux Nations unies, cette question de la reconnaissance de facto des partis politiques autorisés en Namibie par Pretoria (environ quarante-cinq) constitue l'un des deux principaux obstacles à la réussite de M. de Cuellar.

« Tant que les Nations unies ne traiteront pas ces partis sur le même pied que la SWAPO », a-t-il dit — ajoutant que lesdits partis « devront avoir le dernier mot sur la question de l'indépendance », — la partialité ostensible en faveur de la SWAPO reste entière. « Second obstacle, qui semble infranchissable, si M. Perez de Cuellar se refuse à reconnaître le lien censé exister entre la présence eubaine en Angola et l'occupation sud-africaine en Namibie. » Il lui sera extrêmement diffi-

cile de réussir là où le groupe de contact a échoué.

En fait, pour M. von Schirnding, la résolution, pourtant volontairement modérée de manière à éviter un nouveau veto américain, « ne fera pas avancer » les négociations. L'Afrique du Sud, a conclu M. Pik Botha, « ne se pliera à aucune date limite » pour la mise en train du processus d'indépendance accepté par elle en 1978. Un nouveau sursis de trois mois lui est accordé pour démontrer sa bonne volonté, mais tout porte à croire que la situation n'est pas à la veille de se débloquer, sauf coup de théâtre bien entendu.

D'un côté, l'Angola se dit toujours ouvert à la négociation avec Pretoria, de l'autre, la SWAPO se déclare prête à signer sur le champ un cessez-le-feu, mais les deux alliés, en l'occurrence soutenus par la quasi-totalité des pays membres des Nations unies, refusent toujours de lier l'indépendance namibienne à la question du retrait des forces combattantes de l'Angola.

Divisé sur cette question, après s'être laissé — faute d'alternative — entraîner dans l'impasse par l'administration américaine, le groupe de contact paraît aujourd'hui plus fragile et plus impuissant que jamais. Sauf si la position américaine devait évoluer sensiblement, et qu'une autre approche se dessine — mais laquelle ? — la tâche dévolue au secrétaire général des Nations unies n'est pas la tâche d'une mission.

PATRICE CLAUDE.

ASIE

Chine

Pékin s'inquiète des expulsions de citoyens chinois résidant en Mongolie

De notre correspondant

Pékin. — Le ministère chinois des affaires étrangères a confirmé, pour la première fois mercredi 1^{er} juin, les informations faisant état de l'expulsion, au cours des derniers mois, de plusieurs centaines de citoyens chinois vivant en République populaire de Mongolie. Les premières indications sur les mesures frappant la communauté chinoise de ce pays — estimée à sept mille ou huit mille personnes — n'avaient été rapportées à la fin de la semaine dernière par des voyageurs décidentaires venant d'Oulan-Bator par le Transsibérien (Le Monde du 28 mai).

Pékin déclare que le gouvernement chinois n'a fait « plusieurs représentations » à propos de cette affaire auprès des autorités mongoles. Mais, jusqu'à ce jour, ajoute le ministère, celles-ci continuent de « forcer à émigrer » et « des citoyens chinois et les chassent. » Nous suivons de près le développement de ces incidents », a conclu le porte-parole.

Selon les informations parvenues à Pékin, le gouvernement d'Oulan-Bator aurait décidé, en mars dernier, de déplacer vers le nord la majeure partie des Chinois vivant en République populaire de Mongolie. En cas de refus, ceux-ci n'auraient eu le choix que de quitter rapidement le pays. La plupart de ces immigrants étaient installés en Mongolie depuis les années 50 et étaient établis à Oulan-Bator ou dans ses environs. Les autorités mongoles leur reprochaient de ne pas observer les lois de leur pays d'accueil, et notamment de se livrer à la contrebande et à des trafics divers. Elles avaient déjà procédé à des mesures d'expulsion, mais, semble-t-il, moins brutales, au mois de juin de l'année dernière.

On s'interroge à Pékin sur les motifs profonds de cette action d'un allié proche de Moscou, alors que les consultations sino-soviétiques, engagées à l'automne 1982, paraissent piétiner. On note que, en avril, l'organe du parti communiste mongol avait reproché à la Chine de s'être engagée dans une politique « sélective » de normalisation de ses relations avec les pays socialistes.

Le journal d'extrême gauche Pékin a souligné, dans ses consultations avec Moscou, la question de la présence de troupes soviétiques en Mongolie. Accusant les dirigeants chinois de se conduire comme « des fonctionnaires de la cour mandchoue », l'article avait vivement critiqué « les ambitions hégémoniques et les revendications territoriales des expansionnistes grand-han ». Rapprochées de cette prise de position, les récentes mesures d'expulsion sont peut-être une façon pour les Mongoles de rappeler à Pékin que les problèmes existant entre les deux pays devraient être discutés par des contacts directs, et non par l'intermédiaire d'un pays tiers.

MANUEL LUCBERT.

Corée du Sud

Le mouvement de grève de la faim s'étend parmi les personnalités de l'opposition

De notre correspondant

Tokyo. — Le mouvement de grève de la faim entrepris depuis le 18 mai par l'ancien dirigeant de l'opposition, M. Kim Young Sam, pour amener le président Chun Doo Hwan à restituer pleinement les libertés démocratiques en Corée du Sud (Le Monde du 19 mai) se prolonge et s'amplifie à Séoul. Plus d'une vingtaine d'avocats, d'universitaires et d'anciens parlementaires, pour la plupart privés de leurs droits politiques depuis 1980, se sont joints ces derniers jours à cette campagne de protestation.

La première réaction des autorités a été de transporter, de force, M. Kim dans un hôpital de Séoul, puis d'assigner à résidence une cinquantaine de personnes décédées à lui apporter publiquement leur soutien. Cependant, dimanche dernier 29 mai, elles avaient annoncé la levée de certaines assignations à résidence, à commencer par celle qui avait été « révoquée » à M. Kim Young Sam, il y a un an, à la suite d'une interview dans laquelle il critiquait le nouveau régime. L'ancien dirigeant du nouveau parti démocratique, qui est âgé de cinquante-cinq ans, n'en continue pas moins sa grève de la faim, selon ses proches, et selon des journalistes coréens qui ont été autorisés à se rendre à son chevet, il aurait perdu plus de 10 kilos mais refusait de s'alimenter tant qu'il sera conscient et tant qu'une réponse officielle positive n'aura pas été apportée à ses demandes de démocratisation.

M. Kim Young Sam était, avec deux autres grandes figures de l'opposition au régime Park Chung Hee — M. Kim Doo Jong et Kim Jong Pil (les trois Kim) — l'un des candidats les plus sérieux à la présidence de la République après l'assassinat de l'ancien dictateur, en octobre 1979. Comme eux, et comme tant d'autres politiciens du « printemps de Séoul », il fut victime de la répression sanglante des émeutes de Kwangju et de la prise du pouvoir par les militaires. En 1980, tous les partis de l'ancien régime avaient été dissous et près de six cents personnalités — politiciens, universitaires, avocats et fonctionnaires — déchus de leurs droits politiques par le régime du général Chun.

Cette mesure a été rapportée en février dernier pour deux cent cinquante personnes « repenties ».

R.-P. PARINGAUX.

PROCHE-ORIENT

LE MOUVEMENT D'OPPOSITION A M. ARAFAT

La dissidence englobe six des soixante-dix membres du Conseil révolutionnaire du Fath

M. Moussa Awad, de son nom de guerre Abou Akram, a annoncé, mercredi 1^{er} juin, son ralliement au mouvement d'opposition à la direction de l'O.L.P. Abou Akram, qui parlait au cours d'une conférence de presse convoquée spécialement à l'attention des journalistes étrangers à Haouch-Barada, près de Bealbeck, dans la plaine libanaise de la Bekaa, sous occupation syrienne, s'est présenté comme le commandant des unités du Fath au Liban et un des membres du Conseil révolutionnaire de cette organisation, qui en compte soixante-dix.

Abou Akram était entouré de deux responsables militaires palestiniens, le colonel Mohamed el Badr (Abou Majdla) et le commandant Zaid el Souhail, également membre du Conseil révolutionnaire du Fath. Ces deux derniers avaient été démis de leurs fonctions, avec trois autres responsables, par M. Yasser Arafat, chef de l'O.L.P., le 21 mai dernier.

Se référant apparemment aux efforts qui seraient entrepris par Damas en vue de régler le différend qui oppose les colonels palestiniens au mouvement de l'opposition, Abou Akram a déclaré, à l'issue d'une conférence de presse, que le mouvement de dissidence ne renoncera pas à ses revendications, parmi lesquelles, il a rappelé, figure la tenue d'un congrès général du Fath auquel prendraient part « les hommes et les militaires, et non les voleurs, les dévotionnistes et les lâches ».

Abou Akram a affirmé que la majorité des responsables du Fath avaient été « hostiles » au retrait des combattants palestiniens de Beyrouth. Fût-ce, dit-il, que certains cadres avaient « même menacé de tirer sur les nôtres », qui devaient les évacuer. « Nous sommes déterminés à retourner à Sabra et à Chatila (les camps palestiniens de Bey-

routh où furent perpétrés les massacres de réfugiés après le départ des combattants) et au Sud-Liban, et là nous pourrions pour la libération de la Palestine », a-t-il déclaré, en ajoutant : « Que ceux qui vivent dans les illusions des projets américains partent pour la Tunisie, ils pourront ainsi se reposer sur les plages. »

Abou Akram s'est déclaré convaincu que l'ensemble du Fath, ainsi que les autres organisations palestiniennes, finiraient par se rallier au mouvement de dissidence conduit par le colonel Abou Moussa. Le nouveau dissident a, par ailleurs, indiqué que vingt-cinq cadres et responsables du Fath, réunis samedi dernier dans la Bekaa, ont adressé un mémorandum à la direction de l'organisation, dans lequel ils affirment leur « appui total » aux « revendications justes et légitimes » du mouvement de protestation conduit par Abou Moussa, et refusent le recours aux armes pour trancher le conflit surgi entre « les membres d'une même organisation ».

Les dissensions qui sont apparues au sein du Fath seront probablement évoquées par Abou Iyad, le numéro deux de l'organisation, au cours de la visite qu'il a annoncée mercredi à Moscou, où il aura des entretiens avec le ministre des affaires étrangères soviétique, M. Andreï Gromyko. On sait qu'Abou Saleh, l'un des dirigeants de la dissidence, se réclame de la fraction prosoviétique de l'O.L.P.

M. Arafat devait conduire la désintégration palestinienne à Moscou, mais il semble avoir été retenu au Liban à la suite de l'aggravation de la dissidence au sein du Fath. Avant de quitter le Koweït pour Moscou, Abou Iyad a affirmé que le but de sa mission était de « consolider » les relations de son organisation avec l'U.R.S.S. et d'obtenir « une plus grande aide pour la bataille à venir ». (A.F.P., U.R.I.)

La visite de M. Sharon à Montréal provoque des remous

De notre correspondant

Montréal. — La visite qu'effectue au Canada, cette semaine, l'ancien ministre israélien de la défense, M. Ariel Sharon, a déclenché une vive controverse. Plusieurs organisations, dont deux des trois principales centrales syndicales, ont appelé, mercredi 1^{er} juin, à Montréal, à une manifestation pour protester contre le séjour au Canada de M. Sharon, qu'elles considèrent comme un « criminel de guerre ».

Ce n'est pas tant l'ampleur de la manifestation — quelques centaines de personnes — qui a retenu l'attention, mais bien davantage l'apreté de la controverse qu'a suscitée l'arrivée du ministre israélien de la Défense. M. René Lévesque, s'est interrogé sur l'opportunité de la visite de M. Sharon. Il a estimé que des manifestations de protestation étaient justifiées, compte tenu des faits reprochés au ministre israélien.

Aux cris de « Sharon assassin », les manifestants — dont plusieurs personnalités juives de Montréal appartenant au regroupement pour un dialogue Israël-Palestine — ont défilé, mercredi soir, en face de l'hôtel où le ministre s'apprête à prononcer un discours devant plusieurs centaines de convives qui avaient payé chacun 500 dollars (plus de 3 000 francs). Presque au même moment, des contre-manifestants sont venus appuyer M. Sharon. La présence d'importantes forces de police n'a permis d'éviter des incidents.

BERTRAND DE LA GRANGE.

A TRAVERS LE MONDE

Australie

LE PREMIER MINISTRE, M. BOB HAWKE a quitté, jeudi

2 juin, Canberra pour sa première visite officielle à l'étranger. Au cours d'un voyage de dix-huit jours, il visitera la Papouasie-Nouvelle-Guinée, l'Indonésie, la Grande-Bretagne, la France, la Suisse, les Etats-Unis et le Canada. En France, il fera part du mécontentement de son pays devant la poursuite des essais nucléaires français dans le Pacifique. (U.R.I.)

Haute-Volta

AMNISTIE POUR L'ANCIEN PRÉSIDENT YAMOGO. L'ancien président voltaïque Maurice Yamogo va retrouver ses droits civiques en vertu de l'amnistie qui lui a été accordée, lundi 30 mai, par ordonnance du chef de l'Etat, M. Ouédraogo.

Tchad

PRÉPARATIFS MILITAIRES LIBYENS ? — Les Etats-Unis ont accusé, mercredi 1^{er} juin, la Libye de procéder à un renforcement de son dispositif militaire dans la bande d'Aouzou, dans l'extrême nord du Tchad, et ont mis en garde Tripoli contre toute intervention militaire directe contre le gouvernement de N'Djamena ou tout renforcement de son dispositif aux rebelles tchadiens. (A.F.P.)

vient de paraître

les cahiers de la

COMMUNICATION

Un numéro spécial sur le thème :

Radio-Télévision : la fin du monopole ?

Une analyse en profondeur de la loi du 29 juillet 1982

الجزيرة

L'Iran en mal de « normalisation »

III. – L'impasse

par JEAN GUEYRAS

La mise hors la loi du Toudeh a entraîné une grave détérioration des relations entre Moscou et Téhéran, et dix-huit diplomates soviétiques en poste en Iran ont été expulsés. Cette situation semble préparer la voie à un rapprochement avec l'Occident souhaité par certains dirigeants influents du gouvernement iranien (le Monde des 1^{er} et 2 juin).

La République islamique survivra-t-elle à la disparition de Khomeiny ? Cette question a longtemps préoccupé les milieux de l'opposition iranienne à l'étranger. Il y a encore un an, certains de ses dirigeants vivaient avec l'espoir que les jours de l'imam étaient comptés. La moindre rumeur sur l'état de santé déclinant du vieil homme de Djamshar était amplifiée et dramatisée par la presse et par les opposants, convaincus que la mort du « guide » serait suivie à très brève échéance de l'effondrement du régime de Téhéran.

Les «*mnémologues*» de Paris, de Londres et de Washington, examinaient donc à la loupe les photographies reproduites dans les journaux de Téhéran et écoutaient avec la plus grande attention les discours de l'imam retransmis par la radio iranienne, à la recherche du moindre indice susceptible d'accréditer la thèse qu'une issue fatale était imminente. Au début de 1982, les très sérieux quotidiens de la presse britannique avaient même laissé entendre que les services secrets américains possédaient une photographie qui, selon les «*experts*» de l'opposition, avait été «*grossièrement maquillée*» par la presse iranienne pour prouver que le «*guide*» était bien vivant.

Ces observateurs trop pressés ont depuis perdu leurs illusions et, renonçant à enterrer l'imam avant sa mort, se sont résignés à l'idée que celui-ci, malgré ses connus de santé, peut encore vivre de longues années.

Peu après son hospitalisation à Téhéran en janvier 1980, à la suite d'une alerte cardiaque, l'imam Khomeïni commença à diriger les affaires du pays de sa modeste résidence du quartier de Djamaran (au nord de la capitale) transformée en véritable place forte. Certes, sur le conseil de ses médecins, il a réduit ses activités et s'astreint à des périodes de repos forcé plus ou moins prolongées. Mais il n'a apparemment rien perdu de sa combativité et de son mordant et est toujours capable de prononcer, d'une voix monocorde mais assurée, de longs discours radiotélévisés à partir de la mosquée de Djamaran où il se rend habituellement une fois par semaine, en compagnie de ses délégations de visiteurs soigneusement sélectionnés.

Un régime solide

Certes, un homme de quarante-cinq ans, peut disparaître à tout instant ou s'éteindre sans s'assumer son rôle. Mais dans ce cas il y a de plus en plus d'observateurs, même parmi ses adversaires, pour estimer que le régime de Téhéran ne disparaîtra pas pour autant. Rares sont ceux qui partagent le point de vue de M. Massoud Radjavi, chef des Moudjahidin du peuple, en exil à Auvers-sur-Oise, qui déclarait en février dernier que le mort de Khomeini marquerait la fin d'un soulèvement populaire et *briserait le cercle de la répression, créant les conditions d'un régime animé par le peuple*. L'ancien président iranien, M. Bani-Sadr, est allé encore plus loin en affirmant que le régime était déjà moribond et que c'étaient les Occidentaux, avec à leur tête les Etats-Unis, qui faisaient tout leur possible pour maintenir l'imam Khomeiny au pouvoir. M. Bani-Sadr répondait vraisemblablement à une série de questions mentales que ceux, qui débattent dans la presse américaine, qui laissent entendre que les responsables de Washington, rêvant profondément leur ingérence sur le régime iranien,

n'estimaient plus que l'Iran serait le théâtre d'un coup d'État militaire ou basculerait dans la guerre civile le jour où l'imam viendrait à disparaître. Ces mêmes commentateurs soutenaient que les spécialistes de l'Iran au département d'État et au Pentagone considéraient que le régime de Téhéran s'était désormais « institutionnalisé et dépersonnalisé » et était là pour durer.

Nul ne conteste que la disposition de l'Iamam sera un coup sévère pour la République islamique, mais celle-ci est désormais suffisamment solide et structurée pour pouvoir résister à l'impact d'une disparition subite de l'Iamam. Il ne fait pas l'ombre d'un doute que le régime n'auraient eu recours à la période trouble et incertaine qui a suivi, en juin 1981, la mort de l'ayatollah Behbehani, enseveli avec soixante-douze des principaux responsables du parti républicain islamique sous les décombres du siège du parti, le régime n'aurait pas eu le temps de se remettre sur pied. Les hommes politiques, les hommes de peuple, qui, bien qu'ils ne l'aient jamais admis officiellement, étaient à l'origine de cet attentat et de celui qui, deux mois plus tard, coûta la vie au président de la République Radjavi et au chef du gouvernement islamique n'ont pas eu le temps de se débarrasser du pouvoir, lui accordant un précieux répit qu'il a mis à profit pour consolider les institutions de l'Etat et de la révolution.

L'extermination

des opposants

Aujourd'hui, la situation diffère du tout ou tout de celle qui prévalait en Iran il y a deux ans. Au prix d'une sanglante répression qui souvent a revêtu l'aspect d'une guerre d'extermination contre les oppo-

sants, les forces de sécurité et les gardiens de la révolution (pasdaran) ont presque entièrement démantelé les forces de l'opposition. La répression impitoyable et systématique n'a été rendue possible que par la réorganisation des services de sécurité et de renseignements devenus d'une redoutable efficacité, pour une part grâce à certains « spécialistes » venus de l'ancienne Savak. C'est ainsi que le 5^e bureau de la police politique du chah, qui était chargé de mener la lutte contre les communistes et les ennemis subversifs, était devenu l'un des services autoritaires islamiques. En outre, plusieurs informations concordantes et dignes de foi indiquent que le général Hossein Fardoust, qui était chargé sous le régime monarchique de superviser les activités de la Savak et d'assurer la sécurité de la cour, occupe un poste important à la tête des nouveaux services répressifs islamiques connus sous le nom d'Occident sous l'appellation de Savama.

Parallèlement à l'intensification de la répression, le régime a parachevé la mise en place des institutions de l'État et la consolidation des organisations révolutionnaires, qui agissent désormais en parfaite harmonie. Il est vrai que le P.R.I., qui constituait, au cours des premières années de la révolution, la principale force politique du régime ne jouit pas d'un statut relevé de la dislocation de l'ayatollah Behbehani. Celui-ci en avait fait la courroie de transmission entre l'État et les communautés islamiques sur lesquelles s'appuie le pouvoir. La relève o cependant été assurée par le tout-puissant réseau des comités de quartier, une nouvelle structure mais tentaculaire, qui quadrille le pays par l'intermédiaire des comités de voisinage, des *hezbollahis* (membres du « parti de

Dieu ») et des *bassidj*, jeunes « volontaires de l'islam et de la mort ». Ces derniers, qui se sont illustrés sur les champs de bataille contre l'Irak, jouent un rôle essentiel dans la répression en informant les autorités des moindres faits et gestes « suspects » de la population.

Le régime a su également neutraliser politiquement l'armée en la maintenant éloignée de la capitale dans une guerre qui n'en finit pas, et en décourageant par une série de mutations et de promotions constamment renouvelées toutes les velléités de bonapartisme chez ses cadres supérieurs, de surcroît étroitement encadrés par les commissaires politiques religieux.

La bataille pour la succession

En l'absence de toute force d'opposition organisée, la disparition de l'imam, sans mettre le régime en péril, intensifiera néanmoins la lutte pour le pouvoir entre les factions rivales du clergé. Le conflit se déroulera dans le cadre de l'Assemblée des experts - élue, en décembre dernier, précisément pour arbitrer un éventuel conflit entre les héritiers de l'imam.

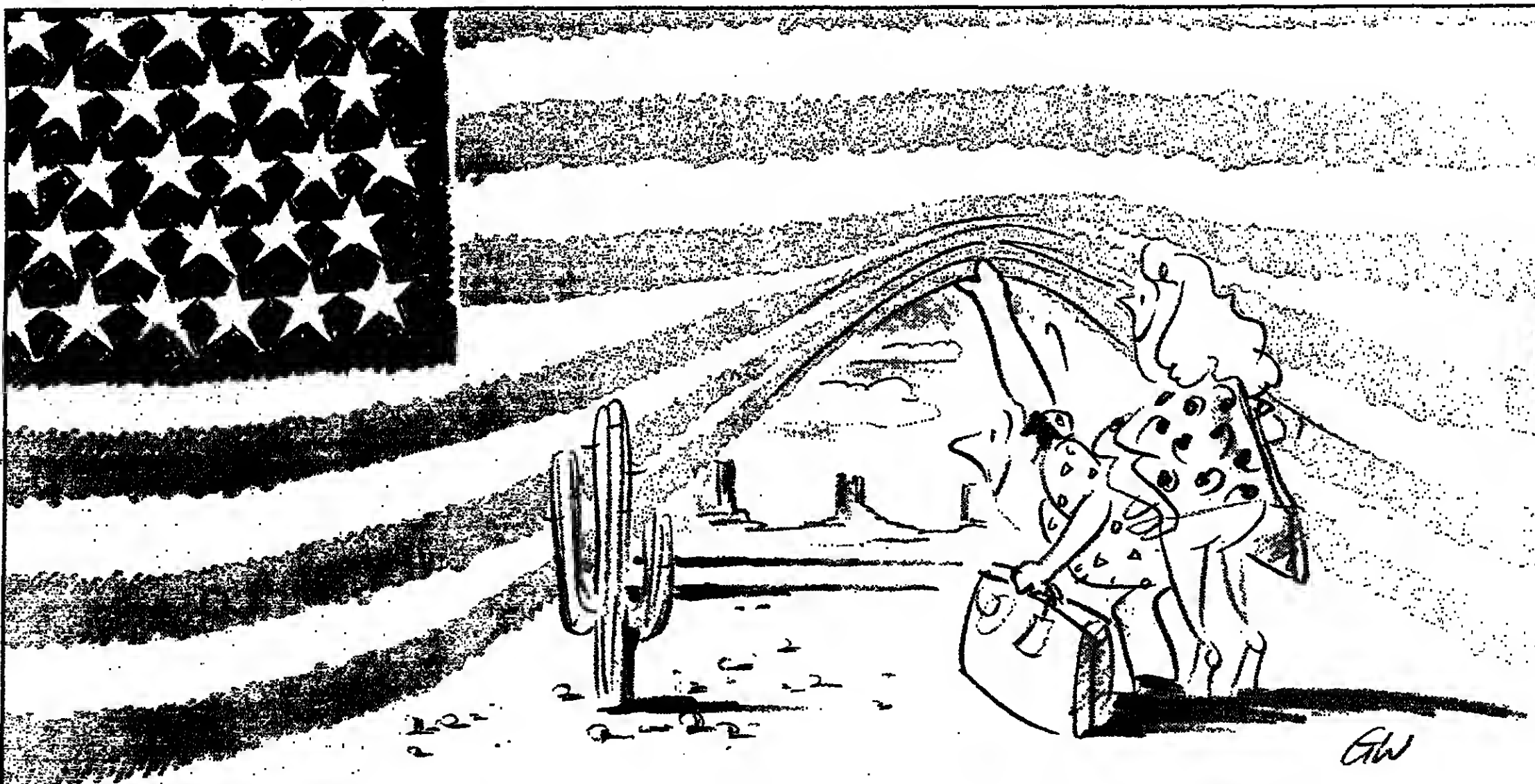
La confrontation, ainsi limitée, pourrait être particulièrement utile à la plupart des grands ayatollahs, fortement représentés au sein de l'Assemblée, ainsi que le groupe politico-religieux des *hadjatéh*, étant hostiles à la désignation d'un nouveau *velayat* *faqih* (tuteur religieux de la communauté) qui serait doté de pouvoirs analogues à ceux limités de l'imam. L'Assemblée envisage la constitution d'une sorte de « *conclave* » de trois ou cinq religieux au sein duquel ils auraient forcément leur mot à dire. L'imam et ses proches collaborateurs craignent qu'une telle solution, bien que prévue expressément par la Constitution islamique, ne soit un facteur de division et de désaccord. Ils proposent la désignation d'un nouvel imam en la personne de l'ayatollah

Montazeri. Ce dernier, qui n'a apparemment aucune des qualifications requises d'un « tuteur religieux » hormis sa loyauté sans faille à l'égard de l'imam dont il a épousé le sœur, n'a que peu de chances d'être accepté par ses pairs. Mais quelle que soit l'issue de la bataille pour la succession, il est fort peu probable qu'elle puisse modifier fondamentalement les options actuelles du régime, la plupart des religieux étant d'accord pour ne pas partager un pouvoir qu'ils monopolisent.

La marge de manœuvre dont les religieux disposent pour libéraliser le régime demeure donc fort limitée : tout en voulant présenter au monde extérieur un *islam à visage humain* - pour faciliter l'ouverture sur l'Occident tant souhaitée, les dirigeants de Téhéran demeurent prisonniers de l'appareil répressif qu'ils ont créé pour affermir leur pouvoir et qui, au fil des ans, s'est transformé en un véritable Etat à l'intérieur de l'Etat islamique. Les récentes arrestations des militants du Toudéh, effectuées comme d'habitude au mépris total des lois en vigueur, les aveux des dirigeants exorcisés vraisemblablement par des méthodes de torture physique et morale qui ont été progressivement mises au point et améliorées dans les sinistres cellules surpeuplées de la prison d'Inamov, où règne le tout-puissant et éternel procureur de la révolution islamique Assodallah Ladjevardi, indiquent que rien n'a changé en Iran dans le domaine de la répression.

Le régime de Téhéran se trouve donc dans une impasse. Il souhaite apparemment - normaliser - la révolution. Il craint, en même temps, que cela ne déclenche des forces incontrôlables qui emporteraient la République islamique aussi sûrement que les mesures de libéralisation annoncées en 1978 par le chah ont conduit la monarchie à sa perte.

FIN



Cet été, nous avons plus d'un tour
pour vous faire visiter les Etats-Unis.

Cet été, choisissez l'Amérique!
Parcourez le continent d'Est en Ouest.
Séjournerez dans la ville de votre choix.
Voyagez comme il vous plaira.
Aujourd'hui, plus de 200 formules
de vacances vous sont offertes.

Des formules "tout compris"
qui tiennent compte de votre temps-
vacances, de votre budget et bien sûr
des restrictions de devises.
Consultez votre agent de voyages.



Office du Tourisme des Etats-Unis
23, place Vendôme 75001 Paris
Tél. (1) 260 57 15



TWA
Tel. 117306211



Pan Am
Tel (1) 265 45 45

LES TRAVAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Le gouvernement accuse l'opposition de « sabotage »

Le gouvernement a donc décidé de ne pas engager sa responsabilité en vertu de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution, ce qui aurait permis d'accélérer la discussion du projet de loi sur l'enseignement supérieur (voir nos dernières éditions du jeudi 2 juin).

M. André Labarrière, ministre délégué aux relations avec le Parlement, a même affirmé, à la sortie du conseil des ministres de mercredi, que l'utilisation de cette procédure n'avait jamais été sérieusement envisagée. « Le gouvernement, a-t-il dit, souhaite que ce débat soit mené sérieusement et à son terme. Pour ce faire, il estime « raisonnable » que la discussion soit terminée le 9 ou le 10 juin. Jusque-là cette date, les séances de l'Assemblée nationale lui seront donc prioritairement réservées et même les suivantes, autant que nécessaire.

M. Labarrière n'a pas mâché ses mots, qualifiant la tactique choisie par l'opposition de « sabotage de l'institution parlementaire qui dévalorise le rôle du Parlement, qui est un risque pour la démocratie dans un pays où l'antiparlementarisme est toujours sous-jacent ». Déjà, au mercredi 1^{er} juin, à 19 h 30, soixante heures et vingt minutes ont été consacrées à la discussion des articles.

L'opposition a pu se prononcer pendant sept heures et trois minutes sur la teneur générale de chaque article, la majorité ne parlant dans les mêmes conditions que pendant deux heures et cinquante minutes.

Le R.P.R. et l'U.D.F. peuvent pourtant estimer que leur stratégie a été payante : sur quatre-vingt-six amendements adoptés sur les quelques mille déjà discutés, vingt-trois ont été proposés par eux, et le gouvernement a dû en soumettre plusieurs pour préciser sa position à la suite de leurs interventions. Aussi, malgré les déclarations encourageantes faites mardi 31 mai au soir par les responsables des deux groupes de l'opposition, les débats ne se sont guère accélérés mercredi. Dans l'après-midi, l'Assemblée a été de dix-sept amendements discutés en une heure et quarante-cinq minutes, rythme plus proche des six amendements à l'heure, jugés comme une vitesse critique par M. Labarrière, que des dix-huit, moyenne qu'il juge normale. Le gouvernement doit s'armer de patience.

Une session extraordinaire est donc envisageable pour le début du mois de juillet. M. François Mitterrand avait, certes, annoncé qu'il ne le souhaitait pas, sauf circonstances extraordinaires. N'est-ce pas le cas ? A la

sortie de l'Élysée mercredi, le ministre chargé des relations avec le Parlement a reconnu qu'il ne pouvait être « exclu » que le premier ministre en demande la convocation au président de la République « si l'obstruction de l'opposition continue ».

Si le gouvernement a d'ores et déjà renoncé à faire discuter ce printemps le projet de loi sur la fonction publique des collectivités locales, il doit faire adopter la loi d'orientation du IX^e Plan avant l'été. M. Defferre, afin que les budgets 1984 de l'État et de celles-ci puissent être préparés à temps, souhaite qu'il en soit de même pour le deuxième volet du transfert des compétences. Il faudrait aussi que le Parlement discute du projet de loi sur le financement des entreprises, de celui sur les sociétés d'économie mixte locales. Doivent rester à l'ordre du jour un débat sur le budget social de la nation, un autre sur la politique étrangère, plus un certain nombre de « textes », comme celles du projet de loi sur le service militaire ou sur la programmation militaire. Faute de session extraordinaire et si le R.P.R. et l'U.D.F. le souhaitent, le programme de cette fin de session peut être complètement bloqué.

THIERRY BRÉHER.

Les statuts des établissements d'enseignement supérieur seront déterminés par leurs conseils d'administration

L'Assemblée nationale, le mercredi 1^{er} juin, continue la discussion du projet de loi sur l'enseignement supérieur, et spécialement des articles relatifs aux établissements relevant du ministère de l'Éducation nationale.

● Statuts : Ils seront déterminés par les conseils d'administration des établissements statuant à la majorité des deux tiers. M. Cassaing (P.S., Carrez), rapporteur de la commission des affaires sociales, fait ajouter qu'ils devront respecter « une équitable représentation dans les conseils de chaque grand secteur de

formation », pour éviter qu'une spécialité puisse « dominer » les autres. L'opposition critique la formule du projet du gouvernement, qui expliquait que « les statuts sont approuvés par le ministre de l'Éducation nationale », alors que M. Schwartzberg, secrétaire d'État à l'Éducation nationale, observe qu'une disposition identique figurait dans la loi de 1968. Mais la commission ayant, elle aussi, trouvé qu'il y avait là une « limitation » de l'autonomie, le gouvernement dépose un amendement qui est

adapté et qui remplace « sont approuvés » par « sont transmis au... ».

● Le recteur-chancelier est doté de pouvoirs comparables à ceux dont il dispose déjà. Le R.P.R. demande sans succès la distinction des deux fonctions : l'U.D.F. souhaite, mais c'est pas suivi, que ces pouvoirs soient réduits. Elle critique ainsi le fait qu'il « assure la coordination des enseignements supérieurs avec les autres ordres d'enseignement », alors que M. Schwartzberg rappelle que c'est la reprise d'une prescription de la loi de 1968, mais M. d'Aubert (U.D.F., Mayenne) reconnaît : « La loi de M. Edgar Faure n'est pas la Bible pour nous ».

● Les diverses sortes d'établissements sont énumérées par l'article 22 : universités, écoles et instituts

extérieurs aux universités, écoles normales supérieures, écoles françaises à l'étranger et les grands établissements (École des hautes études, Collège de France, Muséum d'histoire naturelle...). Là encore, l'opposition y voit une volonté d'uniformisation. Le secrétaire d'État ayant assuré que, pour établir par décret la liste et la classification des établissements existants, il serait tenu compte des souhaits de leurs dirigeants, l'U.D.F. s'efforce sans succès de faire ajouter que ce décret sera pris après « avis conforme » des conseils d'administration de ces établissements.

La séance est levée avant que ne soit commencée la discussion des amendements déposés sur l'article 23.

Th. B.

La réforme de la garantie de ressources

L'Assemblée nationale, le mercredi 1^{er} juin, a adopté en première lecture le projet de loi supprimant du code du travail les dispositions relatives à la garantie de ressources des travailleurs privés d'emploi (le Monde du 2 juin). Les députés n'ont rien changé à la formulation proposée par M. Ralite, ministre délégué chargé de l'emploi, et donc approuvé l'article 2 qui maintient « les droits acquis à la garantie de ressources résultant des dispositions législatives et réglementaires en vigueur à la date de publication de la présente loi ou d'engagements conventionnels pris avec l'État avant la publication de la présente loi ».

L'opposition a violemment critiqué ce texte. M. Fuchs (U.D.F., Haut-Rhin) avait déposé, sans succès, une question préalable dont l'objet est de faire décider qu'il n'y a pas lieu à débattre. Il reprochait à ce projet de loi d'être un recul social, estimant que la préretraite permise par la garantie de ressources était plus intéressante que la retraite à soixante ans, telle qu'elle est maintenant instituée.

M. Le Fall (P.S., Seine-et-Marne) a reconnu que ce texte ne règle pas tout, qu'il faut prévoir la transition entre les chômeurs âgés et leur prise en charge par l'assurance-vieillesse, et qu'il y a des « exclus », particulièrement chez les chômeurs de longue durée, de moins de soixante ans, mais il a affirmé que ces situations doivent être réglées par accord entre les partenaires sociaux.

● La cote de popularité de M. François Mitterrand connaît une baisse de sept points, passant de 46 % en avril à 39 % en mai, selon un sondage « B.P.A. - Paris-Match » réalisé entre les 13 et 15 mai et publié cette semaine.

Ce sondage, effectué d'après 978 interviews traitées selon la méthode de l'échantillonnage par quotas, fait en revanche état d'une augmentation des opinions négatives, qui passent de 41 % à 48 %. Il dénombre, par ailleurs, 26 % de personnes satisfaites de la façon dont le pays est gouverné contre 30 % en avril, 63 % exprimant leur mécontentement contre 59 %.

45 % des personnes interrogées estiment que l'Assemblée nationale ira au terme de son mandat, contre 56 % en avril, tandis que 32 % (contre 30 %) expriment un avis contraire. 27 % d'entre elles pensent que l'opposition « ferait mieux » si elle était au pouvoir, 20 % moins bien et 43 % « sensiblement pareil » que l'actuelle majorité.

Le Sénat exclut le personnel hospitalier de la réforme du statut de la fonction publique

Un accord sur les principes — en l'occurrence, l'égalité, l'indépendance et la citoyenneté — n'entraîne pas pour autant une communauté de vues sur le choix de moyens ou la définition des objectifs qui s'en inspirent. L'examen, par le Sénat, mercredi 1^{er} juin, du projet de loi adopté par l'Assemblée nationale (le Monde des 3 et 6 mai) portant droits et obligations des fonctionnaires, premier des textes réformant le statut de la fonction publique, l'a montré.

L'abondance des amendements de la commission des lois, dont le rapporteur était M. Hoeftel (Un. cent. Bas-Rhin), et de M. Schiélé (Un. cent. Haut-Rhin), votés le plus souvent contre l'avis de M. Le Pors, secrétaire d'État chargé de la fonction publique et des réformes administratives, a conduit les sénateurs de gauche à s'abstenir dans le vote sur l'ensemble du texte, adopté par 197 voix contre 0 sur 296 votants.

Ainsi, le vœu de M. Le Pors, qui estime qu'« une réforme de la société pour être durable doit déborder les frontières de la majorité politique », est resté un peu vain.

Dans la discussion des articles, M. Hoeftel fait part de l'une des inquiétudes que lui inspire le texte : la création d'un ensemble administratif « trop gigantesque ». Pour répondre à cette préoccupation, le Sénat décide donc d'exclure (dès l'article premier) les personnels des établissements hospitaliers (soit quelque six cent mille personnes) du champ d'application de la loi, bien que M. Le Pors note l'éventualité d'ajouter un titre au projet pour adapter la carrière de ces personnels dont les organisations syndicales, observées, ont manifesté leur accord avec les dispositions prévues.

Parmi les conditions réglementant l'accès à la fonction publique (article 4), le Sénat rétablit celle de « bonne moralité » qui figurait dans l'ordonnance de 1959 et que M. Le Pors entendait faire disparaître en raison des « interprétations arbitraires » auxquelles elle pouvait donner lieu et de l'« évolution des mœurs ».

Une deuxième préoccupation du rapporteur résulte de ce qu'il considère comme étant une « inversion des valeurs » qui se traduit selon lui par le fait que les droits et les garanties sont plus clairement affirmés que les obligations. Aussi fait-il adopter (art. 5) un amendement précisant que la liberté d'opinion garantie aux fonctionnaires s'exerce « dans le respect de l'obligation de réserve et de l'obligation de discrétion professionnelle ».

A l'article 6 qui garantit la liberté d'expression, la commission fait précéder que la carrière du fonctionnaire ne peut, « de son fait », des votes ou opinions émis par les fonctionnaires pendant leur campagne électorale ou l'exercice de leur mandat, être affectée de quelque manière que ce soit.

A l'article 7 relatif à l'exercice du droit syndical, le Sénat limite la compétence de négociation des organisations syndicales à l'évolution des rémunérations et du « pouvoir d'achat » et en exclut les questions relatives à l'organisation et aux conditions de travail.

M. de Montseigneur (R.P.R., Seine-Maritime), qui avait la veille interrogé à l'occasion de la séance consacrée aux questions orales, le ministre des P.T.T., M. Mezardieu, sur les mouvements de grève dans son département, ainsi que M. Paul Girod (gauche dém., Aisne), soulignent les inconvénients d'un allègement des retenues pour fait de grèves courtes. Les deux orateurs soulignent que cette disposition « génère » à pour résultat de nuire au principe de continuité du service. Bien que M. Le Pors en évoque l'inconstitutionnalité, le Sénat précise que le droit de grève (art. 8) s'exerce compte tenu des « exigences spécifiques du service public et notamment du principe de continuité ».

Le Sénat adopte une nouvelle rédaction de l'article 11 (portant organisation des corps de fonctionnaires) afin que soit prévue une prise en compte des spécialités de la fonction publique territoriale par rapport à la fonction publique d'État. Et à l'initiative de M. Schiélé-le Sénat prévoit la création d'une commission mixte paritaire avec la participation en nombre égal de représentants de fonctionnaires des collectivités territoriales et de ceux de l'État. Sur proposition de la commission, la référence faite par le projet à une grille unique commune aux deux fonctions publiques (d'État et territoriale) est supprimée.

À l'article 16, la commission fait décider que le pouvoir de notation appartient aux chefs de service, bien que les sénateurs socialistes et communistes fassent remarquer que ce pouvoir appartient dans la fonction publique locale aux maires ou aux présidents de conseil général.

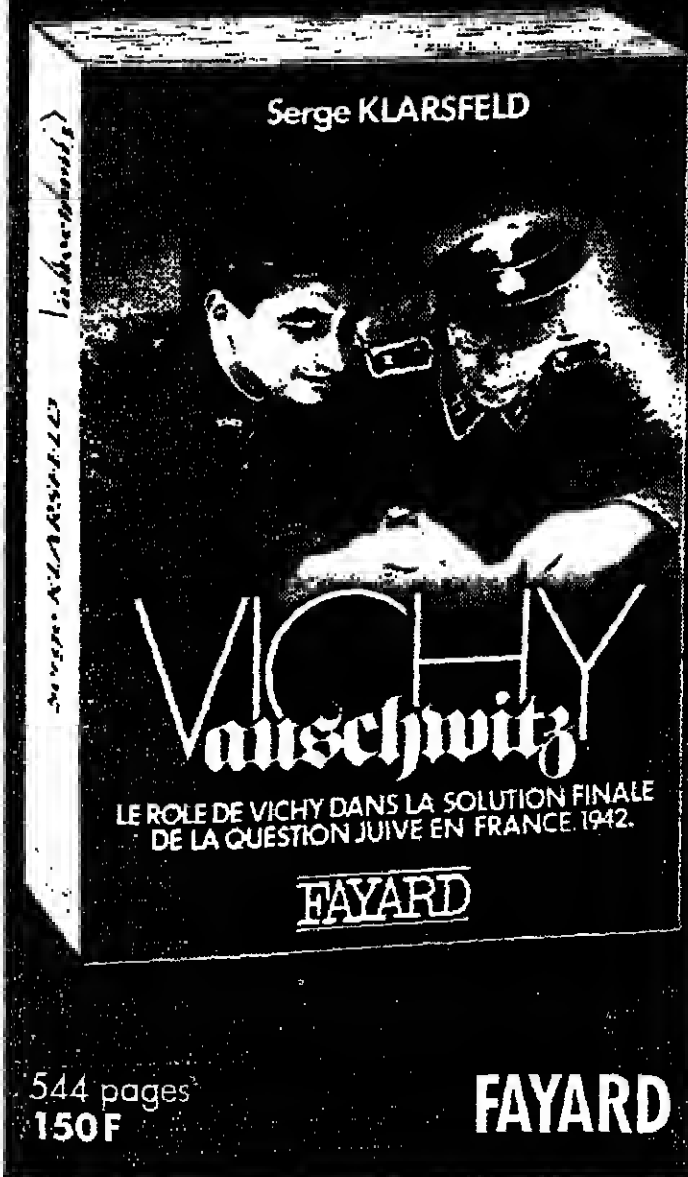
Le Sénat suit l'avis de sa commission et avec l'accord du gouvernement, rétablit l'affirmation contenue dans l'ordonnance de 1959, selon laquelle le pouvoir disciplinaire appartient à l'autorité investie du pouvoir de nomination.

ANNE CHAUSSEBOURG.

Klarsfeld, en publiant dans leur totalité les pièces de la collaboration entre deux polices et deux politiques au cours de la tragique année 1942, met en lumière les faits oubliés... Klarsfeld secoue les idées reçues.

On peut s'attendre à des remous.

Fred Kupferman (l'Express)

EUROPEAN UNIVERSITY OF AMERICA
SAN FRANCISCO
AMERICAN MANAGEMENT STUDIES

Graduate Programs

Niveau Requis : 2^e Cycle Universitaire

Summer 1983 : 5 juillet - 2 septembre

Finance, Marketing, Economics, International Business

Clôture des inscriptions le 10 juin 1983

Fall 1983 : 6 septembre - 28 octobre

Chaque programme conduit au Diploma of Graduate Studies in Management

Undergraduate Survey Program

Niveau Requis : Bac, Bac + 1, Bac + 2

Summer 1983 : 1^{er} août - 1^{er} septembre

Introductory Courses in : United States History, Politics and Culture

Business Language Skills

Clôture des inscriptions le 30 juin 1983

Ce programme conduit au Certificate of American Studies

Visites d'entreprises et de sites culturels

European University of America, 650 Pine St. San Francisco, CA. 94108 USA

Renseignements et Inscriptions : Centre d'Information Pour l'Europe

32 Galerie Montpensier, 75001 Paris, France. Tél. : (1) 296.30.69

مكتبة الأصل

Les élections municipales de Sarcelles sont annulées

Le tribunal administratif de Versailles (Yvelines) vient de décider d'annuler les élections municipales de Sarcelles (Val-d'Oise). La suspension des élus a également été ordonnée, ainsi que la mise en place d'une commission extramunicipale pour assurer l'expédition des affaires urgentes. De plus, lors des prochaines élections, qui devraient avoir lieu en septembre, la présidence des bureaux de vote devra être assurée par une tierce personne désignée par le tribunal de grande instance de Pontoise.

Les conclusions du commissaire du gouvernement ont donc été suivies à la lettre par le tribunal.

M. Raymond Lamontagne (non inscrit), conseiller général et conseiller régional d'Ile-de-France, tête de liste de l'opposition, avait déposé un recours dès le 7 mars, faisant état de graves irrégularités : des bordereaux de comptage avaient été falsifiés. La liste de M. Henri Camacos, P.C., maire sortant, ancien député, l'avait emporté au premier tour avec 50,10 % des suffrages.

LE DÉBAT AU SEIN DU P.S.

M. Didier Motchane (CERES) dénonce un « début d'alignement politique et économique » sur les États-Unis

Le débat au sein de la gauche continue. A la critique de la politique économique, développée par le CERES de M. Jean-Pierre Chevènement, s'ajoute désormais une dimension internationale. Le P.C.F. avait donné le ton dès mardi 31 mai avec

la déclaration de son bureau politique.

C'est au tour de M. Didier Motchane, l'un des animateurs du CERES, de mettre en cause, dans l'interview qu'il nous a accordée, les résultats du sommet de Williamsburg.

« Peut-on, lorsque l'on est socialiste, dire, ainsi que vous le faites, ce que l'on a envie de dire — à savoir que la politique du gouvernement n'est pas la bonne — sans gêner l'action de ce gouvernement ? »

« Je n'ai pas le goût de polémiquer, indirectement, avec le premier secrétaire du parti socialiste. Mais je suis inquiet de la manière dont il paraît vouloir engager — ou plus exactement ne pas engager — le débat du congrès du P.S. Jospin a indiqué à plusieurs reprises que notre parti a besoin d'un débat. Je partage cette opinion. Je ne doute pas de la sincérité de ses intentions. Mais je suis bien obligé de constater qu'au moment où le jeu devrait s'ouvrir, il a commencé par le fermer. Il l'a fermé en présentant une contribution massive. Il l'a fermé en réservant la discussion de ce texte aux dirigeants de son courant.

« L'autre raison de mon inquiétude, c'est que l'on ne peut pas prêter un débat libre et sérieux entre militants socialistes et prétendre réduire ce débat à la litanie psalmodiée des communiqués du conseil des ministres. Je ne pense pas que

l'on aide le gouvernement de cette manière-là. Le rôle du parti, c'est de réfléchir et d'éclairer le gouvernement.

« Nul ne conteste la nécessité d'un débat au fond. Si l'on en croit M. Jospin, ce que l'on vous reproche plutôt, ce sont des formules, des petites phrases et l'impact qu'elles peuvent avoir sur l'opinion publique.

« Jospin dit : « Fouetter les mollets des camarades et du gouvernement, oui ; leur couper les jarrets, non ! ». Lionel Jospin est-il le seul bien placé pour distinguer un Mollet d'un jarret (1) ? Il y a d'autres socialistes qui sont aussi autorisés que lui à faire cette distinction anatomique. Quand je lis dans le texte de sa contribution que, sans retour à l'équilibre extérieur d'ici à la fin de 1984, notre pays risquerait de se faire imposer par ses créanciers une politique économique contraire au projet de la gauche, je pense à un homme qui serait tombé à l'eau tout habillé et qui dirait : « Je risque d'être mouillé si la pluie tombe... »

« Petite phrase pour petite phrase, était-il adroit de parler devant la convention nationale

du P.S. ainsi que l'a fait M. Jean-Pierre Chevènement, d'une éventuelle dévaluation du franc ? »

« Jean-Pierre Chevènement n'a fait que citer des propos publics du président de la République selon lesquels, si l'on ne réduit pas le différentiel d'inflation entre l'Allemagne fédérale et la France, le seul problème est de savoir quand la dévaluation aura lieu. Dire cela n'apprend rien aux spéculateurs. Cela peut faire réfléchir les militants socialistes.

« Jean-Pierre Chevènement a présenté sa démission du gouvernement en février. Il a gardé le silence là-dessus. Il est normal qu'il ait saisi la convention des raisons qui ont fait qu'il ne pouvait pas continuer à être associé à une politique qui a pris un virage en mars. Il a saisi cette occasion pour expliquer quelle politique lui semblait la meilleure et quels étaient les moyens de s'appuyer sur ce qui a été décidé en mars — les choix sont faits et nous nous inscrivons dans leur continuité — pour dire ce qu'il faudrait faire afin de les redresser dans la bonne direction.

« Je résume la manière de discuter adoptée par Lionel Jospin. Elle consiste à tout faire pour évacuer le débat. Or l'enjeu du débat, c'est la réussite ou l'échec de la gauche. Pensez-vous que des socialistes, en conscience, puissent se taire s'ils estiment que la réussite ou l'échec de la gauche est en jeu et que cela n'est pas sans rapport avec les décisions prises par le gouvernement ? »

« Vous accusez les mitterrandistes d'hypocrisie lorsque vous relevez leur analyse sur l'endettement extérieur.

« Je constate qu'un très grand nombre d'entre eux, et non des moindres, nous disent en privé qu'ils sont d'accord avec nous.

« Il y a des textes là-dessus, notamment ceux de M. Christian Goux, président de la commission des finances de l'Assemblée nationale... »

« Absolument. On pourrait déjà faire une anthologie des réflexions des dirigeants du parti sur les choix du 25 mars. C'est bien parce que nous pensons que ces choix peuvent être l'amorce d'un virage que nous avons pris la parole. Avant le mois de mars, nous n'avons rien dit. Ce n'est pas nous, par exemple, qui avons accusé le premier ministre d'avoir « du retard à l'allumage » (2).

« Je pense en outre que, lorsque l'on entend le ministre de l'économie et des finances parler des Américains comme des chefs du monde libre, cela pose question. Quand on constate que la réunion de Williamsburg — réunion économique — aboutit à un communiqué politique sur l'équilibre des forces, cela pose question.

« Partagez-vous les inquiétudes du P.C.F. ? »

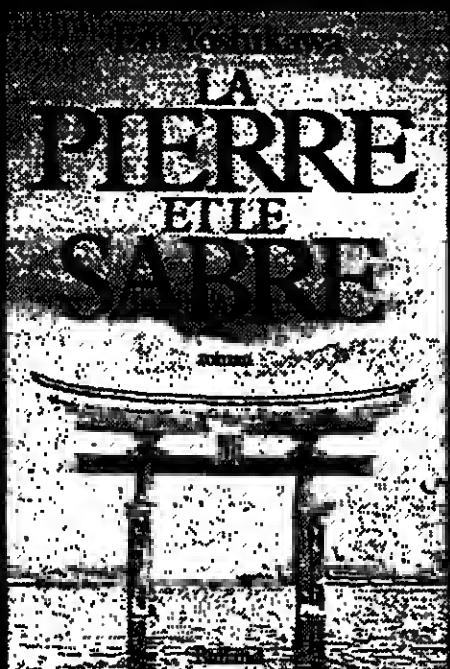
« Il y a naturellement une relation très étroite entre la conduite de la politique extérieure et celle de la politique économique. Si vraiment la question est de refuser le dilemme entre l'alignement et l'isolement, on peut se demander si la France en prend le chemin. Nous avons déjà un début d'alignement économique et politique, et l'on ne voit pas qu'il puisse réussir à nous éviter l'isolement. Mais s'il y a un risque d'alignement dans la participation de la France à un communiqué commun sur la sécurité, à Williamsburg, cela deviendrait une certitude si notre pays prenait part aux négociations de Genève.

Propos recueillis par
JEAN-YVES L'HOMEAU.

(1) Interrogé sur le point de savoir s'il convenait d'écrire « mollet » avec un « M » majuscule ou un « m » minuscule, M. Motchane nous a précisé que sa préférence allait à la majuscule. Guy Mollet a été secrétaire général de la S.F.I.O. de 1946 à 1969. Les fondateurs du CERES ont été militants de la S.F.I.O. (Section française de l'Internationale ouvrière). M. Lionel Jospin a adhéré au parti socialiste au lendemain du congrès d'Épinay en mai 1971.

(2) M. Motchane fait référence à une formule qui aurait utilisée M. Pierre Joxe.

Un grand roman japonais. Un succès mondial



Les lecteurs français lui ont déjà fait un accueil triomphal

Balland

MOEURS, PASSIONS ET SOCIÉTÉS CONTEMPORAINES

Dans chaque livre, un récit une réflexion des références pour vivre et comprendre les faits et les figures qui constituent la société d'aujourd'hui.



une nouvelle collection de livres
autrement
à ciel ouvert

180 PAGES, 50 ILLUSTRATIONS, 49 F.

170 PAGES, 45 F.



ARTIREC MOQUETTES

44,50 F/m²

Moquette en laine et acrylique mélangées, largeur 4 m.

77,50 F/m²

Moquette 100 % pure laine.

169 F/m²

"Blanche laine", une fabuleuse moquette griffée Woolmark 100 % pure laine.

29,50 F/m²

Revêtement plastique, largeur 4 m.

38,50 F/m²

Moquette imprimée cannage, boudée serrée, polyamide.

ARTIREC TISSUS

49,50 F/ml

Tissu pur lin, largeur 2,90 m.

8,50 F/m²

Tissu contrecollé sur papier.

14,50 F/m²

Paille japonaise véritable.

ARTIREC, c'est 500.000 m² de stock d'articles soigneusement sélectionnés et démarqués.

C'est le choix grandeur nature.

ARTIREC, c'est le circuit sans intermédiaire qui vous assure le meilleur rapport qualité/prix !

Pose et livraison assurées.

Conditions spéciales aux professionnels.

ARTIREC

Payez moins cher la qualité

ARTIREC : 4 bd de la Bastille

75012 PARIS - Tél. : 340.72.72

ARTIREC : 8/10 imp. St-Sébastien

(niveau 32, rue St-Sébastien)

75011 PARIS - Tél. : 355.66.50

ARTIREC : 11, villa du Soleil

(ou 120, bd Gal Gracq)

94100 SAINT-MAUR - Tél. : 883.19.97

RECUPARIS : 5/8, rue R. Solengro

(Pte d'Ivry) -

94270 KREMLIN-BICÊTRE

Tél. : 658.81.12

BINEAU MOQUETTES : 3 bd Bineau

(100 m Pte Champmarré) -

92300 LEVALLOIS - Tél. : 757.19.19

MOQUETTE DE LA REINE :

109 bis route de la Reine -

92100 BOULOGNE - Tél. : 603.02.30

* spécialiste tissus -

revêtements muraux -

** moquettes uniquement

ARTIREC

Payez moins cher la qualité

- 5 % sur présentation de cette annonce.

POLITIQUE

M. Lemoine: la loi républicaine sera respectée dans les départements d'outre-mer

Interrogé mercredi 1^{er} juin à l'Assemblée nationale, lors de la séance consacrée aux questions d'actualité, par M. Marcel Esdras (app. U.D.F., Guadeloupe) sur la série d'attentats qui viennent d'avoir lieu dans les départements d'outre-mer, M. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat aux départements et territoires d'outre-mer, a notamment répondu: « L'action apparaît comme concertée, et même revendiquée par une organisation, inconnue de ce jour, l'« Alliance révolutionnaire caribbe ». Les procédures judiciaires sont en cours et nous attendons le résultat des enquêtes. Mais je tiens à le dire avec fermeté à tous nos concitoyens d'outre-mer: le gouvernement condamne solennellement le terrorisme. La loi républicaine sera respectée et tous les moyens dont auront besoin les commissaires de la République seront mis en place pour que règne la sécurité et que la vie quotidienne se déroule normalement. »

M. Esdras, insatisfait par cette réponse, a répliqué: « La politique suivie depuis deux ans a incontestablement encouragé plus impatiemment les milieux extrémistes et indépendantistes. Les élus de l'opposition n'ont cessé de mettre en garde le gouvernement contre le changement de statut des D.O.M., qui ne pouvait être ressenti que comme un encouragement à la sécession et à l'avenement. Nous n'avons pas été écoutés et nous gardons tous en mémoire les réponses flegmatiques de votre prédécesseur, qui nous accusait de lui faire des procès d'intention. »

« D'autre part, a continué le député de la Guadeloupe, les récents attentats ont montré de quel point, en matière de sécurité publique, tout était à reconsidérer: surveillance et protection insuffisantes des édifices publics, rareté des artificiers - est-il besoin de rappeler la mort tragique le 17 septembre 1980 d'un courageux artificier désamorçant un

engin explosif posé à l'aéroport du Raizet, et le fait que les présumés responsables, accusés d'avoir participé à plusieurs autres attentats, ont été libérés en même temps que la Cour de sûreté de l'Etat était supprimée. »

« Enfin, je suis obligé de vous dire la grande inquiétude qu'a suscitée dans nos populations le voyage de M. Fiterman. Nos populations ont très mal ressenti le refus du ministre des transports de nous accorder une modeste subvention destinée à rééquiper la ligne régionale Air Guadeloupe, alors qu'il n'a pas hésité à rétablir la ligne Paris-Cuba, antérieurement fermée par Air France parce que lourdement déficitaire. »

« Les présidents socialistes des conseils régionaux, réunis mercredi 1^{er} juin, ont souhaité que les élections au suffrage universel des conseillers régionaux aient lieu l'année du prochain renouvellement cantonal, soit 1985. M. Maurice Pourchon, président du conseil régional d'Auvergne, qui se référait à l'éventualité envisagée par le président de la République de coupler en 1984, scrutin européen et scrutin régional, a expliqué que « les élections régionales sont suffisamment importantes pour éviter de les coupler avec d'autres ». D'autre part, « les lieux présidents des conseils régionaux de l'opposition, réunis sur l'initiative de M. Michel Giraud, président (R.P.R.) du conseil régional d'Ile-de-France, ont examiné, le 1^{er} juin, les difficultés que soulèvent le transfert aux régions à partir du 1^{er} juin des compétences en matière de formation professionnelle et la préparation des contrats de plan. Les présidents ont demandé une audience au premier ministre pour obtenir des précisions sur la date et le mode de scrutin des prochaines élections régionales au suffrage universel. »

Le communiqué officiel du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni mercredi matin 1^{er} juin au palais de l'Élysée, sous la présidence de M. François Mitterrand. A l'issue des délibérations, le communiqué suivant a été publié:

• POLLUTION DU RHIN

Le ministre des relations extérieures a présenté au conseil des ministres un projet de loi autorisant la ratification de la convention de Bonn, relative à la protection du Rhin contre la pollution par les chlorures, signée le 3 décembre 1976 et ratifiée en 1983.

• NOUVELLE-CALÉDONIE

Le secrétaire d'Etat chargé des départements et territoires d'outre-mer a présenté au conseil des ministres trois projets de loi concernant la Nouvelle-Calédonie, dont l'un porte approbation de la convention conclue entre l'Etat et le territoire en vue d'éviter les doubles impositions, à la suite de la création d'un impôt sur le revenu des personnes physiques en Nouvelle-Calédonie.

• DURÉE DU TRAVAIL

Le conseil des ministres a adopté, sur la proposition du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, deux décrets pris en application de l'ordonnance du 11 janvier 1982 relative à la durée du travail et aux congés payés.

Le premier décret fixe les conditions dans lesquelles il peut être dérogé, en cas de surcroît temporaire d'activité, à la durée maximale journalière de dix heures.

Le second décret définit les modalités de mise en place dans les entreprises de équipes de suppléance, dites « équipes de fin de semaine ».

• INONDATIONS

Le ministre de l'Agriculture a informé le conseil des ministres des difficultés que rencontrent les agriculteurs, et surtout les éleveurs, dans les régions inondées (lire également en page 28).

• VACANCES D'ÉTÉ

Le secrétaire d'Etat chargé de la consommation a présenté une commu-

nication sur les mesures destinées à assurer le maintien de la qualité des produits et des services et la surveillance des prix pendant la période des vacances d'été 1983.

Ces mesures comportent essentiellement: un renforcement et une meilleure organisation des services de contrôle; une meilleure information du public et des organisations professionnelles; la mise à la disposition des touristes d'une permanence téléphonique dans les trente-cinq départements les plus fréquentés, soit onze départements supplémentaires par rapport à l'été 1982.

• COMMERCE ET DÉVELOPPEMENT

Le ministre de l'Economie, des finances et du budget a présenté une communication sur la prochaine conférence des Nations unies sur le commerce et le développement qui s'ouvrira le 6 juin à Belgrade.

Cette conférence, qui doit marquer une étape importante dans les relations entre pays développés et pays en développement, sera l'occasion pour la France de rappeler ses positions d'ensemble sur les relations Nord-Sud et ses propositions en vue d'un nouvel ordre économique et monétaire plus juste et plus efficace.

• TRANSPORT FLUVIAL

Le ministre des transports a présenté, à partir des conclusions de la commission présidée par M. Grigore, une communication sur le schéma directeur des voies navigables et le développement du transport fluvial.

Le gouvernement a approuvé le projet de schéma directeur d'infrastructures à long terme qui sera soumis pour avis aux conseils régionaux. Ce schéma établit l'ordre de priorité suivant:

- 1) Entretien du réseau;
- 2) Restauration du réseau;
- 3) Poursuite de l'aménagement des vallées;
- 4) Engagement de liaisons internationales.

Le programme des travaux pour les prochaines années sera précisé dans le deuxième loi de Fin.

Dans le but d'élaborer la profession, et notamment la batterie artisanale, à se moderniser, une chambre nationale de la batterie artisanale et une entreprise artisanale du transport par eau seront rapidement constituées.

L'Office national de la navigation développera ses interventions pour assurer une meilleure mise en valeur des voies navigables, notamment en ce qui concerne l'équipement des quais et le tourisme fluvial.

[M. Claude Martinot, directeur du cabinet de M. Charles Fiterman a précisé que sur les 2 milliards de francs de l'enveloppe de la deuxième tranche du « Fonds grands travaux », 150 millions de francs seraient pourvoir être affectés aux voies navigables.]

Quant au « grand projet » de canal Rhin-Rhône (évalué à quelque 13 milliards de francs) il semble pour sa part répondre au-delà du neuvième Plan. Dans les circonstances actuelles le gouvernement ne semble pas devoir compter sur un financement européen significatif pour lancer les travaux de jonction entre le Rhin et la Saône.]

• AVIATION LÉGÈRE

Le ministre des transports a présenté une communication sur la relance de l'aviation légère et des sports aériens. Faisant suite aux conclusions du séminaire Parlementaire, parlementaire ou ministériel, un ensemble cohérent de mesures a été décidé pour favoriser le développement de ces activités, en rendant la pratique accessible à tous et en valorisant le caractère sportif et touristique.

— Création d'un brevet de base de pilote et organisation d'une formation progressive;

— Création d'un brevet et d'une licence de pilote d'ultra-léger motorisé;

— Accroissement dès 1983 des différentes aides à l'aviation légère: postes d'animateurs, bourses;

— Simplification des règles de certification des aéronefs légers;

— Aides au développement d'appareils et de moteurs français;

— Protection et développement des infrastructures au sol.

CETTE PRODIGIEUSE TRAVERSÉE DE L'UNIVERS COMMUNISTE

rend caducs bien des bavardages sur le totalitarisme et le stalinisme. Aux concepts creux et aux discours vagues, Jeannine Verdès substitue un démontage en règle de « l'esprit de parti » et de ses mécanismes. En reconstituant ainsi la logique de l'appareil, elle laisse entrevoir ce que pourrait être l'étude des appareils d'Etat. La richesse de sa documentation, la rigueur de ses analyses, l'ampleur des problèmes traités, tout appelle ce livre à devenir très vite un ouvrage de référence, un classique, à n'en pas douter le classique sur la question.

Didier Eribon, Libération.



UN GRAND LIVRE D'ESPOIR, JUGÉ PAR CEUX QUI SAVENT.

P. BEREGOVY,
ministre des Affaires
Sociales et de
la Solidarité Nationale.

Dans « La Ressource humaine », Samuel Pissar invite la France à inventer une « démarche », un concept, une nouvelle force de l'esprit à la mesure des défis de cette fin de siècle. La certitude de Pissar est la mienne: une nouvelle croissance est possible, grâce à la révolution scientifique, si nous savons faire appel à la principale de nos ressources: celle de l'intelligence de tous - et non de quelques-uns - éveillée, amplifiée, par le développement continu des connaissances.

H. AHRWEILER,
recteur de l'Académie
de Paris.

« Cette « Ressource humaine », immense au bien et au mal, jardin des délices, jardin des supplices, est, devient notre seul, notre beau, notre inestimable souci. »

E. FAURE,
de l'Académie Française,
ancien Président
du Conseil.

« Samuel Pissar peut répondre aux interrogations de l'angoisse par l'annonce d'une nouvelle Renaissance: la Ressource humaine. »

L. STOLERU,
ancien ministre.

« Par « La Ressource humaine », Samuel Pissar apporte la vision planétaire de quelqu'un qui a vécu plusieurs vies. »

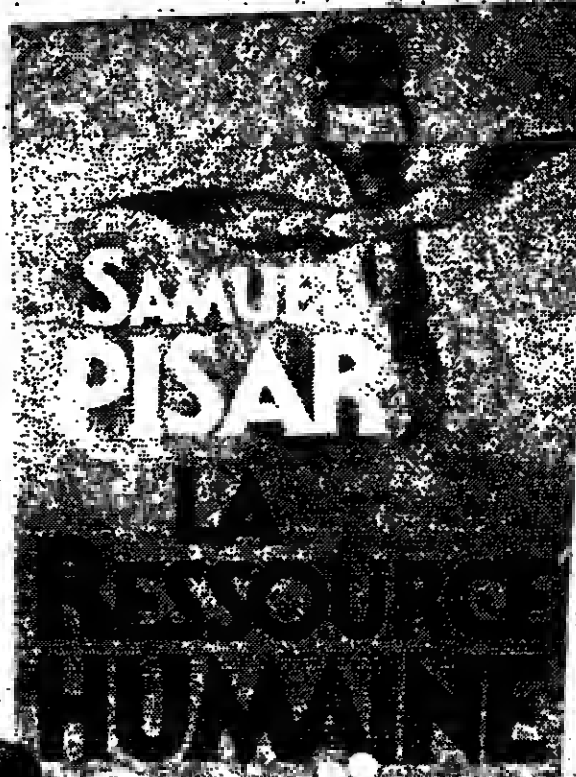
J.J. SERVAN-SCHREIBER,
président
du Comité Mondial.

« On cherche une stratégie de développement, la voici dans « La Ressource humaine ». On voudrait la mettre, définie, nationale, voici la sienne. On veut la posséder, la science française, la culture française, le pétrole français. Pissar en donne les moyens. On cherche enfin ce qui va devenir notre jeunesse. Elle donnera vie à ce livre. C'est elle qui a écrit, qui l'a écrit. »

F. FERROUX,
économiste, professeur
au Collège de France.

« Voici un livre d'une originalité éblouissante où s'entrelacent les confidences d'une destinée tragique et glorieuse, l'étude fervente du monde contemporain et la profession d'une foi inébranlable dans l'impérissable Ressource humaine. Le lecteur curieux découvrira à chaque page du livre l'adhésion à une doctrine ou confluent la biologie, l'économie d'intention scientifique et les connaissances raisonnées relatives à la société. »

Editions
J.C. Lattès



مكتبة الأمل

SOCIÉTÉ

UN ENTRETIEN AVEC M. GILBERT BONNEMAISON (P.S.)

Les propositions des maires sur la sécurité vont entrer en application

Enfin, le gouvernement se décide à agir ! Telle est la conclusion des propos de M. Gilbert Bonnemaison, maire d'Épinay-sur-Seine et député (P.S.) de Seine-Saint-Denis. Président de la commission des maires sur la sécurité, il affirme, en effet, que les soixante-quatre propositions de celle-ci ont été réexaminées par les différents départements ministériels. Ils y ont été tous invités le 27 avril, après que le Monde du 20 avril se fut fait l'écho, selon M. Bonnemaison, d'un certain nombre de préoccupations que des élus n'avaient exprimées et que j'ai fait valoir à M. Delebarre, directeur de cabinet de M. Mauroy, le 21 avril, entrevue prévue de longue date. Les pesanteurs administratives et la priorité donnée aux questions économiques avaient en effet contribué à enrayer et à retarder la mise en œuvre d'un rapport, approuvé par trente-six maires de l'opposition comme de la majorité, et repris à son compte par le premier ministre en janvier.

Le dialogue avec le gouvernement ne s'est jamais interrompu, explique M. Bonnemaison, j'ai aujourd'hui une série d'entretiens avec chaque ministre. Le Conseil national de prévention, composé de représentants des ministères inté-

ressés, de trente-cinq maires et de vingt-six personnalités qualifiées, sera institué dans les prochains jours par décret. Et dès sa mise en place le gouvernement viendra y exposer les conclusions qu'il tire du rapport. M. Bonnemaison, qui s'est toujours soucie des moyens financiers accordés à la politique de prévention, a récemment obtenu des assurances :

« Le ministre de l'économie, des finances et du budget partage notre volonté de disposer de moyens pour mettre en œuvre une politique active de prévention et ne pas demeurer dans la théorie, comme ce fut le cas dans le passé. La création d'une fondation ou d'une association qui permettrait alors d'être moins dépendant des contraintes budgétaires est envisagée.

Aussi l'Etat ne se déchargerait-il pas à bon compte sur les municipalités. Il s'agit de déconcentration et non de décentralisation, explique le maire d'Épinay.

Dans le second cas, l'Etat transmet aux collectivités locales la pleine responsabilité d'un secteur qu'il gère seul. En matière de justice et de sécurité, ce ne peut être le cas : la police, la prévention, comme l'exécution des décisions de justice, restent essentiellement de la responsabilité étatique. Mais on a compris désormais que l'efficacité de cette politique suppose des relais locaux, une coopération librement acceptée des élus et de ceux qui gravitent autour d'une association notamment. Les conseils communaux de prévention réunissant paritaire-ment des représentants de l'Etat et des collectivités locales définiront une politique adaptée à la diversité de nos villes. Leur autonomie résultera de ce choix : seuls les habitants de Bagnolet, de Toulon ou de Brest peuvent trouver le chemin d'un nouveau climat social. Jamais le gouvernement ni même le préfet ne pourront se substituer à eux sur le terrain.

de la commission, dans l'entretien qu'il nous a accordé. Toutes les composantes de la majorité ne semblent pourtant pas rassurées : le 20 mai, lors des questions orales au Sénat, M. Charles Lederman (P.C., Val-de-Marne) s'est dit « inquiet de constater une certaine inertie du gouvernement », regrettant que les propositions de la commission n'entrent pas « sans tarder dans les réalités ».

Outre les actions de l'été prochain, la première tâche du Conseil national de prévention devrait être de choisir une trousse de villes, diverses et volontaires, qui serviront de test à l'application de l'essentiel des propositions des maires. Selon M. Bonnemaison, « elles devront être particulièrement motivées au niveau de leurs personnels, des associations et surtout des administrations, car il s'agira de changer les méthodes administratives et d'adopter des procédures nouvelles de concertation. Et, avec ces villes, nous aurons l'obligation de réussir ».

Cette démarche pragmatique serait, selon le président de la commission, la différence essentielle entre les travaux de celle-ci et ceux du comité Peyrefitte sur la violence : privilégier les acteurs plutôt que les spécialistes, préférer les propositions concrètes aux théories générales sur l'insécurité. « Cette fois, la réflexion ne

restera pas un vain jeu », assure M. Bonnemaison, puisque le gouvernement se prépare à mettre en place les moyens institutionnels et financiers nécessaires. Je crois beaucoup plus aux démonstrations par les faits qu'aux affrontements théoriques sans lendemain.

La question des immigrés — bons émissaires de l'insécurité — illustre ce souci. En 1981, rappelle M. Bonnemaison, les étrangers représentaient 17 % des auteurs de délits impliqués dans les statistiques de la criminalité. Or ces 17 % ne représentaient que 3 % du total de la population étrangère en France. C'est la preuve qu'il ne faut pas généraliser. Il arrive plus souvent qu'on ne le dit que les immigrés cohabitent avec nos compatriotes de façon harmonieuse. Mais nous avons constaté que jamais on n'avait pris soin d'exposer à ces populations étrangères, lorsqu'elles sont régulièrement installées en France, les conditions de vie

dans notre pays et les règles qui les régissent.

Il faut leur en donner connaissance, avant de s'étonner qu'ils ne les respectent pas. Il faut alphabétiser, instruire, informer, remédier aux conditions de logement, associer trop souvent, outre la densité, la surpopulation des logements, le manque d'équipements collectifs, l'absence de structures d'enseignement adaptées, le tout renforcé par un éloignement des centres-villes et des lieux de rencontre, de loisirs et de culture, et même des lieux de travail.

Bref, M. Bonnemaison ne manque pas d'idées concrètes. Aussi bien sur le faible intérêt porté par l'opinion à la justice et à la police qu'aux « profiteurs de la délinquance », ces réseaux économiques « honorables » qui sont « complices et bien souvent organisateurs de la plongée dans la délinquance ». On sur la réforme progressive des pratiques des institutions judiciaires et policières, par une dynamique qui les obligerait à sortir de leur ghetto, à accepter un regard extérieur... par la nécessité du travail en commun avec les municipalités, les associations, etc.

M. Bonnemaison est le réformisme tranquille, terre à terre.

EDWY PLENEL

Pour vous nous négocions pour l'amélioration de la qualité



Des Organisations Nationales de Consommateurs ont décidé de signer avec des producteurs et des distributeurs des contrats pour l'amélioration de la qualité. Les produits bénéficiant de ces contrats sont reconnaissables au signal "approuvé".

Depuis le 21 décembre 1982, 20 contrats ont déjà été signés.

Actuellement, ces organisations de consommateurs négocient pour vous avec des producteurs et des distributeurs une centaine d'autres contrats. Faites-leur part de vos idées.

Voici la liste des organisations de consommateurs qui dans le cadre des produits "approuvés" participent à l'amélioration de la qualité.

ANC : Association des Nouveaux Consommateurs
ASSECO-CFDT : Association Études et Consommation CFDT
CGL : Confédération Générale du Logement
CNAPFS : Comité National des Associations Populaires Familiales Syndicales
CNL : Confédération Nationale du Logement
CSCV : Confédération Syndicale du Cadre de Vie
CSF : Confédération Syndicale des Familles

FNAFR : Fédération Nationale des Associations Familiales Rurales
FNCC : Fédération Nationale des Coopératives de Consommateurs
INDECOSA-CGT : Association pour l'Information et la Défense des Consommateurs Salariés CGT
ORGECCO : Organisation Générale des Consommateurs
UFCS : Union Féminine Civique et Sociale

SOUS L'EGIDE DU SECRETARIAT D'ETAT A LA CONSOMMATION.

**Avec nous, améliorez la qualité.
Envoyez-nous vos idées. B.P. 75056 Paris R.P.**

الهيئة العامة للغذاء والدواء

Le Monde

LIVRES

LES VERTUS DE LA FORTUNE

La splendeur des Rothschild

L'artiste et l'argent

En son temps Henri Murger, avec ses *Scènes de la vie de bohème* (1848), illustra de façon savoureuse la vie d'artiste. Il a laissé dans les esprits une image aussi légère que trompeuse, car il connaît une existence très dure, travaille à l'excès et vit de manières en selle d'hôpital.

Et aujourd'hui, comment vivent nos chers créateurs ? Un jeune romancier, Dan Franck, en a rendu une certaine, des célèbres et des moins connus, afin d'en savoir plus, au-delà de l'image d'Épinal. De cette balade dans la vie d'artiste, il a rapporté un livre gentiment persiflé, les *Têtes de l'art* (sic), où figurent des écrivains illustres : Follon, Simon, Lonsdale, Pierre Henry, Yves Simon, Pascal Sevran, Jacques-Henri Lartigue, Anne-Marie Pissier, Sapho, etc.

On apprend ainsi — et l'on n'en attendait pas moins de — que l'artiste se distingue, se déguise, s'attache à une image. « Il joue le jeu d'avoir l'air bien dans sa peau », dit Lonsdale. Mais il considère volontiers son art comme une thérapie. Enfant, il se voit comme le petit canard de la famille. Plus tard, celle-ci lui déclare la guerre quand il prétend obéir à sa vocation. L'opposition parentale se fait plus rare chez les pauvres, qui attendent davantage « aider au bonheur » de leur rejeton, et se change en satisfaction générale quand le canard devient cygne. Travaillant beaucoup, généralement aux heures où les autres se reposent, vivent ses loisirs presque toujours en « état de recherche », l'artiste se voit comme un marginal. Narcissique, attentif à la notoriété, il joue un peu sur tous les tableaux ; il voudrait dire, écrit Dan Franck : « Je suis différent », et « je suis moi ». Qu'il se rassure : nous l'aimons malgré lui.

Comme les autres

Il se dit le plus souvent de gauche, et se désolent l'apothéose quand il est de droite. En somme, il ne se distingue guère des autres Français dans ce domaine.

Les artistes éprouvent quel que soit le lieu par rapport à l'argent. Parmi eux, quelques milliardaires, des millionnaires et surtout des fous. Les plus fortunés parlent moins de leurs revenus, ironise Dan Franck, que de leurs impôts. Parfois riches un jour, démunis le lendemain, ou gagnant de l'argent sur le tard, des artistes s'entrevoient des rapports anodins avec l'argent. Follon se souvient de la fin de mots épiques et Léo Ferré, à plus de trente-cinq ans, connaît enfin le succès avec son ami Francis Claude pour la Vie d'artiste. Les deux compères étaient alors dans une misère noire, il n'est pas étonnant que leur chanson ait touché par sa sincérité.

On le savait déjà : les succès abondent sur le chemin de la gloire. L'argent peut l'emporter sur l'art, le refus de la compromission peut conduire à la clochardise. L'artiste doit, par exemple, reconnaître la persécution des galeries de tableaux, ou s'affranchir des « combines » du cinéma. En peu de mots : qu'il soit lucide. Plus tard, il s'offrira le luxe de l'indulgence, comme Simone Signoret qui perçoit « chez le producteur le plus pourri une petite graine d'innocence enfantine ».

En attendant la notoriété, des artistes per milliers s'emploient dans des supermarchés ou offrent leurs services aux agences par intérim afin d'assurer le gîte, le couvert et l'achat de matériel. Les musiciens semblent le mieux à l'abri des risques du second métier. Par exemple, on peut gagner au moins 100 francs par jour à gratter une guitare dans le métro. Mais la bohème se perd chez les nouvelles générations, qui veillent au grain. Comme dit la jeune chanteuse Sapho : « Même les rockers veulent faire de l'informaticien ».

Pourquoi pas, a-t-il en font un art et qu'ils en vivent ? Après tout, Henri Murger, le plaisant chroniqueur de la vie de bohème, mourut à l'hospice deux mois avant son quarantième anniversaire...

B. A.

LES TÊTES DE L'ART, de Dan Franck. Grasset, 250 p., 79 F.

La famille Rothschild figure dans notre patrimoine culturel, épiques et mythologiques, un peu à la manière de Bécassine, de Fantomas et du commissaire Maigret : le citoyen de base ne sait plus très bien si elle est faite d'êtres vivants ou de papier, tellement elle lui paraît évoluer à des années-lumière de sa position, dans la sphère indéterminée des immenses fortunes.

Le baron Guy soi-même en convient : « Les Rothschild incarnent dès leur naissance, écrit-il, tout ce que l'argent représente : prestige, luxe et puissance ». Sans doute la condition essentielle et subsidiaire est-elle de maître au sein de cette famille avant de prétendre à l'état mystérieux d'un Rothschild. Comment doit se comporter celui qui « richesse oblige » ? Le baron Guy de Rothschild en donne un éclairage intéressant dans *Contre bonne fortune*, un livre de souvenirs illustré par des photographies en couleurs que doit égarer *Jours de France*, le magazine de M. Dassault.

On découvre ainsi qu'un Rothschild modèle assume plusieurs activités contradictoires, épuisantes ou ludiques, mais régulières, si l'on en juge par la constance avec laquelle il les perpétue depuis qu'il y a près de deux siècles la famille du « banquier des rois et roi des banquiers » se fit remarquer. Il s'occupe de finances, de commerce et d'industrie, anime la vie mondaine et joue le rôle de médiateur auprès des artistes et des intellectuels. L'exécution de cet emploi du temps chargé se prépare dès l'enfance par une éducation soignée et l'apprentissage de la fameuse modestie des Rothschild, ce comble du raffinement. Pourtant, celui qui a vécu une prime enfance libre et vagabonde comparaît volontiers à celle que passa M. Guy de Rothschild dans un monde régi par des règles, des chauffeurs et des valets de pied. Et l'on comprend sa joie quand, le jour de ses dix-huit ans, il accède à la « liberté », c'est-à-dire aux délices ineffables de la vie mondaine.

L'enfance donne aussi au baron Guy l'occasion d'évoquer sa « maison de cœur », le château de Ferrières, où on l'imagine perdu comme le petit lord Fauntleroy. Cette immense demeure, dont l'économie est assurée par une trentaine de domestiques, si l'on a bien compté, et par un bataillon d'une cinquantaine de jardiniers, dispose d'une trentaine de chambres d'amis. Ce sommet de la splendeur des Rothschild, entouré d'un parc de 400 hectares et jouté d'écuries pouvant réunir une centaine de chevaux, est en soi une œuvre d'art et un musée où se côtoient objets précieux et toiles de maîtres (Jugues, Gainsborough, Rubens, Franz Hals, etc.). Le tout ordonné dans un décor napoléonien, est marqué de l'inimitable « style Rothschild ». La propriété est traversée de chasses fabuleuses ponctuées de fusillades qui envoient, généralement, au tapis « deux cents à trois cents pièces ». Plus tard, le baron ajoutera une autre demeure prestigieuse, l'hôtel Lambert à Paris, à des propriétés dont le nombre paraît difficile à évaluer (1).

Futilités

De même, on se perd un peu à l'énumération des chevaux de course qui établissent la renommée de son écurie, et dont l'évocation — un fort chapitre — fera assurément le bonheur du turfiste et de l'amateur de tiercé. Autre passion du baron : le golf de compétition, pour lequel il s'enthousiasme à coups de swing, d'approches et de puttings, et qui semble un parcours obligé de la vie mondaine, comme Biarritz et le Deauville d'avant guerre, investi par les maharadjah et bruisant des hanches d'André Citroën, en furent les havres. « Hier, un rien nous rendait heureux », écrit-il avec mélancolie. Aujourd'hui, ce « rien » a fait

place aux fêtes grandioses où se presse le gotha et qui se succèdent en bals « orientaux », « Proust », « surréalistes », conduits par Marie-Hélène, la seconde épouse du baron. « Aux penseurs du moment qui volontiers cultivent la haine de l'argent pour promettre des lendemains qui chantent », le baron cite « ce mot : le goût de vivre et le goût des fêtes sont l'apanage des peuples heureux ». Contre bonne fortune... contient aussi son lot de perles.

Si M. Guy de Rothschild s'attarde longuement sur ces manifestations en lesquelles d'aucuns verront des futilités, au risque de provoquer son courroux, il ne livre que parcimonieusement ses sentiments profonds. Ce livre trop bavard en dit finalement peu, et l'homme privé y cède le pas au personnage public.

Trop souvent conforme à l'idée que se font de lui les esprits qui se délectent des magazines de la « vie heureuse », il se révèle parfois attachant. Par exemple, il parle justement et avec émotion de la guerre, qu'il fit en officier courageux et qui lui valut la croix de guerre. C'est avec retenue qu'il raconte le turpillage du navire qui le transportait en Grande-Bretagne, où la savoureuse rencontre qu'il fit avec Aragon, alors médecin aux armées, et à qui il sauva la vie. Quelques jours après, le poète communiste lui fit une analyse « remarquable par sa clarté » de ce qu'allait être la politique de collaboration. Le baron Guy saura sans doute aussi la vie de son fils David qu'un exalté, pour lui extorquer 200 millions, menaçait avec une carabine 22 long rifle. On oublia trop souvent que les gens fortunés sont soumis à ce genre de menace.

BERNARD ALLIOT.
(Lire la suite page 18.)

(1) Le baron Guy a fait don du château de Ferrières et de son domaine « patrimonial administratif » qui entraînerait son ancienne propriété vers un « lent abandon ».

Le métier de milliardaire

• Les riches sont-ils différents, comme le croyait Scott Fitzgerald ? C'est, en tout cas, ce que pense l'historien anglais Theodore Zeldin.

Le livre d'un milliardaire et ceux qui ne sont que modérément riches. Ces derniers cherchent la sécurité, tandis que les milliardaires appartiennent au monde du risque.

L'objet principal de la civilisation moderne, c'est de la politique dans tous les pays occidentaux, est d'éliminer le hasard, de garantir l'emploi, la santé, et la pension de vieillesse, de détruire les terreurs qui rendaient la vie si précaire dans le passé, de faire, autant que possible, que tout soit prévisible. Les préteurs qui règnent sur cette civilisation d'assurances sont les économistes ; ils continuent à faire des prédictions qui sont presque toujours démenties par les faits ; mais ils gardent leur emploi quand même, parce qu'on se berce de l'illusion que l'incertitude peut être éliminée, de la même manière que jadis on demandait aux experts d'écarter les démons invisibles qui compromettaient même les projets les plus soigneusement préparés.

A côté de cette civilisation de la certitude, il en existe une autre, celle du risque et du jeu. Elle est également internationale ; elle a sa propre structure de classe. La grande majorité des gens qu'on y rencontre sont des dupes ; ils s'y fabriquent l'espoir qui leur manque dans la vie ordinaire.

Les dupes jouent se tiennent, aux jeux de hasard, et ils perdent presque toujours. Pourquoi ne se mettent-ils pas en grève, s'abandonnent-ils pas le jeu, puisqu'ils ont encore moins de chances de gagner qu'un éboueur de devenir conseiller d'Etat ? C'est que les dupes — comme le prodigieux — obtiennent de temps en temps des petites satisfactions ou compensations qui leur font oublier qu'ils s'appauvrissent systématiquement.

Les milliardaires sont beaucoup plus que les chefs de ce monde de hasard. Ce qui les distingue, ce n'est pas seulement qu'ils aiment prendre des risques, ni qu'ils ont maîtrisé l'art de les prendre ; c'est plutôt qu'ils ont échappé au labyrinthe dans lequel les simples joueurs se perdent. Ils sont des transgresseurs, qui savent appliquer leur talent au monde monotone des économistes et des gouvernements. Là, les milliardaires sont comme des prestidigitateurs dans une surprise-partie pour enfants, parce qu'ils ont, presque tous, acquis leur richesse aux dépens de ces mêmes gouvernements. Les impôts appauvrissent ceux qui sont modérément riches, mais dans aucun pays ils n'ont fait obstacle à l'essor des milliardaires : au contraire, ceux-ci tirent de grands bénéfices des subventions d'Etat, des dépenses extravagantes et des jeux militaires que les impôts permettent. On trouve aujourd'hui cinq fois plus de milliardaires aux États-Unis qu'en 1945, en dépit de l'accroissement des impôts. Et si l'on me demandait de jouer à l'économiste, je prédirais que le nombre des milliardaires français va augmenter dans l'avenir.

La France a eu peu de milliardaires dans le passé, en regard

d'autres pays. Au début du dix-neuvième siècle, le duc de Crillon était peut-être un des Français les plus riches : il mourut en 1820, laissant 10 millions de francs. Ce qui équivaut, seulement, à 400 000 livres sterling ; on ne aurait pas compté comme milliardaire en Angleterre. Là, sa fortune n'aurait pas permis d'acheter plus de 3000 hectares de terres. Or le duc de Bedford, à cette époque, possédait 32 000 hectares. Au début du vingtième siècle, Alphonse et Gustave de Rothschild étaient peut-être les Français les plus opulents, mais la fortune de l'un ou de l'autre ne constituait qu'un vingtième de celle de l'homme le plus riche des États-Unis.

THEODORE ZELDIN.
(Lire la suite page 18.)

la feuilleton

« LE CLIN D'OEIL DE L'ANGE », de F. Mallet-Joris

Moments bénis

A moins d'une malchance crasse ressemblant à de la mauvaise volonté, nous avons tous connu, au moins une fois dans notre vie, de ces instants dont les écrivains font leurs délices, où nos liens avec les êtres, les choses et l'existence entière nous apparaissent avec une lucidité si fulgurante, comme quand la brume se déchire soudain à certains coins ou caps, qu'on dirait qu'on va pouvoir les régler, ces liens, à sa guise, que nous voilà, pour un peu, maîtres du grand brouilleur de perspectives : la temps.

Le dernier livre de Françoise Mallet-Joris a pour sujet ces moments bénis. Le titre pourrait laisser supposer que l'auteur en attribue les mérites à des forces surnaturelles, dont elle a confié naguère qu'elle y croyait. Rien de moins religieux, au contraire, de plus étonné, que son regard, de romancière avant d'être de croyante. Le livre contient sept textes distincts, mais il ne porta pas, avec raison, le sous-titre de « nouvelles ». Un même état de grâce y refait, chaque fois, une paire de personnages en proie au bonheur bousculé de se découvrir.

DANS un des textes — Anvers — un peintre flamand se prend de pitié émue pour une infirme aux jambes soudées que ses parents exploitent comme sirène dans un aquarium de foire. Dans *Clinique*, un écrivain accidenté écoute une infirmière raconter ses tracas personnels — une fille sans père, séduite, abandonnée, guettée par la drogue, — et aussi les romans populaires qui meublent ses veilles forcées. Bonne occasion, pour ce créateur en semi-pénurie, de s'interroger sur l'usage des malheurs ordinaires. Pourquoi dit-on d'eux : « C'est la vie ! », et ne leur trouve-t-on aucun intérêt artistique, si ne s'y mêlent du baroque, du mythe ? En quoi considérations freudiennes ou envolées poétiques valent-elles mieux que le banal « Il était grand, bronzé, les yeux noirs » ?

La Ville grecque met en présence un petit couple en voyage de noces et une milliardaire mûre, comme en recueille, en fin de parcours, la Côte d'Azur. La « Baronne », ainsi la surnomme-t-on, projette de construire un énième palais pour un énième mari. Ce pourrait être déchirant, ses bichonnages dans l'espoir de « repré-

par Bertrand Poirot-Delpech

senter une dernière fois l'amour ». Et pourtant non : ses rapports avec l'argent et le temps, l'un servant à combattre l'autre, ont quelque chose de brave, et de révélateur... pour entrer. La jeune mariée tire de ce spectacle la conviction qu'elle-même divorcera un jour, elle ne sait pourquoi ; de ces intuitions trop évidentes, et tristes, pour qu'on ait le cœur de les tirer au clair.

L'HISTOIRE la plus étrange du recueil est le Musée. Comme dans la première, le personnage principal, conservateur de musée, se prend d'intérêt pour un être disgracié : ici, une folle qu'une déception sentimentale inépuisable pousse à saccager les horloges de collection pour arrêter le temps qui lui a causé tant de mal. La vie du conservateur, déjà partagée entre deux femmes, se trouve perturbée. Jusqu'à le conduire au viol ? En tout cas jusqu'à lui faire éprouver dans sa chair que la durée des malades mentaux ressemble à celle de l'attente, poussée à bout.

C'est encore le temps la principale personnage de l'Opéra. Il a tissé entre deux homosexuels un de ces malentendus auxquels tout couple ancien risque de succomber. Alain, architecte aux attitudes et aux goûts viciés, est en passe de reprocher à son ami Claudio, qu'il a connu, voici dix ans, coureur motocycliste, ses manières de plus en plus marquées par sa profession de décorateur, sa passion de l'opéra, et des snobs qu'on y côtoie. Un soir, à la Fenice, cet agacement monte en lui, mêlé de haine pour les « amateurs d'art » en général. Mais une remarque de Claudio, dictée par l'amour, lui fait reconnaître son injustice et rêver à nouveau, plus raisonnablement, d'un « bonheur habitable ».

Le texte que je préfère, personnellement, s'intitule Nantucket. Un ancien cheminot vauf se rend aux États-Unis, où sa fille, égrégée d'anglais reconvertie dans le « pub », vient de divorcer d'avec un avocat versé dans le commerce des plantes vertes. L'enfant né de cette union rompue, le petit Max, ne comprend pas bien ce qui lui arrive. Le grand-père a mission de le distraire. Il l'emmène à l'île de Nantucket, sur les traces des chasseurs de baleines qui, à travers Melville, l'ont fasciné toute sa vie.

Le courant passe mal, d'abord, entre le retraité autodidacte jamais sorti de sa Bretagne natale, sinon en rêve, et le petit-fils, plutôt laid et curieux de rien, hormis de sucreries. Le vieux est à l'âge où l'on se lasse de voir tout changer pour on ne sait quel profit et où l'on se réfugie dans le passé, en l'occurrence une vie de bonheur sens unique. Les souvenirs de l'épouse aimée et disparue s'intercalent entre ceux de la lecture de Melville jusqu'à former une seule œuvre qui se tient, au moins pour l'homme unique qui les héberge. Au fond, c'est à cela que sert la littérature : à se raconter à soi-même sa propre vie et à lui donner une forme, à défaut d'un sens. Le petit Américain aux parents démunis et aux oreilles farcies de musique naïve reçoit en dépôt, tant bien que mal, le sésame du grand-père breton. Peut-être prendra-t-il goût à ce qui ne change pas, et aux livres, ces papiers sans lesquels les dunes de nos souvenirs ne se fixeraient jamais.

(Lire la suite page 17.)

Henri-François Rey



Le Sacre de la putain

roman

Somptueux, baroque, le nouveau roman d'Henri-François Rey.





Stephan Hermlin
à la Maison
de la Poésie
les 8, 9 et 14 juin
à 20h 30

Terrasse du Forum des Halles
101, rue Rambuteau 75001 PARIS
tel. : 238.27.53

"LES CLES D'ELSA"

Dominique DESANTI

"Lisez ces 'Clés d'Elsa' qui vous ouvriront bien d'autres portes de notre siècle. Ce 'roman-vrai' possède toutes les qualités d'un grand roman".

Pierre DAIX/Le Quotidien

"Dominique Desanti a tenté de déchiffrer les secrets travestis de ces deux vies mêlées. Roman vrai dans la lignée de son Drieu ou de Flora Tristan".

Libération



"L'histoire vraie dont les vicissitudes épousent celles de l'histoire".

Pierre DEMERON
Mont-Claire

"Littérature, sexualité, politique sont mêlées. Une biographie qui offre une mine de révélations. Passionnant".

Paris-Match

"Dominique Desanti historienne remet chaque petit moment dans sa vraie case. C'est passionnant".

Françoise XENAKIS/Le Matin

Editions Ramsay



PARUTIONS D'AVRIL ET MAI 1983

Vassili AXIONOV

Une brûlure

Roman - Traduit du russe par Lily Denis.

Petr KRÁL

Le surréalisme en
Tchécoslovaquie
Choix de textes 1934-1968

Traduit du tchèque et présenté par Petr Král.

Peter HANDKE

Les Frelons

Roman - Traduit de l'allemand par
Marc B. de Launay.

Yukio MISHIMA

La mort en été

Nouvelles - Traduit de l'anglais par Dominique Aury.

David SHAHAR

L'agent de Sa Majesté

Roman - Traduit de l'hébreu par Magdeleine Neige.

Mario VARGAS LLOSA

La guerre de la fin du monde

Roman - Traduit de l'espagnol par
Albert Bensoussan.

GALLIMARD *nrf*

la vie littéraire

Colette : un album et des cassettes

Ceux qui aiment voyager dans les albums de photos de famille où les jeunes filles à longues tresses font soudain place à des femmes dans le fleur de l'âge ne sauraient se priver de l'album Colette que Lina Lischger vient de publier chez Henri Veyrier (160 p., 148 F.).

Outre Colette à tous les âges et dans toutes les tenues, du costume de marin au smoking en passant par le drapé dénudé pour le muséum, on rencontre dans cet album ses amis, ses amours, les lieux qu'elle a aimés, toute une nostalgie des cinquante premières années de ce siècle : Marguerite Moreno et Sarah Bernhardt, Cléo de Mérode et la Belle Otero, Gabriel Fauré et Maurice Ravel, Francis Jammes et Marcel Proust, et tout ce que Paris comptait de « chevaliers », d'« amant », à commencer par Nathalie Barney.

L'album réfermé sur le regard en coin d'une très vieille dame appuyée sur sa canne, on ne peut qu'avoir envie de la retrouver. Il faut lire et relire Colette, dont la fin de Chéri est désormais disponible en collection de poche (« GF » Flammarion n° 390) avec une introduction de Yannick Resch, assistante à l'université d'Aix-Marseille-III.

Signalons enfin que les éditions Des femmes ont publié dans la collection « Lire et entendre » une cassette d'extraits de la Maison de Claudine, lus pour partie par Colette elle-même (Ma mère et les bêtises) et pour partie par Arny Dupuyrou (autres nouvelles). Dans cette même collection, un coffret de deux cassettes rassemble Chéri et la fin de Chéri, lus par Michèle Morgan. (Chaque cassette est vendue 65 F.) — Jo. S.

Les inassimilables des années 30

Organisé par l'Université de Provence, le C.N.R.S. et la revue Chemin de ronde, dont le troisième numéro vient de paraître, un colloque sur les Années 30 (groupes et ruptures) vient de se tenir à Aix-en-Provence. Projet ? Aborder ces individus et ces groupes en marge des groupes constitués, ou s'en détachant, déviants du surréalisme, réprochés, exilés volontaires ou inassimilables, dont les pratiques singulières convergent dans un curieux courant : insolite et hétéroclite, Acéphale, Combat, la Critique sociale, Grand Jeu, Colette Peignot, Bataille, Souvarine ou Duhamel se sont ainsi retrouvés au cœur des débats.

vient de paraître

Roman

ROGER LEMELIN : *Le Crime d'Ovide Ploeffe*. — L'auteur des Ploeffes donne une suite aux mémoires pittoresques de sa famille québécoise et brosse un tableau vivant du Canada français des années d'après-guerre. (Flammarion, 500 p., 95 F.)

PHILIPPE SAINT-GIL : *L'Île d'acier*. — En mer Rouge puis en mer du Nord, la découverte du monde rude et fermé, les techniques et des ouvriers qui travaillent sur les plates-formes de forage. Un roman de la fraternité. (Flammarion, 253 p., 60 F.)

GUY DES CARS : *Le Crime de Mathilde*. — L'histoire d'une captivité d'héritage qui est aussi le récit d'une passion exclusive. (Flammarion, 283 p., 59 F.)

DEMOUZON : *Papoukot*. — Augustin Lezantou, le héros familier de Demouzon (*Bugulou*, *le Chêne des rochers*), à la recherche hallucinée d'une femme dans un Paris assailli de chaleur. (Flammarion, 192 p., 45 F.)

Récit

HENRI QUEFFÉLEC : *À quel rythme les années ?* — De Noël aux Argences, d'Alain Colas à l'Épave-Cadix, une évocation de la solidarité des hommes en face de l'océan. (Presses de la Cité, 226 p., 58 F.)

Critique littéraire

RÉATRICE DIDIER : *Stendhal autobiographique*. — Sans se limiter aux *Souvenirs d'égotisme* et à la *Vie d'Henri Brulard*, l'auteur analyse « l'écriture de soi » dans tous les registres autobiographiques de Stendhal. (PUF, coll. « Essais », 318 p., 125 F.)

Essais

JACOBO TIMBERMAN : *Israël en Liban : la guerre des consciences*. — Juif d'Israël, partisan d'Israël, journaliste de gauche à Buenos-Aires, où il a été arrêté et torturé, Timberman a choisi de s'établir en Israël par idéalisme sioniste. Un idéal qui, pour lui, incarne la justice et la paix tout à la fois pour le peuple juif et pour le peuple palestinien. L'auteur qu'il nous livre est tout autant une réflexion sur la destinée de l'État d'Israël et un cri de douleur devant l'invasion du Liban. (Ed. Liana Levi, Sylvia Moninger, 203 p., 57 F.)

ANDRÉ DHOTEL : *Rhétorique fabuliste*. — Le regard d'un philosophe sur le roman porté sur le terrain des fleurs et celui des champignons. (Garnier, coll. « Lieux-dits », 139 p., 49 F.)

KOSTAS PAPAIOANNOU : *La Conscience de l'histoire*. — Le livre rassemble quatre études publiées de 1959 à 1966 dans la revue *Diglossia*. À travers elles, l'essayiste répond à une question centrale : « Comment l'ordre établi du cosmos a-t-il laissé la place à l'histoire considérée comme révolution et comme théophanie ? » Préface d'Alain Pons. (Champ libre, 169 p., 60 F.)

Société

MARIE-LOUISE PIERARD : *Le cinéaste Montparnasse*. — Un pèlerinage au pays des ombres illustres, un catalogue d'œuvres et de souvenirs, fondraire : une clé pour découvrir un des lieux mystérieux de Paris. (Michel Denoel 64, 286 p., 80 F.)

Histoire

ALAIN BROSSAT et SYLVIA KLINGBERG : *Le Judaïsme républicain*. — Des militants juifs et révolutionnaires dans l'histoire européenne du vingtième siècle, de la résistance antinazie à la guerre d'Espagne. (Balland, 360 p., 89 F.)

en bref

• DIX-SEPT LETTRES DE MARCEL PROUST À SA MÈRE, provenant d'une collection privée, ont été vendues, à Londres par Sotheby pour 29 700 livres (plus de 350 000 F.), et annoncées la vente londonienne. Les lettres, écrites entre octobre 1902 et août 1905, étaient estimées à environ 10 000 livres (110 000 F.). Elles ont été acquises par un marchand de Londres. Les documents relatifs par l'auteur dans ces lettres furent égarés plus tard dans la recherche de temps perdu.

• LE PRIX DE LA FÉDÉRATION FRANÇAISE DE L'ORGANISATION INTERNATIONALE DES FEMMES

en poche

Des poètes à l'école buissonnière

ENTRE 1930 et 1940, les poètes virent à la parole en des temps cruels, impitoyables, face au monde réel, fardeau oppressant. Leur désir du dialogue est tenace, poignant, ému. Ils veulent parler clair, dire à voix transparente toutes ces choses qui, depuis la nuit des temps, font l'éternelle poésie : l'amour, l'angoisse, le mystère de la mort, le refus des « bâtisseurs de ruines », le corps-blason de la femme, les eaux et forêts, le pain blanc, le pain noir, les campagnes détrempées de silence, de gel, les pommiers noirs, la rue colorée, la passion des mots, la rumeur du resserrement, la beauté d'un matin en Avignon, d'une fin de jour en Sologne...

Beaucoup de ces poètes se réunissent au sein de l'école de Rochefort, « fondée » par Jean Bouchier, Michel Manoll, René-Guy Cadou. Une curieuse école que cette école de Rochefort ! Une espèce d'auberge espagnole, où l'on ne trouve que ce qu'on y apporte. Chacun s'est assis dans cette école buissonnière avec sa petite chanson, ses trésors singuliers : Marcel Béalu, Jean Rousselot, Luc Bérimont, Maurice Fombeure, Jean Follain, Luc Dekaens, Guillemin, Georges-Emmanuel Clancier, Paul Chautou, André Verdet et vingt autres.

En une trentaine de pages émaillées, Jean Bouchier évoque cette aventure, dont il fut le maître d'œuvre. Tout a commencé en 1941. René-Guy Cadou se révéla bientôt comme le chef de file. Chacun vit se libérer, dans une époque de répression. Chacun réagit selon la loi du cœur et de l'esprit.

Pas de manifeste. Quelques textes de réflexion (*Usage interne*, de Cadou ; *la Bataille du poète*, de Bouchier ; *Armes et bagages*, de Manoll) balisent la route, tragique et cocasse, de ces jeunes hommes et femmes qui ont le feu sacré, le verbe aux lèvres.

L'école de Rochefort n'est plus aujourd'hui qu'un temps historique de notre poésie. Demeurent des écrits, des dessins, des actes de foi qu'il importe de redécouvrir à l'heure où le « terrorisme », qui a affaibli la création, ces deux dernières décennies, n'est plus qu'un cadavre, à l'heure où les poètes semblent retrouver les chemins de l'école buissonnière, les chemins de la liberté.

ANDRÉ LAUDE

• LES POÈTES DE L'ÉCOLE DE ROCHEFORT, anthologie présentée par Jean Bouchier. Seghers, 347 p., 79 F.

• DEUX ROMANS DE JOSEPH CONRAD ont été republiés, l'un dans « Folio » : *Un paria des îles* (traduction de G. Jean-Aubry, révisée par André Boreaux), 414 p.; l'autre, dans la collection « L'imaginaire » : *le Nègre du Narcisse* (traduction de Robert d'Humières, révisée par Maurice-Paul Gautier), 162 p.

Echanges méditerranéens

A l'heure où la méfiance et les passions paraissent avoir le vent en poupe lorsque se regardent les deux rives de la Méditerranée, l'association Echanges-Méditerranée (1) ne manque pas de travail. Lancée ces dernières années par des hommes politiques, elle a, en effet, pour mission de rapprocher les rivières par le biais de la culture. Cette tâche ne paraît pas effrayer, au contraire, son nouveau président, Jean-Victor Cordonnier, universitaire et premier adjoint de Gaston Deferre à la mairie de Marseille, qui a succédé à Paul-Marc Hoory, ambassadeur de France au Liban et fondateur de l'association, dont il reste le président d'honneur. Le but d'Echanges-Méditerranée est de faire prendre conscience aux Européens et aux Arabes qu'ils ont intérêt au développement d'une « solidarité méditerranéenne » interculturelle.

Pour commencer, l'association s'est attaquée à un dossier difficile : les relations entre Alger et Marseille, rapportant des succès aussi rapides qu'inattendus : la convention d'un « amié » conclus en 1980 entre les deux villes a cessé d'être lettre morte.

Une revue bilingue, *Et-Jazz-Marseille*, donne régulièrement des nouvelles du rapprochement entre les deux cités, fondé désormais sur un va-et-vient culturel qui double celui des immigrés et des coopérants. — J.-P. P.-H.

(1) Association pour la mise en œuvre des échanges culturels et technologiques en Méditerranée, 3, rue Colbert, 13001 Marseille. Tél. : (91) 91-18-26.

«Terre des femmes»

Tout dire sur la situation des femmes à travers le monde en quatre cent quarante-huit pages serait une gageure. Aussi *Terre des femmes*, ouvrage auquel ont collaboré quarante-trois femmes sous la direction d'Elizabeth Paquet, n'est pas une encyclopédie. Il offre cependant un très bon aperçu du sort des femmes dans cinquante pays de tous les continents, et aborde des problèmes de fond tels les femmes dans le judaïsme, l'islam ou les Églises chrétiennes, les femmes et l'emploi ou la prostitution. Les tableaux statistiques et les adresses qui y figurent en font un ouvrage de base intéressant. Les articles, synthétiques et clairs, donnent envie d'en savoir plus. Autres qualités de ce livre : son format de poche et sa couverture cartonnée. — Ch. Ch.

• TERRE DES FEMMES, éditions La Découverte-Maspero. Prix : 79 F.

SIONISTES (WIZO) a été décerné à Jacques Lacombe pour son livre *Le Livre des Juifs* (Laffont, éd.). L'organisation, à caractère non politique, regroupe 15 000 membres en France qui se donnent pour but d'encourager l'étude du judaïsme sous toutes ses formes.

• DES PARVIS POÉTIQUES seront organisés les 3, 4 et 5 juin prochains à Marignies (Bouches-du-Rhône) avec le concours de l'Office municipal social-culturel de la ville, les membres de la culture et de tous les livres et le Centre national des livres. Des rencontres auront lieu entre les habitants et les poètes français et italiens invités.

• L'ASSOCIATION DES IMPRESSIONS ROUSSELLIENNES organise à Nice les 16, 17 et 18 juin un colloque international pour la célébration du centenaire de la mort de Raymond Roussel. Une exposition et des projections de films accompagneront cette manifestation patronnée par le ministère de la culture et l'Académie culturelle municipale de Nice.

• UNE EXPOSITION DU PEINTRE TCHÉQUE HANSA, « Hommage à Franz Kafka », a lieu à la Biennale Polak (49, rue Guy-Lemoine, Paris-9), jusqu'au 18 juin (354-25-48).

• LA « MAISON DE POÉSIE » a choisi pour succéder à Philippe Chabaud et Paul Dauriac les poètes Paul Lorenz et Claire de La Sorcière.

• LA VILLE DE MULHOUSE rendra un hommage au poète suédois Nathan Katz, mort il y a deux ans. Diverses manifestations : lectures, conférences, spectacles, se dérouleront jusqu'au 11 juin.

• LE PRIX FEMINA-VACARESCO, qui récompense un essai ou une œuvre de recherche, a été décerné, le 30 mai, à Viviane Forrester pour son dernier livre, *Van Gogh ou l'insécurité dans les îles* (Le Seuil).

• LE PRIX LITTÉRAIRE FRANCE-QUÉBEC 1983 a été décerné à Paris à deux écrivains québécois, Gaston Bachelard pour son roman *Le Survivant* (Éditions Quinze) et Guy Carvallo pour *Grand* (Éditions L'Hexagone).

• SEPT AUTEURS ONT ÉTÉ RETENUS PAR LE JURY RENAUDOT pour sa prochaine sélection 1983. Il s'agit de : Pierre Bourgeade, les Sorcières (Gallimard) ; Jean-Marie Dallet, *Desseins* (Gallimard) ; Robert Laffont, *Le Pêcheur* (Gallimard) ; Michel Bont, *Château*, *le Fleuve*, *l'Éclat* (Gallimard) ; Serge Koster, *le Voyage au chéri* (Flammarion) ; Dominique Seneau, *l'Abandon* (Gallimard-Laffont), et de Frédéric Vitrac, *Fin de saison* au journal *France Soir* (Le Seuil).

الكتاب الجديد

au fil des lectures

Récits

GISÈLE PRASSINOS
OU LA LUCIDITÉ
DU DÉSPOIR

Un homme est encombré par son corps. Il est trop large ou trop étroit, familial et étranger, une demeure vitrée, difficile d'accès, un chapeau en ruine, plein de crânes, de portes et de fenêtres en trompe-l'œil.

Ces hommes suivent un corps indomptable. Il lui arrive de partir, de se défaire de ses membres, de jouer avec l'illusion, puis il revient à sa place, s'embrasse dans la tête du rêveur et se calme. Parfois, l'homme se réveille et constate que ses membres sont éparpillés dans la maison. En arisan, il passe la journée à coller, à ficeler ce corps fragile. C'est peut-être pour cela qu'il nous dit qu'en portant un tel corps il ne supporte pas les cris de détresse. Tout en raffolant les choses, il rêve d'une robe rigide, une espèce de boudier qui le mettrait à l'abri des folies et des aventures dangereuses de cette structure qui a perdu la mémoire et la route.

Dès qu'il voit une maison abandonnée, il l'adopte; une façon de se faire pardonner tant de désinvolture à l'égard de ses parents. Il avoue qu'il s'est débarrassé de plusieurs reprises d'eux. Mais nous sommes dans le cycle de l'éternel retour où le dédoublement se fait à l'infini, où tous les rêves sont illuminés, où la survie ressemble à l'enfer.

En une cinquantaine de courts textes (fables, contes, nouvelles), Gisèle Prassinos nous livre la vision de l'homme qui croque en nous la solitude et la lucidité du désespoir.

TAHAR BEN JELLOUN.

* MON CŒUR LES ÉCOUTE, de Gisèle Prassinos. Éditions Liana, 10, rue Saint-Germain, 94120 Fontenay-sous-Bois, 108 p., 63 F.

UNE ENFANCE
DÉCHIRÉE

Être juif et égyptien l'année où Golda Meïr prend en main les affaires étrangères et où Nasser nationalise le canal, c'est se trouver brutalement acteur involontaire de l'histoire, dans des conditions que le progrès ignore, c'est aussi vivre une sorte d'égypte qui en rappelle une autre. Micha Sofer se souvient, raconte, et l'on pense que voilà une autobiographie historico-sentimentale de plus. Or il s'agit avant tout et surtout d'une œuvre littéraire très belle, très personnelle, surprenante. Pas seulement parce que l'enfant juif-égyptien de 1936 a vécu le double drame de la séparation avec la terre natale et de la censure qui sépare ses parents (affolement et politiquement), mais parce que la langue et la construction de ces cinq moments d'une rupture sont d'une force d'évocation assez rare. Les sensations, passe encore, mais les sentiments, qu'il est difficile de les traduire! Micha Sofer surmonte cette difficulté.

Tout est dit sans emphase mais sans sécheresse, sans recherche mais non sans trouvailles d'images et de style. Des insinuations qui valent de longs chapitres. Et, autre performance, les bribes de rythme par des notes historiques, les sauts du Lausanne de l'exil au Nil nasérien, créent une continuité qu'apparemment ils devraient rompre.

PIERRE-ROBERT LECLERCQ.

* LES CINQ SENTIMENTS DE L'EXIL, de Micha Sofer. Éditions Zoé, collection « Récits », Genève, 140 p., 60 F.

FRAGMENTS
POUR
UN PORTRAIT

Le livre de Catherine Weinszpen échappe aux définitions et au compte rendu: ni roman ni journal intime, c'est une sorte de « fiction biographique » à la première personne, sans nom, sans dates, sans faits précis. L'ouvrage se compose de séquences volontairement un peu floues, dépourvues de la réalité quotidienne, à laquelle renvoient cependant des fragments de dialogue.

« Mouvement des saisons, du jour et de la nuit, de la souffrance et de sa rémission, pour me permettre enfin d'avoir prise sur le temps. Du moins dans l'espace de ce livre-là », écrit Catherine Weinszpen. Ce temps à soi inclut les rêves et le désordre des souvenirs. Il privilégie des sensations aiguës, associées parfois au malaise que suscitent l'insomnie, la fièvre ou l'approche d'un orage.

L'écriture accuse la difficulté à vivre avec des peurs enfouies, à braver abruptement le monde extérieur, et même parfois à parler. Elle laisse pressentir moins la tentation du repli que celle de l'échappée, ici vers l'enfance, là vers un voyage, une rencontre, un moment de bonheur ou d'angoisse. Ainsi, peu à peu, se dessine, en fragments poétiques et douloureux, un portrait où domine un « esthétisme sentiment d'étrangeté ».

MONIQUE PÉTILLON.

* PORTRAIT ET UN RÊVE, de Catherine Weinszpen. Flammarion, 190 p., 60 F.

Lettres étrangères

UNE FABLE
IRLANDAISE
DE JENNIFER
JOHNSTON

C'est par une fête que s'ouvre le dernier roman de Jennifer Johnston. Une histoire irlandaise. Nous sommes en août 1920: Nancy vient d'avoir dix-huit ans. Orpheline, elle vit entre sa tante Mary, méridionale et prévoyante, et un grand-père invalide, un peu gâteux, qui passe son temps à chanter de sinistres hymnes religieux et à observer à la jumelle le bord de mer de ce petit village irlandais où l'action va se dérouler.

Pour une bonne part, celle-ci est liée aux réflexions de Nancy qui confie à un journal intime son désarroi, « véritable catastrophe ambulante », écrit-elle. Elle souffre de sa

solitude malgré la sollicitude affectueuse de sa tante, commence à considérer sa virginité comme un pesant fardeau, cherche à plaire, et surtout recherche le mystère de sa naissance: si sa mère est morte en couches, son père a disparu, et c'est surtout le fantôme de ce géniteur inconnu qu'elle s'applique à ressusciter en refusant d'admettre qu'il soit mort. Les explications trop raisonnables ne sont pas faites pour Nancy.

Or voici que surgit un étranger qui s'est réfugié dans la petite cabane que Nancy s'est appropriée sur la plage. C'est un homme étrange, hanté par la guerre, un clandestin qui cherche à ne pas se faire remarquer. Pourquoi il s'est réfugié dans ce lieu d'amitié avec cet inconnu avant de découvrir un jour le jeu qu'il joue et le terrible prix qu'il devra payer. C'est par un tragique constat des réalités que s'achève la dérive d'une toute jeune fille mal armée pour les affrontements de la vie.

Une histoire irlandaise est une sorte de fable amère et narquoise sur le thème de l'éducation sentimentale d'une petite sauvageonne trop imaginaire. On retrouvera dans cette nouvelle œuvre le charme et la maîtrise dont Jennifer Johnston, Irlandaise comme son héroïne, nous a apporté la preuve dans trois précédents romans. L'originalité prenante de son talent tire ses meilleurs effets de l'habile balancement qu'elle sait opérer entre un sens aigu de la réalité et des échappées tendres et parfois violentes dans l'imaginaire.

PIERRE KYRIA.

* UNE HISTOIRE IRLANDAISE, de Jennifer Johnston, traduit de l'anglais par Brigitte Gir. Denoël, 184 p., 78 F.

bandes dessinées

Héros en stock

● La Dent creuse, par Pétillon. — Jack Palmer, le détective privé le plus nul de la planète, est confronté au redoutable docteur Supermarketstein, le chirurgien fou dont la clinique tient plus de l'atelier de réparation automobile que du bloc opératoire aseptisé. Sur fond de campagne électorale se croisent des agents secrets, doubles au triple, dans un mêlé-mêlé où personne n'est assuré de garder la tête sur les épaules, au propre comme au figuré.

Pétillon est un dessinateur déchaîné doublé d'un scénariste débordé. Il est devenu, en peu d'années, aussi indispensable à la B.D. que le muscat à Fromignon. Il produit sans entraves des histoires sans queue ni tête où une intrigue absurde justifie des dialogues à la Ionesco. Avec Jack Palmer, le « privé » pot-à-tabac dont la face se résume à un nez qui évoque Achille Talon, il a créé un personnage complètement idiot. Il fait ainsi du « thriller » une farce où apparaissent tous les défauts d'une époque bidon. (Albin Michel, 56 p., 49 F.)



● Blitz, par Floc'h et Rivière. — Il est étonnant de découvrir un album dont on sent, tout de suite, qu'il deviendra un classique. Voici une œuvre forte qui fait la synthèse des B.D. belge et américaine dans une atmosphère anglaise. L'histoire se passe à Londres dans un appartement coquin, en 1940, tandis que mugissent les sirènes annonçant les bombardements. Des destins, des lâchetés et des courages se croisent dans un décor qui rappelle ceux d'Edgar P. Jacobs. Un vrai et grand roman — une nouvelle, plutôt — en bande dessinée. (Ed. Le Matin - Albin Michel, 54 p., 59 F.)

● L'Empereur de Chine, par Jacques Martin. — Voici la dix-septième aventure d'Alib, le Gaulois parfait, par Jacques Martin, le dessinateur parfait. Après avoir visité tant de pays, notre ancêtre blond, doublé de son gentil Enak brun, vogue enfin vers la Chine. La civilisation y est fine et cruelle, comme il se doit. La mort rôde et l'Orient est sanglant. Enak survivra pourtant, et tous deux repartiront, sur une mer douteuse, pour arpenter l'antique terre. Une planète inépuisable comme le talent de Jacques Martin qui édifie, devant nos yeux inlassables, une œuvre monumentale et belle comme un temple grec. (Casterman, 48 p., 27 F.)

● Le Concombre contre le Grand Patatoisseur, par Nikita Mandryka. — L'auteur ne se lasse pas de son légume masqué. Nous ne plus, il a créé le plus célèbre héros du potager de la B.D. mondiale (il n'y en a guère d'autre). Mandryka jardine dans l'absurde, libéré des contingences de la logique ou de l'utilité. Il bipe dans le désordre, s'arcade dans la joie et fait pousser des sottises qui valent bien les traités des grosses légumes. (Ed. Dargaud, 48 p., 32 F.)

● Souvenirs du vingtième siècle. — Un titre grandiloquent et une présentation qui ne l'est pas moins pour cette contribution à l'édification du Panthéon de la B.D. Sur des pages qu'on feuillette comme celles d'un livre d'art, une succession de dessins des plus grands. Les classiques d'hier, fidèles au poste, et ceux de demain. Un livre pour collectionneurs nostalgiques. (Ed. Alain Littaye, 96 p., 220 F.)

BRUNO FRAPPAT.

Arts

PAUL ÉLUARD
ET LA PEINTURE
SURREALISTE

Avec l'ouvrage de Jean-Charles Gatteau, l'aventure de la peinture surréaliste est confrontée à son plus sûr connaisseur et narré par le meau.

Une somme si l'on veut, qui d'ailleurs déborde son sujet en le situant dans son cadre historique. Premier volet d'une monumentale thèse de doctorat soutenue en 1980, cette étude sur Paul Eluard et la peinture surréaliste nous mène de 1910 à 1939. Le poète aura encore treize ans à vivre, avec Picasso, avec la peinture tout court, avec l'engagement politique.

Tous les apports lui sont bons pour nourrir son culte de l'image, qui d'ailleurs se mêlera au culte de la femme. Après l'effervescence picturale que reflète Capitale de la douleur (Picasso, déjà), A. Masson, Paul Klee, Miro, Braque, puis Yves Tanguy, c'est en 1929 l'intrusion dévastatrice de Salvador Dali. J.-C. Gatteau fait l'autopsie méthodique du poème consacré au poète — comme de maints autres poèmes, ceux par exemple qui concernent « la femme et ses révélateurs » (Leonard Fini, Valentine Hugo, Hans Bellmer), les surréalistes belges et anglais, et surtout Man Ray, prétexte d'une rigoureuse analyse thématique.

Non, aucun détail n'est négligé dans cette étude sur Eluard, qui couvre « vingt-neuf années de curiosité, de découvertes, d'enthousiasme, de révolutions, pendant lesquelles la peinture lui fut, comme le pain, nourriture ».

JEAN-MARIE DUNOYER.

* PAUL ÉLUARD ET LA PEINTURE SURREALISTE, de Jean-Charles Gatteau. Librairie Droz, Genève, diffusion Champion, 396 p., 85 illustrations.

Album

UN DÉLIRE
ORDONNÉ

Chaval est encore si présent à l'œil de notre mémoire qu'il nous est difficile d'accepter sa disparition. Et pourtant! Le Petit bilan, qu'il avait préparé et publié lui-même dans un numéro spécial de Bizarre, remonte à vingt-deux ans (automne 1966). Dix-huit mois plus tard, en janvier 1968, le dessinateur prenait librement un congé définitif d'une société qu'il amusait, mais qui avait cessé de l'amuser.

C'est ce Petit bilan que réédite aujourd'hui Jean-Jacques Pauvert, avec une préface de Pierre Ajamu. C'est peu de dire qu'il n'a pas pris une ride: la saine prévenance de notre « environnement culturel », comme on dit quand on parle bien, le font paraître plus jeune que jamais.

Comment peut-on vivre sans Chaval? A pied, bien sûr. Mais plaçons ceux qui traînent leurs jours sans rejeter un coup d'œil complice de temps en temps au Chien savant tombant sur un inculte, et un autre à Saint-Etienne de Bagory recevant les Stigmates: le saint, en bérêt basque, accueille avec un bon sourire les cousins de province, leur mouflet et leur valise.

Ce n'est pas trop de dire que Chaval est le pont privilégié qui joint les surréalistes à l'équipe de Hara-Kiri. Et ce n'est pas rien. Poussée à ce point, la dérision du sérieux est le sérieux même.

Il écrivait, aussi. Le même délire ordonné, discret et destructeur habitait son crayon et sa plume. On n'est pas obligé de considérer les quarante et une lignes ou lignes (fort exactement) de Balcas buvait du café comme un poème d'une force exceptionnelle. Mais on ne peut pas les ignorer. Tout ça pour 50 francs, sur lesquels le libraire vous rendra 1 franc que vous pourrez faire encadrer. Allez, salut!

JACQUES CELLARD.

* CHAVAL, PETIT BILAN (1966), édition augmentée, préface de Pierre Ajamu, proposé par Jean-Jacques Pauvert. Éditions Garnier, un album, 112 p., 49 F.

● UNE ASSOCIATION POUR LA DÉFENSE, LA PROTECTION ET LA CONNAISSANCE DE L'ŒUVRE DE PIERRE JEAN JOUVE s'est formée sous la présidence de M^{me} Catherine Jouve. Elle se propose de réunir chercheurs, traducteurs et lecteurs intéressés par l'œuvre de cet écrivain. Une bibliographie générale est en projet ainsi que la publication régulière de cahiers P. J. Jouve. Un prix annuel de poésie à son nom sera décerné à un jeune auteur édité.

LIVRES

POLONAIS

et livres français
sur la Pologne

LIBELLA

12, rue Saint-Louis-en-l'Île, PARIS-4^e

Tél: 326-51-09

LIBRAIRIE DUCHÊNE

histoire contemporaine

spécialistes des

1^{re} et 2^e guerres

mondiales

ACHATS et VENTES

Catalogue sur demande

581-33-18

27, rue de la Butte-aux-Cailles

75013 PARIS

LES HOMMES DE LA FRATERNITE
par Michel Clévot

viens de paraître
TOME 3
• LE TRIOMPHE DE LA CROIX
272 pages
Format 15 x 22,5
69 F

précédemment parus
• LES HOMMES DE LA FRATERNITE
1^{er} siècle après J.C.
• LES CHRÉTIENS
ET LE POUVOIR
2^e et 3^e siècles
après J.C.

LE TRIOMPHE DE LA CROIX
Michel Clévot

FERNAND NATHAN

Moustapha Safouan
Jacques Lacan
et la question de
la formation des analystes

Un analyste se définit
non par un savoir
mais par un désir

aux Éditions du Seuil, Paris

Queffélec

A quoi rêvent
les navires?

A quoi rêvent les navires? A quels lointains parages et à quelles îles? A quelles aventures de terre et de mer dont les images hantent les songes et les entretiens des capitaines et des matelots?

le nouveau

Queffélec

PRESSES DE LA CITE

Vient de paraître

L'EUROPE ET SON IDENTITÉ DANS LE MONDE

Par Philippe Moreau Defarges Maître de Conférences à Sciences Po-Paris

Extrait de la Préface :
"En ne perdant pas de vue, à travers les problèmes techniques les véritables questions de fond et les enjeux réels, Philippe MOREAU DEFARGES pose à nos yeux la question essentielle de la dimension européenne."
Claude Cheysson
Ministre des Relations Extérieures

AUX ÉDITIONS S.T.H.
6, avenue Léon-Hauzeur
75016 Paris Tél. : 527.10.15
320 pages

LE NOUVEAU COMMERCE

CAHIER 55 — PRINTEMPS 1983

ANDRÉ DALMAS **MARCELLE FONFREIDE**
La facture du passé augmente chaque jour

| | | |
|---|-------------------------|---|
| ODETTE PAGIER Roches | 20 ans de publi- | JEAN PAULHAN Les rêves du jeune homme |
| MAURICE BLANCHOT La maladie de la mort (télégène et amour) | | JEAN GREISCH Les Fleurs du Rêve (La Rose de Persimmon de Paul Celan) |
| ORIGÈNE Héraclite de la Madelaine septennaire | | CLAUDE MOUCHARD L'œuvre hémisphérique |
| EMMANUEL LEVINAS Enigmes et Cultures (Notes sur un service) | | WILLIAM S. WILSON Métier : Pourquoi ne s'en va-t-il pas comme Franz Kafka (Traduit de l'anglais par Jeanne Sarré) |

En librairie 65 F. — Abt 185 F. — N.Q.L. 78, Bd St-Michel - Paris 5e

Au cœur du quotidien, l'étrange...



Jean Ferniot Le Chien-loup nouvelles

"Certaines nouvelles font penser à Somerset Maugham : même don de susciter l'angoisse, même sens aigu du comique et le "punch" final aussi rapide et ravageur."

G. Guillard-Auviste / Le Monde

présence du futur

**fondation
fondation et empire
seconde fondation**

trente ans après

fondation foudroyée

ISAAC ASIMOV

"Il faudrait être un bien étrange lecteur pour pouvoir reposer ce livre avant la fin."

WASHINGTON POST

denoël

lettres étrangères

Richard Brautigan, baladin du monde oriental

En route pour le Japon, Richard Brautigan, poète et romancier américain, a fait halte à Paris, où il ne compte que trois mille fans mais tous passionnément fidèles. Bonrligueur impénitent, épris de rencontres, il glane l'inspiration aux quatre vents. Tout lui est bon, sauf la politique, qu'il hait.

C'EST Macadam Cow-Boy, l'ingénu version américaine, un bon sauvage nourri de lait et de jus de porc, vêtu de jeans saur, et chaussé de baskets. Que ses petites lunettes cerclées d'or ou sa bouteille de bourbon toujours à portée de main ne vous trompent pas, Brautigan n'est ni ne sera jamais un adulte à part entière. Né il y a quarante-huit ans au bout du monde (à Tacoma, dans l'Etat de Washington), il émerge peu à peu de sa condition de marginal pour devenir un auteur consacré, une sorte de Boris Vian d'outre-Atlantique. Mais les étiquettes glissent sur ce gros poisson capricieux qui nage à contre-courant de l'intelligentsia new-yorkaise. Parmi les rares critiques qui ont tenté d'analyser cet auteur insaisissable, citons le professeur Marc Chénétier, à qui l'on doit aussi la succulente traduction des deux derniers romans publiés, *Mémoires sauvés du vent* et *Un privé à Babylon*. Idole des collégiens, Brautigan intéresse enfin les maîtres.

Maintenant, dit-il, on m'invite dans les universités. C'est amusant. Je lis aux kids des petits bouts de poèmes. Si ça leur plaît, je continue, sinon je leur laisse la parole. Pas question de donner une conférence. Je préfère les écouter. A partir de propos que je recueille, j'essaie d'exprimer l'esprit du temps. Je suis un témoin, rien de plus. Mais il faut trier, attendre, chercher, pour obtenir le détail qui fait l'ill.

Sa patience n'accepte que la perfection. Il a gardé certains manuscrits sous le coude durant dix-sept ans, jusqu'à ce que chaque mot lui paraisse « le mot juste ». Son œuvre comprend aujourd'hui onze romans et neuf recueils de poèmes... et il n'en revient pas !

Moi qui fus un si mauvais élève ! Qui désespérais d'apprendre à lire ! Dès que j'ai su, vers dix, douze ans, je me suis rué sur la bibliothèque de Tacoma et j'ai tout avalé. T.S. Eliot, Lang, Frost, Pound, Whitman, n'importe quoi. Voilà le seul conseil que j'aie à donner aux gosses : lisez et vous trouverez. Moi, je n'avais personne pour m'aider. Mes parents étaient très pauvres. A l'époque de la grande crise, chacun se sentait vaguement coupable, vaguement puni par la catastrophe. A présent, on accuse le système. On n'est plus responsable mais victime. Et l'on exige de garder son standing. Les gens ont besoin d'un tas de choses. Ça m'étonne toujours, moi qui ne possède rien. A trente-trois ans, je n'avais encore ni téléphone ni télé.

« La réalité y va fort »

Cet homme d'ordre partage l'effacement de ses héros devant les incongruités de l'existence, qu'il collectionne depuis l'enfance. Il les couche intactes sur ses pages et hoche la tête, l'air de dire : « Eh oui, la réalité y va fort ! Débrouillez-vous avec elle, moi, je m'en lave les mains. » Tantôt (*Mémoires sauvés du vent*) il observe un couple de pêcheurs qui installent leur salle à manger au

LIVRES ANCIENS ET MODERNES
Liste 263
Envoy sur demande
BOUQUINERIE CROIX-D'OR
109, rue Croix-d'Or
73000 CHAMBERY

VENDREDI 10 JUIN, de 10 h à 18 h 30

COLLOQUE
Structures narratives et univers régionaux en collaboration avec l'École des Hautes Études en Sciences Sociales.

AU PROGRAMME :
10 h. — Claude BRONCK, Ecole des Hautes Études en Sciences Sociales : « La proposition narrative optimale ».
11 h. — Georges LÉVY, Université de Québec à Montréal : « La narration des romans et le glissement ».
12 h. — Jacques COURTES, Ecole des Hautes Études en Sciences Sociales : « Thématique et figures ».
13 h. — Christine BRODIE-ROSE, Université de Paris VII : « L'écriture de la parole : problèmes du récit ».
14 h. — Pierre PAVEL, Université de Québec à Montréal et Ecole des Hautes Études en Sciences Sociales : « L'écriture de la parole : problèmes du récit ».
15 h. — Lucien DOLOZ, Université de Toronto : « Pour une typologie des univers fictionnels ».

CENTRE CULTUREL CANADIEN
5, rue de Constance 751 — 551-36-73
Métro Invalides — Entrée libre

bord d'un étang, table, canapé, fauteuils, lampadaire, photos de famille, tantôt (*La Vengeance de la pelouse*) il épie une vieille dame qui nourrit de foie cru les abeilles qu'elle élève dans son appartement, tantôt (*Un privé à Babylon*) il assiste au numéro d'un jongleur manchot et communiste qui, dans la foulée de ses tours, raconte Karl Marx, Lénine et que la Russie soviétique, y'a que ça de vrai. Comment le soupçonner d'inventer ?

Mais la politique ? Pourquoi cette allergie à la politique ? Parce que, répond catégoriquement Brautigan. Si je vous donnais une explication, je metrais le doigt dans l'engrenage. Je me situe ailleurs. Je découvre, j'expérimente, je m'imprègne. Pour apprendre le japonais, par exemple, je me suis abandonné comme un bébé aux bons soins des grandes personnes. Au Japon, on respecte infiniment les écrivains, on les loge dans un hôtel délicieux où on leur fournit le meilleur oxygène pour stimuler leurs facultés créatrices. Et en une semaine, l'éditeur sort un livre infiniment plus élégant, plus solide et moins cher que nos productions accidentelles. J'ajoute que les droits d'auteur sont calculés d'après le nombre d'exemplaires imprimés et non d'après les volumes vendus, ce qui interdit ou limite les tricheries.

Il me semble que les Japonais sont parvenus, mieux que nous, à

concilier l'ancienne civilisation et le progrès technique. Le bébé que j'étais comprenait beaucoup plus de choses qu'il n'était capable d'en exprimer. Maintenant, je parle à peu près comme un garçon de quinze ans à l'esprit éveillé. Et je n'ai jamais plus loin car j'approche de la cinquantaine. Dommage. Mais cela ne m'empêche pas de suivre les gens dans la rue, et en mettant mes pas dans les leurs, en vivant comme eux, j'acquiesce une sorte de connaissance intérieure.

Une bourse américaine va permettre à Brautigan de passer deux ans en Asie. Cette aubaine ne lui inspire-t-elle pas quelque appréhension ? Se promènera-t-on inconnuement en Thaïlande, à Calcutta ?

Pourquoi pas ? répond-il. Je ne suis que moi, je n'ai pas à juger. Eux non plus. De quoi aurais-je peur ? C'est un sentiment que je ne connais pas, puisque je ne me sens pas coupable. Bien sûr, on peut me voler, me tuer. Mais je possède si peu de choses et je suis mortel, un vieux mortel même, il n'y a donc pas de quoi en faire un drame. Une nuit où je me baladais seul à New York, trois petits voyous noirs m'ont arrêté pour me piquer du fric. J'ai pensé : « Je peux en démolir un, en abîmer un autre, mais le troisième m'enfoncerait son couteau dans le ventre. » Alors, je les ai regardés à tour de rôle, tranquillement, comme pour choisir celui que je co-

gnais en premier. Afin qu'ils comprennent que, s'ils attaquaient, tout le monde y laisserait des plumes. Puis j'ai tiré quelques dollars de ma poche et j'ai tourné les talons. Le message avait passé, par osmose.

Méthode déconseillée à qui ne mesure pas, comme Brautigan, près de 1,90 mètre. Il déteste pourtant les « rouleurs de mécaniques » et sa réputation de « macho » le désole.

Moi qui préfère les femmes aux hommes, qui me suis marié deux fois, qui ne me laisse jamais de l'admirer, de les écouter, de les célébrer ! D'où vient ce malentendu ?

Peut-être de sa vocation d'aventurier, de chien perdu toujours disponible, adoptable et fugitif.

Je ne demande comment font les gens pour vivre comme moi, murmure-t-il. Mais, comme eux, ce ne doit pas être facile non plus.

GABRIELLE ROLIN.

* **RICHARD BRAUTIGAN**, de Marc Chénétier, Éditions Météore (733 Third Avenue, New-York).

* **MÉMOIRES SAUVÉS DU VENT**, de Richard Brautigan, Christian Bourgois, 168 p., 70 F.

* **UN PRIVÉ À BABYLONE**, de Richard Brautigan, Christian Bourgois, 235 p., 29 F.

* **LA VENGEANCE DE LA PELOUSE ET AUTRES NOUVELLES**, de Richard Brautigan, Christian Bourgois, 215 p., 75 F.

Une nouvelle collection consacrée aux écrivains roumains

Deux livres inaugurent la collection « Lettres roumaines » dirigée par Virgil Tanase aux Éditions Flammarion : un recueil de récits fantastiques, chacun d'un auteur différent, et un roman de facture réaliste de Nicolae Breban, écrivain important français pour la première fois en français. En rassemblant ces textes, le directeur de la collection n'a pas choisi la facilité. Ceux qui attendent un témoignage violent dénonçant un régime communiste par et dur rest-

ront sur leur faim. Cette tâche ne revient-elle pas tout d'abord aux journalistes militants ?

Même si au second degré ces textes expriment le rejet d'une société où règnent la grisaille et la peur, il est certain que leurs auteurs ont opté pour la littérature contre l'idéologie, pour la recherche, l'introspection, la fantaisie contre la propagande et le parti-pris.

Le droit à la recherche esthétique

ÉTONNANTS Roumains. Ces Latins de l'Est, qui ont donné à la France Panait Istrati, Tristan Tzara, Eugène Ionesco, Emil Cioran, se sont retrouvés après la dernière guerre avec une littérature casaque, soumise aux impératifs du réalisme socialiste d'inspiration soviétique. Dans les années 60 cependant, à la faveur d'un dégel précaire, les vrais créateurs se sont libérés des normes imposées. Au nom du talent de l'écrivain et de son droit à la recherche esthétique, un courant littéraire impétueux s'oppose aux exigences politiques du pouvoir.

Bien sûr, en dehors des auteurs que se réclament de cette école — Tsepéneg, Tanase et Sorin Titei —, d'autres romanciers se sont affirmés, notamment Marin Preda (2), Constantin Toiu (3) et Nicolae Breban. Mais afin de mettre au pas ces écrivains turbulents, l'autocratie qui dirige leur pays déclenche, au début des années 70, une « mini-révolution culturelle ». Ceux qui ne se soumettent pas à ses directives sont contraints de quitter la scène littéraire et, souvent, le pays. Ceux qui restent, quand ils n'abandonnent pas leur dignité, affrontent une situation dangereuse et complexe. Leur seule chance d'être encore des écrivains demeure dans leur refus de se mettre au service d'une propagande politique.

Ce rejet de la vocation sociale et du témoignage militant est particulièrement aux auteurs roumains. Leur quête formelle, novatrice, chargée néanmoins du poids tragique des événements, représente peut-être un phénomène unique dans l'histoire littéraire de ce temps.

Le recueil de récits qui ouvre la collection de Virgil Tanase apparaît comme un espace de rencontre entre les écrivains exilés et ceux qui sont restés au pays : Mircea Eliade, mondiallement connu et qui vit aux États-Unis (soixante-quinze ans), n'a aucune parenté idéologique avec D.R. Popescu, membre du comité central du parti et président de l'Union des écrivains roumains.

Stefan Banulescu (cinquante ans) vit en Roumanie à l'écart de la vie littéraire, tandis qu'Andrei Ujica, le plus jeune de ces auteurs, a choisi Heidelberg et l'exil. L.M. Arcade, plus proche de la génération d'Eliade, anime à Paris une maison roumaine d'édition ainsi qu'un cercle littéraire où les poètes et les écrivains émigrés rencontrent leurs confrères de « l'étranger ». Vasile Voiculescu, lui, poète de l'ancienne école traditionaliste d'avant-guerre, a été emprisonné par les staliniens.

(1) Aux Éditions Flammarion et Julliard.
(2) *Le Grand Solitaire*, chez Grasset (voir « Le Monde des livres » du 13 février 1978).

(3) *L'Exclu*, coll. « Unesco d'œuvres représentatives » et Nagel.

Mis en liberté au début des années 50, il est mort peu après.

Malgré cette diversité, les nouvelles du recueil ont un thème commun : la mort et son corollaire, l'immortalité. La vision transfigure la réalité et faisant la part belle au rêve et à la fantaisie. Chez Voiculescu la mort demeure un état transitoire tant qu'un geste magique n'aura pas mis fin aux errances du héros, un ermite décadent. Eliade, reprenant le mythe de l'eau de jeunesse, nous fait voyager dans le temps. Arcade ressuscite Roumains, juifs, Africains et Tsiganes pour tourner en dérision l'oppression et la gabegie qui sévissent dans son pays aujourd'hui. Dans le récit de D.R. Popescu, les morts se mêlent d'une manière inquiétante aux vivants.

N'est-ce pas la réapparition des anciennes terreur staliniennes ? De tous ces contes fantastiques, celui du jeune Ujica est sans doute le plus envoûtant, le plus elliptique : il y est question de la fille d'un chef de gare qui s'enfuit dans un train pour chercher l'homme qu'elle aime depuis l'éternité...

Dans ces textes, le fantastique intervient pour ouvrir la grisaille pesante du réel sur un imaginaire parfois terrifiant, parfois merveilleux.

Les vieillards les femmes les enfants...

Nous devons l'autre livre de la collection à Nicolae Breban, né en 1934 en Transylvanie, ancienne province roumaine de l'empire austro-hongrois. Pendant le bref dégel des années 60, l'écrivain occupe des positions importantes dans le parti et dans son appareil culturel. En désaccord avec les options politiques de ses dirigeants, il se démet de toutes ses fonctions et se consacre entièrement à l'écriture et à la réflexion. Il séjourne longtemps en France et en Allemagne fédérale tout en arrivant à se faire publier à Bucarest. Breban est l'auteur de six romans, qui le placent parmi les promoteurs roumains les plus originaux de la littérature d'après-guerre.

Le volume, qui vient de paraître dans l'excellente traduction de Virgil Tanase, se compose de trois récits qui n'ont, apparemment, aucun lien entre eux. Cependant, les trois narrations expriment la même hantise, la même préoccupation : celle d'un monde où les hommes authentiques auraient disparu. Tués à la guerre ou devenus veules, couards, insensibles dans un univers en pleine mutation, les hommes abandonnent les femmes, les enfants, les vieillards à leur sort.

Dans la première partie du livre, les jeunes héros, marqués caravanes, agressent ceux qui les entourent et les dévorent avec la cruauté joyeuse des enfants. La deuxième

partie nous montre une femme superbe qui ne trouve son équilibre ni dans un premier mariage avec un être ébahi sans personnalité, ni dans les bras d'un homme autoritaire mais trop ravagé. En l'absence d'un amour vrai qui répond à son exigence surhumaine d'absolu, elle trouve finalement la paix dans la mort. La troisième partie met en scène un bougoniste qui regarde la déchéance sordide de ses vieux clients rangés par l'insatisfaction. Malgré leur âge avancé, ils ne trouveront jamais la sagesse, la sérénité.

Nourri de Tehekhov, de Dostoïevski, de Nietzsche aussi, Breban s'emploie à construire des textes denses et formels qui démontrent l'effacement. Cette œuvre somptueuse est plus proche de la veine des grands conteurs russes et de Thomas Mann que des recherches formelles, parfois trop ancrées dans une « modernité » qui a déjà fait son temps.

EDGAR REICHMANN.

* **LES MORTS INCERTAINS, SIX RÉCITS ROUMAINS**, traductions de Michaela Bana, Marie-France Ionesco, Serban Cristovici et Virgil Tanase, Flammarion, coll. « Lettres roumaines », 275 p., 85 F.

* **EN L'ABSENCE DES MAÎTRES**, de Nicolae Breban, traduit par Virgil Tanase, Flammarion, coll. « Lettres roumaines », 300 p., 90 F.

Revue trimestrielle

N° 4

L'ART ET L'ÉTAT

Au sommaire

- Un « trombinoscope » des portraits officiels
- Tout sur la Pompe et l'Apparat
- Le point sur les subventions, les acquisitions, etc.
- L'État modèleur du paysage

Déjà parus

- Le dessin
- Mesures les animaux
- Le fait divers

96 pages en couleurs 20 F

En vente en librairie

Abonnements :
12, rue Sirey, 75007 Paris.
Tél. 555.91.50.

redécouvrir

Paul d'Ivoi, le champion de l'aventure

Il se disait « aussi difficile à étonner qu'à effrayer »

Le saviez-vous ? Dumars avait un disciple : Jules Verne, un rival. Il s'appelait Paul d'Ivoi, mais se nommait en réalité Paul Deleuze.

Sur sa vie, nous sommes renseignés par la notice nécrologique que lui consacra en novembre 1915 le *Larousse mensuel*, ainsi que par le portrait que d'Ivoi trace d'Armand Lavarède, son double romanesque.

Dans les *Cinq Sous de Lavarède*, il nous le présente âgé de trente-cinq ans en 1891, devenu reporter et doté de « l'esprit débrouillard et gouailleux, aussi difficile à étonner qu'à effrayer... », ayant l'intelligence vive, la décision prompt, le sang solide, et une éducation complète lui ayant laissé une tenue superficielle de toutes les connaissances modernes ». Portrait flaté ? Ou nécessaire stylisation ?

Né à Paris en 1856, Paul d'Ivoi fait ses études au lycée de Versailles, puis débute assez vite dans le journalisme, au *Figaro*. Ainsi peut-il « rouler sa bosse » et mener à bien l'ambivalente vocation du voyage et du récit : « dans tous les pays où la presse parisienne envoyait des représentants ». A l'instar de Jules Verne, il tente aussi sa chance au théâtre : il y donne des comédies, en 1887 le *Mari de ma femme* et la *Pie au nid*, en 1888 le *Tigre de la rue Tronchet*.

La gloire viendra avec les romans. Ils paraissent d'abord en feuilleton, notamment dans le *Petit Journal*,

avant de constituer la veine prolifique des vingt et un tomes des *Voyages extraordinaires*, dont les plus notables s'intitulent les *Cinq Sous de Lavarède*, (écrit en collaboration avec H. Chabrilat, 1893), le *Sergent Simplot* (1895), la *Diane de l'Archipel* (1897, sous le titre initial de *Jean Fanfare*), la *Capitaine Nilia* (1898), *Corsaire Triplex* (1898), le *Docteur Mystère* (1900), les *Semeurs de glace* (1905).

Paul d'Ivoi n'abandonne pas pour autant sa passion du théâtre : la transposition sur la scène des aventures de Lavarède lui vaudra un triomphe au Châtelet en 1902-1903. Sa curiosité lui permet de déceler dans le cinéma une invention prometteuse et il s'occupe d'établir des scénarios tirés de ses livres. Sa mort survient à Paris le 6 septembre 1915.

C'est sur le modèle vernien que se conçoivent les *Voyages extraordinaires*. Le titre général indique la double visée de l'entreprise : le dépassement, l'amusement ; le bizarre, l'exotisme ; à quoi s'ajoute, mais sans peser, l'intention didactique. Trois moteurs guidant principalement la conduite du récit : les trois A de l'Aventure, l'Amour, l'Argent. Bourgeois, populaire, adolescent : ainsi pourrait se définir le recrutement du cercle très vaste des lecteurs de Paul d'Ivoi au début du siècle.

Conformément à la demande de l'époque, le souci documentaire, géographique, ethnographique, politique et moral est constant, comme le montrent certains sous-titres : les *Semeurs de glace* ou *l'Utilisation de*

l'air liquide pour pétrifier l'eau, *Millionnaire malgré lui* ou *le Triomphe du droit et de l'amour sur l'argent mal acquis*, *Massiliague de Marseille* ou *le Vieux Rêve d'un peuple latin-américain*. Mais c'est l'intrigue pure qui fait le tissu de ces ouvrages. Difficile d'en résumer les histoires tant s'y accumulent d'épisodes à rebondissements.

Un excès d'imagination

Dans les *Cinq Sous de Lavarède*, le roman fondateur de la série, avec le personnage récurrent qui fonctionne comme une sorte d'archétype d'un Timin qui ne serait pas insensible à l'amour des femmes, Armand Lavarède hérite la fortune de son cousin s'il réalise le tour du monde en un an (25 mars 1891-25 mars 1892) sans dépenser plus que les vingt-cinq centimes qu'il a en poche. D'ouest en est, via Costa Rica, San Francisco, Shanghai, le Tibet et l'Europe, il rejoindra Paris en temps voulu, ayant déjoué tous les pièges, exécuté tous les métiers, enduré tous les risques et toutes les épreuves pour gagner son pari et trouver « tout ensemble la fortune et le bonheur ». Même procédure dans la *Diane de l'Archipel*, où le peintre Jean Fanfare ne retrouvera l'amour et l'honneur qu'au terme d'un périple et de périls sans nombre qui sont comme autant d'étapes de découvertes et d'initiations.

L'excès d'imagination, peuplant l'espace de péripéties, mène de l'imaginaire, saturé. De surcroît, obéissant aux règles du feuille-

ton et aux « structures formelles du roman populaire » (1), Paul d'Ivoi ne manifeste guère de préoccupations stylistiques. Des dialogues nombreux, des esquisses psychologiques, des énumérations plutôt que des descriptions, tous les effets concourent à l'unique devise d'une narration haletante, extravagante, où le mystère, absent du champ mental, imite les rouages, les ressorts et les articulations de la machine.

Et pourtant, il serait injuste d'opérer cette réduction. A travers les actions et les itinéraires peut s'ébaucher une lecture gratifiante. Le sens de la « blague », grinçant chez d'autres, prend ici une tonalité joyeuse et s'exprime, même dans un contexte dramatique, par le goût des « trucs », comme dans la *Diane de l'Archipel*, où l'héroïne, Nili, mimant la déesse Diane sous le simulacre d'une statue d'aluminium, rejoue l'histoire de la Galatée de Phidias.

Ce roman est d'ailleurs une anthologie des formes et des idées de l'œuvre et du temps : inventions et anticipations, tel ce *Karavarka*, chariot-berque, qui rappelle la maison à vapeur de Jules Verne et continue sa route dans la *Capitaine Nilia* ; manichéisme exaltant l'esprit français opposé à la méchanceté germanique, à la perfidie britannique, aux mille et une perversions des autres « races » (Ergopoules au « cerveau fertile de Grec moderne », *Abraham* « gros, pale, flasque, le nez crochu »).

Un décodage rhétorique ne manquerait pas d'intéresser. Voici par exemple un de ces éléments formels,

qui joue sur les notions ambiguës de l'identité, du double et de la folie : à la recherche de la statue de Diane, à qui ressemble fort l'héroïne, Nili, Jean Fanfare et ses amis mènent une quête qui constitue le fil d'Ariane d'aventures à « reversissements » de vocables et de situations.

Jeux préromantiques que se remémoreront avec délices les lecteurs « vernophiles » de *Voyages* en tous genres ; machinations à happy end : voilà bien des motifs pour suivre Paul d'Ivoi dans ses explorations.

SERGE KOSTER.

(1) Voir dans la revue *Europe*, n° 542, « le roman-feuilleton », juin 1974, les articles de Jacques Goumar et de Maurice Debourg.

En librairie

Deux maisons ont entrepris de rééditer l'œuvre romanesque de Paul d'Ivoi : *Slackline* (Genève), qui reproduit l'édition originale, et *J'ai lu* (Paris).

Chez *J'ai lu*, on trouve : la *Diane de l'Archipel*, la *Capitaine Nilia*, *Corsaire Triplex* et le *Docteur Mystère* ; 18 F le volume.

Chez *Slackline* : les *Cinq Sous de Lavarède*, *Corsaire Triplex*, le *Docteur Mystère*, *Millionnaire malgré lui*, la *Capitaine Nilia*, les *Semeurs de glace* et *Massiliague de Marseille* ; 295 F le volume.

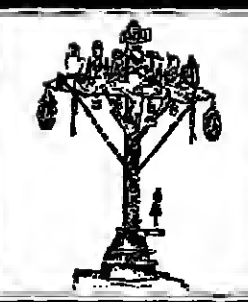
Brouillez-vous avec vos amis, offrez-leur une fois pour toutes

LES VIES PERPENDICULAIRES D'ISIDORE D'ARNICA

Nouvelles Éditions RUPTURE

QUAND LE RHONE... ETAIT UN FLEUVE

de M. André TRACOL



Cet album de 144 pages (format 21 x 27,5 cm) présente à l'italienne évoque, à l'aide de photos, de cartes postales anciennes, de gravures, de plans de bateaux, de documents d'archives, l'histoire des hommes et du Rhône de Lyon jusqu'à Beaucaire, du Moyen-Âge jusqu'au milieu du XX^e siècle.

Il comprend plus d'une centaine de reproductions en noir et blanc d'un texte court et précis.

Cet ouvrage illustrera tous ceux qui se passionnent pour l'histoire de France.

Prix : 95,00 F (hors de port inclus).

Tout commande accompagnée de son règlement, est à adresser à :

M.A.T.

69, avenue Gabriel Péri

B.P. 9, 26600 TAIN-L'HERMITAGE

le feuilleton

Moments bénis

(Suite de la page 13.)

Dans Disneyland, c'est un vieux couple de saltimbanques, lui scénariste, elle vedette sur le retour mais toujours frêlée, passant en revue, aux aussi, leur existence, dans un instant de clairvoyance extrême. Depuis leur rencontre dans les maquis de la Résistance et à travers leurs films respectifs, quel tri opère entre ce que le temps a fait d'eux et ce qu'ils ont fait du temps ? De leur amour ou de leurs œuvres, qu'est-ce qui les aura davantage « justifiés », comme disait Sartre ? Question capitale pour chacun de nous, mais qui ne vaut que pour nous, puisque rien ne saurait empêcher qu'on ne meure absurde, au milieu des monstres, des néons, des cris et des odeurs de pop-com...

LES moments de récapitulation, que la plupart des écrivains situent dans un cadre intime, François Mallet-Joris les place de préférence dans des tohu-bohu de fêtes foraines. Est-ce son ascendance flamande qui l'attire vers ces contrastes camavalesques à la Ghelderode ? Est-ce pour les mêmes raisons qu'elle illustre volontiers le passage du temps avec des horloges de beffroi, géantes ou miniatures ?

Si l'atavisme joue, chez elle l'ouverture à la modernité est la plus forte. Depuis *Dickie-rol*, notamment, l'auteur plutôt intemporelle du *Flépart des béguines* ou de *Marie Mandini* intègre de plus en plus les lieux, matières, métiers et mentalités de son temps, ou en avance sur lui.

Cette ouverture n'exclut pas une certaine perméabilité aux facilités langagières de l'époque : le *Cin d'œil de l'ange* compte en nombre excessif, et évitable, l'expression « une sorte de », et sa forme redondante « comme une sorte de ». (Conjonctions au passage les écrivains de ne pas se laisser contaminer par les tics de la jactance audiovisuelle, dont toutes les phrases déboulent depuis quelques semaines — vérifiez vous-même — par « c'est vrai que », « un certain nombre », et mettent l'adverbe « un peu », en guise de fausse modestie, à toutes les sauces.)

Mais François Mallet-Joris est trop consciente du danger pour ne pas y veiller. Elle observe elle-même, dans *Cinéma*, que la décomposition d'une société commence par le langage, dont les mots se courent d'une « sorte de mollesse ». Au-delà de situations d'apparence disparates, ses personnages de peintre, d'écrivain, d'architecte, de metteur en scène ou d'amateur d'opéra nous convient à une réflexion profonde et émue sur la création autant que sur le couple et sur le temps.

Et pour cause ! Le temps est à la fois le pire ennemi et l'auxiliaire le plus cher de l'art, comme de l'amour.

BERTRAND POIROIT-DELPECH.

* LE CIN D'ŒIL DE L'ANGE, de François Mallet-Joris, Gallimard, 264 p., 72 F.

D.M. THOMAS

Ararat

PAR L'AUTEUR DE "L'HÔTEL BLANC"

"L'imagination a été ouverte... le jaillissement de l'invention romanesque... On pense constamment aux sophistication facétieuses et toniques de Nabokov."

Bertrand Poirot-Delpech / Le Monde
"Un livre de poète qui se moque des messages comme des messagers avec une désinvolture signe du grand Baudelaire."

Michel Braudeau / L'Express

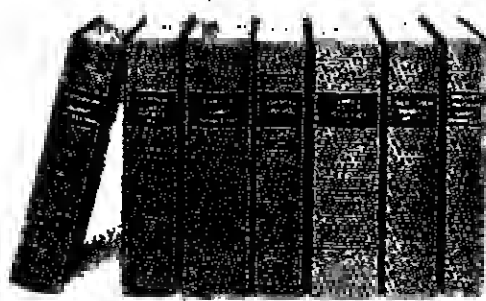
Presses de la Renaissance

AUJOURD'HUI SAINT-SIMON M'A INTRODUIT À LA COUR.

"Toute la cour était sur le Fer-à-Cheval ; qui faisait un très beau spectacle avec la foule qui était en bas. Le Roi menait la Princesse, qui semblait sortir de sa poche..." L'œil aux aguets, pointant l'oreille et l'entendement, Saint-Simon observe... en témoin d'abord, puis en historien.

Lire ou relire un auteur dans la Pléiade, c'est découvrir dans toute sa richesse, l'œuvre d'un grand écrivain d'hier ou d'aujourd'hui. Chaque volume, relié de cuir souple, rassemble de nombreux écrits et leur appareil critique.

Beaux objets et vrais outils de travail, les livres de la Pléiade sont d'abord agréables à lire, à manier, à emporter partout avec soi. La finesse du papier bible permet de réunir, en un seul livre, cinq volumes d'édition courante. De quoi ne plus quitter un écrivain sans l'avoir lu de bout en bout... Et dans la Pléiade, il y a plus de 300 auteurs à aimer !



GALLIMARD LA PLÉIADE

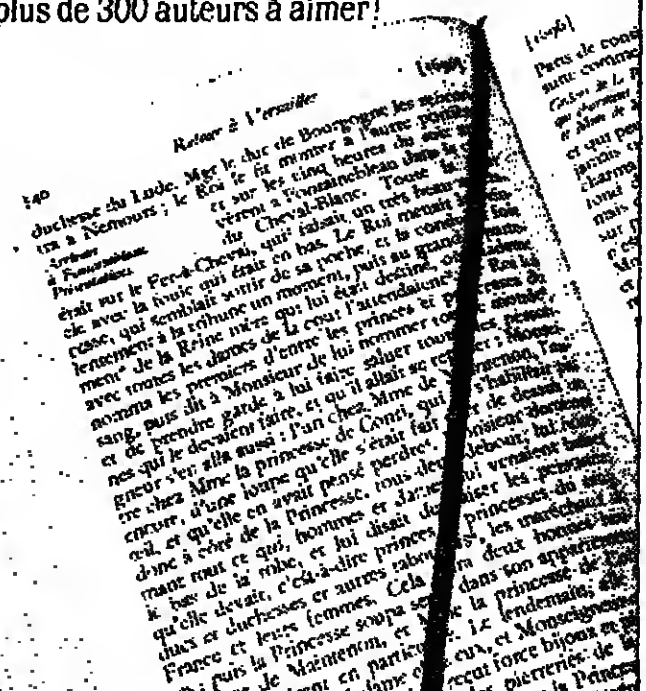
LA MEILLEURE FAÇON D'AIMER UN AUTEUR

QUINZAINE DE LA PLÉIADE

DU 25 MAI AU 10 JUIN

L'ALBUM VOLTAIRE

VOUS EST OFFERT PAR VOTRE LIBRAIRE POUR TOUT ACHAT DE 3 VOLUMES DE LA COLLECTION.



société

Comment se font les best-sellers

CERTAINS livres furent leur succès — et les auteurs leur carrière — sans le secours de prix littéraires, lancement publicitaire, articles de presse, radio, télévision. Ce fut le cas de *Money*, en 1979. Son auteur, Paul-Loup Sulitzer, était connu surtout comme consultant financier international, businessman (plus jeune P.-D.G. de France à dix-sept ans). Son livre, sur la genèse duquel il s'explique ci-dessous, connut, après une période de trois mois où s'exerça le « bouche à oreille », un tirage de 300 000 exemplaires. *Cash*, en 1981, *Fortune*, en 1982, suivirent la même voie.

Aujourd'hui, il sort un nouveau roman *Le Roi vert*, plus ambitieux, dans son propos, plus ample, dans sa réalisation que les trois précédents. Il était tentant, à cette occasion, d'essayer de discerner le mécanisme qui, d'un livre parmi tant d'autres, fait un best-seller.

Le Roi vert est l'histoire d'un jeune garçon de dix-sept ans, Red Klimrod, juif autrichien, déporté

dans un camp où il est l'objet des sévices sexuels de ses geôliers et qui, exécuté d'une balle dans la nuque au moment de la débâcle nazie, survit miraculeusement dans le charnier où il a été jeté. Libéré par l'arrivée des troupes américaines, il entreprend d'abord de venger ses parents assassinés, au cours d'une longue traque qui le verra parcourir le monde à la poursuite des anciens tortionnaires nazis. Son dernier adversaire tué, il vit parmi les Indiens d'Amazonie, où il retrouve la paix et une forme de bonheur. Mais la femme qu'il aime, l'enfant qu'elle lui a donné, sont tués dans un nouveau génocide.

Il vient alors à New-York où il entreprend de faire fortune. Cette partie du livre est peut-être la plus fascinante, pour un lecteur non averti, par la connaissance qu'elle lui apporte des processus selon lesquels se forment les empires économiques modernes.

Klimrod ne manquera pas moins de mille six cent quatre-vingt-sept sociétés, dans lesquelles son

nom n'apparaîtra jamais. Elles seront groupées par trusts, dont chacun ignorera l'autre, et qui couvriront des domaines aussi étendus et aussi variés que les transports pétroliers, les casinos, l'or, la spéculation immobilière et foncière, les coups de Bourse, les territoires, les hommes. Une nuée de juristes, d'administrateurs, d'hommes de main, d'agents de toutes sortes serviront Klimrod.

Ce formidable pouvoir pourrait servir à des fins uniquement mercantiles ou maléfiques (les exemples ne manquent pas dans la réalité, dont ce livre, sur ce point, s'inspire). Mais Klimrod poursuit une autre ambition, qui est un rêve, une utopie : créer dans cette Amazonie qui est pour lui le symbole d'un paradis perdu, puis retrouvé, un État où seraient appliqués et respectés les droits de l'homme ; un modèle de ce que devrait être une citoyenneté du monde. Utopie bien sûr puisque, pour exister, un tel État devrait être reconnu par les autres États et qu'il ne peut l'être.

Une première constatation vient à l'esprit à propos d'un tel livre et qui pourrait expliquer son succès : la référence à la vieille aspiration, sans cesse démentie et sans cesse renaissante, d'un bonheur universel, d'un monde pacifié.

La seconde constatation tient à la nature même du best-seller. C'est qu'il comporte (presque) toujours une situation d'exception, un héros hors du commun, et une part documentaire : ici la formation des trusts, le mécanisme des opérations financières, les entrelacs et le démesuré des combinaisons économiques internationales ; en bref, ce qui reste mystérieux, donc fantastique, aux yeux du plus grand nombre, dans le monde des choses concrètes.

PAUL MORELLE.

* LE ROI VERT, de Paul-Loup Sulitzer. Stock, 460 p., 69 F.

Paul-Loup Sulitzer et les mystères de la « big money »

« *La publicité de votre nouveau roman Le Roi vert vous présente comme un expert en best-sellers. Comment devient-on best-seller ?* »

— Je ne crois pas qu'on puisse dire comment on devient un best-seller, dans la mesure où le fait de l'être ou de ne pas l'être dépend du public. Mais je crois qu'on peut répondre à un besoin. Et je crois que

mon premier livre, *Money*, répondait à un besoin qui était l'explication d'un domaine dans lequel les Français entendaient parler dans leurs journaux : celui des affaires. Tout le monde parlait du pétrole, de l'or ou des multinationales. Dans tous les journaux, de n'importe quel bord politique, il y avait des pages très documentées sur la crise économique et les grands sujets, monétaires et autres. Mais il n'existait pas de roman pour expliquer ce qu'il y a derrière la façade, dans ce monde de la haute finance. Je crois que c'est cela la base du « succès » de livres comme *Money*, *Fortune*, *Cash* et maintenant *Le Roi vert*.

— Il y a, dans *Le Roi vert*, quelques choses qui rejoignent la fantastique et qui personnellement me fascinent. Comment peut-on, par exemple, créer plus de deux cents sociétés en quarante-huit heures, sans argent et sans apparaître sous son propre nom, comme fait Red Klimrod, votre héros ?

— *Le Roi vert*, c'est en effet l'explication de ce mystère : comment on devient l'homme le plus riche du monde en partant de rien. Bien sûr, *Le Roi vert* raconte l'histoire d'une exception. Mais il la raconte d'une manière réaliste. Toutes les opérations qui sont montrées dans le livre sont vraies dans le sens de leur crédibilité financière, de leur possibilité d'exister.

Les modèles

— Vous êtes-vous servi d'exemples existants ? Y a-t-il un modèle de votre Klimrod ?

— Il y a plusieurs modèles. *Le Roi vert*, c'est Daniel Ludwig, l'homme dont on a parlé lorsqu'il a acheté d'immenses territoires en Amazonie pour y faire des plantations de pins, qu'il voulait transformer en pâte à papier. Mais il y a aussi Ossias, Howard Hughes et Armand Hammer, le P.D.G. de l'Occidental Petroleum, connu pour ses affaires avec l'Union soviétique. Klimrod doit un peu à ces quatre personnages, et aussi un peu à mon père, qui était un industriel, un grand financier, parti de rien, puisqu'il était venu de Roumanie, sans un sou.

— La première partie du livre, celle où le héros, interné très jeune dans un camp, est le jouet des appétits sexuels de ses geôliers, ne relève d'aucun de ces quatre modèles.

— Non, je me suis inspiré de la vie de certains personnages, proches de ma famille, qui sont devenus, bien sûr, de grands financiers, mais qui ont été déportés. Donc cela aussi a été vécu.

— Qu'est-ce qui fait agir Klimrod, après qu'il eut réglé ses comptes en exécutant les tortionnaires nazis responsables de la mort de ses parents ?

— Lorsqu'on regarde la trajectoire de certains personnages du nazisme, on voit que, par une espèce de volonté farouche, la volonté de survie, puis de se venger, ils se sont remis sur pied rapidement. Il y a chez Klimrod cette volonté de revanche, au début, puis, aussi paradoxal que cela puisse paraître pour quelqu'un qui va déployer une activité colossale, celle de se reposer, de trouver un havre. C'est pourquoi il refait sa vie avec les Indiens d'Amazonie.

— Il ne devient excessivement riche que pour créer un État où seront respectés les droits de l'homme.

— Disons que le thème qui me fascine est celui du droit international. On parle toujours du droit international, mais il n'existe pas. On parle de la souveraineté des États, mais qui dit souveraineté dit spoliation, car la souveraineté a été gagnée par des guerres ou par des actes d'annexion. Klimrod, qui en est conscient, rêve d'une citoyenneté du monde fondée sur le respect des droits de l'individu et de la libre pen-

— *Allez-vous continuer dans cette voie et vous attaquer à d'autres problèmes contemporains ?*

— Mon prochain livre sera consacré aux rapports commerciaux entre l'Est et l'Ouest, entre l'U.R.S.S. et les États-Unis. Un des grands sujets de roman dans le monde d'aujourd'hui, puisqu'on parle de l'argent, du pouvoir et de la puissance, c'est celui du commerce entre l'Union soviétique et les pays occidentaux. Dans ce monde endetté, en folie, au bord du krach financier, byzantin, on n'en continue pas moins à conclure des affaires. Commerce du blé, de l'or, de la finance dont l'idéologie est absente.

— Peut-on isoler le problème des rapports Est-Ouest de celui des rapports Nord-Sud ?

— Pas du tout. Ma position sur ce point est très claire. Je suis un humaniste. Je suis frappé par la misère qui règne dans le tiers monde, par l'immense richesse des pays développés, par la montée de cette espèce de fascisme qui gagne à travers le monde, y compris en Union soviétique. Et, au milieu de tout cela, je me dis que les solutions ne sont pas évidentes. D'un côté, l'immense arsenal militaire qui ne cesse de se développer alors que la famine est là ; de l'autre, des conflits prétendument idéologiques d'Est en Ouest, alors qu'un s'entend à peine à conclure l'arrêt d'interdiction des armes nucléaires, tout cela me laisse sceptique. Nous sommes aujourd'hui dans une situation cauchemardesque. Certes il existe une gauche humaniste, sincère, bien pensante, qui, elle aussi, est consciente des réalités, mais elle est prise, malheureusement, entre le feu de dictatures de droite sanguinaires (je pense à l'Amérique latine) et de dictatures de gauche tout aussi sanguinaires (je songe au Cambodge). Nous sommes au bord de la faillite mondiale et, dans cette espèce de ballet tragique, on en reste aux petits intérêts particuliers, aux petites discussions, tout cela parfaitement justifié, si vous voulez, dans un sens, mais tellement disproportionné par rapport à ce qui tourne au-dessus de nos têtes, cet avenir si lourd d'événements catastrophiques. Alors, s'il vous plaît, cessons la comédie. — P. M.

La splendeur des Rothschild

(Suite de la page 13.)

In gauche en matière économique...

A ces socialistes « jaloux » qui veulent réduire sa famille à « l'état de petits provinciaux d'Alsace », le baron reproche encore d'ouvrir les portes à « l'infiltration communiste à tous les niveaux de la fonction publique et de la vie économique ».

Cette façon de considérer les communistes comme des citoyens de second ordre devrait pourtant lui rappeler de fâcheux souvenirs.

Il reproduit dans son livre l'article intitulé « Adieu Rothschild » que le *Monde* publia après la nationalisation de sa banque, dans lequel il annonçait : « Retraité par force, je me venge en grève ». Le banquier n'a repris de l'activité, loin des rives de la Seine et du Palais-Bourbon, et s'occupe désormais d'une société financière américaine, Rothschild Inc.

Qu'on le veuille ou non, un Rothschild ruiné est impossible à imaginer ; le serait-il qu'une armée d'épargnants viendrait aussitôt le supplier de gérer son magot. On n'échappe pas à son destin et à un nom aussi mythique. M. de Rothschild est, en quelque sorte, condamné à la richesse. En veut-on une illustration ? Trente mille lecteurs, à l'effluve d'un tel nom, ont niché *Contre bonne fortune*, dès la première semaine d'exposition en librairie. Fatalités.

BERNARD ALLIOT.

* CONTRE BONNE FORTUNE, de Guy de Rothschild, Belfond, 374 p., nombreuses photographies en couleurs et en noir et blanc, 69 F.

Le métier de milliardaire

(Suite de la page 13.)

Quand la récession économique actuelle sera terminée (en supposant qu'elle le soit un jour), les aventuriers auront maintes occasions de profiter de la nouvelle puissance technologique française.

Ce qui est significatif chez Dassault (1) n'est pas qu'il ait accumulé beaucoup d'argent, mais qu'il soit un des meilleurs managers du pays. En tant que tel, il représente la classe dont les effectifs ont le plus augmenté dans la France moderne. Depuis la dernière guerre mondiale, le nombre des managers ou cadres a doublé, et celui des contremaîtres a triplé. On croyait jadis que la révolution des managers évincerait les riches et donnerait le pouvoir à des simples salariés. Mais les managers sont souvent devenus riches : aux États-Unis, ils peuvent gagner, chaque année, 1 million de dollars ou plus.

Loïn d'être archaïque, Dassault se trouve au sommet d'un iceberg qui se développe. Au-dessous sont cachés tous ces cadres et candidats à la promotion qui administrent l'ambition (vous les rencontrez dans tous les partis politiques). La lutte entre ces cadres et ceux qui sont dégoûtés de la compétition est une des batailles les plus intéressantes de notre temps, dont l'issue paraît encore incertaine. Il existe tant de gens qui ont envie de commander à autrui, et qui acceptent d'accepter les inégalités, qu'ils constituent une fraternité internationale bien puissante. C'est pourquoi je crois qu'il y aura des riches parmi nous pour bien longtemps encore.

Les prestidigitateurs, bien sûr, ne révèlent plus leurs ruses. M. Dassault a toujours refusé de parler de lui-même, sauf pour dire : « *Avec de l'argent on peut tout faire* ». On ne doit pas y voir seulement un signe du secret traditionnel du bourgeois français, car on sait peu de choses des milliardaires des autres nations. La plupart des livres écrits à leur sujet sont bien superficiels, même aux États-Unis. Dans ce pays, les milliardaires sont maintenant assez nombreux pour être considérés comme une minorité ethnique : il y en a presque 200 000.

Cependant, évoquer les milliardaires de cette manière générale, comme s'ils étaient tout à fait homogènes, n'est qu'une preuve de notre ignorance à leur sujet. Catégoriser les gens revient à les masquer : chacun appartient à plusieurs catégories. Les milliardaires sont, apparemment, des hommes comme nous ; ils ne sont pas que des milliardaires. Il faudrait entendre l'histoire de chacun avant d'en parler davantage. Peut-être nous en apprendrions-ils plus sur la nature humaine que sur les lois économiques.

THÉODORE ZELDIN.

(1) Une biographie de Marcel Dassault par Pierre Assoline est parue, cette année, chez Belfond.

* Théodore Zeldin vient de publier, chez Fayard, un essai intitulé *LES FRANÇAIS* (voir notre article sur l'édition anglaise de cet ouvrage dans le *Monde* daté 20-21 février).

magazine littéraire

Tous les mois, un dossier consacré à un auteur ou à un mouvement d'idées

JUIN

NATHALIE SARRAUTE

Son portrait par Viviane Forrester, ses romans par Jacqueline Piatier, François-Olivier Rousseau et Tony Cartano, son théâtre par Simone Benmussa. Les voyages littéraires en France. Année 80 : une autre philosophie.

OFFRE SPICALE

6 numéros : 54 F

Cocher sur la liste ci-après les numéros que vous choisissez

- ☐ Georges Simenon.
- ☐ Graham Greene.
- ☐ Borges.
- ☐ Cette science humaine : la guerre.
- ☐ Burroughs, Ginsberg, Kerouac, la Beat Generation.
- ☐ Marguerite Duras.
- ☐ De l'amour...
- ☐ Ou en est l'histoire.
- ☐ Mishima.
- ☐ Jean Genet par lui-même.
- ☐ Autour de la folie.
- ☐ Gabriel Garcia Marquez.
- ☐ Le Réveil de l'islam.
- ☐ L'intellectuel et le Pouvoir.
- ☐ Robert Musil.
- ☐ Les maladies mortelles de la littérature.
- ☐ Les écrivains brésiliens.
- ☐ Berlin, capitale des années 20 et 80.
- ☐ Stendhal.

Nom :

Adresse :

Règlement par chèque bancaire ou postal.

magazine littéraire
40, rue des Saints-Pères
75007 Paris (France)



Dessin de CAGNAT.

Extrait du « Who's Who »

SULITZER (Paul-Loup). Administrateur de sociétés. Né le 22 juillet 1946 à Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine). (...) Fabricant-artisan et importateur de porte-clés (1964-1966) (plus jeune P.-D.G. de France). Fondateur et gérant (depuis 1966) de la Société Europe Service Publicité (importation et exportation de gazpacho). Président-directeur général (depuis 1966) de la Société immobilière Michel et III, devenue (1968) Châclerelle Productions (gestion de patrimoine immobilier de Paul-Loup Sulitzer). Gérant des sociétés civiles immobilières

la Capilla à Saint-Tropez et le Petit Travers (Languedoc-Roussillon). Président de l'Association libre des copropriétaires de la Capilla (depuis 1979). Conseiller international. Expert en matière d'implantation d'entreprises aux États-Unis. Membre de la chambre professionnelle nationale des conseillers de l'économie privée. Gérant de la Société civile des créations de prince Henri-Pierre d'Orléans (1979). De la Société civile des auteurs associés (1979). Chairman-President d'Européan Business Advisory Services Inc. (New-York). (...)

المجلة الأدبية

55 من الاموال

JUSTICE

ÉDUCATION

AU PROCÈS DE BERLIN-EST

La lassitude de Heinz Barth

De notre envoyé spécial

Berlin-Est. — Sans à-coup et sans passion, le procès de Heinz Barth, ancien lieutenant SS de la division Das Reich, s'achève vers son terme, ce jeudi 2 juin, avec le réquisitoire du procureur, M. Horst Busse, qui a réclaté la réclusion perpétuelle, la plaidoirie de M. Dietrich Wolf, le défenseur, et une ultime déclaration de l'accusé. Le jugement sera rendu le 7 juin.

Si, souvent, les procès sont des combats, celui-ci n'en aura jamais eu vraiment l'allure. Heinz Barth ne cherche même pas à tirer parti de quelques éléments qui pourraient, apparemment, le servir.

Ainsi, mercredi 1^{er} juin, il a entendu, après d'autres récits de rescapés d'Oradour-sur-Glane, la relation d'une enquête faite par un officier chargé d'assurer la justice militaire dans la Waffen SS au lendemain du massacre. Cette expédition punitive avait causé une telle émotion qu'on avait soupçonné un moment l'un des supérieurs de Barth, le commandant Dickmann, d'en avoir pris l'initiative pour venger un ami personnel, le commandant Kaempfe, qui le matin avait enlevé la veille, à une cinquantaine de kilomètres d'Oradour, mais, selon cette enquête, si Oradour fut frappé aussi sauvagement c'est parce que « dans toutes les maisons il y avait des munitions » et que « pour les détruire il fallut y mettre le feu, ce qui causa de nombreuses victimes ».

Que pense Barth d'un tel rapport ? De plus en plus lassé, de sa voix de plus en plus basse, il répond simplement que c'est fantaisiste : « Je n'ai jamais été interrogé, à l'époque, par aucun officier chargé de la justice dans notre unité. Ces déclarations ne correspondent pas à la vérité. La

vérité, c'est celle que j'ai racontée. Il y avait un ordre et il a été exécuté. » Cela ne l'empêche pas pourtant de chicaner vaguement sur certains points de détail. Comme sur des propos d'un témoin étiolé, incorporé dans la SS, et qui affirme au procès de 1953, avoir entendu Barth, au matin du 10 juin, crier : « Aujourd'hui, vous verrez le sang couler ! » Cette phrase, l'ancien lieutenant SS a admis l'avoir « peut-être » dite. Mais si le demandeur commente, l'Alésien, à bien pu l'entendre, « en raison du bruit des moteurs des engins blindés ».

Les rescapés d'Oradour venus à Berlin-Est ont éprouvé une vraie surprise en découvrant l'existence d'un témoignage recueilli en 1962, en République fédérale, auprès du capitaine Otto Kahn, supérieur direct de Barth. Otto Kahn, en effet, était considéré par la justice française comme disparu, si bien qu'au procès de Bordeaux, en 1953, il ne figurait pas dans la liste des accusés jugés par contumace. On parla de lui, mais comme d'un mort. Et voilà que neuf ans après ce procès de Bordeaux il avait été retrouvé, interrogé dans son pays au temps des enquêtes menées sur le cas du général SS Lemmerding. Pour dire quoi ? Pour soutenir que, en vue d'Oradour, lui, capitaine Kahn, avait voulu dissuader ses hommes au dernier moment de faire ce qu'il appelle « une cochohonnrie », mais que c'était Barth qui avait dit que les ordres étaient les ordres.

« Non », a répondu Barth. Le capitaine Kahn n'a rien dit de pareil et moi non plus puisque j'y n'y jamaie eu de contrainte. »

JEAN-MARC THÉOLLEYRE.

APRÈS LA NOUVELLE INCULPATION DE M^{me} TROISIER

Polémiques en marge de l'affaire des « grâces médicales »

Dans un communiqué publié mercredi 1^{er} juin, le docteur Solange Troisier, ancien médecin inspecteur de l'administration pénitentiaire, qui s'est vu notifier le mardi 31 mai sa nouvelle inculpation pour « corruption et trafic d'influence » (Le Monde du 2 juin), « conteste de la manière la plus formelle » cette nouvelle inculpation qui, explique-t-elle, « n'a été retenue qu'au seul vu des déclarations faites par M^{me} André Fratelli », l'avocat marseillais en fuite depuis le 16 mai.

Pour le docteur Troisier, M^{me} Fratelli aurait fait état devant le magistrat instructeur, M. Christian Rayssiguier, chargé de l'affaire dite des « grâces médicales » de Marseille, d'une intervention en sa faveur de M. Guy Penne, l'un des conseillers du président de la République. « Selon Fratelli », écrit le docteur Troisier, « M. Guy Penne serait intervenu pour faire classer le dossier d'un redressement fiscal de M^{me} Troisier sur sa propriété de Saint-Tropez, alors que le ministre Papon, alors ministre du budget, aurait gardé ce dossier « sous le coude » jusqu'au mois de mai 1981. » Toujours selon le docteur Troisier, « Kechichian, le délégué libéré pour raisons médicales, aurait alors indiqué à Fratelli qu'en échange du classement du dossier fiscal de M^{me} Troisier, M. Guy Penne serait intervenu auprès d'elle pour faire libérer le trafiquant de drogue ».

Dénonçant « l'incohérence et l'invraisemblance » des propos ainsi prêtés à Kechichian, le docteur Troisier affirme d'avoir jamais rencontré M. Penne « pour lui demander quoi que ce soit et moins encore pour une quelconque intervention auprès d'un ministre ». Enfin, le docteur Troisier a indiqué qu'elle ferait incessamment déposer par son avocat, M^{me} Bretagne, un mémoire de non-lieu que ce dernier avait déjà préparé, mais dont la rédaction défini-

tive ne pouvait intervenir qu'après la remise du dossier complet de l'instruction, qui n'a été faite que le 30 mai.

M. Guy Penne, conseiller du président de la République pour les affaires africaines et malgaches, a fait part dans un communiqué de sa « stupeur » au sujet de ces déclarations, et indiqué qu'il n'a jamais « rencontré ni ne connaît M^{me} Fratelli, ni M^{me} Troisier, ni M. Papon ». M. Penne déclare « n'avoir jamais conseillé M. Kechichian sur son dossier et n'être jamais intervenu dans une quelconque affaire se rapportant à M^{me} Troisier ».

UNE DEMANDE DE MISE EN LIBERTÉ POUR KLAUS BARBIE

M. Christian Riss, juge d'instruction à Lyon, se prononcera avant le mercredi 8 juin sur la recevabilité de la demande de mise en liberté de Klaus Barbie qui lui a été présentée, mercredi 1^{er} juin, par M. Jacques Vergès, du barreau de Paris, l'un des avocats de l'ancien officier SS.

M. Vergès, qui s'occupe de la partie du dossier qui a trait à l'expulsion de son client de Bolivie, estime que les autorités françaises ont procédé « à une extradition déguisée tout à fait illégale pour un état de droit comme le nôtre ». Il convient par conséquent, selon lui d'annuler cette extradition « irrégulière au regard de la règle de droit française ».

Pour sa part, M. Riss s'est borné à déclarer que « Barbie s'est trouvé un jour sur le territoire français de Copacabana » et qu'il était « normal qu'il ait été appréhendé, puis incarcéré puisqu'il faisait l'objet d'un mandat d'arrêter ».

LES DISCUSSIONS SUR L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

LE DÉBAT TÉLÉVISÉ ENTRE M^{me} SAUNIER-SEITÉ ET M. SAVARY

L'oubli

Deux petites années ont suffi à un ministre pour oublier une période de pouvoir : Mme Alice Saunier-Seité, ministre des universités de M. Valéry Giscard d'Estaing, en a fourni la preuve mercredi 1^{er} juin lors de l'émission de TF 1 « La cour du débat ». Elle ne se souvient plus des critiques qu'elle formulait à l'encontre de la loi d'orientation de 1968. Elle semble ignorer les amendements qu'elle a fait voter pour la modifier. Elle se souvient seulement d'une « proposition d'un sénateur socialiste... ».

La mémoire défaillante de l'ancien ministre des universités lui a même permis de répondre à Noël Copin que de sa forteresse de la rue Duret, elle « comprenait » en 1976 ou en 1978, les manifestations d'étudiants. Certes en 1983 les choses ont bien changé. Aujourd'hui, Mme Saunier-Seité a « de la sympathie » pour les jeunes qui crient leur colère dans la rue. Elle partage leur opposition à un projet de loi qu'elle juge flou et imprécis.

Mais l'ancien ministre n'a pas livré aux téléspectateurs des arguments originaux pour illustrer son refus au texte de M. Alain Savary. Elle est d'accord avec le ministre de l'éducation nationale pour dire « qu'il n'y a pas assez d'étudiants en France ». Elle reconnaît, comme lui, qu'il ne faut pas séparer « culture et professionnalisation ».

Ce qui oppose l'actuel et l'ancien ministre ce sont moins les études et les formations nouvelles à mettre en œuvre que le

rôle et la place des enseignants dans les universités.

Mme Saunier-Seité parle des professeurs, M. Savary emploie le terme de « communauté universitaire ». Il ne s'agit pas d'une querelle de mots. Mme Saunier-Seité retrouve les accents de 1980 pour expliquer que « maîtres-assistants et assistants sont les étudiants des professeurs ». M. Savary préfère rendre hommage à leur travail au sein des établissements. Le cœur du débat lors de l'émission de mercredi, comme dans le mécontentement qui a perturbé certaines universités, réside dans cette différence d'appréciation du rôle et du pouvoir des diverses catégories d'universitaires.

« Laissons-les faire », semblent dire les enseignants de rang magistral qui souhaitent gérer seuls les établissements, les carrières des enseignants, décider de sélectionner ou non les étudiants, créer de nouvelles filières. Des enseignants hostiles à une réforme qui risque de bouleverser leurs conditions de travail. Calme devant les critiques qui fusent de tous côtés, M. Savary répliqua qu'il continuait « la longue marche de rénovation de l'enseignement ». Cette loi, « néfaste » selon Mme Saunier-Seité, il entend qu'elle soit discutée à l'Assemblée nationale, puis à l'autorité du Sénat, avant d'obtenir des parlementaires « les moyens de l'appliquer ».

SERGE BOLLOCH.

Des réactions divergentes chez les avocats et les magistrats

Trois organisations d'avocats et de magistrats ont analysé le projet de loi sur l'enseignement supérieur, et en particulier ce qui concerne le premier cycle des études juridiques. Le Syndicat de la magistrature (gauche) constate « la crainte du changement et le peur de perdre des pri-

vilèges » de « certains mandarins ». Il comprend l'hostilité des étudiants à propos d'un texte « beaucoup trop vague », qui, « en laissant une large place aux dispositions réglementaires, permet dès lors tous les procès d'intention ».

En ce qui concerne le contenu du premier cycle des études juridiques, le Syndicat de la magistrature ne peut qu'être favorable à la nécessaire ouverture des juristes à un environnement social, économique, culturel, qui leur fait si souvent défaut. Toutefois, l'ouverture ne signifie pas la disparition d'une certaine spécificité des études juridiques. Il conviendrait donc que les conseils d'université, qui conservent la maîtrise de leurs programmes, trouvent un équilibre entre ces deux nécessités.

De son côté, l'Ordre des avocats à la cour de Paris, dans un communiqué repris sous forme de motion par le récent congrès de la Confédération syndicale des avocats (modérée : cinq mille avocats sur seize mille), juge le projet « défaillant en ce qu'il envisage d'études de droit complètes et spécifiques qu'il partir du deuxième cycle et seulement sur deux années ». Pour l'Ordre des avocats, « quatre années d'études constituent un minimum pour acquérir une formation de qualité suffisante ».

Le conseil de l'Ordre « s'élève contre la faculté donnée au pouvoir réglementaire (...) de porter atteinte à l'indépendance des régimes de formation confiés à certaines professions, et, en particulier, à la profession d'avocat ».

■ Suspension de la grève des étudiants en pharmacie. — Après la rencontre organisée le 20 mai entre les responsables de l'association des étudiants en pharmacie et les représentants des ministères de la santé et de l'éducation nationale, les étudiants viennent de décider de suspendre la grève des cours qu'ils observaient depuis près de deux mois.

■ Conflit entre la municipalité d'Angers et les étudiants. — Au terme de deux délibérations, le conseil municipal d'Angers, à majorité P.S., P.S.U. et M.R.G., a décidé de réclamer 14 000 F à chacun des huit étudiants interpellés en mai lors d'une manifestation au cours de laquelle des déprédations avaient été commises. D'autre part, une somme de 203 000 F sera retirée de la subvention allouée par la ville aux facultés de médecine et de pharmacie. L'opposition du conseil dirigée par M. Jean Monnier, récemment exclu du parti socialiste, a dénoncé le caractère illégal d'une telle décision, faisant notamment valoir que la justice ne s'était pas prononcée sur les responsabilités et que la loi anticasseurs avait été abrogée.

Jacques Gagliardi

Si je pouvais changer un peu de contemporains

Chroniques impertinentes 1956-1982

Albin Michel

BAC — RÉVISIONS
2-1^{re}, T. Juil. Aout. Sept. U.P.A. 720-36-80

Un festival des Festivals

Vacances françaises obligent, Le Monde de la Musique a répertorié et sélectionné pour vous tous les festivals de l'été dans l'Hexagone. De quoi visiter le pays entier de juin à septembre. Un calendrier détachable de 16 pages vous permettra de choisir vos dates, vos programmes, vos itinéraires. Aucun événement ne peut vous échapper.

Un an après son grand fest de pianos, Le Monde de la Musique explore à nouveau le marché : beaucoup de nouveaux modèles sont apparus entre temps. La virtuose Marie-Catherine Girod a sélectionné 28 instruments. Elle juge pour vous leur toucher, leur mécanique, leur sonorité, leur facture, et propose les meilleurs rapports qualité-prix.

Que se passe-t-il dans la tête d'un chef d'orchestre quand il dirige ? A quoi pense-t-il lorsqu'il ne dirige pas ? Bernard Haitink, chef titulaire du Concertgebouw d'Amsterdam, répond. Vous vivrez une journée entière à Munich avec lui alors qu'il tra-



vaillait avec l'Orchestre Symphonique de la Radio Bavaroise.

Au sommaire du Monde de la Musique de juin, vous lirez également : une interview de Bernadette Deneux sur cette danse que l'on improvise avec la musique (et non à côté) ; un témoignage de Gérard Mortier, administrateur de l'Opéra de Bruxelles ; un grand portrait de Rossini, le « crack » du bel canto ; la suite de notre enquête sur les enceintes...

Ce mois-ci, Le Monde de la Musique a écouté 105 nouveaux disques et décerné 105 « chocs du mois ».

Tout ce qui est important dans le monde de la musique est dans Le Monde de la Musique.

Le Monde de la Musique de Juin
15 F chez votre marchand de journaux

Le Monde de la
MUSIQUE
Télérama

MÉDECINE

Le gouvernement formule trois hypothèses de réforme des carrières hospitalo-universitaires

Dans une nouvelle note d'orientation, qui vient d'être rendue publique, le secrétariat d'Etat à la Santé évoque les différentes hypothèses de réforme du statut des médecins hospitalo-universitaires. Cette note vient compléter celle datée du 11 mai, qui concerne les praticiens hospitaliers non hospitalo-universitaires.

Actuellement, les médecins hospitalo-universitaires sont séparés en deux groupes : les personnels permanents classés dans deux corps (celui dit de rang A, professeurs ou maîtres de conférences agrégés,

et celui de rang B et les personnels temporaires (assistants assistants, ou chefs de clinique assistants). Le recrutement de ces derniers s'effectue à l'échelon local, sur titres. Les médecins titulaires sont recrutés à l'échelon national après inscription sur une liste d'aptitude.

La carrière des personnels hospitalo-universitaires, précise la note d'orientation, connaît actuellement certains blocages. La réforme du système actuel, peut-on lire, doit répondre au besoin qui se

dégage en matière de soins, d'enseignement et de recherche. Toutefois, cette réforme doit être replacée dans le contexte de la nécessaire maîtrise de la progression des dépenses, tant de l'Etat que des hôpitaux.

Trois hypothèses de réforme sont proposées, qui, toutes, tiennent compte des engagements récemment pris par M. Pierre Mauroy devant les internes et les chefs de clinique concernant la notion de « valeur universitaire variable ».

1) La partie universitaire de l'activité médicale serait variable en

fonction des besoins des disciplines ou des capacités pédagogiques. L'activité universitaire serait rémunérée soit par contrat, soit par vacation, en fonction du temps réel d'enseignement.

2) Le statut des médecins hospitalo-universitaires prendrait appui sur le futur statut hospitalier. Le recrutement s'effectuerait donc par concours unique. Les titularisations seraient prononcées dans un corps hospitalo-universitaire unique où fusionneraient les corps de rangs A et B. Le déroulement des carrières serait organisé en plusieurs grades. Cette hypothèse permettrait d'augmenter « de façon limitée » le nombre de titularisations. « Les créations d'emploi de titulaires, est-il précisé, devraient être réduites sauf à prévoir un écartement notable du sommet de la carrière du rang A actuel, ce qui réduirait le coût de chaque création d'emploi. Il est aussi indiqué qu'une telle réforme « placerait les disciplines médicales en marge de la structure universitaire ».

3) Le recrutement s'effectuerait comme dans l'hypothèse précédente. Il serait suivi d'une sélection permettant l'exercice d'une activité hospitalo-universitaire à titre contractuel. Cette période d'emploi temporaire pourrait durer de quatre à six ans, au cours desquels on chercherait à apprécier l'aptitude à l'enseignement et à la recherche avant titularisation dans un emploi de rang A. Cette réforme reviendrait, en réalité, à maintenir le système actuel du clinicien tout en faisant bénéficier les médecins concourant au statut hospitalier. Un obstacle est néanmoins évoqué : les difficultés de reconversion auxquelles se heurteraient les médecins qui ne seraient pas titularisés dans un emploi de rang A.

(1) Il s'agit de la possibilité pour un médecin de C.H.U. d'avoir une fonction d'enseignement qui n'évoluerait pas de la même manière que ses fonctions de soins.

SCIENCES

Les physiciens du CERN ont mis en évidence la plus lourde particule connue

Les cent trente-cinq physiciens de la « Collaboration UA1 », qui à l'organisation européenne de recherches nucléaires (CERN), exploitent un gigantesque détecteur où sont enregistrés pratiquement tous les phénomènes qui peuvent se produire dans une collision entre particules, ont découvert le second « boson vectoriel faible », celui qui ne porte pas de charge électrique et qui est désigné par la lettre Z. En début d'année (le Monde du 22 janvier) les mêmes physiciens et ceux d'une équipe concurrente avaient découvert la particule W, c'est-à-dire le boson vectoriel électriquement chargé. La découverte du Z, aujourd'hui officielle, devenait alors probable. Le physicien italien Carlo Rubbia, qui dirige l'expérience UA1, estimait mi-mai « avoir le Z en poche » mais ne voulait pas s'engager formellement avant d'avoir des indications plus précises.

Quatre particules Z ont été détectées, et un communiqué du directeur général du CERN, M. Herwig Schopper, a annoncé la découverte

qui, après celle de janvier, fait incontestablement de 1983 « une année exceptionnelle » pour la physique des particules. La masse de la particule Z a pu être mesurée. Elle est un peu supérieure à cent fois la masse du proton ou du neutron, les deux constituants des noyaux atomiques. Cette valeur est en accord avec les prévisions théoriques, et fait du Z la plus lourde particule connue.

Le W et le Z sont des éléments essentiels de la théorie « électrofaible », premier pas vers l'unification de toutes les forces de la nature (le Monde du 24 mai). C'est pourquoi de grands efforts ont été consacrés à leur découverte : leur existence et leurs propriétés conditionnent tous les acquis de la physique théorique des quinze dernières années. La transformation de l'accélérateur du CERN a permis à l'Europe de prendre le pas sur les Etats-Unis dans la course aux nouvelles particules.

M. A.

COMMUNICATIONS MARITIMES PAR SATELLITES

Trois industriels de l'espace s'associent pour enlever un important marché

Trois industriels du secteur spatial, l'Aérospatiale (France), Ford Aerospace (Etats-Unis) et Marconi (Grande-Bretagne), annoncent ce jeudi 2 juin, au Salon de l'Aéronautique et de l'Espace du Bourget, qu'ils ont décidé de coopérer pour répondre à l'appel d'offres de l'Organisation internationale Immarat, qui doit faire construire et gérer un système opérationnel de satellites spécialisés pour les communications avec les navires.

Les trois industriels auront des parts à peu près égales dans le consortium qu'ils vont créer, mais c'est Marconi qui en assurera la direction. Cette société a construit le système de répondeurs qui équipe le satellite européen Mares de communications maritimes, dont les futurs satellites d'Immarat prendront la succession, et c'est donc elle qui dispose de la compétence sur les contraintes particulières dans ce domaine.

L'accord de coopération annoncé ce jeudi n'a pas de conséquence immédiate, mais il peut profondément modifier le « paysage spatial » de la fin de la décennie. Ford Aerospace et l'Aérospatiale ont une longue tradition de collaboration. Les deux sociétés ont réalisé en commun les satellites de communication - terrestre - de la série Intelsat-5, puis ont décroché ensemble le contrat des trois satellites Arabat qui relieront les communications téléphoniques entre divers pays du Maghreb et du Moyen-Orient. Mais leur association avec Marconi est nouvelle. A l'échelon européen, l'Aérospatiale et Marconi pourraient constituer l'épine dorsale d'un groupement analogue à celui constitué de longue date autour de Matra et de British Aerospace.

L'appel d'offres d'Immarat sera rendu public dans quelque temps ; l'organisation n'a pas encore défini si elle achètera ses propres satellites, ou si elle se les procurera en leasing. Elle pourrait aussi partager

ses satellites avec d'autres organisations, par exemple en faisant installer des répondeurs « maritimes » sur de futurs satellites Intelsat. Ses besoins sont actuellement évalués à l'équivalent de six satellites. Une autre incertitude porte sur le moyen de lancement. Les satellites pourraient être mis en orbite par Ariane-4, par la navette spatiale américaine ou par un lanceur soviétique. L'U.R.S.S., qui, après les Etats-Unis, verse la plus forte contribution à Immarat, souhaite, en effet, fournir des services de lancement.

Un autre accord, toujours dans le domaine maritime, est en gestation. Au cours d'une rencontre entre M. Beggs, administrateur de la NASA, et M. Curien, président du Centre national d'études spatiales (CNES), il a été décidé d'amorcer une collaboration sur les satellites océanographiques. Les Etats-Unis ont mis en orbite, il y a quelques années, un satellite Seasat, qui avait pour mission principale de mesurer la hauteur des vagues et aussi celle du niveau moyen de la mer - celle-ci dépend de la pression atmosphérique et constitue une information essentielle pour la prédiction météorologique. Seasat n'a fonctionné que quelques semaines, mais l'expérience a été suffisante pour prouver l'intérêt d'un tel satellite. Les Etats-Unis ont défini un nouveau projet, Topex, tandis que la France préparait un programme similaire, Poseidon. La NASA et le CNES viennent donc d'entreprendre en commun certaines études préliminaires.

M. A.

● RECTIFICATIF. - Au conseil d'administration du C.N.R.S. (le Monde du 27 mai), le représentant du S.N.T.R.S.-C.G.T. est M. Richard Varin et non M. Richard Ferrant, comme indiqué par erreur.

SCIENCE & VIE

LA CHIMIE DE L'AMOUR

Juin 83

Les récentes découvertes sur la chimie du cerveau vont permettre de guérir les chagrins d'amour en les soignant avec des médicaments, comme une vulgaire maladie !

Découvrez aussi dans le même numéro :

- la « cladistique » une méthode plus logique de classification des espèces,
- l'électronique qui fait marcher les paralysés,
- l'éventail des nouveaux films couleurs à haute sensibilité, etc.

11 F chez tous les marchands de journaux



OFFICIERS MINISTÉRIELS ET VENTES PAR ADJUDICATION

Vente sur saisie immob. au Palais de Justice à Paris, jeudi 16 juin 1983, à 14 h.

UN APPARTEMENT

de 4 pièces principales, avec une CAVE dans immeuble à PARIS (20^e)

105, COURS DE VINCENNES

MISE A PRIX : 60.000 FRANCS

S'adr. à M^{re} ALAIN FITZGERALD,

avoc. 11 bis, rue Portalis, PARIS (9^e),

522-22-86 ; ts. av. pr. T.G.I. Paris,

Bobigny, Nanterre, Créteil ; s/lx pr vis.

Vente sur licit., au Palais de Justice de

Nanterre, merc. 15 juin 1983, à 14 h.

UNE PROPRIÉTÉ

à NANTERRE (Hts-de-S.)

125, rue de Garches

Superf. 3 a. 23 ca. Libre de location

M. à Px : 25.000 F.

S'adr. à M^{re} A. FLORENTIN, av. 11 bis,

rue Portalis, PARIS (9^e), Tél. : 522-22-86

Ts. av. pr. Trib. Gde Inst. Paris, Bobi-

gny, Nanterre, Créteil ; s/lx pr vis.

Vente s. sais. imm. Palais Just. Bobigny

Mardi 21 juin 1983 13 h 30

Avec JARDIN

3 pièces

LES GONNESSE

TREMBLAY-

96, rue de Savoie

M. à Px : 60.000 francs

S'adr. M^{re} MAGLO Paris 9^e

18, rue de Lisbonne. Tél. : 387-18-90.

Etude de M^{re} Jean-Charles MARQUET, avocat défenseur près la Cour d'Appel de MONACO, 2, bd des Moulins, MONACO

VENTE AUX ENCHÈRES PUBLIQUES SUR SAISIE IMMOBILIÈRE, à l'audience des Créances du Tribunal de 1^{re} Instance de la Principauté de MONACO, au PALAIS DE JUSTICE, rue du Colonel Bellando-de-Castro

le MERCREDI 29 JUIN 1983, à 11 heures

UN LOCAL à usage HABITATION à MONACO

2, rue Honoré-Labande - Immeuble « RÉSIDENCE LES LIGURES », au 9^e étage, bâtiment A - SUPERFICIE APPROXIMATIVE 42,70 m², balcon compris (Lot 162) - CAVE au 2^e étage dudit immeuble (Lot 357)

PARKING au 1^{er} sous-sol (Lot 815)

MISE A PRIX : 860.000 FRANCS

Cabinet de M^{re} JOSSE, avocat, 42, boulevard de la Liberté, DRAGUIGNAN (83300), Téléphone : (94) 68-00-22. VENTE SUR SAISIE IMMOBILIÈRE

après folle enchère, au palais de justice de DRAGUIGNAN

LE JEUDI 30 JUIN 1983, à 14 h 30

de CONSTRUIRE sur 64.851/100.000^e de la propriété du sol

(ENV. 31.950 m²) dans un ensemble

quartier de Valscure Le Bon Climat

MISE A PRIX : 4.000.000 F

DROIT à FRÉJUS (Var)

LA VILLE DE PARIS

Vend LIBRES aux enchères publiques

Un APPARTEMENT - quatre CHAMBRES

(deux chambres sont contiguës)

à PARIS, entre

LE BOULEVARD SUCHET

ET LE CHAMP DE COURSES D'AUTEUIL

Le MARDI 21 JUIN, à 14 h 30, en la Chambre des Notaires de Paris.

M^{re} BONNEL, notaire, 79, bd Malesherbes, Paris (8^e), tél. 296-16-08.

POUR CETTE RUBRIQUE, S'ADRESSER

7, rue St-Arne

75001 PARIS

2601.51.82

Vente, sur publications judiciaires,

au Palais de Justice d'EVRY, rue des

Mazères, mardi 14 juin 1983 à 14 h

UNE MAISON

avec dépendances

et jardin, située à

VIC-le-COMTE (Puy-de-Dôme)

Rue de Beaumont

MISE A PRIX : 30.000 FRANCS

Possibilité de baisse en cas de non

enchères, d'un quart puis de moitié.

Pour renseignements : M^{re} AKOUN et

TRUXILLO, avocats associés,

demeurant à EVRY (91) 4, boulevard

de l'Europe ; au greffe du tribunal de

Grande Instance d'Evry où le cahier des

charges est déposé.

Vente, sur saisie immobilière, au palais

de justice de Paris, jeudi 9 juin 1983

à 14 heures. En 1 lot

de 3 pièces et

UN APPARTEMENT, une CAVE dans

l'immeuble sis à PARIS (18^e)

81, rue des Poissonniers

MISE A PRIX : 70.000 FRANCS

S'adresser pour tous renseignements

M^{re} Maurice CASTEL, avocat près le

tribunal de Grande Instance de Paris, 5,

rue du Razard, 75004 PARIS (Tél. :

274-50-86), et au greffe des créances du

tribunal de G.I. de PARIS, bd du Palais

où le cahier des charges est déposé et

sur les lieux pour visiter.

Vente sur saisie au Palais de Justice à Bobigny (93), le 21 juin 1983, à 13 h 30

PAVILLON D'HABITAT AU BLANC-MESNIL (93) - M. A PRIX 100.000 F

15 bis, avenue du Square, élevé partie sur cave, rez-de-chaussée 2 pièces,

cuisine, couvert en tuiles, eau par pompe, électricité, cour et jardin

Contenance 502 m² - MISE A PRIX : 100.000 FRANCS

Consignation pour ench. 25.000 F (ch. cert. banque). Rens. à Pontoise (95)

téléphone 032-31-62.

M^{re} BUISSON, avocat, 29, rue Pierre-Batin.

VENTE après liquidation de biens au PALAIS DE JUSTICE A PARIS,

LE JEUDI 16 JUIN 1983, à 14 heures

EN UN SEUL LOT

UN ENSEMBLE DE CONSTRUCTIONS

A USAGE

D'HOTEL-RESTAURANT

DENOMME - HOTEL CARAIBE COPATEL -

SIS SUR LA COMMUNE DE MOULE

(GUADELOUPE)

y compris le matériel et le mobilier équipant l'ensemble des constructions qui

fera l'objet d'un inventaire annexé au cahier des charges

LIBRE - MISE A PRIX : 1.000.000 FRANCS

S'adresser à M^{re} LYONNET DU MOUTIER, ancien avoué, avocat, 182, rue de

Rivoli à Paris (1^{re}), tél. 260-48-09 ; M^{re} J.-M. GARNIER, syndic, 63 boulevard

Saint-Germain à Paris (5^e) ; au greffe des créances du Tribunal de Grande

Instance de Paris, au Palais de Justice, boulevard du Palais, où le cahier des charges

est déposé et sur les lieux pour visiter.

VENTE AU Palais de Justice à Paris, LE JEUDI 23 JUIN 1983, à 14 heures

APPARTEMENT, 6-10, rue des JARDINIERS, PARIS (12^e)

Bâtiment MANILLE, escalier 2, 5^e étage, porte face ; 4 pièces comprenant

entrée, salle de séjour, 3 chambres, cuisine, 2 salles de bains, W.C., dégagement,

garage, 2 LOGGIA, CAVE, EMPLACEMENT GARAGE

MISE A PRIX : 250.000 F - S'adresser M^{re} ABADIE,

avocat à Paris (7^e), 17, rue de l'Université, tél. 261-22-18 avant 17 h.

VENTE AU PALAIS DE JUSTICE A NANTERRE,

LE MERCREDI 15 JUIN 1983, à 13 h 30

EN UN SEUL LOT

DEUX LOGEMENTS à rez-de-jardin

et un GARAGE

UN APPARTEMENT EN DUPLEX

à rez-de-chaussée surélevé et premier étage

dans un immeuble sis

SAINT-CLOUD (Hauts-de-Seine)

Parc de Montretout - 18, avenue du Parc

MISE A PRIX : 1.200.000 FRANCS

S'adresser pour tous renseignements à la S.C.P. d'Avocats GRANUT,

CHRESTEIL, BRILLATZ, BARS, RIBADEAU-DUMAS (M^{re} Serge BRIL-

LATZ), 18, av. Bugeaud, 75116 Paris, tél. 727-09-94 ; et à tous avocats près les

Trib. de Grande Instance de PARIS, BOBIGNY, NANTERRE et CRETEIL.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice à EVRY (Essonne),

le mardi 14 juin 1983, à 14 heures

PAVILLON situé à BONDOUFLE

(Essonne) - 17, rue des vignes

MISE A PRIX : 100.000 FRANCS

Consignation préalable indispensable pour enchère.

Renseignements à M^{re} TRUXILLO et AKOUN, avocats associés à EVRY (91),

4, boulevard de l'Europe, tél. 079-39-45.

Vic/sais. Pal. Just. Pontoise (95) Pl. N. Flamet - 23 juin, 14 heures

BIENS ET DROITS IMMOBILIERS - Voie ER 16 sans n^o

consistant

à ERAGNY (95) MAISON INDIVIDUELLE N^o 92

76, RUE DU GRILLON - entrée s. de séj. ch. cuis. WC. dégat. - 1^{er} étage

3 ch. s. de bus, placard, loggia, garage emplacement voiture

Consign. pour ench. 25.000 Frs - Renseignements

à Pontoise (95) 29, rue Pierre-Batin

M. A Px 150.000 Frs

Maître BUISSON, avocat - Tél. 032-31-62

FIN DU PAPIER FROISSE
FIN DU PAPIER BROYE
FIN DU PAPIER COINCE
FIN DU PAPIER BRULE
FIN DU PAPIER BOURRE

Les services de recherche de Toshiba ont doté leurs copieurs d'un écran de contrôle à cristaux liquides. De plus le papier suit un trajet linéaire simple limitant au strict minimum les risques de plis, de froissement ou de blocage.

Un copieur fiable, c'est original.

1550

DANSE

VIOLA FARBER, DOUGLAS DUNN...

Stratégies américaines

Au Théâtre de la Ville, Viola Farber présente deux ballets qu'elle a conçus pour sa compagnie de danse contemporaine d'Angers. *Oiseaux-Pierres*, créé à Nantes en novembre 1982, est une recherche gestuelle inspirée du comportement des volatiles. La chorégraphie, qui utilise largement la verticalité de l'espace, est tout en sauts, déplacements saccadés et mouvements imitatifs. Les danseurs, en équilibre sur un pied - une jambe en l'air - bougent remarquablement en tout sens. Ils s'étirent, tendent le cou, « déglutissent » à angle droit comme de grands échassiers ou sautillent sur place comme des moineaux ivres.

Il y a peu d'envol donc peu de clichés. La musique pour saxos de Steve Lacy et Steve Pott ne s'y prête guère : stridente ou assourdissante, elle évoquerait plutôt une basse-cour en émoi ou des colères de paons. Les costumes sont vibrants dans les nuances bien canard. Rien de descriptif dans ce langage, il reste stylisé, détaché : des idées d'oiseaux.

Avec *Etude* (Angers, avril 1982) c'est le production à la chaîne d'exercices de cours, une œuvre horizontale, défilante, portée par une musique pour piano de Dominique Löffel. Le premier mouvement, très rythmé, fait penser à une grande traversée de plateau à la Paul Taylor. Mais Viola Farber installe le public dans la contemplation béate que pour mieux l'éloigner. Elle brouille les pistes, sème des obstacles sur les trajectoires et transforme le spectacle en un jeu de filer où chacun est coupé, détourné, effacé. Et puis l'énergie repart de belle. Flottant dans leur pyramide mandarine, les danseurs se croisent, se frottent dangereusement, créent des appels d'air et ne tiennent la cadence qu'au prix d'une forte virtuosité. On peut mesurer là les progrès de la compagnie, l'efficacité d'un enseignement où chacun peut s'affirmer comme tel dans la rigueur de l'ensemble.

Game Tree, de Douglas Dunn, programmé fugitivement au Centre américain (trois représentations seulement) développe une autre stratégie de l'espace. Les danseurs s'y glissent précautionneusement. Les figures s'assemblent et se défont avec des découpages très nettes, comme les pièces d'un puzzle, sur des bruits électroniques modulés par Linda Fischer qui manifestement « danse dans sa tête ».

Douglas Dunn possède une manière plaisante de se mouvoir avec une vélocité précise et légère qui le fait ressembler à un mathématicien soulevant. Viola Farber, Douglas Dunn... devant la qualité de leur danse, on peut trouver encore bientôt le bain des compagnies françaises.

MARCELLE MICHEL

Viola Farber : Théâtre de la Ville, 18 h 30, jusqu'au 4 juin.

VARIÉTÉS

Les éclats de Louis Arti

A peine un mois après la sortie de son premier album de chansons flamboyantes (*Le Monde* du 9 mai), Louis Arti s'est offert pour un soir, mercredi 1^{er} juin, la scène de l'Olympia, et le public est venu nombreux, intrigué par le bouche à oreille.

Cet ancien pied-noir né dans un petit village de l'Est algérien, il y a encore trente-huit ans, d'immigrés italiens venus au dix-neuvième siècle de la région de Naples, a débarqué en France au début de la guerre d'Algérie et, avec sa famille, s'est arrêté « au bout de la Lorraine », tout contre les reins de l'Allemagne.

Arti a travaillé au profond de la mine et il a eu les plus longues rêveries comme si sa lampe au carbure lui donnait un troisième œil, il a attendu « voler la vie » et une rue qui lui tapait sur le dos. Il est resté quatre années dans la mine, entre quinze et dix-neuf ans. Puis, tout en tenant « debout comme un voyageur droit », il a fait toutes sortes de métiers, d'apprenti mécanicien à ouvrir dans la sidérurgie.

La chanson s'est insinuée dans sa vie peu à peu. D'abord avec la mère, la tête pleine de complaintes napolitaines, puis par le besoin de noter des

MUSIQUE

« LES MAÎTRES CHANTEURS », à Lille

L'apprentissage de la règle

Le hasard a voulu que les représentations des *Maîtres chanteurs* à l'Opéra de Lille coïncident avec la publication française du *Traité d'harmonie* de Schönberg (1). Mais ce n'est pas un hasard si le théoricien se plaît à citer les paroles mêmes que Wagner prêtait à Hans Sachs, ou si ce dernier, à propos du chant improvisé de Walther, s'écrit : « Il n'y avait pas de règle mais pas de fautes non plus », anticipant de cinquante ans sur ce que dira Schönberg de certains accords de la *Sonate* de Berg, son disciple.

Les *Maîtres chanteurs* comme le *Traité d'harmonie* reposent en effet sur la même question fondamentale de rapport ambigu entre l'expression artistique libre par essence et le recours à des procédés artisanaux (les règles) destinés à en renforcer l'ordonnance. L'artiste véritable peut réussir un coup de maître guidé par sa propre intuition, c'est ce que fait Walther lors de la première épreuve, mais à la deuxième tentative il prend conscience de ses limites, et là se pose le problème de la maîtrise des procédés - les liens ou ceux des autres - qui doit lui permettre de s'en affranchir, non de s'y enfermer.

Ainsi, lorsqu'il troisième acte, après avoir improvisé une strophe, Walther doit composer la suite sous la conduite bienveillante de Hans Sachs, qui lui indique ce même temps la règle et son sens, nous assistons à la deuxième phase de l'apprentissage, celle où l'imitation reprend son vol sur ce que la raison a conçu. Mais après la deuxième strophe, Walther se trouve à court, il faudra l'apparition inopinée d'Eva pour lui faire trouver librement (la règle ayant été assimilée entre-temps) la troisième strophe avec le-

quel il peut revendiquer le titre de maître chanteur.

Et c'est là précisément que Wagner choisit de placer un quintette vocal (le Quintette du baptême) dont le principe et l'écriture vont à l'encontre des théories sur lesquelles il a élaboré son style lyrique ; le compositeur voulait sans doute indiquer ainsi qu'il n'avait pas l'esprit de système, qu'en art l'exception est aussi importante que la règle et que le véritable artiste est celui qui sait, tout à tour, s'autoriser ou s'interdire tel procédé en justifiant son choix par la cohérence, paradoxale parfois, du résultat.

Les difficultés à vaincre

Consonance-dissonance, forme et contre-forme, libre, totalité, atonalité... Nous sommes loin des représentations lilloises des *Maîtres chanteurs*, mais si l'exécution d'un chef-d'œuvre ou suscite pas dans l'esprit de l'auditeur des inquiétudes d'un autre ordre que celle de savoir si le ténor parviendra à épouser le soprano, avec le consentement de la basse, - qui doit lui permettre de se lier et se délier, et si le commentateur doit se borner à louer les qualités des uns en déplorant les faiblesses des autres, il serait plus équitable de donner toujours et partout le même ouvrage. Car les *Maîtres chanteurs*, par exemple, présentent des difficultés assez exceptionnelles : en vérité, il n'existe pas beaucoup de théâtres capables de satisfaire aux exigences de cette partition.

L'orchestre de l'Opéra de Lille a beaucoup travaillé et, après un premier acte encore mal dégrossi, on a entendu par la suite certains détails que des formations plus expérimentées, mais moins stimulées par les difficultés à vaincre, ne font guère ressortir. De même, les chœurs (renforcés par des éléments venus de Covent Garden et de Nancy), après un final assez imprécis au deuxième acte, ont su faire passer au troisième acte le souffle de la vie. On aurait souhaité à la direction d'Henri Gallois un peu plus de légèreté, parfois, et d'une manière générale, qu'elle respire davantage. Mais peut-être avait-il le souci, avant tout, de bien tenir ses troupes.

La distribution, très cohérente, offrait un solide Walther (Keoneth Woolam), réservé au début mais infatigable jusqu'à la dernière note et chantant avec intelligence un rôle où d'autres se contentent d'être vaillants. Karl Ridderbusch est venu remplacer Manfred Schenk, souffrant, sans avoir le temps de faire le moindre « record » ; mais il e si bien intériorisé le personnage du condottiero-poète qu'il lui suffit sans doute d'entrer en scène pour devenir Hans Sachs, dont il est l'un des plus remarquables interprètes. Eike Wilm Schulte n'est pas non plus à son premier Beckmesser : sa belle voix le rend dangereusement sympathique. Comme il est impossible de citer tous ceux qui le méritent, signalons pour finir l'excellent David de Heine Kruse, parce que son intervention au premier acte est décisive.

GÉRARD CONDÉ

(1) Aux Éditions Jean-Claude Lattès, disponible en librairie le 7 juin (518 pages, 350 F).

« LUISA MILLER », à l'Opéra

Le magnétisme des voix verdiennes

Tous les éléments semblent réunis au Palais Garnier pour faire de *Luisa Miller* un spectacle du dix-neuvième siècle, presque une reconstitution historique : l'opéra de Verdi tout d'abord, génial bien souvent, sur un livret incohérent, issu d'un squelette de pièce de Schiller dépouillé de sa poésie ; des décors rudimentaires de vélums peints s'élevant dans les airs ou s'abattant comme de lourds nuages pour délimiter théoriquement la maison de comte et celle de la famille Miller ; une mise en scène qui n'existe guère que par la présence propre à chacun des protagonistes ; enfin une superbe distribution souvent déguisée des grandes voix du passé.

Laissons de côté décors et mise en scène de Luciano Demiani (remplaçant ceux de la Scala, dont, une fois de plus, on s'est rendu compte

qu'ils ne cadraient pas avec le scène du Garnier), d'ailleurs si faiblement éclairés qu'ils semblent appartenir à l'époque des quinquettes plutôt qu'à celle de l'électricité, avec, soyons justes, quelques belles atmosphères lumineuses.

Rappelons que *Luisa Miller* fut créé à Naples en 1847 et ouvre la seconde manière de Verdi : après les opéras historiques, des sujets de caractère plus individuel et intime ; bientôt viendra la trilogie *Rigoletto*, *Traviata*, *Aïda*. Représenté en 1852 au Théâtre Italien et l'année suivante à l'Opéra de la rue Le Peletier, *Luisa Miller* n'avait jamais été donné au Palais Garnier.

N'éprouvons pas trop sur l'intrigue : le fils d'un comte aime la fille d'un soldat villageois ; son père veut le marier à une duchesse et fait arrêter le vieux Miller ; pour sauver celui-ci, Luisa écrit une lettre où elle déclare qu'elle n'a aimé Rodolfo que pour sa fortune ; le jeune homme l'empoisonne et meurt avec elle, ayant reconnu en l'extrême la paternité de leur amour réciproque.

Mais peu importe le vraisemblance dramatique, car la musique suffit à remplir la scène et la soirée. Rapide, intense, intime, elle crée d'un trait scélérates les caractères, les sentiments, les situations, dont le côté artificiel disparaît devant la justesse de l'accent musical, et le renouvellement des formes adaptées à chaque air ou ensemble. Et le dernier acte en particulier enchaine les plus belles inspirations d'un Verdi à coup sûr captivé par son sujet : les confidences de Luisa à son père, sa prière comme celle de Desdémone, le désespoir de Rodolfo, le breuvage empoisonné et l'ultime duo d'amour libéré de toutes entraves par la mort.

C'est dans une représentation comme celle de l'Opéra qu'on se rend compte du magnétisme des voix chez Verdi, capables à elles seules de restaurer la vérité dramatique. La bariton très pur de Piero Cappuccilli, son phrasé dépouillé sans grandiloquence, son expression très intérieure, tracent un portrait inoubliable du père Miller, humble et noble dans sa tendresse impulsive pour sa fille. Katia Ricciarelli, plus fine que Montserrat Caballé, qu'elle remplace, a une voix moins ample et roucouillante, mais d'une diversité de coloris, d'une délicatesse humaine, qui magnifient ce rôle déchiré et touchant, cet amour héroïque et blessé ; et Nadina Denize, caressante et sauvage, incarne bien l'inquiétante duchesse que l'on jette en travers des amants.

Et puis il y a Luciano Pavarotti, compulsi et visage d'Orphée éclairé d'innocence, dont on ne saurait dire que l'intensité lyrique soit la dominante. Mais le chant seul rachète l'expression : voir étonnamment légère pour sa force et sa couleur claironnante, technique infatigable, airs poussés toujours sans forcer au plus

haut régime, avec juste ce qu'il faut de « à la divine » demi-teintes et de sanglots contenus pour acquiescer le sentiment ; et même quand on revient à la réalité, quand la saute tréglie, quand il reprend souffle en humant les braves avec une satisfaction non dissimulée, paradoxalement, Verdi reste présent. Comble de l'art et du cabotage.

On retiendra encore les bonnes compositions du comte (John Cheek) et du traître Wurm, auquel Richard Curdin prête une grande allure de personnage hoffmannesque. Les chœurs, d'une qualité peut-être moins parfaite que naguère, restent cependant fort honorables, comme l'orchestre sous la direction alerte et routinière, sans raffinement, d'Anton Guadagno (remplaçant Giuseppe Sinopoli), qui mène obstinément chaque temps avec tout son corps.

JACQUES LONCHAMPT.

Prochaines représentations les 4, 6, 9, 11, 14, 16 juin (19 h 30). Adriana Malipou assurant le rôle de Lucia pour les cinq dernières soirées. On retrouvera Pavarotti, avec Montserrat Caballé et Sherill Milnes, dans un bel enregistrement de *Luisa Miller* qui vient d'être réédité (trois disques Decca, 591.265).

CHARTERS ÉTÉ 83
U.S.A. Vacances linguistiques
PARIS-NEW YORK
à partir de 2 850 F.A.R.
AIRCORN SETI
25, rue La Boétie
75008 PARIS
Tél. : 268-16-70

LE CONGRÈS DE LA SACEM

Les droits d'auteur face à la reproduction multiple

Réunis en congrès en Avignon du 29 au 31 mai, les auteurs, compositeurs et éditeurs de musique se sont préoccupés des diverses menaces pesant sur la notion même de droit d'auteur, alors que celle-ci n'est vraiment tangible encore que dans une quarantaine de pays. Après avoir souligné que le problème de la piraterie des disques et cassettes demeurait entier en France (à Hongkong, des mesures répressives ont réduit en cinq ans la piraterie de 90 % à 5 %, et aux États-Unis de 50 % à 3 %), M. Jean-Loup Tournier, directeur général de la SACEM, a laissé sauter la mort lente par défaut du droit d'auteur si, d'une part, une législation appropriée n'était pas rapidement établie et si, d'autre part, une action vigoureuse n'était pas entreprise face à l'extraordinaire développement actuel de la technologie et à la possibilité de reproduction multiple des œuvres (cassettes, vidéogrammes, câbles, satellites).

Ces deux dernières ombes, les relations entre l'État et les sociétés d'auteurs se sont considérablement resserrées. Ainsi, la puissance publique et la SACEM ont établi toute une série de liens contractuels, notamment pour des actions communes à l'étranger et par la création du Centre de formation supérieure des variétés, qui ouvrira ses portes à la fin de l'année.

Dans le projet de loi soumis bientôt au Parlement, les rapports entre les sociétés d'auteurs et l'État sont officialisés, notamment par l'établissement d'une procédure d'information du ministère de la culture sur les diverses activités des sociétés, à l'exclusion, évidemment, d'un contrôle administratif et financier de l'État sur la gestion.

Ce même projet de loi prévoit une redevance sur les cassettes et vidéo-

cassettes vierges. Selon une récente enquête de la Sofres, il y a 247 millions de cassettes vierges chez les particuliers, soit les deux tiers du parc de cassettes existant. Et, naturellement, la musique est la nourriture renouvelée de ces cassettes - ce qui explique en partie que le chiffre de disques 33 tous vendus est descendu de 10 % en 1982.

La SACEM ne voudrait pas que la loi soit vidée de son sens, comme cela a été le cas en Suède, où la redevance perçue sur les cassettes vierges sont entrés dans les caisses de l'État aux auteurs.

Les radios libres mises en cause

Enfin, les congressistes de la SACEM ont constaté que les radios libres n'étaient pour la plupart que de pâles reflets des stations américaines et ne transmettaient en aucune façon les désirs d'autonomie locale exprimés pourtant fortement à l'origine. M. Jean-Loup Tournier a condamné « les méthodes les plus réprouvables généralement employées par ces radios libres » à l'égard des auteurs, faute de cahier des charges. Soulignant qu'à ce jour aucune de ces radios libres ne payait de droits d'auteur, le directeur général de la SACEM a annoncé qu'un contrat demandant un pourcentage d'auteur correspondant à 5 % de leur budget d'exploitation - chiffre ramené à 2,5 % si la station diffuse en musique moins de 30 % de son temps d'antenne - avait été envoyé à toutes les radios libres. Faute de retour dudit contrat pour le début de l'été, la SACEM fera un premier dépôt de plaintes devant les tribunaux compétents.

CLAUDE FLÉOUTER.

Le dictionnaire musical contre le plagiat

Chaque année, quatre-vingt mille œuvres musicales, dont soixante mille chansons françaises et étrangères, arrivent à la SACEM. Et dans notre époque de consommation à outrance, les similitudes entre chansons sont évidemment multiples. Cinq cents cas de réminiscences flagrantes sont relevés chaque année, et quatre à cinq affaires sont portées devant les tribunaux durant le même période.

Le SACEM est, dans le monde, la seule société d'auteurs à posséder depuis 1965 un dictionnaire musical contenant six cent mille fiches informatisées, codifiées avec des données, et où sont inscrites les œuvres qui ont été plus ou moins commercialisées. Douze mille chansons et œuvres musicales entrent chaque année dans ce dictionnaire, qui permet de retrouver sur-le-champ les antécédents éventuels ou de constater, par exemple, que de 1876 à aujourd'hui, mille fiches de chansons commencent par la lettre « sept » cent soixante et une chansons françaises et adaptations ont pour titre *Ja t'aimais*, cent cinquante et une sont publiées sous le label *Vivre*.

Une fois en cas d'environ, la SACEM refuse d'enregistrer une œuvre trop évidemment plagiaire. Mais la société des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique donne rarement son arbitrage entre sociétés (deux arbitrages rendus en treize ans), sans doute parce qu'il est stipulé dans ses statuts qu'on ne peut revenir sur son jugement, tandis qu'une affaire soumise au tribunal peut être plaidée en première

instance, en appel et en cassation.

Chaque fois qu'une réclamation est faite à la SACEM, il y a recherche d'antécédents. Souvent, la thèse revendiquée n'est pas originale en soi, et plusieurs mélodies déjà inscrites dans le dictionnaire musical ont un thème plus ou moins semblable. Toute affaire de plagiat est traitée à la SACEM par ses services musicaux, puis communiquée à la commission des compositeurs du conseil d'administration, qui a un pouvoir d'appréciation et n'émet donc qu'un avis.

Le blocage éventuel des droits en cause relève des tribunaux, s'il y a procès, c'est-à-dire si les deux parties ont jugé bon de ne pas s'entendre et de donner suite à leur affaire. Ce fut la cas des auteurs des *Folies mortes*, de Kosma, qui ont récupéré tous les droits de la *Moritz*, signée par Jean Renard et chantée par Sylvie Vartan. Ce fut aussi qui arriva contre la chanson *Tot, ma gueule*, de Pierre Naçabal, chantée par Johnny Hallyday : le thème n'était pas original et il y avait similitude. Mais dans cet exemple précis, il n'était pas du tout évident, semble-t-il, que Pierre Naçabal, dont c'était le premier succès, perdrait son procès. Avant que celui-ci n'ait lieu, l'auteur s'est recroquevillé sur lui-même et, finalement, s'est suicidé.

En général, un vieux routier, avant le dépôt de sa chanson, consulte les services musicaux de la SACEM et rectifie au besoin la tir.

C. F.

THÉÂTRE NATIONAL DE L'OPÉRA DE PARIS CONCOURS DE RECRUTEMENT

- Des concours de recrutement sont organisés selon le calendrier suivant :
- Le 27 juillet à 9 h 30, concours pour le recrutement de deux violoncellistes. Ce concours sera suivi d'un concours intérieur pour le poste de 1^{er} violoncelle solo, le 5 juillet à 9 h 30.
 - Le 28 juillet à 9 h 30, concours pour le recrutement d'un pianiste jouant les claviers et la percussion.
 - Le 29 juillet à 9 h 30 et à 15 h, concours pour le recrutement de trois contraltos. Ce concours sera suivi d'un concours intérieur pour le poste de 1^{er} contralto-soprano, le 12 juillet 1983 à 9 h 30.
 - Le 30 juillet à 9 h 30 et à 15 h, concours pour le recrutement de trois violonistes. Ce concours sera suivi ultérieurement d'un concours intérieur pour le poste de 3^e soliste des seconds violons.
 - Le 1^{er} juillet à 9 h 30, concours pour le recrutement d'un altiste.
 - Le 4 juillet à 9 h 30, concours pour le recrutement d'un second trompettiste jouant le cornet.
 - Le 6 juillet à 9 h 30 et à 15 h, concours pour le recrutement d'un flûtiste. Ce concours sera suivi d'un concours intérieur pour le poste de 1^{er} flûte solo, le 11 juillet à 9 h 30.
 - Le 7 juillet à 9 h 30 et à 15 h, concours pour le recrutement d'un premier basson solo.
- Toutes les épreuves auront lieu au : THÉÂTRE NATIONAL DE L'OPÉRA DE PARIS, 8, rue Scribe, 75009 PARIS.

COMEDIE DE PARIS 31 GUITRY MÉTAF CHANTE NOUVEAUX HORAIRES : 20 h 30 jusqu'au 18 juin

- « Voilà une des choses les plus plaisantes, les plus délicates et les plus enjouées à se mettre dans l'œil et dans les oreilles. » J. MACABIES (le Figaro).
- « Ne manquez pas d'aller voir ce spectacle. » J. NERSON (le Quotidien).
- « C'est frais et distrayant, et c'est très bien chanté. » M. COURNOT (le Monde).
- « Le champagne Guitty est servi frais. » GILLES COSTAZ (le Matin).
- « Sourire de plaisir... en applaudissant de grand cœur. » J.-J. GAUTIER (le Figaro Magazine).

Les Grands Prix de deuxième Concours International de musique de chambre de Paris ont été attribués, le 31 mai, au trio à cordes Carmina (Suisse) et au quintette à vent Faurouprez (France).

Les quatrièmes Rencontres internationales théâtre enfance jeunesse (RITEJ) auront lieu à Lyon du 6 au 19 juin : vingt-trois spectacles français ou étrangers seront présentés. Rens. : (7) 864-14-24.

SPECTACLES

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

LES OISEAUX - Carré Sèvres Montfort (531-28-34), 21 h.
LE MUSÉE NOIR - Piau (320-00-66), 20 h 30.
L'YVROIS DANS LA BROUSSE - Théâtre Noir (346-91-93), 20 h 30.
LA VOUTE - Théâtre 18 (226-47-47), 22 h.
TRIO - American Center (321-42-20), 21 h.

Les salles subventionnées et municipales

COMÉDIE-FRANÇAISE (296-10-20), 20 h 30 : Andromaque ; Thermes de Chaux, 21 h : le Mystère de la Charité de Jeanne d'Arc.
CHAILLOT (727-81-15), T.N.C. - Théâtre du Rond-Point, 20 h 30 : le Gogaku.
ODÉON (325-70-32), relâche.
PETIT ODÉON (325-70-32), 18 h 30 : Dialogue aux Enfers entre Machiavel et Montaigne.
TEP (797-96-06), 20 h 30 : Eréndira.
THÉÂTRE MUSICAL DE PARIS (261-19-83), 20 h 30 : les Indes galantes.
THÉÂTRE DE LA VILLE (274-22-77), 20 h 30 : Ballet Rambert ; 18 h 30 : Compagnie/Centre national de danse contemporaine d'Angers Viola Farber.

Les autres salles

ANTOINE (208-77-71), 20 h 30 : Coup de soleil.
ARTISTIC ATHEVAINS (355-27-10), 20 h 30 : le Deuil éblouissant du bonheur ; Préface à K. Mansfield.
ATELIER (606-49-24), 21 h : le Neveu de Rameau.
ATHÉNÉE (742-47-37), 20 h : Kean.
BASTILLE (357-42-14), 21 h : Description d'un combat.
CARREFOUR DE L'ESPRIT (632-48-65), 20 h 30 : Zad Zed Zed... Jacques.
CARTOUCHERIE, Epée de Bois (808-39-74), 20 h 30 : Patience... patience dans l'azur... - Tempête (328-36-36), 21 h : les Amis de M. Gazon.
CENTRE CULTUREL DU MARAIS (273-73-52), 20 h 30 : Roman Rock à l'heure du thé.
CHAPPELLE SAINT-LOUIS DE LA SALPETRIÈRE (508-09-46), 20 h 30 : Lit vers Lérabé.
CINQ DIAMANTS (580-18-62), 21 h : Monsieur Miroir.
CITÉ INTERNATIONALE (589-38-69), 20 h 30 : Dialogue de l'arbre - Ressort, 20 h 30 : la Musica - Grand Théâtre, 20 h 30 : Roméo et Juliette.
COMÉDIE CAUMARTIN (742-43-41), 21 h : Revue d'été à l'Elysée.
COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (720-03-24), 21 h : Commissaire Nicoté.
COMÉDIE ITALIENNE (321-22-22), 20 h 30 : Noblesse et bourgeoisie.
COMÉDIE DE PARIS (281-00-11), 20 h 30 : Si Guilty m'était chanté.
DAUNOU (261-69-14), 21 h : Un campé-lit.
DECHARGEURS (236-00-02), 20 h 30 : Mourir à Colone.

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles
« LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES »
281-26-20 +
(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

Jeudi 2 juin

ÉDOUARD-VII (742-57-49), 21 h : Joyeuses Pâques.
ELDORADO (208-45-42), 20 h 30 : Théâtre de Bouvard.
ESCALIER D'OR (523-15-10), 20 h 30 : Abraham et Samuel.
ESPACE-GAÏTÉ (327-13-54), 18 h 30 : les Gros.
ESPACE-MARAI (271-10-19), 20 h 30 : le Mariage de Figaro ; la Mouette.
FONTAINE (874-74-40), 20 h 30 : S. Joly.
GAÏTÉ-MONTMARTRE (322-16-18), 20 h 30 : Des jours et des nuits.
GALERIE 55 (326-63-51), 21 h : Play it again, Sam.
HUCHETTE (326-39-99), 19 h 30 : la Cantatrice chauve ; 20 h 30 : la Lèpre ; 21 h 30 : Théâtre d'ombres ; 22 h 30 : les Atours de Nell.
JARDIN D'HIVER (255-74-40), 21 h : Transes.
LA BRUYÈRE (874-76-99), 21 h : Mort accidentelle d'un anarchiste.
LUCERNAIRE (544-57-34), 18 h 30 : Un ascenseur à la mer ; 20 h 30 : les Mystères du confessional ; 22 h 15 : Archéologie - 11, 18 h 30 : Fragments ; 20 h 30 : les Enfants du béton ; Petite salle, 22 h 15 : Permis de séjour.
MADELINE (265-06-28), 20 h 45 : l'Amour fou.
MARAI (278-50-27), 20 h 30 : le Plaisir berrinois.
MICHEL (265-35-02), 21 h 15 : On effraie au lit.
MICHOÏÈRE (742-95-22), 20 h 30 : le Vikon voyageur.
MONTMARTRE (320-89-90), 21 h : R. Dore ; Petit Montmartre, 21 h 15 : l'Atroce.
OEUVRE (874-42-52), 20 h 30 : Sarah ou le Crin de la lingouste.
PALAIS DES GLACES (607-49-93), 21 h : Opéra-Louise.
PALAIS-ROYAL (297-59-81), 20 h 45 : la Fille sur la banquette arrière.
POCHE (548-92-97), 21 h : Vera Baxter.
RANELAGH (288-64-44), 20 h 45 : Ta page nocturne.
SAINT-GEORGES (878-63-47), 20 h 45 : Six heures du plus tard.
STUDIO DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-35-10), 20 h 45 : le Fauteuil à bascule.

TAI THÉÂTRE D'ESSAI (278-10-79), 11, 20 h 30 : Huis clos ; 22 h : Fin de partie.
TEMPIERS (272-94-56), 20 h 30 : Robinson Crusoé.
THÉÂTRE D'EDGAR (322-11-02), 20 h 15 : les Babas cadres ; 22 h : Nous on fait on nous dit de faire.
THÉÂTRE DU LYS (327-88-61), 20 h 30 : Tout Avec Tim Do, si in peur ; 22 h 15 : le Monte-Plata.
THÉÂTRE 13 (588-16-30), 20 h 30 : le Piège de Méduse.
THÉÂTRE PRÉSENT (203-02-55), 20 h 30 : l'Opéra de quat'sous.
THÉÂTRE DU ROND-POINT (256-70-80), - Grande salle, 20 h 30 : Gogaku - Petite salle, 20 h 30 : les Exilés.
TRISTAN-BERNARD (522-08-40), 21 h : les Dix Petits Nègres.
VARIÉTÉS (233-09-92), 20 h 30 : l'Éduquée.

Les cafés-théâtres

ATHLETIC (624-03-83), 21 h 30 : Homo Tap Dance.
AU BEC FIN (296-29-35), 20 h 30 : Tohu-Bahut ; 22 h : le Président.
BEAUBOURGEOIS (272-08-51), 19 h 30 : Touches pas au fric!
BLANCS-MANTEAUX (887-15-84), 20 h 15 : Arouh = MC2 ; 21 h 30 : les Dames Loulou ; 22 h 30 : les Saucés.
Monsieur - 11, 20 h 15 : Les canots ; 21 h 30 : Qui a tué Betty Grand ? ; 22 h 30 : Version originale.
CAFÉ D'EDGAR (322-11-02), 20 h 15 : Transes, voilà deux berrinois ; 21 h 30 : Manges des hommes ; 22 h 30 : l'Amour, c'est comme un bateau blanc - 11, 20 h 15 : Les blouses sont fautes ; 22 h : Y'a encore une bombe dans le cerveau du gamin.
CAFÉ DE LA GARE (278-52-51), 20 h 15, M. Laguerre ; Roulez ; 22 h 15 : Qu'est-ce qu'il y a dedans ?
LE FANAL (333-91-17), 20 h 15 : Attendez la fin ; 21 h 15 : L'Amour ; 22 h 15 : Les blouses sont fautes ; c'est quoi déjà ; 22 h 15 : M. Chevalier.

PATACHON (606-90-20), 20 h 30 : Un sifflet dans la tête ; 22 h : D. Lowry ; 23 h : F. Fanel, N. Pail : Hommage à E. Pail.
LE PETIT CASINO (278-36-50), 21 h : Guide des conventions 1919 ; 22 h 30 : J'viens pour l'amour.
POINT-VIRGULE (278-67-03), 20 h 15 : Tranches de vie ; 21 h 30 : Casanova berrinois.
SENTIER DES HALLES (236-37-27), 20 h 15 : On est pas des pigeons ; 21 h 30 : A poil.
SPLENDID SAINT-MARTIN (208-31-91), 20 h 30 : Le monde est petit, les Pymées aussi ; 22 h : M. Sergent.
LA TANIÈRE (337-74-39), 20 h 45 : L'ordre des fleurs ; 22 h 30 : A. Aurenche.
LE TINTAMARRE (887-33-82), 20 h 15 : Phédre ; 21 h 30 : Apocalypse Na ; la Timbale ; 22 h 30 : Triboulet.
THÉÂTRE DE DIX HEURES (606-07-48), 20 h 30 : Fais voir ton cupidon ; 21 h 30 : Les ballons ont des berrins ; 22 h 30 : Ronnellette et Juliette.
VIEILLE GRILLE (707-60-93), 20 h 30 : M. Musseau.

Les chansonniers

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (278-44-51), 21 h : François, j'ai mal à mes sous.
THÉÂTRE DES DEUX ANES (606-10-26), 21 h : A vos romans... Floc.

Les comédies musicales

BOUFFES-PARISIENS (296-40-24), 21 h : Phi-Phi.
POTINIERE (261-44-16), 20 h 45 : Il s'agit d'agor.

Le music-hall

ASSOCIATION CULTURELLE DU XIX^e (345-40-86), 20 h 30 : F. Degrandville.
BOHIO (325-74-84), 20 h 45 : le Cirque imaginaire.
CASINO DE PARIS (285-00-39), 20 h 30 : Drôles de femmes.
CHATEAU DES CLOWNS (320-90-13), 21 h : Ch. Camerlyck ; 18 h 30 : les Amants de Fougère.
ÉLYSÉE-MONTMARTRE (252-25-15), 20 h 30 : E. Mona.
FORUM (297-53-47), 21 h : S. Alaoel, S. Mahssen.
MARGNY (256-04-41), 21 h : Thierry Le Lunon.
MOGADOR (285-45-30), 20 h 30 : Dancin'!
PALAIS DES CONGRES (758-13-03), 20 h 30 : Opéra de Pékin.
PALAIS DES SPORTS (828-40-90), 20 h 30 : Cl. Nougat.
TH. DU JARDIN (745-23-72), 20 h 45 : J. Douai.
TROTTIERS DE BUENOS-AIRES (260-44-41), 21 h 30 : H. Molina, W. Rios, C. Perez.

La danse

A. DEJAZET (887-97-34), 22 h 30 : M. Vozza, S. Kessler.
BASTILLE (357-42-14), 20 h : Intérieur rouge.
CENTRE MANDAPA (589-01-60), 21 h : S. et R. Faigrah, danses de l'Inde.
CENTRE MATHIS (241-50-80), 21 h : M. Harmel.
MAISON DE L'ALLEMAGNE, 21 h : Quatre pour trois.
TH. 18 (226-47-47), 20 h : Cie Danse Consort.
TH. DE PARIS (280-09-30), 20 h 30 : Ballet A-Gades.

le Palais des Glaces accueille la Péniche Opéra

opéra
multimédia : Georges APPELHANS Alain LOUYER
musique : Georges APPELHANS Guy RIZEL
mise en scène : Mireille LAROCHE
direction musicale : Jean-Claude FRIEDER

Les concerts

LUCERNAIRE, 21 h : T. Marmot, J. Cl. Séphar (Schumann, Hahn).
CENTRE CULTUREL DE L'ABAYE, 21 h : Quatuor de saxophones contemporains (Poussier, Legren, Scarfatti...)
MUSÉE GUMET, 21 h : L. Castellazzi, Ch. Rougier, H. de Plessis (Mozart, Fauré, Darguitz, J.).
SALLE GAYEAX, 20 h 30 : Ensemble orchestral de Paris, dir. J.-P. Waller (Bartok, Dvorak, Martinu).
SALLE PLEYEL, 20 h 30 : A. Lagoya (Paganini, Albeniz, Copland...)
ARTS HERBERT, 20 h 30 : J. Tallon, P.-Y. Arnaud, G. Parmentier (Caplet, Dukas, Roussel...)
CENTRE CULTUREL CANADIEN, 20 h 30 : G.-A. Rubin, B. Scarborough (Gratios, Beethoven, Smetana...).

Jazz, pop, rock, folk

ARC (723-61-27), 20 h 30 : H. Pepl, H. So-kai, W. Pischner.
ATMOSPHERE (249-74-30), 20 h 30 : S. Kasari, D. Lavallet ; à 23 h : Intercontinental Percussion Ensemble.
CAVEAU DE LA HUCHETTE (326-65-05), 21 h 30 : F. Swing Quartet.
CENTRE CULTUREL DE BELGIQUE (271-36-16), 18 h 30 : Jo. Lemaire.
CHAPPELLE DES LOMBARDS (357-24-24), 22 h 30 : Paknak.
DEPOT-VENTE (637-31-67), 21 h 30 : Anconia.
MANU MUSICALE (238-05-71), 21 h 30 : Baboukian, G. Andrieu, Malher.
NEW MORNING (523-51-41), 20 h : M. Cahier.
PETIT JOURNAL (326-38-59), 21 h 30 : Watergate Seven+One.
PETIT OPORTUN (326-01-36), 23 h : M. Richard, N. et S. Raboerson, M. Hery.
PHILONIE DEFENSE (776-44-26), 21 h : Zaka Percussions.
RADIO-FRANCE, Auditorium 106 (524-15-16), 18 h 30 : A. Jean-Marie, P. Artero, E. Barret, J. Bardy, Ch. Bellozzi.
SLOW CLUB (233-84-30), 21 h 30 : M. Sany.
VIEILLE HERBE (321-33-01), 20 h : Hootenanny.

Festivals

VII^e SOIRÉES DE SAINT-AIGNAN (354-96-68)
21 h : F. Longelle (Rameau, Hennessy, Farnaby...)
BIENNALE NATIONALE DE DANSE DU VAL-DE-MARNE
ALFORTVILLE, Palais des Sports (575-29-00), 21 h : J. Pomarès ; 22 h : l'Orme orange.

En région parisienne

BAGNOLET, ATEM (364-77-18), 21 h 30 : De la case au grenier, un corps entier de sauges...
CERCY-PONTOISE, C.A.C. (032-79-00), de 10 h 30 à 23 h 35 : l'If Biennale des théâtres de marionnettes.
CLICHY-LE-VAL, Théâtre, Th. Rabelais (75-636-74-54), 21 h : L'antre Don Juan.
COURBEVOIE, Maison pour tous (333-63-52), 21 h : G. Dupin.
GENNEVILLIERS, Théâtre (793-26-30), 20 h : Deux-Laloue ; 21 h 45 : les Émigrés.
MARLY-LE-ROI, Maison J. Vilar (958-74-87), 21 h 30 : X. Lacouture.
SAINT-DENIS, Th. G. Philipe (243-00-59), 9 h 30 et 14 h 15 : Fugue en mineur.
SAINTROUVILLE, Théâtre (914-23-77), 21 h : F. Magnin, C. Zaccato.
VERSAILLES, XX^e Festival (950-71-18), Église Sainte-Jeanne-d'Arc, 20 h 45 : Ensemble vocal B. Lablaude (Lassus, Monteverdi, Charpentier, Rameau).

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

CHAILLOT (704-24-34)

15 h, la Couronne noire, de L. Sestavski ; Festival de Cannes 83 ; La quinzaine des réalisateurs ; 19 h, Solwiser, de R. W. Fassbinder ; 21 h, Des démons dans le jardin, de M.G. Arragon.

Les exclusivités

AMÉRIQUE INTERDITE (A, v.f.)
(*) : Rio Opéra, 2 (742-82-34).
L'ARGENT (Fr.), Forum, 1 (297-53-74) ; Impérial, 2 (742-72-52) ; Hainautville, 6 (633-79-38) ; Collège, 8 (359-29-46) ; Saint-Louis, Pasquier, 9 (387-35-43) ; 14 Juillet Bastille, 11 (357-90-81) ; Parnassien, 14 (329-83-11) ; Biennale Montparnasse, 15 (544-25-02) ; 14 Juillet Beaumarchais, 15 (575-79-79).
ATOMIQUE (A, v.o.) : Saint-Séverin, 5 (334-50-01).
LES AVENTURES DE PANDA (Jap., v.f.) : Tanguy, 2 (272-94-56).
LES AVENTURES DE L'ARCHÉOPÉRIE (A, v.f.) : Trois Hauts-Seins, 9 (770-47-55).
LES AVENTURIERS DU BOUT DU MONDE (A, v.o.) : Daumesnil, 6 (329-42-62) ; (v.o., v.f.) : Normandie, 3 (359-41-18) ; (v.f.) : Rex, 2 (236-83-93) ; U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32) ; U.G.C. Montparnasse, 6 (544-14-27) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12 (343-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13 (336-23-46) ; Mistral, 14 (828-22-43) ; U.G.C. Convention, 15 (758-24-24) ; Images, 18 (522-47-54).
LA BALANCE (Fr.) : Épée de Bois, 5 (337-57-47) ; Maxéville, 5 (770-72-86).
BANZAI (Fr.) : Ambassade, 9 (359-19-08).
LA BELLE DE SAIGON (A, v.o.) : Bonaparte, 9 (336-12-12).
BERLIN HAREM (Ald., v.o.) (***) : Marais, 4 (278-47-46).
BLADE RUNNER (A, v.f.) (*) : Opéra Night, 2 (296-62-56).

nouveau drouot

Hôtel des ventes, 9, rue Drouot - 75009 Paris
Téléphone : 246-17-11 - Télex : Drouot 642260
Informations téléphoniques permanentes : 770-17-17

Compagnie des commissaires-priseurs de Paris

Les expositions auront lieu le veille des ventes, de 11 à 18 heures sauf indications particulières

SAMEDI 4 JUIN

S. 5 - Tapis d'Orient, M^{re} ROGEON.

LUNDI 6 JUIN

S. 14 - Bibelots, meubles, M^{re} NERET-MINET.

LUNDI 6, MARDI 7 JUIN (exposition samedi 4)

S. 10 - Tapis, M^{re} PESCHETEAU, PESCHETEAU-BADIN, FERRIER.
S. 11 - Obj. d'art d'Ext.-Orient, M^{re} ADER, PICARD, TAJAN, M. Portier.

LUNDI 6 JUIN (exposition samedi 4)

S. 1 - Import. tabac mod. orientales et symboliques, M^{re} CORNETTE DE SAINT-CYR.
S. 4 - Faïences et porcelaines anc., M^{re} ADER, PICARD, TAJAN, M. Lefebvre.
S. 9 - Verreries (Baccarat, Clichy, St-Louis), boules presse-papiers, M^{re} BOISGARRON, DE HECKEREN.

MARDI 7 JUIN (exposition samedi 6)

S. 5 - Sèvres L... br. bix, obj. de verrerie, art. anc. et mod., M^{re} ADER, PICARD, TAJAN, MM. Dechart, Stetten.

MERCREDI 8 JUIN

S. 10 - Mob., bix, M^{re} LE BLANC.

MERCREDI 8 JUIN (exposition mardi 7)

S. 1 - Tabls mod., armes, meubles et obj. d'art XVIII^e S., M^{re} COUTURIER-DE NICOLAY.
S. 3 - Bix, sceaux, art. anc., M^{re} LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR, MM. Bourgeois, Gollé, Virville, Henry.
S. 4 - Armes et souvenirs historiques, M^{re} ADER, PICARD, TAJAN.
S. 9 - Art populaire, M^{re} NERET-MINET.
S. 13 - Meubles, porcelaines XIX^e S., bix, tapis, M^{re} PESCHETEAU, PESCHETEAU-BADIN, FERRIER-M. Chevalier.

JEUDI 9, VENDREDI 10 JUIN (exposition mercredi 8)

S. 5 et 8 - Tabls mod., dessins anc., tabls anc., ivoires anc., obj. d'art et mob. XVI^e, XVII^e, XIX^e S., tapis, tapaseries, très bel ensemble d'obj. d'art d'Ext.-Orient, M^{re} MILLON, JUTHEAU.
S. 9 à 14 h - Autographes et bons livres, M^{re} LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR-M^{re} Vidal-Mégret.

VENDREDI 10 JUIN (exposition jeudi 9)

S. 2 - Imp. bix (diamant « navette » 13, 02 carats FVS 21, argent, anc., M^{re} AUDAP, GODEAU, SOLANET.
S. 3 - Exemples anc. et mod., M^{re} ADER, PICARD, TAJAN.
S. 15 - Meubles XVIII^e S., M^{re} ROGEON.
S. 16 - Art 1930, M^{re} NERET-MINET.

VENDREDI 10 JUIN

(exposition chez les experts, jusqu'au 8 juin, de 10 h à 12 h et de 14 h à 18 h, 77, rue de Richelieu, 75002 PARIS)
S. 4 - Monnaies de collect. antiques, royales, franç. et étrang., M^{re} ADER, PICARD, TAJAN, M. Vinchon, M^{re} Berthelot, Guyonnet.

ÉTUDES ANNONÇANT LES VENTES DE LA SEMAINE

M^{re} ADER, PICARD, TAJAN, 12, rue Favart (75002) PARIS, 261-80-07.
M^{re} AUDAP, GODEAU, SOLANET, 32, rue Drouot (75009) PARIS, 770-67-88.
M^{re} LE BLANC, 32, av. de l'Opéra (75002) PARIS, 268-24-48.
M^{re} BOISGARRON, DE HECKEREN, 2, rue de Provence (75009) PARIS, 770-81-36.
M^{re} CORNETTE DE SAINT-CYR, 24, av. George-V (75008) PARIS, 720-15-84.
M^{re} COUTURIER, DE NICOLAY, 51, rue de Bellechasse (75007) PARIS, 555-85-44.
M^{re} LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR (anciennement RHEIMS-LAURIN), 12, rue Drouot (75009), 246-61-18.
M^{re} MILLON, JUTHEAU, 14, rue Drouot (75009) PARIS, 246-46-44.
M^{re} NERET-MINET, 31, rue La Pérouse (75009) PARIS, 770-07-79.
M^{re} PESCHETEAU, PESCHETEAU-BADIN, FERRIER, 18, rue de la Grange-Batelière (75008) PARIS, 770-68-38.
M^{re} ROGEON, 18, rue Milton, (75009) PARIS, 878-81-06.

LE PRINCE TRAVESTI
Marivaux • Antoine Vitez
Grand Théâtre
Création
Du 3 juin au 9 juillet à 20h30. Dimanche à 15h.
Relâche dimanche soir et lundi.
727 8115

THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES
15, avenue Montaigne - 75008 PARIS
DU 24 JUIN AU 20 JUILLET 1983.
ETOILES DU BOLCHOI
avec
Vladimir VASSILIEV
Tous les soirs, sauf jeudis et dimanches.
Location au Théâtre et par téléphone au
723.47.77, de 11 h à 17 h 30.

FLORALIES 1983
XX^es FLORALIES - 25 ANS DE L'HOTEL RAMEAU
IMPORTANTANTS TABLEAUX MODERNES
Par ADAMI • BAUCHANT • BEAUFRERE • BLANCHARD • BOMBARD • BONNARD • BRAUNER • BUFFET • CAMOIN • CARZOU • CLAVE • COROT • DALI • DENIS • DERRAIN • DINET • DOMERGUE • VAN DONGEN • JEAN DUFY • DUNOYER DE SEGONZAC • D'ESPAGNAT • FLIGER • FINI • FOUILLET • FRIEZ • GALL • GEN PAUL • GERNEZ • GOERG • GRAU SALLA • GRIS • GUILLAUMIN • HERBIN • JONGKIND • KISLING • LABISSE • LA FRESNAYE • LAPICQUE • LAPRADE • LA VILLON • LEBASQUE • LEBOURG • LEGER • LEPRIN • LE SIDANER • LEVEILLE • LHOTE • LOISEAU • MACLET • MADELINE • MANE KATZ • MANGUIN • MARCOUSSIS • MARQUET • MONET • MONTEZIN • MORETTI • MORISOT • MUIHEM • NEILLON • NEQUELMAN • OUDOT • OZENFANT • PAPAZOFF • E. PETITJEAN • PICASSO • PUY • RAFFAELLI • RAFFY • PERSAN • RENOU • RODIN • SEKUSIER • SIGNAC • SOUVREILLE • SURVAGE • TARKHOFF • TOULOUSE LAUTREC • UTRILLO • VALTAT • VIEIRA DA SILVA • VIGNON • VLAMINCK • VUILLARD • ZELLER.
TAPISSERIES par CALDER • LURÇAT et PICART LE DOUX
BRONZES par PRINNER et RODIN
M^{re} BLACHE, commissaire-priseur - Téléphone : (3) 950-56-06 +
EN SON HOTEL RAMEAU - 5, rue Rameau VERSAILLES (78000)
LE MERCREDI 8 JUIN 1983 en SOIRÉE à 21 heures
EXPOSITIONS : des 3, 4, 5, 6 et 7 JUILLET 1983 de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h.
EXPOSITION en SOIRÉE le lundi 6 JUIN de 21 h à 23 h.

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

SPECTACLES

COMMUNICATION

Jeudi 2 juin

PREMIERE CHAÎNE: TF 1
20 h 35 **Téléfilm**: Bon anniversaire Juliette, de M. Bazouff, avec O. Lamy, P. Moreau, G. Boustin...
21 h 10 **Série**: Lettres d'un bout du monde. Réal.: J.-E. Jeanneney.
22 h 10 **Série**: Lettres d'un bout du monde. Réal.: J.-E. Jeanneney.
23 h 10 **Internationaux de tennis**.
23 h 35 **Journal**.

DEUXIEME CHAÎNE: A 2
20 h 35 **Planète bleue**: la course aux transports, de L. Brochard.
21 h 40 **Magazine**: Les enfants du rock.
23 h 10 **Journal**.

TROISIEME CHAÎNE: FR 3
20 h 35 **Cinéma** 16: Micro-Bidon, d'André Halimi avec J. Mills, Ch. Delarocque, M. Guybet...

Ascension et déclin d'un minable dans le show-biz. A priori, le scénario est amusant, mais il ne tient pas la distance et se perd dans une mélasse sentimentale.
22 h 5 **Journal**.
22 h 25 **La vie en face**: Écoles, médias, même combat, magazine de P. Alphonse et P. Pesnot.
23 h 40 **Choré**: dans les Ardennes, le projet de construction d'une deuxième centrale nucléaire tombe en même temps que la fermeture d'une usine sidérurgique juste à côté. Écologistes et métallurgistes se sont retrouvés sur les mêmes barricades. Malgré une générosité dans le regard, les interviews donnent l'impression de s'accumuler sans être digérées.
23 h 18 **Une minute pour une image**, d'Agnes Varda. L'album imaginaire de Sarah Moon.
23 h 20 **Prélude à la nuit**.
23 h 30 **Archipel**, d'A. Roucoule, par l'Orchestre Puppette 14, avec R. Ney-Campagnolle, percussion.

FRANCE-CULTURE

20 h. Nouveaux répertoires dramatiques: «Vagues soulevées de l'année de la peste» et «Histoire d'amour», de Jean-Luc Lagarce, suivis d'un entretien avec l'auteur.
22 h 38. Notes magiques: des femmes en Chine.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30. Fréquence de nuit (paysages du Danube à la Bulgarie): 21 h 30, concert: «Rhapsodie Valère», de Vindiguerov, «Concerto pour orchestre», de Rakhichev, «Prologue symphonique», de Mieczkowski, «Elegia», de Djourav, par l'Orchestre symphonique de la radio bulgare, dir. U. Kazandjiev; 22 h 30, jazz: 0 h 5, concert: œuvres de Vindiguerov, Goleminov, Kazandjiev.

Vendredi 3 juin

PREMIERE CHAÎNE: TF 1
11 h 35 **Vision plus**.
12 h 30 **Info**.
12 h 30 **Atout cœur**.
13 h **Journal**.
13 h 50 **Portes ouvertes**: Communication et sensibilisation.
14 h 50 **Internationaux de tennis** à Roland-Garros (et à 23 h 10).
18 h 25 **Le Village dans les nuages**.
18 h 50 **Histoire d'un rire**.
19 h 5 **Météorologie**.
19 h 15 **Emissions régionales**.
19 h 40 **Les uns pour les autres**.
20 h **Journal**.
20 h 35 **Variétés**: Hervé Vilard à l'Olympia. Réal. R. Pradine.
21 h 30 **Capri c'est fini**, «Reviews», «Pedro»...
21 h 35 **Faillitisme**: la Route de la liberté. De J. Kadar, avec M. A. K. Kristoferson...
21 h 40 **La politique d'un ancien esclave noir après la guerre de sécession. Sous-titres en français.**
22 h 35 **Documentaire**: l'Ascension du Choptai de R. Demaison.
23 h 30 **Journal** et cinq jours en Bourse.

DEUXIEME CHAÎNE: A 2
10 h 30 **Antiope**.
12 h 30 **Journal** (et à 12 h 45).
12 h 10 **Jeu**: l'Académie des neufs.
13 h 35 **Emissions régionales**.
13 h 50 **Série**: Les amours de la Belle Époque.
14 h 5 **Aujourd'hui la vie**.
14 h 50 **Journal**.
15 h 5 **Série**: Les diamants du président.
16 h 5 **Reprises**: Planète bleue.
16 h 30 **Journal**: la course aux transports (diff. le 2 juin).
17 h 10 **Émissions régionales**, de S. Richard.
17 h 45 **Révisé A 2**.
18 h 30 **C'est la vie**.
18 h 50 **Jeu**: Des chiffres et des lettres.
19 h 15 **Emissions régionales**.
19 h 40 **Le théâtre de Boulevard**.
20 h **Journal**.
20 h 35 **Série**: Secret diplomatique. De D. de La Palatinière et A. Kanof. Avec B. Crombe...
21 h 30 **Journal**: la course aux transports (diff. le 2 juin).
21 h 35 **Apogées**: Magazine littéraire de B. Pivot.
22 h 5 **Journal**.
23 h 5 **Ciné-club** (cycle les années 70): Tout va bien.
23 h 55 **Journal**.

FRANCE-CULTURE
7 h 2 **Musiques**: Soleil amer; la famille émigrée.
8 h **Les chemins de la connaissance**: René Dubos ou les célébrations de la joie; à 8 h 32, Louise Labé.
9 h 50 **Échec au hasard**.
10 h 45 **Le texte et la marge**: Comment finissent les démocrates, avec J.-F. Revel.
11 h 2 **Musique**: Journée Opéra (et à 13 h 30 et 16 h).
12 h 5 **Agenda**.
12 h 45 **Passerelle**.
14 h **Journal**.
14 h 5 **Un livre, des voix**: «Hymnes, élégies, autres poèmes» de Hölderlin.
14 h 45 **Les après-midi de France-Culture**: les inconnus de l'histoire (Jean-Bernard Bossu).
18 h 30 **Fenêtres**: Parcels à des enfants.
19 h **Actualités magiques**.
19 h 30 **Les grandes avenues de la science moderne**: Sophia Antipolis, avec P. Lafitte, directeur de l'École des mines.
20 h **La mémoire de la terre**: tradition et production à Madagascar.
21 h 30 **Black and blue**: Jazz et littérature.
22 h 30 **Nuits magiques**: des femmes en Chine.

FRANCE-MUSIQUE
6 h 2 **Musiques du matin**.
7 h 5 **Concert**: œuvres de Mozart, Bujarsky par l'Orchestre de chambre de Pologne.
8 h 45 **Le journal de musique**.
9 h 10 **Concert**: œuvres de Brahms, Ives par le Beaux-Arts Trio de New-York.
9 h 5 **D'une œuvre à l'autre**: œuvres de Mahler, Rameau, Roussel, Debussy, Messiaen, Chopin, Beethoven.
12 h **Actualité lyrique**.
12 h 35 **Jazz s'il vous plaît**.
13 h **Avs de recherche**: Mozart.
13 h 30 **Jeunes solistes**.
14 h **Équivalences**: œuvres de Debussy, Litzke.
14 h 30 **Les enfants d'Orphée**: les animaux du rêve.
15 h **Musiciens à l'œuvre**: les sœurs Boulanger; œuvres de Copland, Stravinsky, Naoumoff, Mendelssohn.
17 h 5 **Les intégrales des œuvres complètes de Mozart**.
18 h **Jazz**.
18 h 30 **Studio-concert** (en direct du Studio 106): œuvres de Bach, Rameau avec T. Fianck, élève.
19 h 35 **L'imprévu**.
20 h 20 **Concert** (donné le 16 avril 1982 à Pleyel): «Printemps», suite symphonique de Debussy, Concerto pour violon et orchestre de Britten, «Symphonie n° 4 en la mineur» de Mendelssohn par le Nouvel Orchestre philharmonique, dir. H. Soudant, sol. J.-P. Waller.
22 h 15 **Fréquence de nuit**: P. Valéry, iconoclaste, œuvres de Wagner, Gluck, Bach, Honneger, Boulez.

TRIBUNES ET DÉBATS

JEUDI 2 JUIN
- M^{me} Jeanne Kirkpatrick, ambassadrice des États-Unis auprès des Nations unies, est l'invitée d'un «Club de la presse exceptionnel», sur Europe 1, à 19 heures.
- M. Daniel Leone, secrétaire général de la Confédération nationale du logement participe à l'émission «Le grand débat» à 19 h 15, sur Radio 2, 92.8 MHz, Nanterre, Hauts-de-Seine.
- M. Zbigniew Brzezinski, ancien conseiller du président Carter pour les affaires de sécurité, et rep. sur France-Inter à 19 h 20.
VENDREDI 3 JUIN
- M. Dominique Taddéi, député socialiste du Val-de-Marne, est invité à l'émission «Plaidoyer» sur R.M.C. à 8 h 30.

POUR ACCROÎTRE SES RESSOURCES PUBLICITAIRES

«Libération» s'associe à Régie-Presso (Publicis)
Le quotidien Libération a signé, le 30 mai, un accord avec Régie-Presso - filiale de Publicis, agence publicitaire dirigée par M. Bleustein-Blanchet - créant une société de régie publicitaire contrôlée à égalité par les deux partenaires.
En 1982, les recettes publicitaires réalisées par le journal ne représentaient que 10 % du chiffre d'affaires, lequel s'élevait à 80 millions de francs environ. L'objectif de l'accord signé est de porter à 25 millions de francs ces recettes publicitaires et d'atteindre ainsi, à la fin de 1984, le point d'équilibre financier du journal (dont le déficit, en 1982, s'élevait à 22 millions de francs et

pourrait atteindre 6 millions en 1983).

Libération, qui emploie deux cents salariés - dont cent dix journalistes - a vu ses ventes se stabiliser aux alentours de 70 000 exemplaires en moyenne depuis 1981, dont 3 500 abonnés. La progression de ses ventes sur Paris-surface se poursuit (+ 55 % en mai 1983 par rapport à mars 1982).

Dans son numéro du jeudi 2 juin, Libération précise qu'un accord semblable avait, dans un premier temps, été envisagé avec l'Agence Havas, mais que le conseil de surveillance du journal avait émis un avis défavorable.

HERBY ET LE SECRET DE NIMÉ (A. v.l.): Saint-Ambroise, 11^e (700-89-16); Cinéma St-Germain (H. sp.), 6 (633-10-82).
CARBONE 14. LE FILM (Fr.): Le Mania, 4 (278-47-86).
LE CROIX DE SOPHIE (A. v.l.): Ciné Beaubourg, 3 (271-52-36); U.G.C. Odéon, 6 (325-71-08); Rotonde, 6 (633-06-23); U.G.C. Champe-Élysees, 9 (359-13-13); 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (575-79-79); (v.l.): U.G.C. Montparnasse, 6 (544-14-27); U.G.C. Boulevard, 9 (246-66-44).
CIRCULEZ YA RIEN À VOIR (Fr.): Richelieu, 2 (233-56-70); Ambassade, 6 (359-15-08); Montparnasse-Palé, 14 (320-12-06).
COUP DE FOUDRE (Fr.): Richelieu, 2 (742-60-33); Studio de la Harpe, 5 (634-25-32); Marignan, 8 (359-92-82); Montparnasse-Palé, 14 (320-12-06); Gaumont-Sud, 14 (327-84-50).
DANS LA VILLE BLANCHE (Seis.): Ciné Beaubourg, 3 (271-52-36); 14 Juillet Richelieu, 2 (326-19-68).
DE MAO À MOZART (A. v.l.): Saint-Ambroise, 11^e (700-89-16).
DAR L'INVINCIBLE (A. v.l.): Émirat, 9 (359-15-71); (v.l.): U.G.C. Montparnasse, 6 (544-14-27); U.G.C. Boulevard, 9 (246-66-44); Pathé Clichy, 18 (522-46-01).
DARE CRISTAL (A. v.l.): Épis de Bois, 5 (357-47-47); (v.l.): Paramount Opéra, 9 (742-56-31).
LE DERNIER COMBAT (Fr.): Lacombe, 6 (544-37-34).
LES DERNIERS MONSTRES (A. v.l.): Épis de Bois, 5 (357-47-47); Marbeuf, 9 (225-18-45).
DERRIÈRE LA PORTE (H. v.l.): U.G.C. Danton, 6 (329-42-82); Richelieu, 2 (742-60-33).
DIALOGUE DE ROMÉ (Fr.): Olympia Luxembourg, 6 (633-97-77).
L'ÉTÉ MEURTRE (Fr.): Gaumont Hallé, 1^e (297-49-70); Richelieu, 2 (233-56-70); Saint-Germain Studio, 5 (633-06-23); Hantefeuille, 6 (633-79-38); Collège, 8 (359-29-46); George-V, 9 (562-41-46); Saint-Lazare Piquet, 8 (357-35-45); François, 9 (770-33-88); Marignan, 8 (359-92-82); Athénée, 12 (343-00-45); Parvete, 13 (331-60-74); Miroir, 14 (359-52-43); Montparnasse-Palé, 14 (320-12-06); Gaumont Convention, 15 (828-42-27); Grand Pavillon, 15 (554-46-83); Muret, 16 (651-99-75); Secrétaire, 19 (241-77-99).
DIVA (Fr.): Parvete, 13 (359-52-43); Marbeuf, 9 (225-18-45); Palais Croix-Nivert (H. sp.), 15 (574-95-90); Paris-Louvre-Boulevard, 15 (566-64-99).
ET L'EXTRA-TERRESTRE (A. v.l.): Trois Hussards, 9 (770-47-55).
L'ÉVÉNEMENT DE NEW-YORK (A. v.l.): Muret, 16 (651-99-75).
FANNY ET ALEXANDRE (Séa.): U.G.C. Balzac, 9 (561-10-60); Olympia Entrée, 14 (542-67-42).
LA FEMME DE CAUCHEMAR (AIL. v.l.): Marbeuf, 9 (225-18-45).
FUCKING CITY (AIL. v.l.): Marbeuf, 9 (225-18-45).
GALIN (Br. v.l.): Danton (H. sp.), 14 (321-01-01).
GANDHI (Br. v.l.): Muret, 16 (651-99-75); Cluny-Palace, 5 (354-07-78); Élysée Lincoln, 6 (359-19-08); Ambassade, 6 (359-15-08); Richelieu, 2 (233-56-70); (v.l.): François, 9 (770-33-88); Athénée, 12 (343-00-45); Gaumont-Sud, 14 (327-84-50); Muret, 16 (651-99-75).

L'HISTOIRE DE PIERRE (Franco-Ital. v.l.): Ciné Beaubourg, 3 (271-52-36); U.G.C. Rotonde, 6 (633-06-23); Marignan, 8 (359-92-82); Pathé Clichy, 18 (522-46-01); Olympia Entrée, 14 (542-67-42); 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (575-79-79); (v.l.): U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32); U.G.C. Boulevard, 9 (246-66-44); U.G.C. Gare de Lyon, 12 (343-01-59); Paramount Galaxie, 13 (580-18-03); Paramount Montparnasse, 14 (320-12-06); Images, 18 (522-46-01).
L'HOMME BLESSE (Fr.): Gaumont Hallé, 1^e (297-49-70); Richelieu, 2 (742-60-33); Richelieu, 2 (233-56-70); Quintette, 5 (633-79-38); Olympia Saint-Germain, 6 (222-87-23); Brenne, 6 (222-57-97); Pagode, 7 (705-12-15); 12-15; Ambassade, 6 (359-15-08); Olympia Balzac, 9 (561-10-60); Nations, 12 (343-04-67); Parvete, 13 (331-60-74); Olympia, 14 (352-67-42); Gaumont Convention, 15 (828-42-27); Paramount Miroir, 14 (359-52-43); Pathé Clichy, 18 (522-46-01); Secrétaire, 19 (241-77-99).
PAURAI-TU PEAU (A. v.l.): Lacombe, 6 (544-37-34).
LE JEUNE MARIÉ (Fr.): Richelieu, 2 (742-60-33); U.G.C. Odéon, 6 (325-71-08).


LES FILMS NOUVEAUX

L'ANNÉE DE TOUTES LES DANGÈRES, film australien de Peter Weir, v.l.: Forum 1^e (297-53-74); Saint-Germain Village, 5 (633-06-23); Marignan, 8 (359-92-82); 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (575-79-79); (v.l.): Richelieu, 2 (233-56-70); Parvete, 13 (331-60-74); Muret, 16 (651-99-75); Images, 18 (522-46-01); Gaumont Galaxie, 13 (580-18-03).
RAILLADE A BLANC, film français de Bertrand Blier, Paramount Opéra, 9 (742-56-31); Paramount Odéon, 6 (325-71-08); Paris-Louvre-Boulevard, 15 (566-64-99); U.G.C. Balzac, 9 (561-10-60); Parvete, 13 (331-60-74); Muret, 16 (651-99-75); Images, 18 (522-46-01); Gaumont Galaxie, 13 (580-18-03).
28 ANS, film français de Jean-Luc Godard, U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32); Paramount Marbeuf, 9 (225-18-45); Émirat, 9 (359-15-71); U.G.C. Gare de Lyon, 12 (343-01-59); Paramount Galaxie, 13 (580-18-03); Gaumont Convention, 15 (828-42-27); Grand Pavillon, 15 (554-46-83); Muret, 16 (651-99-75); Secrétaire, 19 (241-77-99).
PARTS DIVERSES, film français de Raymond Depardon, Saint-Germain Village, 5 (633-06-23); Olympia Balzac, 9 (561-10-60); Olympia Entrée, 14 (542-67-42); Parvete, 13 (331-60-74); Muret, 16 (651-99-75); Images, 18 (522-46-01); Gaumont Galaxie, 13 (580-18-03).
FURYO, film japonais de Nagisa Oshima, v.l.: Gaumont Hallé, 1^e (297-49-70); Hantefeuille, 6 (633-79-38); Gaumont Champe-Élysees, 9 (359-13-13); Parvete, 13 (331-60-74); Muret, 16 (651-99-75); Images, 18 (522-46-01); Gaumont Galaxie, 13 (580-18-03).
LA MAÎTRESSE DES SINGES, film américain de Larry Buchanan, v.l.: Max Linder, 9 (770-40-04); Paramount Galaxie, 13 (580-18-03); Paramount Montparnasse, 14 (320-12-06).

«Un cinéma plein de surprises»

SERIE B

par Stéphane Bourgoïn et Pascal Mérigueau
Préface de Patrick Brion



Déjà parus dans la collection CINÉGRAPHIQUES :

- WIM WENDERS par Marcel Brugué
- AKIRA KUROSAWA par Aldo Tassone
- FRITZ LANG par Noël Simolo
- LE CINÉMA ÉROTIQUE par Jacques Zimmer
- ROBERT ALTMAN par Jean-Loup Bourget
- CARLOS SAURA par Marcel Oms
- WERNER HERZOG par Emmanuel Carrère
- LUIGI COMENCINI par Jean A. Gilli
- LE CINÉMA ITALIEN PARLE par Aldo Tassone
- LES IMAGES RETOURNÉES par Louis Crox

1 volume 215 x 275 mm
234 illustrations, rares
208 pages 135 F

edilic

3, rue Récamier 75341 Paris Cedex 07

cinéma

Les films sont classés par ordre alphabétique des réalisateurs. Les films français sont précédés d'un «F», les autres d'un «A» ou d'un «E» (Europe, États-Unis). Les films étrangers sont précédés d'un «F» ou d'un «A» ou d'un «E» (Europe, États-Unis). Les films français sont précédés d'un «F», les autres d'un «A» ou d'un «E» (Europe, États-Unis). Les films étrangers sont précédés d'un «F» ou d'un «A» ou d'un «E» (Europe, États-Unis).

COMMUNICATION

A VOIR

Les « sales petits » du Vietnam

Un sacré document, comme on n'en voit pas souvent. Comme les Américains savent le faire quand ils se regardent sans complaisance, avec cette manière d'aller aux choses, celles qui flatteraient comme celles qui dérangeraient, directement. Réalisé par le journaliste américain Bill Courty pour la chaîne A.B.C., ce document lourd, qui soulève comme une odeur de mort, a été primé au dernier Festival de Monte-Carlo. Il montre que la « sale guerre », la guerre du Vietnam, la plus longue que les Américains aient menée, n'est toujours pas finie aux Etats-Unis. Elle a fabriqué d'étranges « sales petits » qui sont revenus couverts de médailles mais n'ont pas pu s'adapter : aujourd'hui, ils sont en prison, des centaines de milliers, parait-il, qui ont beaucoup de choses à dire. Sur eux, sur la Vietnam, sur l'Amérique...

Bill Courty est un interrogé cinq. Vol à main armée, tentative de viol, vols. Ils étaient partis comme ça, disent-ils, ils avaient dix-huit ou vingt ans. Volontaires de quoi ? Cela ne se discutait pas dans son milieu à lui, celui-là voulait être médecin, lui, il souffrait d'être trop petit et voulait être grand. Leur arrivée à la base, la surprise, la peur, les premiers combats, puis le copain tué, bien sûr, l'engrenage classique, chacun a son souvenir, ils se ressemblent. La massacre d'un village, un jour, massacre gratuit, une famille qu'on fait brûler, hommes, femmes, en-

fants (« ils se sont transformés en gelatine »). A l'époque, ils ne se posaient pas de questions. Il y avait la pluie et la boue, c'était la guerre, on les a décorés. Mais le retour ne ressemblait pas à ce qu'ils attendaient. Pas de défilés, pas de fêtes, personne à l'aéroport, la tante aux pommes avait toujours le même goût, mais elle était irritable, ils ne se sentaient pas aimés.

Ils ont essayé parfois de reprendre une vie normale, ils se sont mariés, mais les familles qu'ils avaient toutes venaient les observer toutes les nuits, ils n'oublieraient pas, ils ne pouvaient pas parler. Dépressions, tentatives de suicide, alcool, un jour une agression, puis une autre.

Ils ont honte, mais ils éprouvent un sentiment d'injustice. Les autres se déchargent à bon compte sur eux : « On avait fait notre devoir, les gens auraient bien voulu qu'on ait honte de ce qu'ils nous avaient fait faire. » S'il parle, lui, aujourd'hui, du fond de sa prison, c'est parce qu'il espère que cela va être aux militaires l'envie d'envoyer des gens en Amérique centrale...

Tout cela est dit, à prendre ou à laisser, avec les images de la guerre, les bombes, les journaux télévisés de l'époque, sans discours politiques. Un poids sur l'estomac.

CATHERINE HUMBLDT.

★ Requiem pour le Vietnam, vendredi 3 juin, FR3, 20 h 35.

LA PRESSE ET LES RADIOS LOCALES A PARIS

M. Georges Fillioud conteste la décision de la Haute Autorité concernant Radio-Express

Le Journal officiel a publié, dimanche 29 mai, la liste des vingt-deux regroupements de radios autorisées à émettre sur Paris. Radio-Express - que la Haute Autorité de la communication audiovisuelle et, avant elle, la commission Galabert, avaient préalablement incitée à s'intégrer dans la « fréquence presse » réunissant les stations issues de journaux, figure désormais dans le regroupement rassemblant Radio-F.M., Megal'O, Carol et Boulevard de Rock. Un mariage de dernière heure que dénoncent à la fois deux des stations inscrites dans ce regroupement, l'ensemble des partenaires de la fréquence presse et, surtout - en termes à peine plus vécus - le secrétariat d'Etat chargé des techniques de la communication.

Ironie ? Le hasard, en tout cas, a bien fait les choses : elles seront côte à côte sur la bande F.M. : 100,6 MHz pour Radio-Express et ses quatre acolytes ou supposés tels : 101 MHz pour Fréquence-Presse, le délicat montage de Radio-Capitale, le Poste parisien, Bayard-F.M., Radio-Huma et Radio-Unité ont été contraints de tenter et qui, à force de réunions, discussions, négociations, est en passe de réussir. Un rapprochement qui aurait toutes les raisons du monde d'être amical et pacifique si la première de ces radios n'apparaissait à la seconde comme une énorme provocation, un désaveu soudain des arguments et des contraintes qui ont prévalu à son édification.

La voilà, la surprise : une radio directement issue d'un organe de presse et dans un autre regroupement de radios avec lesquelles elle partage officiellement la propriété de l'autorisation à émettre. De quoi s'interroger, dès lors, sur la légitimité ou l'utilité d'une fréquence réservée à la presse... De quoi faire regretter à certains la discipline et la bonne grâce avec lesquelles ils se sont conformés, il y a quelques mois, aux directives du ministère de la communication et de la commission Holleaux, devenue Galabert, pour laquelle la création d'une fréquence presse constituait l'unique moyen d'éviter que chaque fréquence autorisée ne tombe sous l'influence et la domination d'un journal et que les trois quarts de la bande F.M. n'appartiennent exclusivement à des groupes de presse.

Un pari audacieux (trop ?) et une contrainte que nombre de publications n'ont pas acceptée de gaieté de cœur. Certaines ont provisoire-

ment abandonné tout projet : d'autres - c'est le cas du Monde (1) - ont limité leur rôle à celui de prestataire de services sur une radio ; d'autres, enfin, ont dû complètement repenser leur projet en vue de l'intégrer dans une station-tout-terrain faisant cohabiter les projets issus du Parisien libéré, du Matin, de l'Unité, de l'Humanité et du groupe Bayard-Presse. Seul l'Express n'a cessé de proclamer avec constance son refus d'une telle solution. « Contraire, selon lui, à l'intérêt des auditeurs ». Un cavalier seul, contrariant pour la Haute Autorité, laquelle, soucieuse de faire entrer toutes ses « ouailles » dans le cadre rigide des vingt-deux cases, a accueilli avec satisfaction le regroupement de Radio-Express.

Mais l'affaire rebondit : signé uniquement par deux stations (Carol F.M. et Boulevard de Rock), l'accord est dénoncé par les deux autres - Oblique F.M. et Megal'O - qui n'avaient pas été consultées et qui refusent de céder à Radio-Express la responsabilité des journaux et magazines de la station. Les partenaires de Fréquence-Presse ne pouvaient pas, de leur côté, rester insensibles à ce qu'ils considéraient comme un privilège exorbitant, pour la radio de l'hebdomadaire l'Express, de nature à remettre en cause leur démarche unificatrice.

Quant au secrétariat d'Etat chargé des techniques de la communication, il s'étonne d'un tel arrangement, contraire à la politique prônée depuis des mois en matière de radios parisiennes et que M. Georges Fillioud avait lui-même défendue à plusieurs reprises. Des contacts ont eu lieu entre le ministère et la Haute Autorité, ennuyée, semble-t-il, de ce qui ressemble à un faux pas. Une réunion des cinq « partenaires » du regroupement devait d'ailleurs avoir lieu sous son égide, ce jeudi 2 juin. Reste à déterminer si la publication de la liste au Journal officiel empêche désormais toute nouvelle modification ou si M. Fillioud peut encore, comme la loi lui en donne le droit, dans les quinze jours suivant la notification de l'autorisation, demander à la Haute Autorité de procéder à une seconde délibération. Une démarche bien délicate en vérité.

ANINICK COJEAN.

(1) Dans Cité 96 qui comprend après regroupement : Cité 96, Espace 1901, Chap Radio, Klov (fréquence actuelle 96 MHz, fréquence future 92,8 MHz).

Copies Couleurs

sur film ou sur papier photo - qualité professionnelle
ETRAVE 38, av. Daguerre Paris 12e ☎ 347.21.32

A BRUXELLES

La rédaction du « Soir » déclare que la nomination de M. Hersant est « honteuse et inacceptable »

De notre correspondant

Bruxelles. - L'entrée de M. Robert Hersant au conseil d'administration de la société S.A. Rosael, qui publie le journal le Soir, (in Monde du 2 juin), continue d'agiter le monde politique et journalistique de Bruxelles.

Tout d'abord on s'aperçoit que les actionnaires détenant la majorité dans la société Rosael paraissent avoir été « piégés » d'une façon difficilement compréhensible. Utilisant tout les avantages d'une procédure assez complexe lorsqu'il s'agit d'élire de nouveaux administrateurs, la minorité du conseil a soudain placé ses adversaires devant le choix très délicat : voter pour M. Hersant ou maintenir dans son poste M. Jacques Declercq, dont le clan majoritaire tenait avant tout à se débarrasser. Plutôt que de renouveler le mandat de M. Jacques Declercq, la majorité a estimé, semble-t-il, que M. Hersant représentait somme toute un « moindre mal ».

En principe, il est vrai que l'entrée du magnat de la presse française au conseil d'administration du Soir ne change pas grand-chose. Personne ne peut cependant exclure que certains membres du conseil d'administration de la société Rosael en arrivent à céder des parts à M. Hersant, dont l'influence au sein de l'organisation pourrait dès lors s'accroître de façon notable.

Telle paraît être en tout cas la crainte de la rédaction, qui, mercredi matin, a voté unanimement une motion très sévère à l'égard du nouvel administrateur. Ce texte déclare que « la nomination de M. Hersant est honteuse et moralement inacceptable », tout en prenant acte des assurances selon lesquelles la majorité des actionnaires et la direction de journal mettront tout en

œuvre « pour empêcher M. Hersant d'imposer son point de vue ». L'association des journalistes estime que seul le retrait rapide de cette nomination serait « de nature à préserver l'avenir ».

JEAN WETZ.

Au « Dauphiné libéré »

M. PAUL DINI SE POURVOIT EN CASSATION

(De notre correspondant.)

Grenoble. - M. Paul Dini, président du directoire du Dauphiné libéré, a décidé de se pourvoir en cassation à la suite de l'arrêt rendu le 31 mai par la cour d'appel de Grenoble (le Monde du 2 juin), qui retire à la société qu'il contrôle, la Finacom, la propriété du journal. « En attendant - et sous la réserve du pourvoi - toutes mesures seront prises pour que les conséquences financières de l'arrêt rendu par la cour d'appel soient intégralement respectées par les nouveaux actionnaires majoritaires : il y aura là un moment de vérité », déclare M. Paul Dini dans un communiqué que publie, jeudi 2 juin, le Dauphiné libéré (1).

M. Robert Hersant et M. Louis Richerot, ancien P.-D.G. du journal, ont, de leur côté, demandé au tribunal de commerce de Grenoble la désignation d'un administrateur judiciaire provisoire. Le tribunal a accepté leur demande. L'administrateur judiciaire sera chargé de gérer le groupe du Dauphiné libéré jusqu'à la constitution d'un nouveau directoire. - C. F.

(1) Le tribunal a estimé à 84 millions la dette due par M. Hersant pour retrouver la propriété du Dauphiné libéré.

LU

« LE GENRE VERNACULAIRE », d'Ivan Illich

Heureuses femmes du temps jadis...

Ivan Illich enseigne, théoriquement, à l'endroit, les sociétés industrielles. Après avoir fait une critique radicale de l'école, de la médecine, du travail, il monte à l'assaut par un nouveau chemin : celui de la condition des femmes.

Ce nouvel essai, qui se veut plus métaphorique et analogique que scientifique, s'intitule Le Genre vernaculaire, expression austère. Toute la théorie d'Illich est en fait dans l'explication de ces deux mots, dont il convient, dit-il d'éclaircir l'acception. « Le genre », est un terme grammatical. « Caractéristique par laquelle un substantif est classé masculin ou féminin ». Pour Illich, le genre « annonce une complémentarité énonciative et asymétrique. » « Vernaculaire » : propre au pays. Le « genre vernaculaire » est cette « complémentarité énonciative et asymétrique » spécifique à un pays, à un temps et à un lieu donnés, qui nous les relations entre hommes et femmes, dans les sociétés non-capitalistes et non-industrielles.

Quel rapport existe-t-il entre ce genre vernaculaire et l'actuelle condition des femmes ? C'est très simple. Nous avons, en entrant dans l'ère industrielle, quitté l'égide du genre pour entrer dans le régime du sexe. Nous sommes sortis de l'âge des catégories pour accéder au temps des caractéristiques. Or, dit-il, le genre, que constate-t-on ? Partout, les femmes subissent une discrimination économique, et toutes les lois égalitaires n'y changent rien. A formation égale, elles sont moins payées, moins honorées, elles sont « blousées » par l'idéologie du progrès.

Ivan Illich ne s'intéresse pas aux raisons qui font que « la société place l'homme au sommet et impose un handicap à la femme », il balise d'un revers de plume les éventuelles transformations apportées aux modes de vie. « Quelques mariages domestiques pour faire la vaisselle », cela ne fait, dit-il, qu'accroître le ressentiment, qui aggrave la compétition entre les sexes. Le salut est ailleurs. Et l'on assiste à un égoïsme systématique et souvent surprenant du temps jadis, où chacun, chacune vaquait aux affaires de son genre. Les exemples abondent : ici la femme coupe le foin, tandis que l'homme coupe le seigle ; là elle nourrit les vaches et lui les bêtes de trait. Bien malin qui verrait là inégalité, il n'y a que différence, on ne peut pas comparer. Pas de

ressentiment, pas de compétition : l'ordre règne, et la paix. Les femmes étaient plus heureuses, assure Illich. Comme est plus heureuse la vieille Médicenne « qui mourait de honte si elle laissait un homme faire cuire les haricots » que sa fille partie à l'université, qui n'aura que déracinement en guise d'épanouissement.

Eloge de l'analphabétisme

Comme toujours, les argumentations illichienques s'appuient sur des faits vrais, des critiques fortes. En ce qui concerne les femmes, il n'y a pas de dire que l'urbanisation et l'industrialisation leur ont parfois fait perdre des positions de pouvoir, des distinctions au sein du groupe, sans qu'elles gagnent rien au change. Cela ne conduit pas nécessairement à l'apologie du mode de vie des paysans, au « dégoût de l'analphabétisme », qui affluera dans certains propos.

En vérité, le culte du « genre vernaculaire » développé dans cet essai fait frémir. Parce qu'il sous-entend un modèle de société immobile, tout désordre banni, une conception au sens propre totalitaire. Dans les sociétés « égarées » qui sont évoquées avec nostalgie, il n'y a peut-être pas place pour le ressentiment, il n'y a pas place non plus pour la culture, pour l'acquisition de connaissances, pour le mouvement, l'histoire, les échecs, l'espérance.

Heureusement, Illich est de mauvaise foi, et il le sait. Il sait bien qu'au-delà de son rêve les hiérarchies entre hommes et femmes, à quelques exceptions près, sont aussi fortes dans les sociétés « égarées » que dans les nôtres. Les innombrables notes qui complètent son essai témoignent de ses connaissances en la matière. Qu'il préfère, lui, personnellement, qu'il ait du masculin d'un côté et du féminin de l'autre, qu'il répugne à l'uniformisation des sexes, c'est son droit. C'est son choix, un choix acquis par des siècles de civilisation, un choix impensable dans les sociétés qu'il présente comme des modèles, même métaphoriques. Mais son langage apparemment novateur masque mal son désir de fuir dans un passé aboli.

GENEVIEVE BRISAC.

★ Le Genre vernaculaire, d'Ivan Illich. Editions du Seuil, 250 pages, 69 F.

CARNET

Naissances

- Verena et Jean-Christian METZ, et Mathieu, ont la joie d'annoncer la naissance de Agathe, le 25 mai 1983.

261, boulevard Pereire, Paris-17.

- Sonia et Enrico sont heureux de faire part de la naissance de Marion, née le 19 mai 1983. TRUNTZLER, 10, rue Jean-Bourral, 66700 Saint-André.

Décès

JEAN NOURY

Nous apprenons le décès de M. Jean NOURY, ancien sénateur d'Ille-et-Vilaine.

[Né le 19 février 1904 à Saint-Malo (Ille-et-Vilaine), négociant, Jean Noury a été conseiller municipal de Saint-Malo de 1935 à 1943, de 1945 à 1959, puis de 1965 à 1987. De 1936 à 1945, il a été juge au tribunal de commerce d'Ille-et-Vilaine, et de 1943 à 1945, membre du conseil de commerce de Saint-Malo. De 1945 à 1964, il a été conseiller général (M.R.P.) du canton de Saint-Malo. Il a été sénateur (U.C.D.P.) d'Ille-et-Vilaine d'avril 1969 à septembre 1971.]

PIERRE PATRIA

Nous apprenons le décès de M. Pierre PATRIA, ancien député et ancien sénateur de l'Oise.

[Né le 5 novembre 1904, à Fontaine-Château (Oise), commune dont il fut maire de 1947 à 1977, dans la laquelle son fils, Christian, lui a succédé, Pierre Patria, agriculteur, fut, chef de réseau de la Résistance, avait été arrêté par le Gouigo et exécuté à Compiègne, suite prise la responsabilité, en 1947, de la direction de la succursale de Monchy-Humaine. Député de l'Oise de 1951 à 1956, date à laquelle il quitta son poste, Pierre Patria, indépendant, avait été élu sénateur en 1959, mais n'avait pu conserver son mandat en septembre 1965. Il était le père de Mgr Patria, évêque de Pérouse.]

- Madeleine et Jean Reberlioux, Paulette Fischer, François et Liliane Amoudruz, ses enfants, Jean-François et Anne Reberlioux, Antoine et Clément, Fabienne Reberlioux, Marie-Hélène Amoudruz, Patrice Amoudruz, Vincent Reberlioux, ses petits-enfants et arrière-petits-enfants.

Et toute la famille ont la douleur de faire part du décès de M. Pierre AMOUDRUZ, dans sa quatre-vingt-neuvième année. Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale, à Strasbourg, le vendredi 27 mai 1983.

1, place Galbry, 67000 Strasbourg, 20, avenue des Vosges, 67000 Strasbourg, 10, rue Saint-Paulin, 94210 La Varenne.

- Le Père Froissart, vicaire capitulaire de Nantaise, Les aumôniers des mouvements A.C.O., J.O.C., J.O.C.F. de la région Ile-de-France. Sa maman, sa famille et ses amis, font part du décès de

Philippe DUVIVIER, prêtre, aumônier national de la J.O.C. et J.O.C.F., le 29 mai 1983.

C'est à la cathédrale Sainte-Genève de Nantes (42, rue de l'Eglise) que l'on se retrouvera pour célébrer ses obsèques, le jeudi 2 juin, à 15 h 30.

A la demande de Philippe : ni fleurs ni couronnes, mais éventuellement des

doms qui seront répartis entre la J.O.C., J.O.C.F., l'aumônier J.O.C.-J.O.C.F. et la recherche sur le cancer. (Dons à adresser à Daniel Colligny, C.C.P. 23 873 80 J Paris).

- On nous prie d'annoncer la mort de Geneviève de GANDILLAC, née Hailot,

le samedi 28 mai, dans sa soixante-quatrième année. De la part de Maurice de Gandillac, son époux, Denis et Monique, Catherine et Anne de Gandillac, ses enfants, Clive et David, ses petits-enfants, Marguerite, sa belle-sœur, Josephine Leroy, sa fidèle aide-ménagère.

Du centre culturel inspirational de Cergy-la-Salle et de l'association Marie-Noël.

La messe de funérailles et l'inhumation ont eu lieu dans l'intimité le jeudi 2 juin.

3, rue Rigault, 92200 Neuilly-sur-Seine.

- M. Bernard Quillon, M. et M^{me} Housseine Mohamed, ainsi que ses petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de leur mère, belle-mère, grand-mère,

M^{me} veuve Gaston QUELLON, née Jeanne Lemaire,

institutrice honoraire, survenue le 25 mai 1983, à l'âge de quatre-vingt-dix ans. Les obsèques ont eu lieu le 28 mai, au cimetière de l'Est, à Nice, dans la plus stricte intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

- On nous prie d'annoncer le décès, le 31 mai 1983 à Paris, de

Bella REINE-BOGÉRIANOFF, artiste dramatique.

Ses amis se réuniront au cimetière nouveau de Neuilly (rue de Vimy à Nanterre) lundi 6 juin, à 10 h 45.

Anniversaires

- Ceux qui ont connu et aimé Antoine CAVALLÉ (Toison), auront une pensée pour elle en ce onzième anniversaire de sa disparition.

- Une pensée est demandée à tous ceux qui ont connu

André SAURET,

éditeur. En ce jour quatorzième anniversaire de sa mort. Danielle et Raymond Levy.

Services religieux

- A l'occasion de sa visite à Paris, Sa Béatitude Ignace IV HAZIM, patriarche d'Antioche, de l'Eglise orthodoxe, présidera une messe à Notre-Dame du Liban, 17, rue d'Ulm, le dimanche 5 juin 1983, à 11 heures.

A la sortie de la cérémonie, Sa Béatitude rencontrera la communauté libanaise et les amis français.

Communications diverses

- Le comité de Paris de la L.N.F.C.C. rappelle que ses adhérents se réuniront en assemblée générale ordinaire, le jeudi 9 juin 1983, à 16 heures, au siège de la Ligue nationale française contre le cancer, 1, avenue Stéphane-Pichon, 75013 Paris.

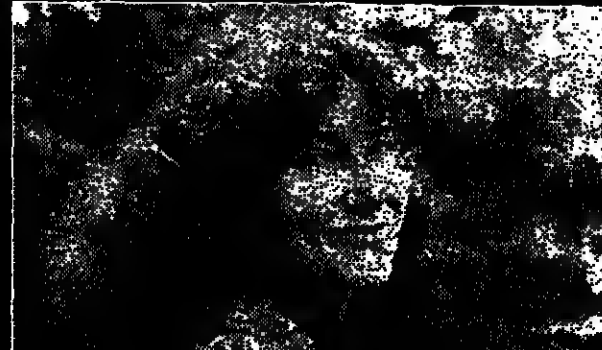
Une première annonce est parue dans l'ordre du jour est le suivant :

- Rapport moral.
- Nomination d'administrateurs.
- Rapport d'activités.
- Rapport financier, bilan.
- Questions diverses.

des femmes du M.L.F. éditent

à Apostrophes, le 3 Juin.

Nicole Ward Jouve



UN HOMME NOMMÉ ZAPOLSKI

des femmes

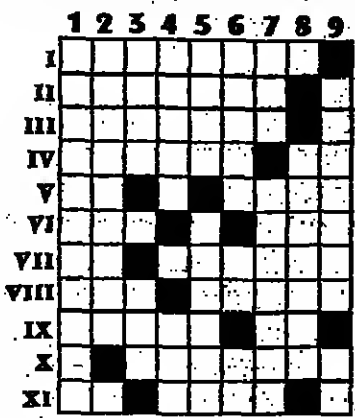
6, rue de Mézières - 75006 Paris

INFORMATIONS « SERVICES »

*** LE MONDE - Vendredi 3 juin 1983 - Page 27

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3463



HORIZONTALEMENT

I. Ses arbitres s'expriment plutôt dans les salons que sur les stades. - II. Piense invocation ou ennuieuse répétition. - III. État noir aux frontières mal définies. - IV. Encocher. Copulative. - V. Possessif. Viège, mais pas tout à fait blanc. - VI. Sa patte est à l'œil, mais son foie onéreux. Ne se dépose pas toujours avec douceur. - VII. Roulement de tonnerre. Porte-croix. - VIII. Souvent piné chez une personne guindée. Travaille sur les nerfs. - IX. Vieil inconditionnel. Normand bienheureux. - X. Ordonnances des médecins militaires. - XI. Conjonction conjonctuelle. Pôle d'attraction des boulevardiers nocturnes.

VERTICALEMENT

I. Qualifie certaines cuisines qui, bien mijotées, peuvent conduire à la Chambre. - II. C'est un jeu de l'été, voire est en vente libre. - III. Personne ou quelque chose. Predisposition à faire l'âne ou le singe. - IV. Guide une académie dépassant généralement le quarantenaire. Concerne une ceinture nécessitant du cran. - V. Balaam ou Sancho Pança. Son administration relève de l'église. - VI. Bon agent d'armement. Note importante voie transalpine au sigle d'anciennes voies en France. - VII. Groupement d'économistes concertés. Fervent partisan du ralliement au Béarnais. - VIII. Travail mécanique. - IX. Bien que considérée comme « suffisance », elle fait quand même défaut. Participe passé.

Solution du problème n° 3462

Horizontalement
I. Béquilles. - II. Opuntias. - III. Niaoili. - IV. Agi. Raton. - V. Vosges. Ut. - VI. En. Ré. Oie. - VII. Nèpe. Étés. - VIII. Tsunami. - IX. Niuit. - X. Rale. Léon. - XI. Entrée. Us.

Verticalement
1. Boucature. - 2. Épiphanie. An. - 3. Quai. Punt. - 4. UNO (ONU). Grenier. - 5. Iturce. Aa. - 6. Lila. Émile. - 7. Lait. Oite. - 8. Es. Oite. Ou. - 9. Intestin. GUY BROUTY.

PARIS EN VISITES - SAMEDI 4 JUIN

• Rodin présenté aux jeunes. 14 h 30, 77, rue de Valenciennes (Calvados des monuments historiques).
• Montferrat. 15 heures, métro Monge (Connaissance d'ici et d'ailleurs).
• Temple bouddhiste du bois de Vincennes. 15 heures, métro Liberté, M. Jaurès.
• Sotée de M^{me} de Maintenon dans le Marais. 21 heures, métro Chemin Vert, M^{me} Rouch-Guin.

CONFÉRENCES

17 h 30, 12, rue Cortot, B. Level : « Le Cava, société technique et chantante » (Centre culturel de Montmartre).
18 heures, 1, rue Victor-Cousin, Bachelard, C. Charrière : « Le rêve, la connaissance » (Université populaire de Paris).

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 2.6.83 A 0 h G.M.T.



Front quasi stationnaire / Front chaud / Front froid / Pluie / Brouillard

Verglas * Neige

Averses / Vent fort / Occlusion

Évaluation probable du temps en France entre le jeudi 2 juin à 0 heure et le vendredi 3 juin à minuit.

La France restera en bordure des perturbations océaniques qui circulent des Açores à l'Angleterre. Les orages se sont progressivement éliminés vers l'est et le nord-est.

Vendredi : dès le matin, ciel très chargé avec pluies orageuses sur la Bretagne, la Vendée et la Cotentin. Au nord de la Loire, sur Paris et sur les régions du Nord et du Nord-Est, temps lourd et nuageux. Sur toutes les autres régions de la France, des brouillards ou de brèves pluies, avec rapidement apparition du soleil.

À l'ouest de la journée, sur un pas plus de la moitié sud, très beau temps bien ensoleillé et chaud, aux meilleurs moments de l'après-midi, 25 à 27°.

Sur les côtes de la Manche, le ciel restera très chargé toute la journée, il y aura encore des pluies orageuses et il ne fera pas plus de 17 à 18°.

Entre ces deux régions, sur une bande allant de la Bretagne sud et de la Vendée à l'Alsace, au Bassin parisien, aux Flandres et aux Vosges, ciel plutôt nuageux avec une petite menace d'orages locaux et un espoir d'éclaircies, il fera 22 à 24°.

Le vent de sud-ouest sera faible en général. La nuit, les températures descendront entre 8 et 12° sur les principales parties du pays. Sur l'extrême ouest, il fera plus froid avec 12 à 14°.

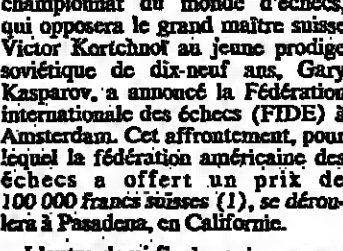
La pression atmosphérique redra au niveau de la mer 1013 à Paris, le 2 juin, à 8 heures, de 1019,1 millibars, soit 764,3 millimètres de mercure.

Ajaccio, 29 et 15 degrés; Biarritz, 23 et 11; Bordeaux, 22 et 12; Bourges, 17 et 9; Brest, 16 et 12; Caen, 21 et 11; Clermont-Ferrand, 21 et 12; Dijon, 21 et 10; Grenoble, 25 et 12; Lille, 24 et 12; Lyon, 23 et 12; Marseille-Marganne, 27 et 13; Nancy, 22 et 11; Nantes, 21 et 12; Nice-Côte d'Azur, 25 et 18; Paris-La Bourget, 19 et 12; Pau, 25 et 10; Perpignan, 23 et 14; Rennes, 22 et 12; Strasbourg, 22 et 13; Tours, 20 et 11; Toulouse, 23 et 10; Poitiers-Puy de la Vierge, 23 et 11.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 27 et 12 degrés; Amsterdam, 25 et 14; Athènes, 26 et 17; Berlin, 28 et 14.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

PRÉVISIONS POUR LE 3 JUIN À 0 HEURE (G.M.T.)

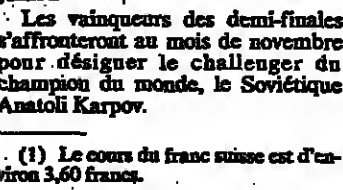


Cherbourg, 19 et 12; Clermont-Ferrand, 21 et 12; Dijon, 21 et 10; Grenoble, 25 et 12; Lille, 24 et 12; Lyon, 23 et 12; Marseille-Marganne, 27 et 13; Nancy, 22 et 11; Nantes, 21 et 12; Nice-Côte d'Azur, 25 et 18; Paris-La Bourget, 19 et 12; Pau, 25 et 10; Perpignan, 23 et 14; Rennes, 22 et 12; Strasbourg, 22 et 13; Tours, 20 et 11; Toulouse, 23 et 10; Poitiers-Puy de la Vierge, 23 et 11.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 27 et 12 degrés; Amsterdam, 25 et 14; Athènes, 26 et 17; Berlin, 28 et 14.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

PRÉVISIONS POUR LE 3 JUIN À 0 HEURE (G.M.T.)

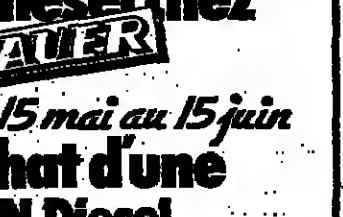


Cherbourg, 19 et 12; Clermont-Ferrand, 21 et 12; Dijon, 21 et 10; Grenoble, 25 et 12; Lille, 24 et 12; Lyon, 23 et 12; Marseille-Marganne, 27 et 13; Nancy, 22 et 11; Nantes, 21 et 12; Nice-Côte d'Azur, 25 et 18; Paris-La Bourget, 19 et 12; Pau, 25 et 10; Perpignan, 23 et 14; Rennes, 22 et 12; Strasbourg, 22 et 13; Tours, 20 et 11; Toulouse, 23 et 10; Poitiers-Puy de la Vierge, 23 et 11.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 27 et 12 degrés; Amsterdam, 25 et 14; Athènes, 26 et 17; Berlin, 28 et 14.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

PRÉVISIONS POUR LE 3 JUIN À 0 HEURE (G.M.T.)



Cherbourg, 19 et 12; Clermont-Ferrand, 21 et 12; Dijon, 21 et 10; Grenoble, 25 et 12; Lille, 24 et 12; Lyon, 23 et 12; Marseille-Marganne, 27 et 13; Nancy, 22 et 11; Nantes, 21 et 12; Nice-Côte d'Azur, 25 et 18; Paris-La Bourget, 19 et 12; Pau, 25 et 10; Perpignan, 23 et 14; Rennes, 22 et 12; Strasbourg, 22 et 13; Tours, 20 et 11; Toulouse, 23 et 10; Poitiers-Puy de la Vierge, 23 et 11.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 27 et 12 degrés; Amsterdam, 25 et 14; Athènes, 26 et 17; Berlin, 28 et 14.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

PRÉVISIONS POUR LE 3 JUIN À 0 HEURE (G.M.T.)

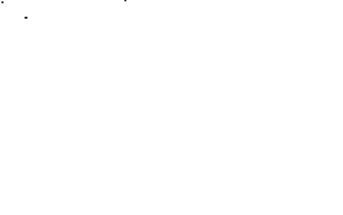


Cherbourg, 19 et 12; Clermont-Ferrand, 21 et 12; Dijon, 21 et 10; Grenoble, 25 et 12; Lille, 24 et 12; Lyon, 23 et 12; Marseille-Marganne, 27 et 13; Nancy, 22 et 11; Nantes, 21 et 12; Nice-Côte d'Azur, 25 et 18; Paris-La Bourget, 19 et 12; Pau, 25 et 10; Perpignan, 23 et 14; Rennes, 22 et 12; Strasbourg, 22 et 13; Tours, 20 et 11; Toulouse, 23 et 10; Poitiers-Puy de la Vierge, 23 et 11.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 27 et 12 degrés; Amsterdam, 25 et 14; Athènes, 26 et 17; Berlin, 28 et 14.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

PRÉVISIONS POUR LE 3 JUIN À 0 HEURE (G.M.T.)



Cherbourg, 19 et 12; Clermont-Ferrand, 21 et 12; Dijon, 21 et 10; Grenoble, 25 et 12; Lille, 24 et 12; Lyon, 23 et 12; Marseille-Marganne, 27 et 13; Nancy, 22 et 11; Nantes, 21 et 12; Nice-Côte d'Azur, 25 et 18; Paris-La Bourget, 19 et 12; Pau, 25 et 10; Perpignan, 23 et 14; Rennes, 22 et 12; Strasbourg, 22 et 13; Tours, 20 et 11; Toulouse, 23 et 10; Poitiers-Puy de la Vierge, 23 et 11.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 27 et 12 degrés; Amsterdam, 25 et 14; Athènes, 26 et 17; Berlin, 28 et 14.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

PRÉVISIONS POUR LE 3 JUIN À 0 HEURE (G.M.T.)



escargots oui... mais

La saveur d'un escargot c'est d'abord sa race et sa provenance. Pas de chinois à la MAISON DE L'ES-CARGOT et tout le ramassage est contrôlé, le plus réputé reste le bourgogne cuit aux aromates et préparé au beurre extra-fin. Vous pouvez l'acheter tous les jours (sauf le lundi) de 8 h 30 à 20 h et le dimanche jusqu'à 13 h. 75, rue Fondary - 15°. 575.51.08.

13^e BROCANTE
A LA BASTILLE
26 MAI 5 JUILLET
ouverture de 12 à 20 h
jeudi de 12 à 22 h
samedi et dimanche de 10 à 20 h
Libre TROUVAILLES

VOUS VOULEZ DES JOURS MEILLEURS? J'ARRIVE.

Je vous observe tous depuis quelques mois !... Je vous sens comme coincés, paumés, pour délivrer vos esprits des nuages qui les empêchent d'imaginer et d'agir, j'arrive à la rescousse. Dans Actuel, ce mois-ci, le secret des jours meilleurs.

ACTUEL

NADAUD enseignement privé lycée
2e au bac **A.B.C.D.G.** Commerce international
BTS Gestion comptabilité
«prépa» **Sc. Po. Vêto**
presup: p.c.e.m.i
medecine pharmacie
recyclage scientifique pour bac A/B
ECOLE NORMALES D'INSTITUTEURS
& cours de vacances
18, rue Tiphaine 75015 Paris
(1) 579.82.37
19, rue Jussieu 75005 Paris
(1) 337.71.16

PODIUM CARTE JEUNE

Un podium « Carte Jeune » exceptionnel se tiendra en gare de PARIS-EST du 1^{er} au 17 juin 1983.

Du lundi au vendredi, il sera animé, entre 11 heures et 19 heures, par des artistes de variétés (chanteurs, danseurs, accordéonistes...) et verra la participation, chaque jour, d'associations pour les jeunes, de groupes folkloriques et radios locales.

Le programme général est le suivant :

- A partir de 11 h ... Invitation au voyage avec la Carte Jeune.
- De 11 h à 12 h ... Les frères ARNOULD (chanteurs comiques).
- De 12 h à 14 h ... NUBRET'S INTERNATIONAL, son école de danse STUDIO 19, et ses amis... Gilles GUILLOU, Annick MAUCOUVERT, Anne METEIER, le Groupe CONDANZA...
- De 14 h à 16 h 30 ... Forum « JEUNES » avec la participation d'associations de jeunesse, cyclotourisme, randonnée pédestre...
- De 16 h 30 à 18 h ... Production d'artistes de renom parrainés par les plus grandes maisons de disques... et la participation de MISS FRANCE le 16 juin.
- De 18 h à 19 h ... Groupes folkloriques présentés par les provinces françaises.

Le Monde
DIMANCHE
Dans son numéro du 5 juin 1983

L'ARRIVEE DE « KING SUNNY » ADE
Le « Roi Soleil » de la musique africaine à l'assaut de l'Occident
Reportage d'Alain Wais
— Les quarante prix littéraires bretons.
— Les squatters tranquilles de Sèvres.
— Gérard Genette et le grand jeu de la littérature.
— Nouvelle : « les Deux Nounous » d'Alain Elkann.

Hausse du prix de l'essence
Le mois du diesel chez NEUBAUER
Exceptionnel du 15 mai au 15 juin sur tout achat d'une
• HORIZON Diesel
• 305 Diesel • 505 Diesel
Le meilleur prix - le meilleur service
NEUBAUER
M. GERARD 821.60.21

BREF

RÉTROMANIE

FOIRES ET SALONS EN JUIN. - Paris (Bastille) : jusqu'au 5 juin; Paris (place Saint-Sulpice) : du 10 au 20 juin; Paris (foire Saint-Laurent, gare de l'Est) : jusqu'au 27 juin; Versailles (Orangerie) : jusqu'au 12 juin; Senlis (80) : jusqu'au 5 juin; Le Mans (72) : jusqu'au 6 juin; Tournus (71) : jusqu'au 5 juin; Bièvres (foire à la photo) : 4 et 6 juin; Pontoise (95) : du 11 au 13 juin; Limoges (87) : du 10 au 13 juin; Caen (14) : du 10 au 20 juin; Douzillac (12) : 11 et 12 juin; L'Hay-les-Roses (94) : 12 juin; La Ferté-Bernard (72) : du 17 au 19 juin; La Ferté-Gaucher (77) : du 17 au 19 juin; Marville (55) : 19 juin; Vitry (88) : du 20 au 23 juin; Samois (77) : 25 et 26 juin; Pont-Saint-Espirit (80) : du 1^{er} au 4 juin.

SANTÉ

DÉLIVRANCE GRATUITE DES ORDONNANCES. - La Fédération des syndicats pharmaceutiques de France a annoncé qu'elle engagerait la concertation avec les pharmaciens sociaux afin de parvenir à la délivrance gratuite, totale ou partielle, des ordonnances. C'est ce qu'a déclaré M. Pierre Pocher, président de la Fédération le 1^{er} juin devant les pharmaciens d'officine réunis en congrès à Cannes.

loterie nationale

LISTE OFFICIELLE DES SOMMES À PAYER
TOUTS CUMULÉS COMPRIS AUX BILLETTS ENTIERS

TRANCHE DE LA FETE DES MERES

| TERMINAISONS | FINALES ET NUMEROS | SOMMES À PAYER | TERMINAISONS | FINALES ET NUMEROS | SOMMES À PAYER |
|--------------|---|--|--------------|--|--|
| 1 | 31 111 301 6 111 04 361 26 921 | 200 500 500 2 500 10 000 10 000 | 7 | 7 77 007 317 657 0 057 | 100 300 600 600 2 100 2 100 |
| 2 | 032 04 232 17 012 | 500 500 10 000 | 8 | 030 210 7 860 9 920 05 210 03 690 | 500 500 2 000 2 000 10 000 10 000 |
| 3 | 3 643 733 03 133 | 100 400 400 10 100 | 9 | 09 039 599 959 91 139 354 409 | 200 500 500 500 10 000 5 000 000 |
| 4 | 96 7 966 76 286 | 200 2 000 10 000 | 0 | 00 370 930 6 280 92 360 | 200 500 500 2 000 10 000 |
| 5 | 455 095 075 115 | 500 500 1 000 000 | | | |
| 6 | 186 716 3 926 4 076 | 500 500 2 000 2 000 | | | |

PROCHAIN TIRAGE LE 8 JUIN 1983
TRANCHE DES CISES À MALAKOFF (Hauts-de-Seine)
L'ARLEQUIN À PARIS

LOTO

TRANCHE N° 22

PROCHAIN TIRAGE LE 8 JUIN 1983 VALIDATION JUSQU'AU 7 JUIN APRES-MIDI

9 10 14 18 21 40
NUMERO COMPLEMENTAIRE 45

AFFAIRES

QUE FAIRE DE LA PARTICIPATION FRANÇAISE DANS OLIVETTI ?

Quand M. de Benedetti s'impatiente...

M. Carlo de Benedetti, P.-D.G. de Olivetti, s'impatiente. Non seulement il veut être fixé rapidement sur le sort de la participation (autour de 33 %) que les groupes nationalisés français détiennent dans la société italienne, mais il souhaite que la part des intérêts français diminue sensiblement. Un vœu qu'il a exprimé publiquement lors de l'assemblée générale des actionnaires d'Olivetti, et dont M. Fabius avait été informé au préalable.

Acquis par Saint-Gobain et quelques banques (avec le soutien écrit de M. de Benedetti) en temps et lieu le groupe nourissant de grandes ambitions en électronique, les actions d'Olivetti sont aujourd'hui réparties entre la Compagnie des machines Bull (23 %), Saint-Gobain (8,5 %) et les banques. Or, depuis deux ans, le panorama politique et industriel a changé. Si Olivetti ne désire pas plus qu'éventer le 10 mai 1981 coopté avec C.I.T.-Honeywell Bull, Saint-Gobain a été retiré de l'électronique et réaffecté vers des activités plus proches de ses domaines traditionnels.

En ces temps d'argent rare et cher, les deux groupes nationalisés, Bull et Saint-Gobain, souhaitent donc, fort logiquement, se séparer de leurs intérêts dans Olivetti, qui, sur la base des seuls cours de Bourse, représentent globalement 1 milliard de francs.

Le principe de ces cessions ne paraît pas devoir poser de problème. Reste la question de fond : à qui vendre ? La France doit-elle conserver cette participation de 33 % dans Olivetti, ou la céder pour tout ou partie à des acheteurs étrangers, voire à des « amis » de M. de Benedetti ?

Il y a plusieurs mois, les pouvoirs publics avaient demandé à la C.G.E. d'explorer avec Olivetti les voies d'un accord technique et commercial, notamment dans la machine à écrire électronique. On pouvait envisager une coopération entre les deux firmes, complétée par la reprise de la participation française dans Olivetti par C.G.E.

« La phase exploratoire de nos négociations techniques et commerciales » est achevée, dit-on à la C.G.E., mais on y ajoute que le groupe n'a pas de compétence pour s'occuper de la partie financière.

Apparemment le groupe français ne paraît pas très chaud pour reprendre les actions d'Olivetti dans les conditions présentes. Il n'aime pas les strapontins, les positions d'actionnaire minoritaire, surtout dans une société comme Olivetti avec un P.-D.G. de la personnalité de M. de Benedetti. S'il s'agissait d'avoir la majorité...

Il y a plus. La C.G.E. a engagé une réflexion sur sa stratégie future. Ses besoins de financement dans la téléphonie, la communication, l'énergie sont tels qu'il lui faut s'interroger sur ses capacités, et celles de l'Etat-actionnaire, à investir des sommes très importantes dans la bureautique. Le jeu en vaut-il la chandelle ? Des questions auxquelles on ne peut répondre à la légère. Aussi peut-on se demander si il n'est pas plus sage de régler d'abord les problèmes franco-français : trouver un ou des organismes financiers qui assurent le portage des actions Olivetti, le temps pour la C.G.E., les pouvoirs publics et d'autres de traiter le problème bureautique dans un cadre plus global.

L'intérêt présent et futur du pays commande que l'on ne se déshabille pas à la légère d'une telle participation stratégique. Même s'il peut être tenté de profiter des cours actuels de l'action Olivetti, qui, de l'avis des experts, est à son plafond.

Sans doute l'impatience de M. de Benedetti s'explique-t-elle par le sentiment qu'il a d'être quelque peu « coincé » par cette participation française. Raison de plus pour que Paris prenne son temps ! M. de Benedetti, qui a toujours fait passer les intérêts du groupe qu'il dirige avant toute autre considération, comprendrait certainement que l'on fasse passer l'intérêt de la France avant le sien.

J.-M. QUATREPOINT.

LES PERTES DE ZANUSSI VONT ENTRAÎNER UNE RÉORGANISATION DU GROUPE ITALIEN

Les pertes de 130 milliards de francs (environ 750 milliards de francs) annoncées par Zanussi pour 1982 vont entraîner une profonde réorganisation du groupe italien. Un plan global devra être défini par l'assemblée des actionnaires prévue pour la fin du mois. Si le groupe a pu épurer ces pertes de 1982 grâce à des écritures comptables (révaluations de titres), il reste formidablement endetté. Les dettes atteignent 43 % du chiffre d'affaires de 7,8 milliards de francs.

Pour l'heure, en s'occupe, du point de vue financier, vers une augmentation du capital portée de 90 à 200 milliards de francs, que suivrait la famille Zanussi pour maintenir sa part de 51 %, et vers des apports extérieurs (de Fiat, du « consortium » des grands groupes privés italiens, de Philips). M. Mazza, le P.-D.G. dont on a évoqué la démission, resterait provisoirement aux commandes, au côté d'un éventuel conseiller plecté par le famille. Du point de vue industriel, enfin, Zanussi devra se concentrer sur son point fort, dont les résultats sont à peu près équilibrés : l'électroménager. Zanussi est le numéro un européen dans ce domaine.

AGRICULTURE

L'aide aux agriculteurs victimes des inondations

Les mesures en faveur des agriculteurs victimes des inondations, évoquées au conseil des ministres du 1^{er} juin, consistent en une intervention sur les prix de la paille et du foin, en une « table ronde » sur l'approvisionnement rapide en alimentation du bétail des régions sinistrées et en l'accélération des procédures prévues en cas de catastrophes naturelles et de calamités agricoles.

Une « procédure écrite » de consultation du comité national des prix a été engagée vendredi 27 mai, ce qui permettra l'adoption mardi 7 juin d'un arrêté national donnant délégation de compétence aux commissaires de la République. Ceux-ci pourront dès lors, et très rapidement selon les instructions qu'ils ont reçues, prendre les arrêtés préfectoraux de fixation du prix de la paille et du foin au niveau qui était leur département par département, avant la libération spéculative due aux inondations.

POUR UN ACCORD A TROIS AVEC A.T.T.

La C.G.E. se dit prête à discuter avec Philips

« Nous sommes tout à fait ouverts à une discussion avec Philips », a déclaré, mercredi 1^{er} juin, M. Georges Peberau, président-directeur général de C.I.T.-Alcatel, à quelques journalistes qui l'interrogeaient sur les déclarations au Monde de M. Dekker, P.D.G. du groupe néerlandais. « Il y a effectivement une grande complémentarité entre nous », a-t-il ajouté. Toutefois, dans une négociation avec A.T.T. et Philips, il serait « hors de question d'aliéner notre indépendance technologique et de s'aligner sur ou pour sur les techniques d'A.T.T. ».

De telles hypothèses ne pourraient être envisagées que dans le cas où C.I.T.-Alcatel serait « incapable de pérenniser sa suprématie technique dans les systèmes téléphoniques », par « manque de moyens financiers ». M. Peberau estime entre 150 et 200 millions de dollars par an les sommes nécessaires à consacrer à la recherche pour que C.I.T.-Alcatel maintienne son avance dans les centraux téléphoniques électroniques. Or la société ne peut dégager pour le moment que les deux tiers de cette somme.

Pour trouver les financements complémentaires, C.I.T.-Alcatel

mise sur plusieurs tableaux : l'Etat-actionnaire et principal client à travers les P.T.T.; des alliances internationales qui, sans aliéner la compétence technologique de C.I.T.-Alcatel, lui apporteraient des compléments de compétences ou de financement (soit par des marchés captifs, soit par des coopérations en matière de recherche); des ressources propres.

A cet égard, le groupe C.G.E. compte utiliser ses filiales cotées en Bourse pour drainer des capitaux. Après Alstom-Alsthom (400 millions de francs), Sitrax (120 millions) et Electrobanque (30 millions), C.I.T.-Alcatel envisage de lancer cette année une émission d'obligations convertibles pour un montant voisin de 500 millions de francs. La C.G.E. proprement dite, qui est nationalisée, vient de recevoir en capital 105 millions de francs. Elle pourrait drainer 500 millions de francs à travers des titres participatifs, à l'instar de ce qu'a fait Saint-Gobain il y a quelques semaines. Enfin l'introduction en Bourse de certaines filiales est à l'étude. Des opérations qui s'effectueraient d'abord C.G.E.-Alstom et les Câbles de Lyon.

UN « PLAN DE RELANCE » POUR BOUSSAC EST PROPOSÉ PAR LA C.G.T.

Alors que le tribunal de commerce de Lille a décidé de reporter au jeudi 7 juillet l'examen d'une requête des frères Wilton portant sur la régularité de confier à la nouvelle Compagnie Bousac Saint-Frères (C.B.S.F.) la location-gérance de l'entreprise (Le Monde du 21 mai), la C.G.T. organise une « consultation » auprès du personnel du groupe.

Tous les salariés de la C.B.S.F. (18 900 personnes) vont être invités à donner leur avis sur un « plan de relance industrielle » qui prévoit de recruter des « filiales » (lin, tapis, habillement...) et la recherche de « nouveaux produits ».

Dans ses propositions la C.G.T. suggère d'augmenter le capital de la compagnie (de 200 millions de francs actuellement à 1 milliard de francs). L'Etat, qui interviendrait dans cette opération, serait remboursé grâce à la vente de biens non productifs de l'entreprise.

Mme CRESSON LANCE LE SCOOTER PEUGEOT

Mme Edith Cresson a essayé, le 1^{er} juin, dans la cour de son ministère, le premier scooter français lancé par Peugeot. Elle l'a jugé « simple, souple et facile à manier ».

Peugeot, numéro un français de cycle, propose, sous licence Honda, trois modèles à allumage électronique, sans changement de vitesse : deux de 50 cc et un de 80 cc. Leur poids varie de 70 à 78 kilos et leur prix public de 6 500 F à 7 500 F.

Les versions de petite cylindrée ne nécessitent pas de permis de conduire et peuvent être utilisées à partir de quatorze ans, tandis qu'il faudra un permis moto ou, au moins pour le 80 cc, le permis actuel français est de cent mille unités, dont l'essentiel est aux mains des firmes italiennes Vespa et Piaggio. Peugeot prévoit un important développement du marché et compte vendre vingt-cinq mille scooters en 1983.

CONJONCTURE

LA FRANCE EST RESTÉE LE DEUXIÈME EMPRUNTEUR MONDIAL EN MAI

Avec 1,3 milliard de dollars, la France est restée, en mai, au tout premier rang des emprunteurs mondiaux, juste devant le Japon (1,4 milliard), ex aequo avec le Chili, mais devant les Etats-Unis (1,1) et le Canada (1 milliard), selon les statistiques de l'O.C.D.E.

En avril, le montant des emprunts français avait été de 1,1 milliard de dollars. Depuis le début de l'année, on arrive à 5,9 milliards de dollars, ou environ 45 milliards de francs.

L'emprunt de 4 milliards d'ECU (3,7 milliards de dollars) que la C.G.E. a consenti à la France d'est pas compris dans ce total.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

| | COURS DU JOUR | | UN MOIS | | DEUX MOIS | | SIX MOIS | |
|------------|---------------|---------|------------------|--------|------------------|--------|------------------|--------|
| | + bas | + haut | Rep. + ou Dép. - | + ou - | Rep. + ou Dép. - | + ou - | Rep. + ou Dép. - | + ou - |
| S E.-U. | 7,6725 | 7,6750 | + 185 | + 230 | + 378 | + 440 | + 930 | + 1120 |
| \$ can. | 6,2345 | 6,2380 | + 130 | + 185 | + 280 | + 350 | + 760 | + 895 |
| Yen (100) | 3,2035 | 3,2060 | + 140 | + 180 | + 380 | + 345 | + 920 | + 995 |
| DM | 3,0070 | 3,0095 | + 165 | + 195 | + 350 | + 390 | + 1025 | + 1095 |
| Florin | 2,6765 | 2,6785 | + 125 | + 155 | + 275 | + 310 | + 730 | + 795 |
| F.R. (100) | 15,0615 | 15,0715 | + 315 | + 440 | + 640 | + 845 | + 1640 | + 2040 |
| £ S. | 3,6380 | 3,6410 | + 210 | + 245 | + 455 | + 500 | + 1330 | + 1420 |
| L (1 000) | 5,0775 | 5,0785 | + 180 | + 220 | + 340 | + 370 | + 1200 | + 1300 |
| £ | 12,1760 | 12,1800 | + 170 | + 280 | + 440 | + 580 | + 1250 | + 1525 |

TAUX DES EURO-MONNAIES

| | 9 1/8 | 9 1/2 | 9 3/16 | 9 1/2 | 9 1/4 | 9 5/8 | 9 1/2 | 9 13/16 |
|------------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|---------|
| SE-IL | 4 3/4 | 5 1/8 | 5 3/8 | 5 1/2 | 5 3/4 | 5 5/8 | 5 1/2 | 5 7/8 |
| DM | 5 3/4 | 6 1/4 | 6 3/4 | 6 1/2 | 6 1/4 | 6 1/2 | 6 1/2 | 6 1/4 |
| F.R. (100) | 8 3/4 | 10 1/4 | 10 1/4 | 10 | 9 1/4 | 10 | 9 1/2 | 10 3/8 |
| £ S. | 4 1/2 | 5 | 5 | 5 3/8 | 5 | 5 3/8 | 5 1/6 | 5 1/16 |
| L (1 000) | 14 1/4 | 15 3/4 | 15 1/2 | 16 5/8 | 15 1/2 | 16 1/2 | 16 1/2 | 17 5/8 |
| £ | 10 | 10 5/8 | 10 | 10 5/8 | 10 | 10 5/8 | 10 1/8 | 10 3/4 |
| F. franc | 12 1/4 | 13 1/8 | 12 3/8 | 13 1/2 | 13 1/8 | 14 | 13 3/4 | 14 1/8 |

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

UN TREMLIN pour votre avenir



- BTSS bilingue, trilingue (2 ans après le bac - Année préparatoire possible).
- Examen de qualification à la sténographie de confidentialité.
- Chambres de commerce étrangères.

STAGE EN ENTREPRISE SERVICE DE PLACEMENT

Ecole des Secrétaires de direction

(enseignement privé)
15, rue Soufflot, 75005 PARIS - Tél. 325-44-40

Nom
Adresse
Diplôme
Niveau études



Le Monde dossiers et documents

LES NOUVEAUX DROITS DES TRAVAILLEURS



LA GESTATION L'ÉLABORATION LE CONTENU ET L'APPLICATION DES LOIS AUROUX

ILLUSTRÉ PAR PLANTU

JUIN 1983

EN VENTE, 10 F CRIEZ
LES MARCHANDS DE JOURNAUX
ET AU « MONDE »

Le Monde

5, rue des Italiens, 75427 PARIS CEDEX 09

VOUS VOUS ARRIVE.

024 11 01 1350

SALAIRE, SÉCURITÉ SOCIALE, ASSURANCE CHOMAGE

Les trois points chauds de la politique sociale

Il y a quelques semaines, M. Pierre Bérégovoy soulignait avec force la nécessité de « bander les énergies » et « d'imaginer de nouveaux rapports sociaux ». Sans dévoiler davantage ses intentions, le ministre des affaires sociales et

de la solidarité nationale se prononçait en faveur d'une « croissance sociale ». Était-ce l'esquisse d'un projet de politique sociale qui fait tant d'actualité au pouvoir politique ? Alors que les vingt premiers mois du

septennat de M. Mitterrand ont été marqués par d'importantes réformes, des lois Auroux à l'abaissement de l'âge de la retraite, le souffle social qui animait le gouvernement semble avoir disparu dans la tourmente économique.

Les réformateurs ont cédé la place aux gestionnaires ; la pause a été suivie par la rigueur. Certes, le deuxième plan de rigueur n'a pas été conçu socialement à l'aveuglette, et les plus défavorisés ont été épargnés. Mais, au niveau des priorités, la lutte contre l'inflation a supplanté la lutte contre le chômage, et la politique sociale apparaît désormais davantage comme une succession de mesures d'accompagnement de la rigueur que comme un projet déterminant les choix économiques. La crise a planté un nouveau décor qui s'impose même à un gouvernement socialiste. Le projet de IX^e Plan parle de solidarité, de réduction des inégalités et de revalorisation des bas salaires, mais il se présente avant tout comme le « plan de l'effort ». La voie est clairement tracée.

Dans cette perspective, économiquement rigide et socialement étroite, le gouvernement sera amené dans les jours et les semaines qui viennent à préciser la politique sur plusieurs dossiers sociaux importants. De tels choix donnent lieu au sein de l'équipe gouvernementale à bien des débats, des hésitations, voire des flottements.

Le premier point chaud concerne évidemment la politique salariale. Même si les pouvoirs publics font mine de ne pas s'en alarmer, l'évolution du taux du salaire horaire ouvrant au premier trimestre — de 3 à 3,2 % — est inquiétante. Cette hausse survenue peut-être un peu la hausse réelle des salaires, il ne concerne que les ouvriers, ne tient pas compte de la réduction de la durée du travail (1) et ne prend pas en compte les entreprises de moins de dix salariés, mais il révèle un glissement qui pose question.

On peut expliquer les 3,2 % du premier trimestre en les décomposant : aux 2 % prévus par les conventions collectives, il faut ajouter 0,4 % de glissement structurel (ancienneté et promotions) et 0,8 % induit par la hausse du SMIC sur l'ensemble de la grille salariale. Mais les mêmes causes ne produisent pas les mêmes effets ? M. Getz, le président du C.N.P.F., a fermement démenti aux entreprises d'inscrire le SMIC dans les conventions collectives de limitation des hausses salariales à 8 %. Dans la métallurgie, l'U.I.M.M. est allée encore plus loin en invitant ses adhérents à « infléchir leur politique salariale afin d'obtenir une déconsolidation notable pendant l'ensemble de l'année 1983, à un total d'augmentation inférieure à l'objectif de 8 % ». Dans de nombreux secteurs et entreprises — celles qui ont une section syndicale étant soumise cette année à l'obligation de négocier les salaires réels, — aucun contrat n'a été signé pour 1983. Sur les soixante-dix-sept accords nationaux de branche conclus pour la sortie du blocage des salaires fin 1982, seuls trente ont porté sur 1982, et l'ensemble de 1983. Comment les entreprises vont-elles tenir face à la pression salariale ? Chez Glanville, après une grève menée par la C.G.T., la digue a cédé, et la direction vient d'accorder 12 % pour 1983...

Pour l'heure, le gouvernement semble résolument écarter tout nouveau blocage des salaires et s'en tient aux directives de septembre 1982. Mais l'évolution actuelle risque d'amener, au minimum, une hausse des salaires horaires de 2,4 % (soit 2 % plus le glissement structurel) par trimestre, ce qui ferait avec le 1^{er} tri-

mestriel sans tenir compte de la durée du travail, plus de 10 % pour l'année. MM. Mauroy, Delors et Bérégovoy disposent cependant de plusieurs cartes pour infléchir, à la hausse ou à la baisse, cette tendance.

La première, c'est le SMIC. Pour 1983, la C.G.T. demande une hausse de pouvoir d'achat du salaire minimum de 5 %, la C.F.D.T. de 4 %. Ni l'une ni l'autre ne seront suivies. Le désir de fléchir du lest aux syndicats, dans une période de rigueur pourrait cependant amener le gouvernement à accepter une hausse du pouvoir d'achat du SMIC de 1 à 2 %, ce qui porterait l'augmentation des salaires horaires à plus de 11 % ou plus de 12 % fin 1983.

Rien n'est encore arrêté, et le gouvernement — qui en débâte en comités restreints — a jusqu'à la réunion de la nouvelle commission nationale de la négociation collective, fin juin, pour se déterminer. Mais un dérapage des salaires horaires du privé aurait de graves répercussions dans le secteur public et dans la fonction publique. Ainsi, cela ne faciliterait guère la tâche de M. Le Pors, secrétaire d'État chargé de la fonction publique, lorsqu'à l'automne il sera sans doute amené à proposer aux syndicats une hausse de salaire de 5 % en 1984 — pour être fidèle aux objectifs de M. Delors, — sans être sûr que la situation économique lui permettra de faire jouer pleinement les clauses de sauvegarde pour 1983.

L'autre carte du gouvernement devrait donc consister à encourager fortement les partenaires sociaux à négocier une évolution « binaire » des salaires, avec une majoration proportionnelle à l'évolution du coût de la vie et une majoration forfaitaire répercutant inégalement le pouvoir d'achat. Une autre méthode mise en avant par les adversaires du salaire binaire, l'amènerait à recommander qu'il y ait deux valeurs de point : l'une pour la grille ouvrière, l'autre au-delà.

Hypothèses pour la Sécurité sociale

Le second point chaud concerne la Sécurité sociale. La décision de M. Mitterrand et Bérégovoy d'écarter un moindre remboursement des actes chirurgicaux en dessous du K80 au lieu du K50 actuel laisse entrevoir le problème du déficit. S'il est toujours question, au niveau des hypothèses débattues, de reporter les amortissements de certaines prestations, de supprimer pour le reste de l'année la participation de la Sécurité sociale aux investissements hospitaliers, de bloquer une tranche de revalorisation des biologistes et de réviser la nomenclature des actes de radiologie (le Monde du 19 mai), il manque encore 1 milliard pour boucler le plan d'économies de 4 milliards. Différentes hypothèses circulent, qui vont d'une revalorisation minimale du complément familial et de l'allocation-logement — la maladie devrait être équilibrée en 1983, la famille en déficit — à une reprise du projet annoncé en juillet 1982, puis abandonné, de supprimer la franchise postale pour le courrier des assurés destinée à la Sécurité sociale. On devrait être prochainement fixé, chacune de ces nouvelles mesures pouvant économiser 300 à 400 millions de francs.

Mais, dans l'attente de toute réforme de fond du financement, les vraies difficultés de la Sécurité sociale

sont encore devant M. Bérégovoy. L'année 1984 s'annonce déjà comme difficile pour l'équilibre du régime général (on s'attend à un déficit autour d'une dizaine de milliards, à cause de la vieillesse et de la famille). Alors que se prépare pour la fin juin un débat parlementaire sur la loi de finances, des hypothèses de financement sont envisageables. Jusqu'à présent, M. Bérégovoy était placé devant une situation d'autant plus difficile pour venir à bout du déficit qu'il s'était privé de l'arme de l'augmentation des cotisations des salariés et des entreprises.

Mais la maîtrise des dépenses de santé, même si on assiste à une indéniable décadence et à une meilleure rentrée de recettes edge autant de patience que d'effort. Le budget global hospitalier n'entrera en vigueur, sur deux ans, qu'en 1^{er} janvier 1984. La réforme de la tarification hospitalière, indispensable pour venir à bout de disparités incroyables dans la prise en charge, — par exemple, selon qu'on est soigné en médecine ou en chirurgie, pour une pneumonie en vingt-cinq ou en plus de trente jours ou pour une appendicite, — n'est en cours que pour le long séjour et prendra beaucoup de temps.

On pourrait donc voir resurgir pour 1984 des techniques anciennes ou récentes. Le gouvernement pourrait prolonger le prélèvement de 1 % sur les revenus, mais, avant même que la Commission des comptes, qui se réunira le 21 juin, n'ait arrêté ses hypothèses, une telle reconduction se révèle insuffisante. Y ajoutera-t-on alors une augmentation des cotisations (quasiement inéluctable pour la vieillesse) des salariés et des entreprises ? Une autre possibilité consisterait à élargir la contribution de 1 % vers la santé — en versant le revenu du capital — et vers la base, par un prélèvement à la source qui viendrait aussi des catégories de chômeurs, de retraités et de salariés actuellement exonérés. Socialement douloureuse, une telle méthode paraît politiquement inacceptable.

Le gouvernement pourrait aussi ressourcir son projet de fiscaliser progressivement d'ici à 1988 les neuf points de cotisations aux allocations, familiales, en commençant par deux points en 1984. Les entreprises devraient alors augmenter de deux points les salaires inférieurs au plafond de la Sécurité sociale et l'État opérerait un prélèvement exactement équivalent à l'augmentation des salaires. L'opération serait blanche pour les salariés sous plafond, ne que pour les autres et les cadres, ce qui risquerait de provoquer avec eux des tensions. Des études techniques sont en cours avant toute décision.

Un autre dossier social aigu est celui de l'assurance-chômage. L'année 1982 s'est achevée pour l'UNEDIC avec un déficit de 6,4 milliards de francs. Pour 1983, il devrait être de l'ordre de 5 milliards de francs, l'UNEDIC basant ses hypothèses sur une augmentation de deux cent mille chômeurs en un an. Il y a donc de 11 à 12 milliards de francs à trouver sans tarder.

M. Mauroy avait demandé aux partenaires sociaux — le décret du 24 novembre 1982 sur les écono-

mies ne s'appliquant que jusqu'au 19 novembre 1983, soit un an après la dénonciation par le patronat de la convention — de se mettre d'accord avant la fin juin. Or, aucune perspective de négociation ne se dessine, le patronat refusant énergiquement tout nouvel accroissement des charges et les syndicats s'opposant unanimement à toute nouvelle réduction de prestations.

Le choix réside donc entre une majoration de la participation de l'Etat (29 milliards de francs en 1983, soit la tiers des dépenses) et un nouveau relèvement des cotisations. Il est plus que vraisemblable, à l'heure actuelle, que le gouvernement s'orientera vers une augmentation des cotisations — dès le 1^{er} juillet ? — quitte, imaginant certains experts, à modifier la répartition entre les salariés et les entreprises (2) par un réajustement en faveur des employeurs.

Les choix du gouvernement pourraient aussi l'amener à donner une nouvelle dynamique à la lutte contre le chômage. Un effort important sera fait pour la formation professionnelle et l'insertion des jeunes. Les nouveaux contrats de solidarité sur la réduction de la durée du travail en sont à leur début, nombre d'entreprises attendant le sort que M. Ralite, le ministre chargé de l'emploi, va réserver à celui jugé « exemplaire » de Dessault (3), vigoureusement combattu par la C.G.T., mais accueilli avec une bienveillante attention à l'Elysée.

M. Bérégovoy songerait à réunir les partenaires sociaux en juin sur la durée du travail pour relancer le processus contractuel. Saisir-il l'occasion pour doter une politique sociale aujourd'hui saisissable au coup par coup d'un projet plus mobilisateur des énergies et des solidarités ?

MICHEL NOBLECOURT.

(1) Selon l'INSEE, le taux de salaire horaire ouvrant a progressé de 12,6 % de janvier 1982 à janvier 1983 et de 15,4 % en moyenne annuelle. Le taux brut mensuel (intégrant la réduction de la durée hebdomadaire du travail) a augmenté ainsi : 9,3 % entre janvier 1982 et janvier 1983 et de 13,1 % en moyenne annuelle.

(2) Le 1^{er} novembre 1982, la cotisation à l'UNEDIC, qui n'avait pas, malgré la hausse du chômage, fait augmenter depuis le 1^{er} avril 1979, passait de 3,6 % à 4,8 %. Les 4,8 % se répartissent ainsi : 3,2 % pour les salariés et 1,6 % pour les entreprises.

(3) Après avoir signé un contrat de solidarité prétraite et préretraite progressive, la direction de Dessault a conclu avec la C.F.D.T., la C.G.C. et F.O. un contrat de solidarité réduction de la durée du travail. Au 1^{er} octobre 1983, la durée hebdomadaire sera ramenée à trente-trois heures pour trois cent cinquante salariés travaillant en équipe et au 1^{er} juin 1984 à trente-deux heures pour huit mille six cent cinquante salariés. L'accord ne prévoit pas de compensation salariale intégrale, mais les effectifs devraient être maintenus jusqu'en 1985, année où quatre cent trente-cinq emplois seraient créés. La C.G.T. exprime sa « réprobation » devant ce contrat « au rabais ».

DES LOCAUX DE L'ASSEDIC OCCUPÉS PAR LE SYNDICAT DES CHOMEURS

Affo d'en appeler à la conscience de ceux qui ont un emploi — et de condamner le système d'assurance-chômage qui — depuis un an a expulsé cent cinquante mille chômeurs de son système d'indemnisation —, ont troué de militants du Syndicat des chômeurs occupé « pacifiquement », mercredi 1^{er} juin, les locaux de l'ASSEDIC de la rue de la Victoire à Paris, avant d'être expulsés, sans incident, par la police.

A défaut d'être reçu, comme il le demandait, par M. André Bergeron, président de l'UNEDIC, M. Maurice Pavat, le secrétaire général de l'organisation, s'est adressé à la presse. Il s'est prononcé notamment pour une meilleure répartition du système d'indemnisation.

Dans l'immédiat, le Syndicat demande le maintien d'une durée plus longue du versement des allocations, la levée du secret qui entoure le versement des aides exceptionnelles par le fonds social de l'UNEDIC, et la création immédiate d'un minimum-chômage équivalent aux deux tiers du SMIC.

Si, d'ici à vendredi 3 juin, aucun résultat n'a été obtenu, il se pourrait qu'un mouvement de grève de la faim soit entrepris à Paris et dans plusieurs villes de province. En cas d'échec, la responsabilité, selon M. Pavat, serait imputée aux syndicats, qui s'intéressent au seul sort des travailleurs ayant un emploi.

MONNAIES

La hausse du dollar

(Suite de la première page.)

Ces sorties ont pour effet à la fois de raréfier les liquidités en Allemagne et de faire baisser le mark, vendu massivement contre dollar.

Or une hausse des taux outre-Rhin serait de nature à « casser » la fragile reprise en cours, et une trop forte montée du dollar accroissant de surcroît le coût des importations allemandes de pétrole. C'est pourquoi la Bundesbank est, à nouveau,

ricains dont les exportations sont rendues de plus en plus difficiles, c'est certain. En revanche, ce n'est pas exact si on fait entrer en ligne la tension internationale, notamment la présence de milliers de conseillers russes sur la frontière libanaise, et surtout la fermeté des taux aux Etats-Unis qui deviendrait une véritable donnée fondamentale si elle persistait.

Or cette tension est provoquée par les variations de la masse monétaire



(Dessin de PLANTU.)

interviewé assez massivement mercredi 1^{er} juin et jeudi 2 juin au niveau de 2,55 DM pour 1 dollar, le plus haut cours depuis six mois, considéré, pour l'instant, comme une ligne de résistance.

Que peuvent, maintenant, faire de plus les parties en présence ? D'abord, il est fort possible que d'ici à quelques jours les banques centrales interviennent de façon concertée pour faire baisser le dollar, peut-être avec l'appui discret des Etats-Unis. Il suffirait même que le rumeur se répande sur les marchés des changes pour provoquer un repli assez brutal du dollar.

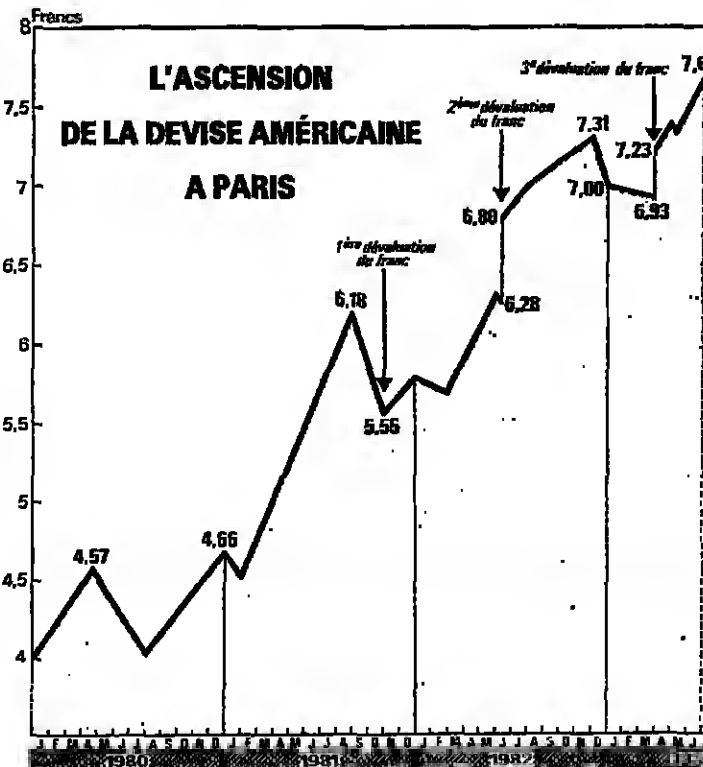
Serait-ce suffisant ? Toute la question est de savoir si le dollar est vraiment surévalué et de combien. Si l'on prend en compte les fameuses données « fondamentales », notamment la croissance du déficit commercial des Etats-Unis et les préoccupations des industriels amé-

éricains, dont l'annonce hebdomadaire bouleverse la planète, M. Donald Regan lui-même « ne comprend pas » pourquoi cette masse augmente, et la Réserve fédérale n'ou plus, dit-on.

Il devient tragique de penser que l'obscurité régnant sur les mouvements de capitaux des particuliers entre différentes formes de placements et de comptes bancaires, ait pour conséquence de mettre à feu et à sang les marchés des changes.

En fait, le seul moyen qu'ait le président Reagan de faire baisser les taux serait d'obtenir une réduction du déficit budgétaire américain, au prix, sans doute, d'une diminution des dépenses militaires. Mais là, on débouche sur le problème de la sécurité et de la solidité du « parapluie » américain sur lequel l'accord s'est fait à Williamsburg.

FRANÇOIS RENARD.



Faits et chiffres

Commerce extérieur

● M. François Mitterrand a reçu le 1^{er} juin les présidents des six commissions, qui avaient participé la veille à Paris à la journée « Initiatives 1983 pour le commerce extérieur » présidée par M^{me} Edith Cresson. Le chef de l'Etat a, selon le service de presse de l'Elysée, donné son accord de principe pour l'organisation, à la fin de l'année, d'une deuxième journée nationale du commerce extérieur qui doit prolonger une série de réunions régionales.

Social

● Préretraite : M. André Bergeron, secrétaire général de F.O., a écrit au président de la République pour que soixante mille travailleurs licenciés pour cause économique après cinquante-sept ans et six mois puissent bénéficier à soixante ans de la garantie de ressources au taux de 70 % du salaire brut antérieur. En effet, malgré certains aménage-

ments du décret du 24 novembre 1982, cette possibilité antérieure n'existe plus.

● La situation de Creusot-Loire exige réflexion, selon M. Fabius. Interrogé par M. Paul Chmait, député (P.C.) de la Loire, sur la situation de Creusot-Loire, M. Fabius a répondu, le 1^{er} juin que « toute modification éventuelle de l'actionnariat de Framatome doit faire l'objet d'une réflexion très approfondie et ne saurait être décidée à la hâte pour régler tel ou tel problème immédiat ».

● Les grévistes de la Caisse d'Epargne de Paris, en arrêt de travail depuis le 27 mai, ont décidé de suspendre leur mouvement jusqu'au 7 juin, date de retour de congés du stagiaire dont les grévistes contestent le licenciement. A la Caisse d'Epargne de Caen (Calvados), la grève commencée le 11 mai a pris fin le 1^{er} juin, nous indique notre correspondant.

VOUS VOULEZ DES JOURS MEILLEURS ? J'ARRIVE.

Je vous observe tous depuis quelques mois ! ... Je vous sens comme coincés, poimés, à la recherche d'ouvertures... Pour délivrer vos esprits des nuages qui les empêchent d'imaginer et d'agir, j'arrive à la rescousse. Dans l'Actuel, ce mois-ci, le secret des jours meilleurs.



ACTUEL

ENVIRONNEMENT

Les déchets de Seveso seront incinérés à Bâle

Le démantèlement de l'usine de la dioxine de Seveso est proche. Les quarante et un fûts contenant le poison, actuellement entreposés à Sissone (Aisne), seront acheminés dans les prochains jours vers Bâle (Suisse), dans une cave appartenant à la firme Hoffmann-La Roche.

Les autorités helvétiques ont donné leur accord à ce transfert et à la destruction de la dioxine dans l'incinérateur de la société CIBA-GEIGY, situé également à Bâle. Dans un article intitulé « La chimie bâloise aux prises avec ses rejets », cette installation avait été décrite dans ces colonnes (le Monde du 4 mai). Les déchets chimiques et organiques y sont incinérés à une température de 1 200 °C.

Bernard Paringaux, gérant de la société Speldec, qui était chargée de supprimer les quarante et un fûts, a tenu, le 1^{er} juin à Marseille, une conférence de presse pour expliquer son long silence. Il a notamment affirmé que les services de l'environnement étaient au courant de ses intentions, lorsque les déchets de Seveso sont entrés en France en 1982. Au cabinet de M^{me} Huguette Bouchard, secrétaire d'Etat à l'environnement, on dément cette affirmation.

Bernard Paringaux : le ministère savait

De notre correspondant

Marseille. — Visiblement, il n'était pas mécontent d'être là, le « père Paringaux », comme il se nomme lui-même. Celui qui, quelques jours auparavant, avait déclaré à la presse : « Je n'ai rien à vous dire après ce que vous avez dit sur moi », n'arrivait plus à terminer une conférence de presse organisée par ses soins à Marseille et qui aura duré plus de deux heures. « On m'a obligé à me taire durant cinquante-six jours. Je me rattrape », répond-il à un journaliste qui le pressait d'en venir aux faits.

Pour celui qui refuse d'être un transporteur et se qualifie de « consultant en déchets », l'incident de l'usine de Seveso est à ramener à de justes proportions. « En 1976, affirme-t-il, l'incident de Seveso a provoqué une hystérie mal maîtrisée par les pouvoirs publics. La dioxine n'est pas un poison comme le cyanure. A Seveso, il n'y a eu aucun mort et pas de naissance monstrueuse. Depuis 1976, il existe quelque deux cents études sur les effets de la dioxine, et personne, à part le Monde du 4 mai, ne s'y est référé pour mettre fin à l'hystérie collective. »

Pourquoi ce préambule ? Parce que, explique Bernard Paringaux, il faut comprendre dans quel contexte s'est déroulée l'évacuation des déchets de l'usine contaminée. Il fallait, d'après lui, à cause de la psychologie qui régnait, entourer une opération banale d'un secret absolu.

« On a dit que j'avais agi à la hâte, dit Bernard Paringaux. Or, dès 1981, j'ai remis aux Italiens une étude de faisabilité détaillant toutes les opérations d'évacuation des déchets eux-mêmes et des déchets contaminés. J'ai fourni un devis global pour 150 tonnes de déchets traités par sablage à froid. Le coût à la tonne de l'opération était estimé entre 6 000 F et 7 000 F, y compris les frais de transport. Nous sommes loin des millions que l'on m'a attribués. »

La seule condition imposée par les pouvoirs publics italiens aurait été une discrétion absolue. « Le

30 août 1982, affirme Bernard Paringaux, les responsables italiens m'ont demandé, pour des raisons que j'ignore, d'enlever — hors programme — un premier chargement de quarante et un fûts et non les 150 tonnes. Du coup, cela m'a obligé à refaire une nouvelle procédure. J'ai prévenu les Italiens que, dans ces conditions, j'improvisais un stockage intermédiaire — celui de Saint-Quentin — en attendant l'arrivée du reste des déchets, avant l'expédition du tout vers sa destination finale. J'ai passé « mer » fait à la frontière de Vaucluse. J'ai fait une déclaration normale en douane, indiquant la composition des déchets. »

C'est alors, toujours selon Bernard Paringaux, que s'est produit un incident. Une indiscretion, en Italie, qui rend public ce transport secret vers la France. « En novembre 1982, j'ai été entendu par les douanes, explique Bernard Paringaux. Les mines et le ministère de l'environnement étaient donc parfaitement au courant du transport depuis des mois. Alors, s'étonne-t-il, pourquoi n'a-t-on seulement décidé, en mars 1983, de me faire inculper par le parquet de Saint-Quentin, tout en feignant de découvrir une opération que tout le monde connaissait depuis longtemps ? »

Que n'a-t-il dit tout cela avant ? M. Bernard Paringaux aurait pu éviter d'être, par son silence, à l'origine d'une psychologie qui aura affecté la moitié de l'Europe. « Si je me suis tu, explique-t-il, ce n'est pas à cause de l'argent, que je n'ai pas touché, ce n'est pas par crainte, ni pour des raisons de tractations secrètes. Pas plus pour des raisons d'actes illégaux. Mon silence, affirme-t-il, s'explique par la responsabilité morale que j'avais vis-à-vis de mes porteurs et collaborateurs, ainsi qu'à l'égard de l'éliminateur prévu avec qui je travaillais en confiance. Avec l'excitation qui régnait, dire où se trouvaient les fûts, c'était jeter des noms en pâture : c'était trahir. »

JEAN CONTRUCCI.

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Ministère de l'énergie et des industries pétrochimiques

ENTREPRISE NATIONALE DE SERVICES AUX Puits

Direction des opérations spéciales

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

Numéro 002/83

L'entreprise nationale de services aux puits lance un appel d'offres international pour la fourniture de :

Produits additifs pour ciment pétrolier

Cet appel d'offres s'adresse aux seules entreprises de production à l'exclusion des regroupements, représentants de firmes et autres intermédiaires, et ce, conformément aux dispositions de la loi n° 78/02 du 11 février 1978, portant monopole de l'Etat sur le commerce extérieur.

Les soumissionnaires intéressés par cet appel d'offres peuvent retirer le cahier des charges à l'adresse suivante :

— E.N.S.P. — Direction des opérations spéciales, 2, rue du Capitaine-Azzoug — Côte Rouge — H. Dey Alger, à partir de la date de parution du présent avis.

Les soumissions établies en cinq (5) exemplaires devront parvenir sous double pli cacheté et recommandé au secrétariat de la Direction des opérations spéciales susindiquée.

L'enveloppe extérieure strictement anonyme, sans entête, portera la mention « Avis d'appel d'offres international, numéro 002/83, confidentiel », à ne pas ouvrir.

Les soumissions devront parvenir au plus tard le samedi 16.07.83, avant 12 h, délai de rigueur. Le délai d'option sera de 180 jours à la date de clôture de cet appel d'offres.

CHUTE DRAMATIQUE

S'il est une chute qui est souvent mal acceptée, c'est bien la chute... des cheveux ! Et pourtant, il existe des moyens, des techniques, même si le remède miracle n'existe pas. 24 h, sur 24, au 633.49.20, un disque NORGIL vous informe sur ce problème et ses solutions. 10, rue Toulouze 75005 PARIS.

URBANISME

Le projet de Johan Otto Von Spreckelsens pour la défense

L'élégance au carré

Il est rare qu'un choix architectural soit accueilli avec bienveillance et sérénité. Le débat organisé le mercredi 1^{er} juin par l'Institut français d'architecture avec les organisateurs du concours de la Défense et les touristes présents a montré que le choix du président de la République pour les quatre lauréats désignés par le jury était largement approuvé par des architectes d'âge et de philosophie très différents.

Johan Otto von Spreckelsen ressemble à son projet pour la Tête Défense. Élégant, classiquement moderne, lécunien. Professeur à l'Académie royale des Beaux-Arts de Copenhague, il y dirige le département d'architecture depuis 1978. Lauréat de plusieurs concours dans son pays et mentionné pour le palais du Parlement de Stockholm, il a construit, en tout et pour tout, quatre églises et sa propre maison à Hørsholm, dans la banlieue de Copenhague.

Qu'un homme de qualité, inconnu des milieux chics de l'architecture internationale, soit « découvert » en une telle circonstance incite à réconcilier tout le monde avec ces procédures longues, coûteuses et souvent décevantes que sont les concours largement ouverts : quatre cent vingt-quatre projets pour les deux ministères et le centre de la communication à la Défense, déjà sept cents pour l'Opéra de la Bastille. Un examen rapide des projets présentés au public (1), pour un chantier qui devrait être achevé en 1987, montre en quoi le lauréat est différent.

Inscrite dans un volume cubique de 105 mètres de côté, l'arche monumentale de M. Spreckelsen sera posée au sommet de la colline Chantecor, près du palais du CNIT, sur une dalle qui recouvre autoroute, voies de chemin de fer et parcs de stationnement. Fortes massives, les toitures de cubes, flèches gracieuses, sphères, parfois exprimées dans un graphisme inspiré des B.D. de science-fiction, ont fleuri dans l'imaginaire des concurrents. L'architecte demande au contraire, à proposer une solution simple. Simple de forme, simple techniquement.

« Je voulais un édifice, nous a expliqué J. O. von Spreckelsen, qui soit de la même famille que ses voisins mais qui exprime aussi quelque chose d'extraordinaire. Dans une soirée, vous pouvez vous faire remarquer en portant des vêtements voyants, en parlant fort, ou bien en faisant peu de gestes, chose. Ce cube est une forme très familière, banale. Elle est apparue très tôt dans notre travail. Nous l'avons sculptée de différentes manières, comme une masse énorme de matériau que l'on veut alléger. »

LE NOUVEAU QUARTIER MICHELET DEVRAIT ÊTRE ACHEVÉ EN 1986

Dans trois ans — si tout va bien — le quartier de la Défense sera enfin achevé après vingt ans de travaux. Le dernier « terrain vague », vaste zone située à gauche de l'esplanade en venant de Paris, va se garnir d'immeubles, dont la construction est entamée. Au premier plan s'élève un bâtiment triangulaire entièrement revêtu de verre, où doit s'installer, sur 35 000 mètres carrés, une compagnie d'assurance dont les bureaux étaient éparpillés en neuf points de la capitale.

Derrière, de part et d'autre d'une avenue accessible aux voitures, s'aligneront des immeubles de neuf étages, qui abriteront une centaine de logements « pour professions libérales », un hôtel (peut-être financé par un groupe chinois de Hongkong) et surtout des bureaux. Enfin, au dernier plan, une tour de 100 mètres de haut, occupée par une compagnie pétrolière, surmontera l'ensemble et assurera la liaison avec le reste du « Manhattan français ».

Au total, 250 000 mètres carrés de bureaux vont être mis sur le marché. Selon M. Christian Pelletier, P.-D.G. de la S.A.R.L. la société de construction qui réalise ce nouveau quartier, baptisé Michelet, la moitié de ces surfaces sont déjà vendues.

Le Monde RÉALISE CHAQUE SEMAINE UNE SÉLECTION HEBDOMADAIRE

spécialement destinée à ses lecteurs résidents à l'étranger. Exemplaires spécimens sur demande

« Le cube est une forme géométrique simple, comme celles qu'on voit tout autour, ajoute-t-il. En étant légèrement désaxé, le bâtiment devient accueillant, il fait signe aux gens, les invite à entrer. C'est un effet très connu dans l'histoire de l'architecture, et c'est une chance de pouvoir l'utiliser ici. Voyez l'église qui est en haut de l'escalier de la place d'Espagne, à Rome, elle n'est pas dans l'axe : il y a bien d'autres exemples anciens. »

« Ici, dans ce quartier où tous les bâtiments sont placés rigoureusement suivant des axes orthogonaux, on crée un événement en étant légèrement de biais. Même si les passants ne discernent pas tout ce qui compose une architecture, ils ressentent l'impression d'ensemble. Au contraire, on ne reconnaît pas tous les instruments, mais on entend le musique. »

L'architecte, avec une équipe restreinte, a eu une approche poétique, intuitive, du projet, comme en témoignent ses « rendus », simples esquisses, idées mises en image.

« D'abord, j'ai évité de lire le programme, affirme-t-il ; j'ai seulement vérifié ensuite que l'idée pouvait fonctionner. Et je suis venu sur place

après trois mois d'étude, en janvier, par un temps épouvantable, froid, neige et vent. » Les bâtiments bas, de verre et de métal, couverts d'une toiture comme un papier plié, qui tracent une sorte de « ruisseau », selon l'architecte, de part et d'autre de l'arche, et la traversant, sont le résultat de cette visite hivernale.

« Dès le début, nous avons travaillé sur des maquettes du quartier. Nous avons expérimenté les volumes possibles, les échelles. En choisissant une forme différente des bâtiments proches (la tour Fiat des 200 mètres de hauteur, ou la voûte triangulaire du CNIT), nous n'avons pas à nous mesurer à eux, à être plus haut, ou plus étendu au sol. »

Autre subtilité, autre délicatesse du projet : les arches réalisées en béton, qui affinent la silhouette de l'édifice et en font un objet classique moderne, comme le sont les tables et les tabourets d'Alvar Aalto, un autre Scandinave. L'explication vient toute seule : « Si vous construisez un grand bâtiment avec un trou (il y a en de toutes sortes parmi les projets concurrents et notamment un monstrueux arc de triomphe de Riccardo Boffili), vous avez construit un bâtiment normal avec un trou au milieu, pas un portique. Les découps

en biseau accusent le caractère accueillant de l'arche : elle a les bras ouverts, en quelque sorte. »

Mais la poésie n'est pas tout. Conçu pour être une structure en béton armé, comme un cadre (cadre) qui se soutient lui-même, le bâtiment ne nécessite pas de fondations exceptionnelles et se place, adroitement, en deux points, dans les tranchées libres du sous-sol. La position de biais facilite cette implantation.

Johan Otto von Spreckelsen dit avoir étudié attentivement les projets antérieurs, plusieurs dizaines depuis vingt ans, et bien d'autres avant-guerre, y compris une contribution de Le Corbusier. Mais il se refuse à le commenter. Le seul enseignement qu'il avoue en avoir tiré est qu'il faut « faire autre chose ». C'est fait avec classe.

MICHEL CHAMPENOIS.

(1) Exposition des quatre cent vingt-quatre projets, dont les quatre triés et les deux mentionnés. Une maquette permet de voir le projet dans la perspective du Louvre et des Champs-Élysées. Ouvert tous les jours de 12 à 19 heures, jusqu'au 30 juin, à la galerie de l'Exposition, quartier de la Défense.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

COMPAGNIE GÉNÉRALE D'ÉLECTRICITÉ

Le chiffre d'affaires du groupe de la COMPAGNIE GÉNÉRALE D'ÉLECTRICITÉ (sociétés contrôlées et sociétés affiliées) s'est élevé, pour le 1^{er} trimestre de 1983, à 14 344 millions de francs, soit une augmentation de 15,7 % par rapport à celui du 1^{er} trimestre de 1982, qui s'élevait à 12 394 millions de francs.

Cette augmentation se répartit à peu près par moitié entre la croissance interne et la croissance externe, cette dernière provenant, pour l'essentiel, de la prise en compte de Kibel Metal et de la Compagnie électro-mécanique.

La répartition de ce chiffre d'affaires par secteurs d'activité est la suivante :

| | 1 ^{er} trimestre 1982 | 1 ^{er} trimestre 1983 |
|---|--------------------------------|--------------------------------|
| Électromécanique et construction navale | 2 198 | 2 857 |
| Entreprise électrique | 725 | 684 |
| Entreprise et ingénierie | 2 799 | 3 039 |
| Télécommunications et informatique | 2 629 | 3 033 |
| Câbles | 1 003 | 1 505 |
| Accumulateurs et piles | 808 | 857 |
| Matériaux | 340 | 290 |
| Grand public | 240 | 242 |
| Commercial et divers | 1 652 | 1 837 |
| Total | 12 394 | 14 344 |

BANQUE NATIONALE DE PARIS « INTERCONTINENTALE »

Assemblée générale ordinaire du 30 mai 1983

L'assemblée générale ordinaire de la B.N.P. « INTERCONTINENTALE » s'est tenue le 30 mai 1983 à Paris sous la présidence de M. René Thomas.

Au 31 décembre 1982, le bilan de la banque totale 7.519.299.000 francs, contre 5.930.476.101 francs à la fin 1981.

Le solde bénéficiaire de l'exercice 1982 ressort à 53.978.538 francs, au lieu de 45.306.431 francs, en hausse de 17,8 %.

L'assemblée générale a décidé de mettre en paiement, à dater du 7 juin 1983, contre remise de coupon n° 14, un dividende net de 6,80 francs au lieu de 7,50 francs en 1981. Cette réduction du dividende répond aux exigences de la loi du 30 juillet 1982, réglementant la distribution des dividendes.

Ce paiement assure un revenu global de 10,20 francs par action, inclus l'impôt déjà payé au Trésor (avoir fiscal) de 3,40 francs.

L'assemblée générale a également décidé de prélever un montant de 39.500.000 francs de manière à porter l'ensemble des réserves à 251.500.000 francs.

Le report à nouveau est de 13.282.981 francs.

Le bilan consolidé au 31 décembre 1982 de la B.N.P. « INTERCONTINENTALE » et de ses filiales (Banque commerciale pour le commerce et l'industrie, Union bancaire pour le commerce et l'industrie et Banque pour le commerce et l'industrie — Mer Rouge) s'élève à 14.627.228.739 francs, contre, à fin 1981, 11.553.495.888 francs.

Par ailleurs, l'assemblée générale a ratifié les cooptations d'administrateurs, faites en séance du conseil d'administration des 21 octobre 1982 et 11 avril 1983 de :

— M. Marcel Rinaudo, directeur général de la B.N.P. « INTERCONTINENTALE » ;
— M. Emmanuel Philippon, directeur central de la Banque nationale de Paris.

COMPAGNIE GÉNÉRALE D'ÉLECTRICITÉ

L'assemblée générale extraordinaire de la Compagnie générale d'électricité a décidé, le 26 mai 1983 :

— d'augmenter le capital de 21 millions de francs en le portant ainsi à 813 659 400 francs par l'émission à 500 francs, soit 100 francs pour le nominal et 400 francs pour la prime, de deux cent dix mille actions ;

— et de réserver la souscription de ces deux cent dix mille actions à l'Etat.

Ce dernier sera ainsi mis en mesure de consolider en capital, avant le 30 juin prochain, l'avance d'actionnaire de 105 millions de francs qu'il a mise à la disposition de la Compagnie, dans le cadre de la dotation en fonds propres de 150 millions de francs prévue, pour l'exercice 1983, par le contrat de plan signé le 24 février 1983.



BANCO CENTRAL S.A. MADRID

COTATION A LA BOURSE DE NEW-YORK

Le BANCO CENTRAL a été présenté à la conférence annuelle des investisseurs institutionnels américains sous les auspices de la MORGAN GUARANTY TRUST CO. L'audit a été réalisé par KLYNVELD MAIN GOER DELER. Les cotations au premier marché de la Bourse de New-York commenceront prochainement.

4241101350

MARCHÉS FINANCIERS

PÀRIS

1^{er} juin

Chute de l'or

Pris à contre-pied par le vif repli observé mardi soir à Wall Street où l'indice Dow-Jones a perdu plus de 16 points, le marché parisien n'a guère fait preuve d'originalité mercredi en perdant à son tour 1,4 %, épongeant, et au-delà, les 0,96 % gagnés la veille.

Ce mouvement de mauvaise humeur sur l'ensemble des places financières est motivé par la crainte manifestée par les spécialistes à l'idée d'un renchérissement du loyer de l'argent tel que le laisse entrevoir la remontée du loyer de l'argent outre-Atlantique.

La réaction a été particulièrement sensible sur le marché de l'or, où la tension observée sur les taux d'intérêt américains à court terme — et l'effet dopant qui en est résulté sur le dollar — a entraîné une forte chute du métal fin.

Tombe aux alentours de 415 dollars l'once au début de matinée à Hong-kong, en baisse de plus de 23 points sur la veille, l'or s'est établi à 416,25 dollars à Londres au premier « fixing », contre 439 dollars mardi midi.

Le même effet a été enregistré par le marché de l'or à Paris avec un repli de 3 900 F du lingot, à 102 500 F en dernier cours, tandis que le napoléon se contentait de perdre 3 F à 681 F.

Les mines d'or ont lourdement chuté, St-Helena, Goldfields, Président Brand perdant 6 % à 7 %.

Côté actions françaises, Usinor, Agence Havas, Comptoirs modernes et Raffinage ont abandonné 5 % à 7 %. Les gains sont restés plus modérés : Europe 1 (+ 3,5 %), Saurines (+ 3 %).

Le dollar-titre s'est encore établi aux alentours de 9,40 F.

LA VIE DE

NEW-YORK

Très irrégulier

De nouveau en baisse mercredi à l'ouverture de la séance, les cours se sont redressés par la suite avant de rechuter à l'approche de la clôture. Tout le terrain regagné n'a cependant pas été entièrement reperdu, l'indice des industrielles s'inscrivant finalement à 1 202,20 (+ 2,22 points). Très irrégulière, la tendance l'a été indiscutablement comme en témoigne le bilan de la journée.

Sur 1960 valeurs traitées, 888 se sont repliées, 682 ont monté et 390 n'ont pas varié.

La menace d'un renchérissement des taux d'intérêt avec une masse monétaire dont le gonflement apparaît inexplicable, si l'on en croit le secrétaire au Trésor, a continué de peser sur le marché.

Les opérateurs attendent avec une curiosité mêlée d'appréhension la publication des dernières statistiques sur ladite masse monétaire.

L'activité a porté sur 84,46 millions de litres contre 72,8 millions la veille.

| MAJESTES | Cours de | Cours du |
|----------|----------|----------|
|----------|----------|----------|

| VALEURS | 31 mai | 1 ^{er} juin |
|--------------------|---------|----------------------|
| Alcoa | 57 3/8 | 57 1/2 |
| A.T.T. | 85 7/8 | 85 1/2 |
| A.T.T. - 100 | 85 1/8 | 84 1/2 |
| Chemical Bank | 57 5/8 | 57 1/8 |
| De Pont de Nemours | 48 1/2 | 47 3/4 |
| Dow Chemical | 57 1/2 | 57 1/8 |
| Eastman | 43 1/2 | 43 3/4 |
| Ford | 103 3/8 | 105 |
| General Foods | 42 3/8 | 43 1/8 |
| General Motors | 43 1/2 | 43 1/2 |
| Johnson & Johnson | 111 1/8 | 111 1/2 |
| I.G.M. | 29 1/4 | 29 1/2 |
| IBM | 111 1/8 | 111 1/2 |
| Modi Oil | 29 1/4 | 29 1/2 |
| Pfizer | 47 3/8 | 47 1/2 |
| Pine Sol | 29 1/4 | 29 1/2 |
| Rockwell | 34 1/8 | 34 1/4 |
| Union Carbide | 33 5/8 | 33 1/2 |
| U.S. Steel | 70 1/4 | 70 1/2 |
| Westinghouse | 40 1/4 | 40 1/2 |
| Weyerhaeuser | 46 1/2 | 46 1/2 |

LA VIE DES SOCIÉTÉS

NOREL BOZEL. — La direction de la société a présenté au comité d'entreprise un plan de restructuration prévoyant la fermeture de son unité située près de Port-Vendres (Pyrénées-Orientales), employant 140 personnes.

La direction prévoit de regrouper, à partir de juin 1984, ses fabrications dans ses deux usines situées en Normandie et dans le Vaucluse.

Selon la direction, compte tenu des départs en préretraite et des offres de reclassement qu'elle proposerait, il ne devrait pas y avoir de licenciement.

MICHELIN. - La filiale brésilienne du groupe prévoit de doubler sa production de pneumatiques à carcasse radiale, pour la porter de 700 à 1 400 unités par jour.

Implantée au Brésil depuis 1981, Michelin possède une unité de production à Resende (Etat de Paraíba) pour la fabrication des carcasses, et une autre à Campo-Grande, près de Rio de Janeiro, pour la fabrication des pneus. En 1984, la direction de Michelin-Brazil espère porter la production à 2 000 unités par jour. Une partie de la production est destinée à l'exportation.

MINES DE POTASSE D'ALSACE. — Cette filiale du groupe E.M.C. annonce une aggravation de ses pertes pour 1982 : 98 millions de francs contre 17 millions. Le chiffre d'affaires a progressé de 12,1 % à 1 810 millions de francs.

NOUVELLES GALERIES. — La société centrale d'achats, contrôlée par les Galeries Lafayette, a informé la Chambre syndicale que sa participation dans le capital des Nouvelles Galeries avait franchi le seuil des 10 %.

BOURSE DE PARIS Comptant

1^{er} JUIN

| VALEURS | | | VALEURS | | | VALEURS | | | VALEURS | | | 1/5 | | | SICAV | | |
|----------------------|------------|------------|---------------------|-------------|---------------|----------------------|-------------|---------------|--------------------|-------------|---------------|-----|-------------|---------------|-------|--------------|---------|
| | % du cours | % du cours | | Cours préc. | Dernier cours | | Cours préc. | Dernier cours | | Cours préc. | Dernier cours | | Cours préc. | Dernier cours | | Encaissement | Rachats |
| 3 % | 2.005 | | De Dietrich | 330 | 343 | Mineral Worms | 108 90 | 111 | B. N. Meuse | 7 725 | 38100 | | | | | | |
| 3 1/4 % amort. 45-54 | 37 06 | 1 688 | Dagobert | 125 | 120 | Navis (Mar. cl.) | 306 | 315 | B. Belg. Internat. | 38700 | | | | | | | |
| 5 % | 2 807 | | Dalmat | 528 | 525 | Odessa | 306 | 315 | Belmont | 205 10 | 201 20 | | | | | | |
| 5 1/4 % 1983 | 103 80 | 3 175 | Pal. Belg. P.A.C.B. | 119 30 | 110 00 | OPF Paris | 95 85 | 100 | Shyco | 163 60 | 158 | | | | | | |
| Comp. 7 % 1972 | 8835 | | Oléfin-Bonin | 284 50 | 286 | Origny | 95 | 90 | Bovator | 30 10 | 33 | | | | | | |
| Comp. 8,80 % 1978 | 180 00 | 0 240 | Oléfin-Indochine | 330 | 330 | Origny-Desnoires | 150 | 150 | British Petroleum | 58 40 | 58 60 | | | | | | |
| Comp. 10 % 1978 | 89 80 | 0 726 | Orléans | 202 | 202 | Paris-Normandie | 294 | 294 50 | Cl. Lambert | 389 | | | | | | | |
| Comp. 10,80 % 75/84 | 88 70 | 0 417 | Orléans-Trav. Pub. | 235 10 | | Paris-Orient | 102 | 101 10 | Cl. Holdings | 95 | 65 70 | | | | | | |
| Comp. 13,25 % 80/90 | 90 10 | 13 214 | Orléans-Tour. | 5 20 | 5 10 | Part. Fin. Com. Int. | 212 | 217 | Compt. Public | 324 | 323 | | | | | | |
| Comp. 16,75 % 80/87 | 91 10 | 1 858 | Orléans-Vichy | 950 | 950 | Part. Fin. Com. Int. | 212 | 217 | Compt. Public | 324 | 323 | | | | | | |
| Comp. 16,75 % 81/89 | 100 20 | 5 218 | Orléans-Vichy | 950 | 950 | Part. Fin. Com. Int. | 212 | 217 | Compt. Public | 324 | 323 | | | | | | |
| Comp. 17,25 % 80/87 | 100 20 | 12 161 | Orléans-Vichy | 950 | 950 | Part. Fin. Com. Int. | 212 | 217 | Compt. Public | 324 | 323 | | | | | | |
| Comp. 17,25 % 80/87 | 101 10 | 4 214 | Orléans-Vichy | 950 | 950 | Part. Fin. Com. Int. | 212 | 217 | Compt. Public | 324 | 323 | | | | | | |
| Comp. 17,25 % 80/87 | 105 10 | 15 623 | Orléans-Vichy | 950 | 950 | Part. Fin. Com. Int. | 212 | 217 | Compt. Public | 324 | 323 | | | | | | |
| Comp. 17,25 % 80/87 | 135 70 | 5 436 | Orléans-Vichy | 950 | 950 | Part. Fin. Com. Int. | 212 | 217 | Compt. Public | 324 | 323 | | | | | | |
| Comp. 17,25 % 80/87 | 93 30 | 0 143 | Orléans-Vichy | 950 | 950 | Part. Fin. Com. Int. | 212 | 217 | Compt. Public | 324 | 323 | | | | | | |
| Comp. 17,25 % 80/87 | 162 10 | | Orléans-Vichy | 950 | 950 | Part. Fin. Com. Int. | 212 | 217 | Compt. Public | 324 | 323 | | | | | | |
| Comp. 17,25 % 80/87 | 100 70 | 0 476 | Orléans-Vichy | 950 | 950 | Part. Fin. Com. Int. | 212 | 217 | Compt. Public | 324 | 323 | | | | | | |
| Comp. 17,25 % 80/87 | 100 70 | 0 476 | Orléans-Vichy | 950 | 950 | Part. Fin. Com. Int. | 212 | 217 | Compt. Public | 324 | 323 | | | | | | |
| Comp. 17,25 % 80/87 | 100 70 | 0 476 | Orléans-Vichy | 950 | 950 | Part. Fin. Com. Int. | 212 | 217 | Compt. Public | 324 | 323 | | | | | | |
| Comp. 17,25 % 80/87 | 100 70 | 0 476 | Orléans-Vichy | 950 | 950 | Part. Fin. Com. Int. | 212 | 217 | Compt. Public | 324 | 323 | | | | | | |
| Comp. 17,25 % 80/87 | 100 70 | 0 476 | Orléans-Vichy | 950 | 950 | Part. Fin. Com. Int. | 212 | 217 | Compt. Public | 324 | 323 | | | | | | |
| Comp. 17,25 % 80/87 | 100 70 | 0 476 | Orléans-Vichy | 950 | 950 | Part. Fin. Com. Int. | 212 | 217 | Compt. Public | 324 | 323 | | | | | | |
| Comp. 17,25 % 80/87 | 100 70 | 0 476 | Orléans-Vichy | 950 | 950 | Part. Fin. Com. Int. | 212 | 217 | Compt. Public | 324 | 323 | | | | | | |
| Comp. 17,25 % 80/87 | 100 70 | 0 476 | Orléans-Vichy | 950 | 950 | Part. Fin. Com. Int. | 212 | 217 | Compt. Public | 324 | 323 | | | | | | |
| Comp. 17,25 % 80/87 | 100 70 | 0 476 | Orléans-Vichy | 950 | 950 | Part. Fin. Com. Int. | 212 | 217 | Compt. Public | 324 | 323 | | | | | | |
| Comp. 17,25 % 80/87 | 100 70 | 0 476 | Orléans-Vichy | 950 | 950 | Part. Fin. Com. Int. | 212 | 217 | Compt. Public | 324 | 323 | | | | | | |
| Comp. 17,25 % 80/87 | 100 70 | 0 476 | Orléans-Vichy | 950 | 950 | Part. Fin. Com. Int. | 212 | 217 | Compt. Public | 324 | 323 | | | | | | |
| Comp. 17,25 % 80/87 | 100 70 | 0 476 | Orléans-Vichy | 950 | 950 | Part. Fin. Com. Int. | 212 | 217 | Compt. Public | 324 | 323 | | | | | | |
| Comp. 17,25 % 80/87 | 100 70 | 0 476 | Orléans-Vichy | 950 | 950 | Part. Fin. Com. Int. | 212 | 217 | Compt. Public | 324 | 323 | | | | | | |
| Comp. 17,25 % 80/87 | 100 70 | 0 476 | Orléans-Vichy | 950 | 950 | Part. Fin. Com. Int. | 212 | 217 | Compt. Public | 324 | 323 | | | | | | |
| Comp. 17,25 % 80/87 | 100 70 | 0 476 | Orléans-Vichy | 950 | 950 | Part. Fin. Com. Int. | 212 | 217 | Compt. Public | 324 | 323 | | | | | | |
| Comp. 17,25 % 80/87 | 100 70 | 0 476 | Orléans-Vichy | 950 | 950 | Part. Fin. Com. Int. | 212 | 217 | Compt. Public | 324 | 323 | | | | | | |
| Comp. 17,25 % 80/87 | 100 70 | 0 476 | Orléans-Vichy | 950 | 950 | Part. Fin. Com. Int. | 212 | 217 | Compt. Public | 324 | 323 | | | | | | |
| Comp. 17,25 % 80/87 | 100 70 | 0 476 | Orléans-Vichy | 950 | 950 | Part. Fin. Com. Int. | 212 | 217 | Compt. Public | 324 | 323 | | | | | | |
| Comp. 17,25 % 80/87 | 100 70 | 0 476 | Orléans-Vichy | 950 | 950 | Part. Fin. Com. Int. | 212 | 217 | Compt. Public | 324 | 323 | | | | | | |
| Comp. 17,25 % 80/87 | 100 70 | 0 476 | Orléans-Vichy | 950 | 950 | Part. Fin. Com. Int. | 212 | 217 | Compt. Public | 324 | 323 | | | | | | |
| Comp. 17,25 % 80/87 | 100 70 | 0 476 | Orléans-Vichy | 950 | 950 | Part. Fin. Com. Int. | 212 | 217 | Compt. Public | 324 | 323 | | | | | | |
| Comp. 17,25 % 80/87 | 100 70 | 0 476 | Orléans-Vichy | 950 | 950 | Part. Fin. Com. Int. | 212 | 217 | Compt. Public | 324 | 323 | | | | | | |
| Comp. 17,25 % 80/87 | 100 70 | 0 476 | Orléans-Vichy | 950 | 950 | Part. Fin. Com. Int. | 212 | 217 | Compt. Public | 324 | 323 | | | | | | |
| Comp. 17,25 % 80/87 | 100 70 | 0 476 | Orléans-Vichy | 950 | 950 | Part. Fin. Com. Int. | 212 | 217 | Compt. Public | 324 | 323 | | | | | | |
| Comp. 17,25 % 80/87 | 100 70 | 0 476 | Orléans-Vichy | 950 | 950 | Part. Fin. Com. Int. | 212 | 217 | Compt. Public | 324 | 323 | | | | | | |
| Comp. 17,25 % 80/87 | 100 70 | 0 476 | Orléans-Vichy | 950 | 950 | Part. Fin. Com. Int. | 212 | 217 | Compt. Public | 324 | 323 | | | | | | |
| Comp. 17,25 % 80/87 | 100 70 | 0 476 | Orléans-Vichy | 950 | 950 | Part. Fin. Com. Int. | 212 | 217 | Compt. Public | 324 | 323 | | | | | | |
| Comp. 17,25 % 80/87 | 100 70 | 0 476 | Orléans-Vichy | 950 | 950 | Part. Fin. Com. Int. | 212 | 217 | Compt. Public | 324 | 323 | | | | | | |
| Comp. 17,25 % 80/87 | 100 70 | 0 476 | Orléans-Vichy | 950 | 950 | Part. Fin. Com. Int. | 212 | 217 | Compt. Public | 324 | 323 | | | | | | |
| Comp. 17,25 % 80/87 | 100 70 | 0 476 | Orléans-Vichy | 950 | 950 | Part. Fin. Com. Int. | 212 | 217 | Compt. Public | 324 | 323 | | | | | | |
| Comp. 17,25 % 80/87 | 100 70 | 0 476 | Orléans-Vichy | 950 | 950 | Part. Fin. Com. Int. | 212 | 217 | Compt. Public | 324 | 323 | | | | | | |
| Comp. 17,25 % 80/87 | 100 70 | 0 476 | Orléans-Vichy | 950 | 950 | Part. Fin. Com. Int. | 212 | 217 | Compt. Public | 324 | 323 | | | | | | |
| Comp. 17,25 % 80/87 | 100 70 | 0 476 | Orléans-Vichy | 950 | 950 | Part. Fin. Com. Int. | 212 | 217 | Compt. Public | 324 | 323 | | | | | | |
| Comp. 17,25 % 80/87 | 100 70 | 0 476 | Orléans-Vichy | 950 | 950 | Part. Fin. Com. Int. | 212 | 217 | Compt. Public | 324 | 323 | | | | | | |
| Comp. 17,25 % 80/87 | 100 70 | 0 476 | Orléans-Vichy | 950 | 950 | Part. Fin. Com. Int. | 212 | 217 | Compt. Public | 324 | 323 | | | | | | |
| Comp. 17,25 % 80/87 | 100 70 | 0 476 | Orléans-Vichy | 950 | 950 | Part. Fin. Com. Int. | 212 | 217 | Compt. Public | 324 | 323 | | | | | | |
| Comp. 17,25 % 80/87 | 100 70 | 0 476 | Orléans-Vichy | 950 | 950 | Part. Fin. Com. Int. | 212 | 217 | Compt. Public | 324 | 323 | | | | | | |
| Comp. 17,25 % 80/87 | 100 70 | 0 476 | Orléans-Vichy | 950 | 950 | Part. Fin. Com. Int. | 212 | 217 | Compt. Public | 324 | 323 | | | | | | |
| Comp. 17,25 % 80/87 | 100 70 | 0 476 | Orléans-Vichy | 950 | 950 | Part. Fin. Com. Int. | 212 | 217 | Compt. Public | 324 | 323 | | | | | | |
| Comp. 17,25 % 80/87 | 100 70 | 0 476 | Orléans-Vichy | 950 | 950 | Part. Fin. Com. Int. | 212 | 217 | Compt. Public | 324 | 323 | | | | | | |
| Comp. 17,25 % 80/87 | 100 70 | 0 476 | Orléans-Vichy | 950 | 950 | Part. Fin. Com. Int. | 212 | 217 | Compt. Public | 324 | 323 | | | | | | |
| Comp. 17,25 % 80/87 | 100 70 | 0 476 | Orléans-Vichy | 950 | 950 | Part. Fin. Com. Int. | 212 | 217 | Compt. Public | 324 | 323 | | | | | | |
| Comp. 17,25 % 80/87 | 100 70 | 0 476 | Orléans-Vichy | 950 | 950 | Part. Fin. Com. Int. | 212 | 217 | Compt. Public | 324 | 323 | | | | | | |
| Comp. 17,25 % 80/87 | 100 70 | 0 476 | Orléans-Vichy | 950 | 950 | Part. Fin. Com. Int. | 212 | 217 | Compt. Public | 324 | 323 | | | | | | |
| Comp. 17,25 % 80/87 | 100 70 | 0 476 | Orléans-Vichy | 950 | 950 | Part. Fin. Com. Int. | 212 | 217 | Compt. Public | 324 | 323 | | | | | | |
| Comp. 17,25 % 80/87 | 100 70 | 0 476 | Orléans-Vichy | 950 | 950 | Part. Fin. Com. Int. | 212 | 217 | Compt. Public | 324 | 323 | | | | | | |
| Comp. 17,25 % 80/87 | 100 70 | 0 476 | Orléans-Vichy | 950 | 950 | Part. Fin. Com. Int. | 212 | 217 | Compt. Public | 324 | 323 | | | | | | |
| Comp. 17,25 % 80/87 | 100 70 | 0 476 | Orléans-Vichy | 950 | 950 | Part. Fin. Com. Int. | 212 | 217 | Compt. Public | 324 | 323 | | | | | | |
| Comp. 17,25 % 80/87 | 100 70 | 0 476 | Orléans-Vichy | 950 | 950 | Part. Fin. Com. Int. | 212 | 217 | Compt. Public | 324 | 323 | | | | | | |
| Comp. 17,25 % 80/87 | 100 70 | 0 476 | Orléans-Vichy | 950 | 950 | Part. Fin. Com. Int. | 212 | 217 | Compt. Public | 324 | 323 | | | | | | |
| Comp. 17,25 % 80/87 | 100 70 | 0 476 | Orléans-Vichy | 950 | 950 | Part. Fin. Com. Int. | 212 | 217 | Compt. Public | 324 | 323 | | | | | | |
| Comp. 17,25 % 80/87 | 100 70 | 0 476 | Orléans-Vichy | 950 | 950 | Part. Fin. Com. Int. | 212 | 217 | Compt. Public | 324 | 323 | | | | | | |
| Comp. 17,25 % 80/87 | 100 70 | 0 476 | Orléans-Vichy | 950 | 950 | Part. Fin. Com. Int. | 212 | 217 | Compt. Public | 324 | 323 | | | | | | |
| Comp. 17,25 % 80/87 | 100 70 | 0 476 | Orléans-Vichy | 950 | 950 | Part. Fin. Com. Int. | 212 | 217 | Compt. Public | 324 | 323 | | | | | | |
| Comp. 17,25 % 80/87 | 100 70 | 0 476 | Orléans-Vichy | 950 | 950 | Part. Fin. Com. Int. | 212 | 217 | Compt. Public | 324 | 323 | | | | | | |
| Comp. 17,25 % 80/87 | 100 70 | 0 476 | Orléans-Vichy | 950 | 950 | Part. Fin. Com. Int. | 212 | 217 | Compt. Public | 324 | 323 | | | | | | |
| Comp. 17,25 % 80/87 | 100 70 | 0 476 | Orléans-Vichy | 950 | 950 | Part. Fin. Com. Int. | 212 | 217 | Compt. Public | 324 | 323 | | | | | | |
| Comp. 17,25 % 80/87 | 100 70 | 0 476 | Orléans-Vichy | 950 | 950 | Part. Fin. Com. Int. | 212 | 217 | Compt. Public | 324 | 323 | | | | | | |
| Comp. 17,25 % 80/87 | 100 70 | 0 476 | Orléans-Vichy | 950 | 950 | Part. Fin. Com. Int. | 212 | 217 | Compt. Public | 324 | 323 | | | | | | |
| Comp. 17,25 % 80/87 | 100 70 | 0 476 | Orléans-Vichy | 950 | 950 | Part. Fin. Com. Int. | 212 | 217 | Compt. Public | 324 | 323 | | | | | | |
| Comp. 17,25 % 80/87 | 100 70 | 0 476 | Orléans-Vichy | 950 | 950 | Part. Fin. Com. Int. | 212 | 217 | Compt. Public | 324 | 323 | | | | | | |
| Comp. 17,25 % 80/87 | 100 70 | 0 476 | Orléans-Vichy | 950 | 950 | Part. Fin. Com. Int. | 212 | 217 | Compt. Public | 324 | 323 | | | | | | |
| Comp. 17,25 % 80/87 | 100 70 | 0 476 | Orléans-Vichy | 950 | 950 | Part. Fin. Com. Int. | 212 | 217 | Compt. Public | 324 | 323 | | | | | | |
| Comp. 17,25 % 80/87 | 100 70 | 0 476 | Orléans-Vichy | 950 | 950 | Part. Fin. Com. Int. | 212 | 217 | Compt. Public | 324 | 323 | | | | | | |
| Comp. 17,25 % 80/87 | 100 70 | 0 476 | Orléans-Vichy | 950 | 950 | Part. Fin. Com. Int. | 212 | 217 | Compt. Public | 324 | 323 | | | | | | |
| Comp. 17,25 % 80/87 | 100 70 | 0 476 | Orléans-Vichy | 950</ | | | | | | | | | | | | | |

Marché à terme

Compte tenu de la brièveté du délai qui nous est imparti pour publier la cure complète dans nos dernières éditions, nous pourrions être contraints parfois à ne pas donner les derniers cours. Dans ce cas ceux-ci figureraient le lendemain dans la première édition.

[illegible]

La Chambre syndicale a décidé de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant été exceptionnellement l'objet de transactions entre 14 h. 18 et 14 h. 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

[illegible]

| | |
|--------------------|---|
| DES CHANGES | COURS DES BILLETS AUX GUICHETS |
|--------------------|---|

| DEL | COURS préc. | COURS 1/8 | Achat | Vente | MORNAIES ET DEVISES | COURS préc. | COURS 1/8 |
|-----|----------------|--------------|--------|--------|-------------------------|----------------|--------------|
| | 7 580 | 7 837 | 7 420 | 7 830 | Gr fr 100 en laur. | 106000 | 102150 |
| | 300 050 | 300 200 | 280 | 310 | Gr fr 100 ling. | 106400 | |
| | 15 026 | 15 040 | 14 800 | 15 600 | Pièce française (20 fr) | 684 | 681 |
| | 267 070 | 267 | 256 | 276 | Pièce française (10 fr) | 420 | |
| | 83 850 | 83 780 | 82 | 85 | Pièce française (20 fr) | 578 | 570 |
| | 105 100 | 105 220 | 102 | 108 | Pièce indienne (20 fr) | 848 | 840 |
| | 12 185 | 12 172 | 11 750 | 12 550 | Souverain | 822 | 810 |
| | 12 880 | 8 066 | 8 250 | 10 250 | Pièce de 20 dollars | 3820 | 3845 |
| | 5 083 | 5 067 | 4 847 | 5 200 | Pièce de 10 dollars | 1890 | 1910 |
| | 351 800 | 352 820 | 350 | 371 | Pièce de 5 dollars | 1100 | |
| | 100 280 | 100 360 | 98 | 102 | Pièce de 25 pence | 4380 | 4325 |
| | 42 810 | 42 855 | 41 800 | 43 800 | Pièce de 10 florins | 681 | 680 |
| | 5 401 | 5 417 | 5 250 | 5 850 | | | |
| | 7 540 | 7 540 | 8 850 | 8 250 | | | |
| | 5 144 | 5 212 | 6 050 | 8 350 | | | |
| | 3 171 | 3 186 | 3 060 | 3 210 | | | |

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

| MONNAIES ET DEVISES | COURS péc. | COURS 1/8 |
|------------------------|---------------|--------------|
| 100 francs (en barre) | 108000 | 102150 |
| 100 francs (en lingot) | 106400 | 102500 |
| 100 francs (200 gr) | 884 | 681 |
| 100 francs (100 gr) | 420 | |
| 100 suisse (200 gr) | 578 | 570 |
| 100 suisse (100 gr) | 546 | 540 |
| 100 belges (200 gr) | 822 | 810 |
| 100 belges (100 gr) | 3520 | 3845 |
| 100 de 10 dollars | 1890 | 1910 |
| 100 de 5 dollars | 1100 | |
| 100 de 50 pence | 4392 | 4395 |
| 100 de 10 florins | 681 | 680 |

٥٥١ من الأهل